





REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME SOIXANTE-DIXIÈME

ANNÉE 1911. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, 11, GRANDE-RUE,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1911

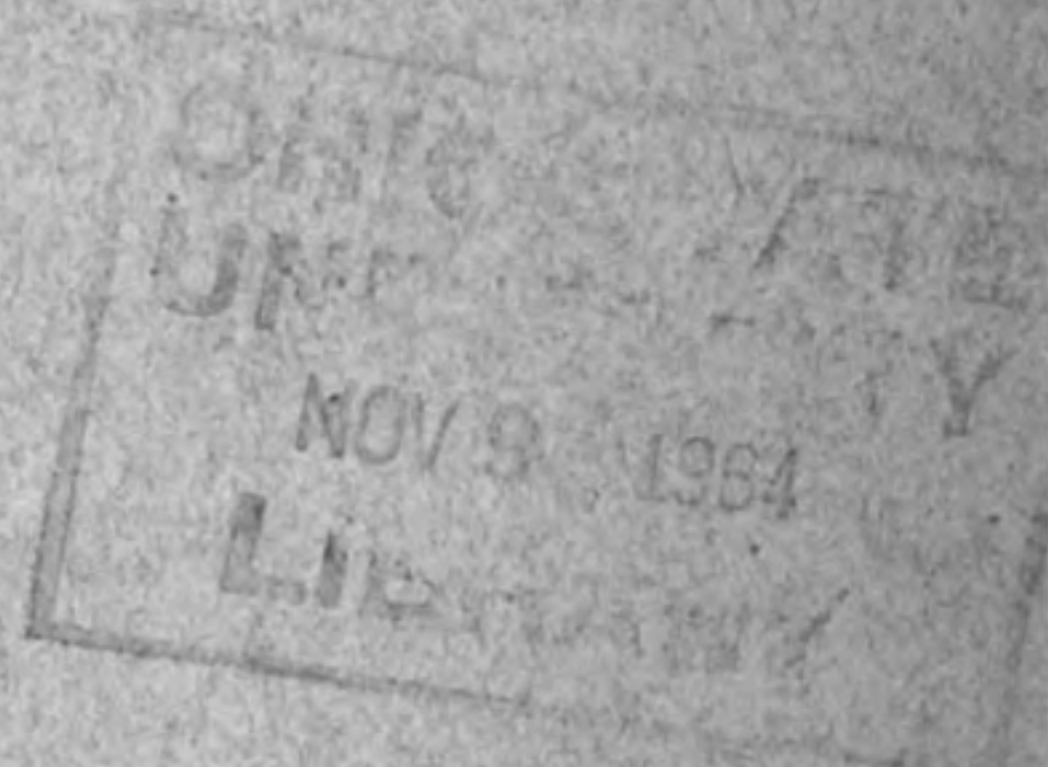
1789
1790
1791

DC 611
M221 R5
V.70

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME LXX. — PREMIÈRE LIVRAISON

ANNÉE 1911. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS
IMPRIMERIE FLEURY
28, Place de la République.

LE MANS
A. DE SAINT-DENIS
Libraire, Place Saint-Nicolas.

1911

SOMMAIRE

DE LA

QUATRIÈME LIVRAISON DE 1911

- 1^o LE COLLÈGE DE L'ORATOIRE AU MANS, par M. l'abbé REEB, professeur au collège de Juilly. Page 5
- 2^o UN MÉDECIN PÉDAGOGUE AU XVIII^e SIÈCLE : JEAN VERDIER (fin), par M. le docteur DELAUNAY. Page 36
- 3^o CONTILLY SEIGNEURIAL. (fin), par M. l'abbé JOSEPH VAVASSEUR. Page 56
- 4^o LE MANS ET SES MONUMENTS, impressions d'un archéologue belge, par M. le vicomte de Ghellinck-Vaerneuyck, membre de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. Page 81
- 5^o UN SAUVETAGE ARCHÉOLOGIQUE : LA SAINTE MADELEINE DU VIEUX MANS, par M. Robert Triger. Page 91
- 6^o CHRONIQUE : M. E. Lefèvre-Pontalis, professeur titulaire à l'École des Chartes. — Nécrologie : le R. P. de la Croix et M. E. Maire. — Décoration militaire : M. Tual. — Souvenirs historiques de la bataille du Mans. — L'Exposition régionale de l'Ouest ; excursions au Mans de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, de la Société des Arts, de Laval, et de la Société historique de l'Orne. — La statue du conventionnel Levasseur. — Congrès archéologique de Reims. Page 101
- 7^o LIVRES NOUVEAUX : Publications de MM. G. Lafleur, P. Calendini, dom L. Guillouveau, E. Frain, J. L'Hermite, Gabriel Fleury, l'abbé Uzureau, J. Hamon et L. Duval. Page 113
-

LE COLLÈGE - SÉMINAIRE

DE L'ORATOIRE DU MANS

(1624-1791)

A côté et comme à l'ombre de la cathédrale Saint-Julien, entre les rues Saint-Ouen, Saint-Vincent, Mont-Barbet et de Tessé, s'élève le lycée du Mans. Cet établissement, dont « la position est aussi salubre qu'agréable » (1), occupe en partie la place de l'ancien collège-séminaire de l'Oratoire. L'aile gauche, en effet, date du siècle dernier ; elle a été achevée en 1851, époque où le collège du Mans fut érigé en lycée ; en outre, d'importants travaux ont été exécutés en 1885. En 1901, on célébrait le cinquantenaire du lycée, et, à cette occasion, divers orateurs, respectueux du passé, rendirent aux Oratoriens un juste tribut d'hommages. Néanmoins, l'histoire de ce passé « qui ne fut pas sans éclat », (*Discours de M. le sénateur Cordelet*), reste encore à écrire. Il n'a fait jusqu'ici l'objet que de courts travaux d'érudition : notices, mémoires, articles de Bulletins ou de Revues, etc. (2). On y peut joindre d'autres renseignements de

(1) Ambroise Ledru, *Le Mans et ses environs*, 1905, p. 49.

(2) Voir notamment D. Rebut, *Histoire du Lycée du Mans* (Mémoire). Le Mans, Monnoyer, 1895 ; du même auteur, divers articles dans le *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, t. XXXV, p. 357 sq. ; t. XXXVI, p. 237 sq. ; t. XXXVII, p. 253 sq. ;

source diverse, dispersés çà et là (1), sans compter les documents d'archives.

Pour nous, sincère admirateur de l'œuvre du cardinal de Bérulle, en attendant qu'une plume plus érudite et plus qualifiée nous donne, sur un si noble sujet, le livre qu'il mérite d'inspirer, voici quel serait notre dessein : résumer et coordonner l'ensemble de ce qui a été écrit, ou plutôt de ce que nous avons pu découvrir au cours de nos recherches, touchant le collège-séminaire de l'Oratoire du Mans.

Dans une *Première partie*, nous retracerons l'histoire de cette maison ; une *Seconde partie* exposera ses méthodes d'enseignement, sa discipline, et, en un mot, sa pédagogie.

t. XXXIX, p. 51 sq. — Coquet, *L'Ancien Collège-séminaire de l'Oratoire du Mans*, Palmarès du Lycée du Mans, 1897, 1898. — Pavet et Dejault-Martinière, *Le Collège du Mans pendant la Révolution*, Le Mans, Imprimerie Sarthoise, 1900. Certains de ces travaux nous ont été généreusement indiqués ou communiqués soit par M. Triger, président de la *Société historique et archéologique du Maine*, soit par M. Rebut ou par M. Pavet, secrétaire de *L'Association des anciens élèves du Lycée du Mans* ; nous leur en témoignons ici toute notre reconnaissance.

(1) Voir *Mémoires de Le Prince d'Ardenay* (1737-1815), publiés et annotés par l'abbé G. Esnault. Le Mans, 1880. — Th. Cauvin, *Recherches sur les établissements de charité et d'instruction publique dans le diocèse du Mans*. Le Mans, 1825, p. 112 sq. — Pesche, *Dictionnaire statistique de la Sarthe*, 1834, article *Ville du Mans*, t. III, p. 574 sq. L'auteur n'a guère fait que reproduire en l'abrégeant, l'Article de Cauvin. — M. Boyer, *Notice biographique sur le P. Moissenet*. Le Mans, 1842. — Dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, t. V et VI. Paris, 1851 ; *L'Église du Mans pendant la Révolution*, passim. Le Mans, 1868. — A. Bellée, *Recherches sur l'instruction publique dans le département de la Sarthe*, etc. 1875, p. 143 sq. — Hauréau, *Histoire littéraire du Maine*, nouvelle édition. Paris, 1877, t. VI, p. 216 sq., et t. X, pp. 125, 126. — G. Compayré, *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France*, 2 vol. 4^e édit., 1883, t. I, p. 206 sq. — Le P. Ingold, *L'Oratoire et la Révolution*. Paris, Poussielgue, 1886. — Ch. Hamel, *Histoire de l'abbaye et du collège de Juilly*. Paris, J. Gervais, 1888. — Le P. Lallemant, *Histoire de l'éducation dans l'ancien Oratoire de France*. Paris, E. Thorin, 1888.

PREMIÈRE PARTIE

§ I. LE COLLÈGE DU MANS AVANT LA RÉVOLUTION

SES ORIGINES, SES PROGRÈS, SA DÉCADENCE

L'origine du collège-séminaire de l'Oratoire du Mans, sinon des bâtiments eux-mêmes, remonte à la plus haute antiquité. Sur l'emplacement du collège, Herlemont I, évêque du Mans (710-730), avait fondé un hôpital en faveur des pèlerins qui visitaient l'église cathédrale. Plus tard, en 1099, cet hôpital devint le manoir du prieuré de Monnet, dépendant de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers, puis fut érigé en cure paroissiale sous le nom de Saint-Ouen-des-Fossés, à cause de sa situation près des fossés du château.

On sait que le Concile de Trente permit l'établissement d'un séminaire dans chaque diocèse pour l'instruction des jeunes clercs. « Les *Gestes* de Pierre Faifeu et de Charles de Bourdigné, son légendaire, démontrent assez que notre pays n'était pas exempt des scandales qui réclamaient une réforme » (1). L'évêque Claude d'Angennes de Rambouillet acquit de l'abbé de Saint-Aubin d'Angers la cure de Saint-Ouen, en échange de celle de Pringé qui lui appartenait, afin d'y établir le séminaire du diocèse du Mans. Une bulle de Clément VIII, du 23 novembre 1599, approuva cet échange et érigea la cure de Saint-Ouen en séminaire : elle lui donnait le principal pour curé et permettait d'unir trois bénéfices simples à l'établissement (2). Dans le synode diocésain de 1600, il fut décidé qu'outre la somme de 800 écus déjà employée en partie aux bâtiments, il serait encore pris 1500 écus sur les deniers du clergé, et que, si d'autres

(1) Dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, t. V, p. 627.

(2) La bulle du pape fut confirmée par lettres-patentes du 15 mars 1600, enregistrées au Parlement, le 25 juillet.

fonds devenaient nécessaires, il serait levé, pour cette fois seulement, un tiers de ce que l'on percevait de décimes ordinaires. De son côté, Claude d'Angennes cédait au séminaire un jardin qui dépendait de l'évêché, et le dotait des revenus que la reine Bérengère, en 1216, avait donnés à une maison d'éducation de la paroisse de Gourdain. Il était placé sous la surveillance et direction de l'évêque diocésain, de deux délégués du clergé manceau, et de deux chanoines, nommés l'un par l'évêque, l'autre par le chapitre de la cathédrale ; c'était l'esprit des décrets de Trente. En 1601, Michel Aubourg, docteur en théologie et curé de Marolles-les-Braults, en fut nommé supérieur et vit croître encore la nouvelle fondation. Le corps de ville offrit 600 livres, et le chapitre donna, durant plusieurs années, vingt charges de blé ou de seigle ; les chanoines consentirent aussi à l'union de la chapelle de Saint-Maur, dite de la Gondrière, desservie dans l'église cathédrale (10 octobre 1601, et 5 mars 1605).

Jacques Pelletier, religieux de Beaulieu, prieur de Brains, et titulaire de la chapelle de Saint-Jean-Baptiste de la Pohorie, à Domfront-en-Champagne, unit à perpétuité, du consentement des abbé et chanoines de Beaulieu, cette chapelle au collège-séminaire. Il stipulait qu'après sa mort on prendrait sur le bénéfice cent livres de rente pour la pension d'un ou plusieurs religieux, à la nomination des abbé et convent dûment assemblés, lesquels religieux seraient mis au collège pour y être instruits. La préférence devait être donnée aux parents du P. Pelletier.

Dès le 20 février 1601, Aubourg avait cédé au collège-séminaire la métairie et le fief de la Patrise, à charge d'admettre dans la maison, et d'y entretenir gratuitement, pendant six ans, un enfant de sa famille ou à défaut, de la paroisse de Beaufay, en état d'entrer en troisième. Trois ans plus tard, le 4 avril 1604, il lui légua tous ses livres de théologie

et de scolastique « pour être mis en un lieu public et servir aux étudiants en théologie » (1).

De 1601 à 1625, le collège-séminaire fut gouverné par quatre prêtres séculiers qui le tenaient à bail, sous la direction des administrateurs dont nous parlions tout à l'heure. Cependant dès 1618, on avait senti la nécessité de lui donner une autre direction. Les Jésuites auraient bien voulu y être appelés. La proposition en fut faite par les délégués du chapitre à l'assemblée du clergé qui se tint le 27 août 1618. Mais le projet fut mal accueilli par le clergé et par l'assemblée des paroisses. Il y eut alors un moment d'hésitation. A la fin, M^{sr} Charles de Beaumanoir de Lavardin, informé du zèle avec lequel les prêtres de l'Oratoire conduisaient les collèges de Nantes et d'Angers, résolut, après en avoir conféré avec les principaux de son clergé, de leur confier le gouvernement de son séminaire.

On connaît les origines de la Congrégation de l'Oratoire. « Essentiellement et uniquement sacerdotale, elle n'abdiquera aucune des missions qui sollicitent le zèle d'un prêtre. D'autant plus qu'elle relève des ordinaires, qu'elle se tient à leur volonté, et que, formant comme un corps d'élite dans la milice ecclésiastique, elle n'accepte ni privilèges, ni exemptions » (2). Un jour ou l'autre, les Oratoriens devaient donc être éducateurs. Il est vrai que le P. de Bérulle, leur fondateur, avait interdit à ses disciples cette grande fonction de l'enseignement ; il lui paraissait une sorte d'indélicatesse, d'ouvrir d'autres collèges à côté des florissantes maisons dirigées par la Compagnie de Jésus.

(1) Michel Aubourg mourut le 18 janvier 1606 et fut inhumé dans l'église du séminaire.

(2) Le P. Lallemand, *Histoire de l'Éducation dans l'ancien Oratoire de France*, p. 22. « L'épiscopat français se sentait attiré par une sympathie naturelle vers un ordre religieux qui relevait directement de son autorité. » Compayré, *Histoire des doctrines de l'Éducation en France*, t. I, p. 214.

Prévoyait-il l'avenir ? Pressentait-il qu'une concurrence d'études ou de méthodes pédagogiques causerait des batailles plus dangereuses et de plus redoutables rivalités ? Quoi qu'il en soit, le pape Paul V leva ses scrupules et l'obligea à prendre la direction des collèges qui lui seraient offerts. La confiance des évêques répondit à celle du pape. Le premier qui demanda aux Oratoriens de régir un collège fut le cardinal de Joyeuse, archevêque de Rouen. D'autres suivirent son exemple. En mars 1624, la Congrégation comptait déjà *dix maisons* (1).

Ce fut le 20 juillet de cette même année, que les directeurs du séminaire du Mans traitèrent de son administration avec les Oratoriens, représentés par le P. Achille de Harlay de Sancy, depuis évêque de Saint-Malo, désigné par le P. de Bérulle. Ils prenaient la charge de la paroisse de Saint-Ouen et la direction de l'établissement. Celui-ci leur était cédé à perpétuité avec ses biens et revenus, à la condition qu'il ne cesserait point d'être placé sous la surveillance et juridiction de l'évêque diocésain, de deux députés du clergé et de deux chanoines, comme par le passé. L'Oratoire prenait l'engagement d'y nommer six régents de son ordre, un pour la théologie, un pour la philosophie et quatre « pour les leçons de lettres humaines, grecques et latines ». Il s'obligeait à faire, une fois par semaine au moins, une leçon de catéchisme ; à nourrir et à défrayer six boursiers pauvres, choisis par les délégués du clergé « lesquels ne pourront être employés à aucun œuvre vil », et un septième, de la fondation Michel Aubourg ; à prendre des pensionnaires, « à des prix modérés, selon la fertilité du pays et des années » ; enfin à entretenir la maison et les autres biens du collège en bon état de réparation. L'évêque, d'autre

(1) 1^o *Dieppe*, fondée en 1614 ; 2^o *Nantes*, en 1615 ; 3^o *Poligny*, en 1617 ; 4^o *Riom*, en 1618 ; 5^o *Joyeuse*, en 1620 ; 6^o *Notre-Dame de Grâce en Forez*, en 1620 ; 7^o *Pézenas*, en 1623 ; 8^o *L'École militaire de Vendôme*, en 1623 ; 9^o *Montbrison*, en 1624 ; 10^o *Angers*, en 1624.

part, abandonnait à l'Oratoire tous les biens, bénéfices, bâtiments, domaines, droits, revenus, legs, annexes et dépendances quelconques du collège-séminaire.

Le contrat fut passé au palais épiscopal par Tuffière et Toussard, notaires royaux en la Cour du Mans. Le recteur de l'Université de Paris s'étant opposé à ce qu'il fût exécuté, des lettres-patentes du 25 avril 1625 confirmèrent les prêtres de l'Oratoire dans leur possession (1). La maison du Mans devint promptement considérable : « Parmi les collèges fondés par les Oratoriens, ceux du Mans et de Juilly acquirent le plus de renommée » (2).

Au début de la nouvelle direction, la liberté excessive laissée jusqu'alors aux écoliers, jetait le trouble dans l'établissement, surtout lorsque les élèves y entraient pour étudier en philosophie. Afin d'arrêter le mal, les Oratoriens, en la personne du P. Mouëssy, supérieur, présentèrent requête (1643) au clergé de Saint-Julien, à l'effet d'obtenir la réunion de la prébende préceptoriale à leur collège : ils s'adressèrent également à l'Hôtel de Ville et au Présidial. Leur demande ne fut accueillie qu'en 1649, à plusieurs conditions, entre autres de fournir un second professeur de philosophie et un régent de cinquième, de catéchiser le peuple le dimanche, et les écoliers le samedi, et de prendre de sept en sept ans de nouvelles provisions. Bientôt, l'Oratoire s'augmentait par l'acceptation du collège Saint-Benoît, fondé le 29 août 1532, par le chanoine Jean Dugué. Ce digne prêtre voulant travailler « à l'utilité de la chose publique », avait réuni dans une maison qu'il avait bâtie et dotée, quelques écoles de grammaire dispersées dans la paroisse Saint-Benoît.

Cette maison subsista d'abord sous le patronage du

(1) C'est au mois d'octobre suivant, à la fin du bail du précédent supérieur, que les Oratoriens commencèrent à diriger leur nouveau collège. Le premier supérieur fut le P. Leloué.

(2) Dom Piolin, *Hist. de l'Église du Mans*, t. VI, p. 94.

chapitre de Saint-Pierre de la Cour, chargé depuis longtemps « de commettre et instituer maîtres de grammaire, chant et autre régence dans la ville et faubourgs, banlieues et quintes du Mans ». L'union à l'Oratoire, acceptée par l'Hôtel de Ville, par le chapitre et par les héritiers de Jean Dugué, fut faite par la transaction du 26 octobre 1652. Les Oratoriens s'obligeaient à placer les armes du chapitre au-dessus de la porte d'entrée de la classe de cinquième et de la chaire du régent de cette classe, qui pour la dignité serait réputée la première, de fournir tous les ans un bouquet de fleurs qui serait attaché par un des pères à la châsse de sainte Scolastique, et y resterait pendant la station que faisait la procession de la cathédrale le jour de cette fête, à l'église de Saint-Ouen (1); de plus, il était convenu que chaque nouveau régent de cinquième se présenterait le samedi avant la Toussaint, devant ledit chapitre de Saint-Pierre, y déclarerait qu'il avait été choisi par ses supérieurs pour régenter cette classe, et y réclamerait l'agrément du chapitre pour exercer ses fonctions; enfin, que les membres de ladite collégiale de Saint-Pierre seraient invités aux actes publics du collège, dans la personne de leur doyen, par un programme que leur présenteraient les élèves: conditions qui toutes furent observées jusqu'à la Révolution.

Les Oratoriens échangèrent, avec l'autorisation de l'Hôtel de Ville, les bâtiments du collège de Saint-Benoît, évalués 4.000 livres, contre une maison appelée *le jeu de paume*, avec ses dépendances, attenant à leur établissement. Les chanoines de Saint-Pierre ratifièrent cet échange, et le contrat fut homologué à la sénéchaussée du Maine.

Le chapitre de l'Église du Mans fut aussi l'un des princi-

(1) Cette procession avait été instituée en souvenir de la délivrance de la ville du Mans, assiégée par les Protestants (11 juillet 1562). C'est sainte Scolastique que les Manceaux vénèrent encore aujourd'hui comme leur patronne.

paux bienfaiteurs de l'Oratoire. Les Pères lui devaient une somme de 1073 livres, dont le chapitre leur fit remise, le 12 mars 1661, en stipulant ce qui suit : « Les armes du chapitre seront placées en relief au-dessus de la principale porte de la nouvelle église, et à côté du grand autel (1) ; le jour de l'Ascension, auquel le chapitre va en procession dans l'église de l'Oratoire, le sacristain, revêtu d'un surplis, présentera à chacun des doyen et chanoines un grand bassin rempli de bouquets *honnêtes*, afin que chacun puisse en prendre un ». Cette seconde obligation retombait sur les élèves externes qui étaient tenus d'apporter chacun un bouquet, dont on composait ceux qu'on offrait aux bons chanoines de la cathédrale.

A cette époque, le collège s'était laissé gagner aux théories cartésiennes qui, suspectées dès la mort de Descartes, avaient été finalement condamnées par Rome, par l'Université de Paris et par le gouvernement de Louis XIV. Les supérieurs de l'Oratoire n'osaient pas lutter ouvertement contre d'aussi redoutables adversaires que les thomistes, qui avaient pour eux de pareils appuis. Ils ne refusèrent donc pas leur adhésion aux censures dont la philosophie de Descartes avait été l'objet, mais la maison de la Place royale à Paris, où la Congrégation avait son séminaire, envoyait chaque année dans les provinces, de jeunes confrères qui faisaient la plupart, en leur particulier, profession d'attachement à la nouvelle méthode et travaillaient à l'accréditer. Un cartésien enthousiaste, le P. André Martin, plus connu sous le pseudonyme d'*Ambrosius*

(1) Quand en 1682, la nouvelle église de l'Oratoire étant sur le point d'être achevée, les armes du Chapitre y furent placées, le marquis de Lavardin, seigneur du fief de la plus grande partie du terrain sur lequel était ce bâtiment, forma opposition. En 1690, après un procès de huit années, les armes furent enlevées du consentement du Chapitre, et le 12 mars 1697, on arrêta qu'au lieu de ce devoir, la maison de l'Oratoire célébrerait un service solennel à la mort de chaque chanoine.

Faber, avait enseigné la philosophie au Mans, en 1648, avant d'aller professer à Marseille où son cours fut supprimé en 1652, par le P. Bourgoing. Un autre cartésien déclaré, le P. Bernard Lamy, lui avait succédé en 1669, au sortir de Juilly, où il avait occupé la chaire de rhétorique avec un grand éclat (1). C'est un des hommes les plus remarquables de la Congrégation (2). Le P. Lamy était né au Mans et avait fait ses études dans sa ville natale : Mascaron, son professeur, avait pressenti son talent. Admis à l'Oratoire à 18 ans, ordonné prêtre en 1667, il avait quitté Le Mans pour aller à Saumur poursuivre ses études de théologie, sous le P. André Martin. Professeur au collège d'Angers, son enseignement y avait soulevé une vive contestation entre le recteur de l'Université et les supérieurs de l'Oratoire. Pour tout dire, le P. Bernard Lamy nous est signalé parmi les Oratoriens, comme un de ceux qui témoignèrent en faveur de Descartes avec le plus de franchise. Il avait composé une épitaphe latine, « marque publique, dit-il, de mon estime et de ma reconnaissance pour ce philosophe » (3). Un tel maître dut exercer une très grande influence sur l'esprit de ses jeunes compatriotes.

(1) Hamel, *Histoire de l'abbaye et du collège de Juilly*, p. 247.

(2) Sur Bernard Lamy, voir notamment l'article d'Hauréau, *Histoire littéraire du Maine*, t. VI, p. 216 sq. — Né en 1640, B. Lamy mourut en 1715, la même année que Malebranche avec lequel il était uni par une étroite conformité de goûts et d'opinions. Il légua une partie de sa bibliothèque au collège de l'Oratoire du Mans.

(3) Voici quelques vers de cette épitaphe :

*« Hic jacet, occultos veri tentare recessus
Ausus, et ignotas primus inire vias.....
Notus et interior qui spiritus incolit artus,
Ipse sibi ignotus qui prius hospes erat.....
Ante sub obscuris verborum ambagibus Error,
Occultus facilem luserat ante fidem.
O veteris caligo ævi ! Felicior ætas
Affulget, tantus cui sine nube dies.
Purpureos tumulo flores et lilia spargam :
Hoc Sophia, hoc Mathesis marmore strata jacet. »*

(Hauréau, op. cit., *ibid.*, pp. 247, 248.)

Ce qui est certain, c'est qu'en 1661 le Conseil général de l'Oratoire dut interdire la soutenance au Mans, de thèses où les théories nouvelles étaient exposées. Les défenses croissaient avec les infractions qu'on leur opposait, et celles-ci augmentaient en nombre et en audace. Au Mans encore, le P. Carryer continue à professer le cartésianisme ; un ordre du Conseil l'exclut (12 février 1678). Son oncle, le fameux P. du Breuil qui était l'ami de Pirot, docteur en Sorbonne, fait examiner les thèses, et, à la demande même de M. de Harlay, le P. Carryer est réintégré dans la Congrégation ; seulement, il doit quitter Le Mans pour aller à Mâcon. On comprend que le cartésianisme se soit créé au sein de l'Oratoire, d'aussi ardents défenseurs. Le P. de Bérulle eut avec Descartes des relations amicales. Peut-être même lui fit-il un devoir de publier son *Discours sur la Méthode* ? Au reste, l'Oratoire n'embrassait, comme société, aucun système philosophique ni théologique. Mais il n'en est pas moins vrai que le cartésianisme de certains de ses membres, et non des moins en vue, faillit coûter cher à la Congrégation, malgré les efforts du Conseil pour le réprimer. Fatigué de ne pouvoir venir à bout de leurs résistances, Louis XIV avait résolu, en 1678, de fermer tous leurs collèges. Il avait déjà donné la déclaration à M. de Châteauneuf ; on l'allait signer ; Le Tellier s'y opposa, représentant qu'une affaire de cette importance méritait d'être examinée au Conseil. On l'y porta et elle fut discutée avec attention. Celui qui sauva l'Oratoire fut précisément un ami des Jésuites.

Le collège-séminaire du Mans put donc continuer à vivre et à prospérer. A mesure qu'il prenait de l'extension, les bâtiments primitifs étaient devenus trop étroits. On avait dû songer à édifier une nouvelle maison. Malheureusement, les biens du collège ne produisaient que 2.000 livres de revenus. En 1649, l'Hôtel de Ville avait permis d'imposer

chaque écolier à une rétribution annuelle de trois livres, les pauvres exceptés, afin de pouvoir construire des bâtiments plus étendus. L'œuvre, commencée le 14 mars de cette même année, fut achevée en 1656, et coûta 25.000 livres, y compris les bois estimés à 2.500 livres. Le 12 avril 1668, on fit toiser le corps de logis récemment construit, en présence de M. Le Vayer, lieutenant général, et il se trouva avoir en longueur 30 toises de six pieds la toise, de dedans en dedans des murailles, et en largeur trois toises et demie entre les murailles (la toise valait environ deux mètres, ce qui faisait 60 mètres de longueur et 7 mètres de largeur). Au premier étage, il y avait cinq classes d'humanités et deux de philosophie ; chaque classe avait en hauteur deux toises (quatre mètres) sous soliveaux, et était carrée ; au second étage, il y avait deux salles pour les pensionnaires, et au milieu, la chambre du préfet ; ensuite six autres chambres de six pieds de hauteur (deux mètres) sous soliveaux ; au-dessus, étaient des études et des greniers. Au milieu du bâtiment, se trouvait un escalier de pierre au haut duquel il y avait un « *dosme* ».

En 1674, l'évêque L. de la Vergne de Tressan établit une deuxième chaire de théologie au collège, et la dota d'une des prébendes de la cathédrale (1). L'année suivante, le 18 septembre, une mission de quinze jours qui devait se renouveler tous les sept ans, fut fondée pour les écoliers dans l'église de l'Oratoire, par le père J.-B. Nouët (2) : cet intervalle fut plus tard réduit à cinq ans, par M^{sr} de Jouffroy-Gonsans. Le *jubilé* était annoncé par un mandement de

(1) L'assignation, consentie par le clergé, était de 12.000 livres. Un peu plus tard, le clergé ajouta 2.000 livres pour l'amortissement des biens ruraux acquis avec les premiers fonds.

(2) Il donnait à cet effet trente livres de rente annuelle. — Voir D. Rebut, *Le Jubilé des Écoliers de l'Oratoire du Mans*, 1756-1775, *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, 1899-1900, t. XXXVII, p. 253 sq.

l'évêque : « Ce mandement, dit avec raison M. Boyer, ainsi que les détails d'une cérémonie religieuse qui, avec le cours d'instruction dont elle était accompagnée, devait agir si puissamment sur le moral de la jeunesse, sont des monuments qu'il est précieux de conserver pour l'histoire de l'éducation » (1).

Déjà les travaux pour la construction de la nouvelle église étaient commencés. Le 26 août 1675, M^{sr} de Tressan en avait posé la première pierre ; le 25 mars 1683, il en faisait la consécration. La dépense, y compris les décors intérieurs et le bâtiment de la sacristie, s'éleva à 36.165 livres, dont 8.100 livres furent données par les députés du clergé, et 2.576 livres provinrent d'autres dons. Cette chapelle, telle qu'elle existe encore de nos jours, est construite en forme de croix latine, et peut contenir 700 personnes. La façade est dans le style des églises des Jésuites, dont le type est si connu ; elle est surmontée d'un fronton. Au centre du tympan, le nom de Dieu, en hébreu, entouré d'un faisceau de rayons. Au-dessus de la porte principale, la légende de l'Oratoire : *Jesus-Maria*. Il n'y a qu'une nef. A l'entrée du chœur, à droite et à gauche, deux inscriptions sur marbre noir : l'une rappelle la fondation du séminaire, en 1599, par l'évêque Claude d'Angennes, et l'installation des Oratoriens en septembre 1624 ; l'autre, la consécration de la chapelle en 1683, par M^{sr} de Tressan. L'autel, en marbre noir, est surmonté d'un dais dont le baldaquin, en chêne un peu trop ouvragé, repose sur six jolies colonnes torses en marbre noir veiné de blanc. Quatre statues sans grande valeur, et une série de tableaux représentant des scènes de la vie de N.-S., ornent la nef et le chœur (2). La

(1) M. Boyer, *Notice biographique sur le P. Moissenet*.

(2) Trois seulement de ces tableaux sont signés : *de Cherche*. — Voir la description détaillée de la chapelle de l'Oratoire, par M. D. Rebut, *Bulletin de la Société d'Agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, t. XXXV, 1895-96, p. 367 sq.

sacristie n'offre rien de remarquable. L'orgue date de 1839. Bref, l'ensemble ne manque pas d'élégance.

Quatre ans après l'achèvement de la chapelle, en 1687, on construisit le réfectoire et la cuisine. Ce bâtiment, dont les fondations ont de 11 à 13 pieds de profondeur (soit quatre mètres en moyenne), fut terminé en 1694, et coûta 50.243 livres 15 s. 3 d.

Le soin que les Oratoriens du Mans apportaient à étendre et à embellir leur maison, ne les empêchait pas de s'intéresser à la querelle du jansénisme qui agitait depuis longtemps l'Église de France, et d'y jouer leur rôle. Aussi bien, l'Oratoire était porté vers les doctrines de Jansénius : le cartésianisme *mal entendu*, suivant le mot de Bossuet, y menait aisément. En fait, de nombreux Oratoriens s'en montrèrent les partisans obstinés, encore que le P. Bourgoing eût ordonné, le 29 juillet 1673, à toutes les maisons de la Congrégation, de se soumettre à la bulle d'Innocent X qui condamnait les *cinq* fameuses propositions (1). Le 4 mars 1675, le P. de Sainte-Marthe, à son tour, quoique *augustinien* zélé, dans « l'Ordre qu'il fit tenir aux collèges, rappelle la défense de publier des thèses sans le *visa* des supérieurs. » C'est que déjà les accusations reprenaient leur cours contre les régents de l'Oratoire. Dans plusieurs collèges, notamment au Mans, toujours des débats renaissaient : censures de thèses ou de cahiers, lettres de cachet, suspensions de classes, interdits signifiés à des régents ou à des supérieurs (2). Le mal s'aggravait au début du XVIII^e

(1) Dom Piolin, ayant remarqué que l'enseignement des Oratoriens fut toujours plus ou moins « *infecté de jansénisme* », ajoute que cet enseignement devint même *presbytérien*, témoin, dit-il, le P. Jean-François Périer, qui soutenait que les simples prêtres étaient juges de la foi. Après avoir avancé ces doctrines dans sa chaire, au Mans, cet ancien professeur devint évêque constitutionnel du Puy-de-Dôme, et, en 1802, évêque légitime d'Avignon. (*L'Église du Mans pendant la Révolution*, t. I, p. 107.)

(2) Le P. de Genne qui était, au Mans, le plus ardent propagateur

siècle. La bulle *Unigenitus* venait de condamner cent une propositions extraites des *Réflexions morales* de Quesnel, un ancien oratorien ; la querelle continuait plus furieuse que jamais. Enfin, à l'assemblée de 1749, la bulle fut reconnue comme une règle de foi par tous les députés. Dès lors, l'orthodoxie gagna sans cesse du terrain au sein de l'Oratoire. Mais il semble que le collège-séminaire du Mans s'attarda plus longtemps dans le jansénisme. En 1773, le P. Roy, l'un des professeurs de philosophie, inséra dans ses cahiers des propositions erronées sur la nature et l'exercice des vertus théologiques (1). Elles furent dénoncées par l'abbé Paillé, grand-vicaire, chargé de veiller sur les études des jeunes gens. En même temps, le professeur se permit de composer des couplets contre un vénérable prêtre, le P. Vincent-Toussaint Beurier, eudiste, qui était venu prêcher le carême au Mans, et avait réfuté les doctrines de Jansénius. L'évêque, M^{sr} de Grimaldi, demanda au Père Général que le P. Roy fût renvoyé. L'affaire paraissait devoir ainsi s'arranger, lorsque le prélat fut avisé que, d'après les supérieurs du P. Roy, s'il le trouvait coupable, il n'avait qu'à le traduire devant l'official. M^{sr} de Grimaldi, piqué, rendit une sentence publique contre un enseignement qui était public, et exigea une rétractation en forme. Il astreignit en outre les élèves de théologie à suivre les cours de son séminaire, où l'enseignement était confié aux prêtres de la Mission. Quant aux élèves de philosophie, il ne les enleva pas entièrement de l'Oratoire, mais il établit deux répétiteurs au séminaire Saint-Charles et obligea les jeunes clercs à suivre leurs cours.

Cependant le P. Roy, soutenu par le P. Général et les principaux membres de sa congrégation, refusait opiniâtre-

du jansénisme, ayant été envoyé à Saumur, y soutint les mêmes thèses, ce qui causa un vrai scandale.

(1) Notamment celle-ci, « *qu'il n'y a point de vertu sans la charité* », que l'auteur avait prise dans la *Philosophie* d'Auxerre.

ment de se soumettre. Tout le parti janséniste était en émoi et lançait une foule de satires et de petites publications plus ou moins méchantes, en prose et en vers, contre l'évêque du Mans, ses vicaires généraux et l'official. M^{sr} de Grimaldi dut aller à Paris voir le ministre, car la Cour elle-même s'était émue de ce très grave incident. En vain le chancelier, les évêques de Limoges et d'Arras, et même l'archevêque de Narbonne, essayèrent d'amener une réconciliation. Le Mans continuait à soutenir les Oratoriens. Les habitants écrivirent au roi, le 7 mars 1774, une lettre qui est un précieux témoignage de leur attachement pour les maîtres de leur collège (1). La lettre, d'un ton modéré, énumérait tous les griefs que l'on croyait avoir contre l'évêque, et insistait surtout sur son esprit contentieux et despotique. « Ce n'est qu'après avoir employé tous les ménagements et tous les égards, y disait-on, qu'ils (les Manceaux) se trouvent obligés de recourir à Votre Majesté pour faire rendre au collège de la capitale de la province, son plein et entier exercice, dont la suspension depuis plus de quatre mois, laisse une partie de la jeunesse sans instruction ». Et la lettre ajoutait : « Le collège est devenu un des plus considérables du royaume ; toute la province du Maine lui doit son éducation. Les prêtres de l'Oratoire ont répondu à la confiance des habitants. Tous les prélats, prédécesseurs du sieur de Grimaldi, ont été contents de leur doctrine et de leur enseignement. Les habitants leur ont fait également connaître dans tous les temps leur attachement et leur reconnaissance...., sentiments qui étaient le prix des services que les pères de l'Oratoire rendaient à la patrie, depuis cent cinquante ans, avec autant de zèle que de désintéressement. » Le P. Roy s'était déjà soumis ; il avait signé une rétractation, le 21 janvier 1774, à laquelle le P. Général et ses assistants don-

(1) *Bibliothèque municipale du Mans*, Maine, n° 561.

nèrent leur adhésion (1) ; la paix fut faite entre l'évêché et le collège, dont les prix furent, à partir de 1776, acquis grâce aux libéralités de l'évêque.

Pendant la bataille du jansénisme, l'Oratoire avait reçu des coups si rudes qu'il n'en devait se remettre jamais. C'est surtout dans l'histoire des collèges qu'on peut suivre la défaveur croissante qui frappait les Oratoriens. Au Mans en particulier, on trouve, dans le cours du XVIII^e siècle, une notable diminution du nombre des élèves. En 1678, Le Vayer, lieutenant de la sénéchaussée, en avait fait dresser la liste ; elle comprenait 754 noms (2) ; en 1763, quand Terray fit son enquête, le collège ne comptait plus que 400 élèves dont la plupart étaient pauvres, et par conséquent ne payaient rien. Dans la suite, ce chiffre tomba successivement à 293, 289, 281. En 1783, si l'on ne considère que les théologiens, leur nombre se trouve réduit à *vingt* (3).

A cette décroissance, répondait l'état lamentable d'une

(1) Rebut, *Mémoire*, p. 17. — A peine ces pièces eurent-elles été livrées au public, le parti janséniste tout entier se leva en poussant un cri d'anathème. Le P. Duverdier, assistant du P. Général de l'Ordre, crut devoir publier une lettre apologétique de la conduite de sa Congrégation dans cette circonstance. Elle fut violemment attaquée à son tour dans un factum anonyme, que dom Piolin attribue, je ne sais sur quelles preuves, à un bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, dom Déforis. — Voir ces deux pièces à la *Bibliothèque municipale du Mans*, Maine, nos 560, 561. L'auteur du factum en question accuse le grand vicaire Paillé d'avoir mené toute l'affaire contre les Oratoriens du Mans, « *pour arriver à substituer ses chers Eudistes aux Oratoriens dans la direction du Collège.* » Il convient d'ajouter que dans cet incident, le maire du Mans, Négrier de Posset, avait soutenu avec ardeur les intérêts du collège. Il était appuyé fortement par le comte de Provence, frère du roi ; il jouissait d'ailleurs, au Mans, d'une grande popularité. Mais à la fin, M^{rs} de Grimaldi obtint contre lui un arrêt qui le dépossédait de son office, et l'exilait à vingt lieues de Paris et du Mans.

(2) M. Rebut a même relevé sur les registres du collège pour l'année 1661, le nombre de 889 élèves.

(3) Rebut, *Mémoire*, p. 16.

partie des bâtiments de la maison. L'ancien corps de logis, qui avait été achevé en 1656, menaçait de s'écrouler. On avait été obligé, en 1748, de disperser les classes en différents corridors, chapelles ou réduits. La nécessité s'était donc imposée, de construire un nouveau bâtiment. Malheureusement, l'état des finances de la Congrégation était alors peu prospère. C'est que les membres des grandes familles étaient moins portés à renoncer au monde pour embrasser une vie austère : le nombre des Oratoriens qui n'avaient pas de revenus suffisants pour leur entretien, avait augmenté sensiblement. Néanmoins, le P. de la Valette, général de l'Oratoire, donna 6.000 livres, pour pourvoir aux premiers frais. L'évêque, M^{sr} de Froulay, accorda 2.000 livres sur le produit de l'impression d'un nouveau bréviaire ; le clergé diocésain, 3.000 livres ; le présidial, 1.500 ; l'Hôtel de Ville, 2.000 ; les autres corporations et communautés, et divers particuliers riches, proportionnellement. Ces sommes ayant été reconnues insuffisantes, on avait dû avoir recours à la bienveillance du roi. Le 17 août 1750, M. Samson de Lorchère, maire et lieutenant général de la sénéchaussée, fit présenter à Sa Majesté un placet. Le 13 octobre suivant, un arrêt du Conseil du roi autorisa une imposition de 35.000 livres chaque année pendant quatre ans sur les nobles et privilégiés, les villes, bourgs et paroisses de la province. Sur une démarche de l'Hôtel de Ville, M. de Lavalette, intendant de la généralité de Tours, voulut bien employer ses bons offices pour presser l'exécution de l'arrêt. Les muses du collège se réunirent pour remercier ce nouveau Mécène des heureux effets de sa protection. Chaque classe alla par députés lui porter son hommage en vers. Le P. Tratebas, l'un des professeurs de philosophie, voyant ses confrères s'escrimer à qui mieux mieux pour complimenter l'intendant, voulut servir un plat de sa façon : « Eh ! cadédis, dit-il, je veux aussi faire quelques vers. Voyons ! » Et

aussitôt il fit les deux suivants dont le mérite est de caractériser le génie gascon :

« *O toi, qui du grand Tours possèdes l'Intendance,
Verse dans mon gousset un peu de ta finance !* »

« Un peu de ta finance, » c'était là, comme on dit à l'école, une *litote* ; car les travaux dont l'architecte de l'Intendance de Tours avait dressé les plans et devis, venaient d'être adjugés (25 octobre 1751), pour la somme de 138.500 livres (1). Il paraît toutefois que les sommes imposées sur les différents habitants de la province, excédaient de beaucoup les frais qu'occasionnait la nouvelle bâtisse ; ce qui inspira à un contemporain cette réflexion morose : « Dans tous les temps, les peuples ont toujours été grevés, et la bête de somme du gouvernement » (2).

Tout cela ne suffisait pas encore, car le 31 mars 1753, la ville présenta au garde des sceaux une requête en vue d'obtenir sur la province une nouvelle somme de 25.000 livres pour achever les bâtiments, c'est-à-dire pour faire l'aile située au nord-est de la cour des grands. La demande fut accordée. En 1755, on fit encore de nouvelles dépenses pour les classes et la salle des Actes (3).

Tandis qu'ils réédifiaient en l'agrandissant l'un des corps de logis de leur collège, les Oratoriens du Mans avaient vu diminuer leurs revenus avec le nombre et la qualité de

(1) Les matériaux de l'ancien bâtiment devaient entrer dans la construction du nouveau.

(2) *Observations sur la ville du Mans et sur la province du Maine, etc., le tout mis en ordre par R.-A. Négrier de la Crochardière, ci-devant conseiller au présidial du Mans, 1798, An VI. (Bibliothèque municipale du Mans, ms. n° 21, t. III, p. 143.)*

(3) On reproche à l'ensemble des constructions du collège, plusieurs défauts : l'entrée qui est dérobée, obscure et de difficile accès ; les corridors trop étroits, la petitesse de la salle des Actes et l'irrégularité de la façade donnant sur le jardin.

leurs élèves. Lors de l'arrivée de Terray, ils se plaignirent de la concurrence que leur faisait la multiplicité des maîtres d'école ou répétiteurs, accueillant sans inspection et sans contrôle les enfants qui ne voulaient se soumettre à aucune discipline dans un collège régulier. A cela s'ajoutait, disaient-ils, le trop grand nombre des petits collèges. « Leur établissement ne se soutenait que par une économie sévère et par le désintéressement de ses membres » (1). M^{re} de Gonsans réunit au collège la mense conventuelle du prieuré de Grammont, mais les Oratoriens jouirent à peine de cet avantage ; on touchait aux événements de 1789.

Dans un *Mémoire* de 1788, nous trouvons l'état du collège-séminaire du Mans, à la veille de la Révolution (2). A cette date, la maison est composée d'un supérieur, un desservant de la cure de Saint-Ouen, un préfet, deux professeurs de théologie, deux de philosophie, un de rhétorique, cinq régents d'humanités, et un suppléant, en tout *quatorze* maîtres. Le revenu du collège et de la cure, fixe en fermes et rentes, s'élève à 5.716 livres, le casuel en rétributions des écoliers, à 2.000 livres, soit en tout *7.716 livres*. Sur cette somme, les charges annuelles et casuelles absorbent 2.318 livres. Reste net « pour la nourriture et l'entretien de quatorze maîtres, et des frères servans et domestiques nécessaires pour les chauffer, éclairer, blanchir, pour l'entretien de la bibliothèque (3), de la lingerie, des meubles, pour les frais de maladie et des voyages, *5.398 livres* ». Le *Mémoire* fait suivre cet état, des observations suivantes : « 1^o La détresse où se trouve le collège l'a obligé de faire, en 1764, un emprunt de 4.000 livres, à rente constituée ; en 1767, un autre sans intérêt de 2.000 livres, et d'employer

(1) Cauvin, *Annuaire du département de la Sarthe*.

(2) Lallemant, op. cit., pp. 52, 53.

(3) Elle comprenait environ 7.000 volumes. Une autre, à l'usage des écoliers, était le produit d'un abonnement volontaire de trois livres, payé annuellement par chacun d'eux.

pour sa subsistance deux remboursements qui lui ont été faits depuis 1764, l'un de 3.000 livres, l'autre de 1.000 livres ; total des capitaux, 10.000 livres ; 2^o Ce collège est un de ceux qui a reçu le plus de secours passagers sans lesquels il n'aurait pu se soutenir. La pension, qui est toujours au-dessous de vingt pensionnaires, est plus à charge qu'à profit ; on a été forcé de la supprimer. »

C'était donc, on le voit, non plus seulement la décroissance, mais la décadence pour le collège-séminaire du Mans. Et cette décadence atteignait aussi la Congrégation de l'Oratoire en général (1).

Les Oratoriens se recrutaient avec difficulté. Il en résulta un grave inconvénient, à savoir l'augmentation exagérée, anormale, contraire aux règlements et à l'esprit de la Congrégation, du nombre des confrères laïques (2). Ce *laïcisme* explique les défections qui se produisirent parmi les Oratoriens au milieu des troubles de la Révolution. On en a fait retomber la responsabilité sur le sacerdoce d'une part, et sur l'Oratoire de l'autre. Il est équitable au contraire de se rappeler qu'il s'agit le plus souvent de laïques, n'ayant dans la Congrégation aucun droit et aucun privilège, et qui y étaient seulement tolérés.

Le collège du Mans comptait plusieurs de ces confrères, quand le P. Moissenet, ancien régent d'humanités à Juilly, en fut nommé supérieur et commença de le diriger (fin décembre 1787).

(1) L'Oratoire avait eu son apogée sous le généralat du P. de Sainte-Marthe (1672-1696). A ce moment, il comptait 28 *collèges*. En 1772, à la mort du P. de la Valette, il n'en comptait plus que 25.

(2) Voir, sur cette question, Lallemand, *op. cit.*, p. 189 sq.

§ II. LE COLLÈGE DU MANS PENDANT LES PREMIÈRES ANNÉES DE LA RÉVOLUTION

LE PÈRE MOISSENET, SON DERNIER SUPÉRIEUR

« Le P. Moissenet est un personnage vraiment historique pour la ville du Mans. Offrant la transition du collège de la Congrégation de l'Oratoire au collège de l'Université, il est comme le lien qui unit l'ancien et le nouveau régime de l'instruction publique dans cet établissement » (1). Ses confrères et lui n'étaient point opposés aux réformes qu'ils voyaient bien devoir être apportées dans le système de l'éducation en France. Au surplus, l'Oratoire en général montrait peu de tendresse pour tout ce qui constituait l'ordre politique et social près de disparaître ; cela s'explique, remarque le P. Ingold, par l'hostilité dont ses membres avaient été l'objet durant les longues disputes du Jansénisme (2). Aux Oratoriens du Mans, persuadés comme l'ensemble de leurs collègues, que l'enseignement public dans notre pays, avait besoin d'être rajeuni et renouvelé, l'occasion se présenta bientôt, de manifester là-dessus leurs sentiments d'une façon solennelle.

Une assemblée composée des trois ordres, s'était réunie dans la chapelle de l'Oratoire pour élire les députés de la province aux Etats généraux. Voici ce qu'on lit dans le registre du collège à ce sujet : « Le père rhétoricien (c'était alors le P. Alhoy) a saisi la circonstance de l'assemblée des trois états de la province pour donner sa harangue. Il la leur a dédiée. Aussi avons-nous eu la satisfaction d'y voir le clergé presque en corps. La noblesse et le tiers-état y ont assisté par députation. Le sujet de la harangue était : *Vœux*

(1) M. Boyer, *Notice biographique sur le P. Moissenet*.

(2) *L'Oratoire et la Révolution*, p. 12.

patriotiques pour la réforme de l'éducation nationale » (1). Les pères de l'Oratoire du Mans formulèrent plus explicitement leur pensée dans une autre harangue publique, que le registre du collège mentionne ainsi : « *Ineunte Augusto* (1789), *rhetorices professor orationem habuit vernaculam de publica puerorum institutione, ad novam Gallici regni constitutionem relata »* (2).

Cette année là, la distribution solennelle des prix fut faite le 27 avril, « jour déterminé par l'ouverture des Etats généraux » (3). « Afin de témoigner aux Oratoriens la juste reconnaissance de l'Ordre pour les prévenances et les égards qu'ils lui avaient prodigués pendant le cours de ses séances », la noblesse du Maine y donna un prix aux élèves les plus vertueux et les plus sages de chaque classe, sur les suffrages de leurs condisciples, confirmés par leurs professeurs (4). Ce prix ne put être accordé que cette fois là.

En effet, les événements se précipitaient. L'Oratoire, d'accord en cela avec la masse du clergé et avec l'ensemble de la nation, avait salué avec bonheur, dans la convocation des Etats généraux, l'aurore du jour destiné à voir la fin des abus de l'ancien régime. Mais le spectacle des atteintes portées coup sur coup par l'Assemblée constituante, aux droits de l'Eglise, l'attrista profondément. Peu de jours

(1) M. Boyer, op. cit.

(2) *Ibid.* — Un oratorien, Babey, prêtre, figure sur la liste des membres du clergé manceau qui signèrent le cahier du clergé de la sénéchaussée du Maine pour les États-Généraux, 21 mars 1789. (Dom Piolin, *L'Eglise du Mans pendant la Révolution*, t. I, Pièces justificatives, n° 1, p. 452). — Un autre prêtre oratorien, Le Mercier, signa comme député, la protestation de *Messieurs les Chanoines et députés des Maisons religieuses contre tous les articles du Cahier général contraires aux propriétés réelles et honorifiques avouées par les lois, et contre tout ce qui peut compromettre la juridiction ecclésiastique*, 28 mars 1789. (*Id.*, *ibid.*, p. 457.)

(3) On sait que cette cérémonie eut lieu le 4 mai suivant.

(4) *Mémoires de Le Prince d'Ardenay*. — C'est Le Prince lui-même qui prit l'initiative de ces récompenses.

après la célèbre nuit du 4 août, les dimes du clergé sont abolies, et dès lors, le principe que les *biens ecclésiastiques appartiennent à la Nation* étant posé, on ne devait plus s'arrêter dans la voie de la confiscation. Le 2 novembre 1789, ces biens furent mis effectivement à la disposition de la collectivité, et le 19 décembre suivant, un décret ordonna la mise en vente, pour une valeur de 400 millions, de domaines ecclésiastiques. Bientôt le décret du 15 février 1790 abolissait les ordres monastiques ; l'article 2 statuait que jusqu'à nouvel ordre, les maisons d'éducation publique et les établissements de charité continueraient de subsister. La plupart des Oratoriens, et parmi eux les Oratoriens du Mans, virent dans cette disposition, à une échéance indéterminée mais certaine, la perte de la religion et la destruction de leur Ordre. Les plus jeunes et surtout les *Confrères*, entraînés par l'effervescence de leur âge ou par leurs rêves de renouvellement du monde, pensèrent à former un comité, élu par tous les membres et dont pourraient faire partie les prêtres aussi bien que les laïques. Ce comité de quinze membres entrerait en relation avec l'Assemblée nationale et modifierait, d'accord avec elle, la constitution de l'Oratoire. Une *Adresse* envoyée à tous les Oratoriens indiquait un plan pour la formation du comité. Cette adresse ne resta pas sans réponse. De la Maison du Mans s'éleva une énergique protestation (6 juin 1790) pour rappeler au devoir « les cœurs bouillants et jeunes », et pour essayer d'empêcher le scandale de la réunion du comité (1). Nous ne pouvons nous empêcher de citer quelques passages de cette lettre magistrale, admirable de bon sens et de sage réflexion. Elle débutait par un solennel avertissement sur la gravité de la situation : « Qui de nous ne s'est senti ému jusqu'au fond des entrailles, dès l'instant qu'il a compris que, par une suite presque nécessaire des premières opéra-

(1) Le P. Ingold, op. cit., p. 26 sq.

tions (de l'Assemblée nationale), l'Oratoire pourrait se trouver enveloppé dans la proscription générale ? Nous ne saurions nous le dissimuler, la crise est urgente, elle est décisive pour la Congrégation. Mais prenons garde : l'imagination, échauffée par le cœur, est sujette à s'égarer. Nous devons nous prémunir contre l'amour même que nous lui portons, et plus nous risquons aujourd'hui, plus strictement aussi nous sommes tenus à nous imposer la loi d'être sages. Appelons donc de notre première effervescence au calme de la raison ; elle seule a le droit d'avouer et de régler nos démarches. Agissons, s'il le faut ; mais que ce soit avec prudence, sans bruit et de concert. » « Ne nous travestissons pas, s'écriaient en finissant les auteurs de la lettre ; tenez, nous serions mal à l'aise sous ce costume d'emprunt. Présentons-nous franchement avec notre habit ; il est encore de mise aux yeux de l'opinion publique... Cette réforme est donc... inutile... Mais comme dans les entreprises délicates, il est rare que les démarches inutiles ne deviennent pas nuisibles, nous ne pouvons, sans frémir, jeter les yeux sur les suites qu'entraînerait infailliblement celle que nous désapprouvons sans restriction quelconque. Divisions d'abord intestines, publiques ensuite, protestations arbitraires, sorties nombreuses, éclats scandaleux, nos ennemis triomphants, nos amis découragés, les indifférents eux-mêmes tournés contre nous, en un mot, toutes les causes amoncelées qui ont accéléré la ruine des autres corps, foudraient ensemble sur nous. » Malgré d'aussi éloquents conjurations, la formation du comité eut lieu, et fut annoncée au P. Moisset, supérieur général. Celui-ci répondit immédiatement par une lettre dont la fermeté surprit les opposants et détruisit leur résistance : ils renoncèrent à leur projet de comité.

L'Oratoire n'était pas au bout de ses épreuves. La loi du 26 décembre 1790, qui décidait la Constitution civile du clergé, exigeait des ecclésiastiques et des fonctionnaires

publics le serment civique. La plupart des Oratoriens des maisons voisines de Paris restèrent fidèles, et en 1792 signèrent l'adresse au Souverain Pontife. Dans le premier département, qui comprenait le nord et l'ouest de la France, la maison qui donna l'exemple de la plus grande fidélité, fut celle du Mans. Elle se composait de quinze personnes, prêtres et confrères ; trois seulement prêtèrent le serment sans restriction : *tous trois étaient confrères*, parmi lesquels le P. Dufour, régent de rhétorique. Celui-ci crut même devoir accompagner sa prestation de serment d'un discours enthousiaste, à la louange de la Constitution, « qu'il appelait, disait-il, depuis longtemps de toute l'ardeur de ses vœux. » « Si beaucoup d'évêques et de prêtres ont refusé le serment, ajoutait notre rhéteur, c'est l'esprit d'intrigue qui les pousse. » Les autres membres de l'Oratoire du Mans, le P. Moissenet en tête et le P. préfet, refusèrent de prêter le serment dans les formes prescrites (1).

Le Directoire du département de la Sarthe ne vit pas d'inconvénient à ce que le supérieur et le préfet des classes, bien que non assermentés, restassent en fonctions. En ce qui concernait le P. Moissenet, il savait « qu'il avait le don d'entretenir l'harmonie dans la maison » (2). Par contre, il demandait le départ des professeurs insermentés. Ceux-ci, trois exceptés, durent descendre de leur chaire et furent remplacés par des régents assermentés. Le dernier procès-

(1) Département de la Sarthe : *Note des Ecclésiastiques, fonctionnaires publics, qui ont refusé de prêter le serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790* ; Collège de l'Oratoire : *Supérieur, Préfet, Théologie, Logique, Seconde, Quatrième, Cinquième*. (Dom Piolin, *L'Église du Mans pendant la Révolution*, t. I, Pièces justificatives, n° 2, p. 461). Il est bon de rappeler que la formule vague d'adhésion à la Constitution française fut complétée, sur l'initiative de l'abbé Grégoire, par une clause indicative de la constitution civile du clergé, clause qu'aucun prêtre catholique ne pouvait accepter.

(2) *Archives de la Préfecture de la Sarthe*.

verbal des Annales de l'Oratoire du Mans pour l'année scolaire 1790-1791, porte ces mots : « *Hocce anno non facta est Visitoris lustratio ob res publicas. Per quindecim dies, tres tantum professores, rhelor, tertius et sextanus, ceteris exclusis, scholas omnes tenuere. Solemnis facta est præmiorum distributio die 25 augusti* » (1).

Cette date du 25 août 1791 marque véritablement la fin de la direction des Oratoriens dans le collège-séminaire du Mans. Toutefois, comme le P. Moissenet continue d'y résider à titre de supérieur, il convient d'en poursuivre l'histoire jusqu'au moment où les derniers pères de l'Oratoire, restés fidèles à leurs vœux, dûrent quitter la maison.

La situation fausse et en quelque sorte hybride où se trouvait le collège, ne pouvait manquer d'amener des conflits entre le supérieur et l'administration départementale. Le P. Moissenet et ses confrères non assermentés refusaient d'envoyer leurs pensionnaires dans les classes. D'accord avec quelques parents, il avait formé le projet d'un enseignement intérieur et privé pour ces jeunes gens. Sur le rapport fait par le procureur général syndic (29 novembre 1791), l'Assemblée administrative du département décide de s'opposer formellement à cette innovation d'un enseignement séparé, « au nom du principe indubitable de l'unité de l'enseignement public » (2). Ne croirait-on pas entendre quelqu'un des partisans actuels du monopole de l'enseignement ? « Tout ce qui était étranger aux classes continuerait à être dirigé par les Oratoriens. » (*Délibération du 23 décembre 1791*) (3). Ceux-ci ne conservaient donc que l'administration matérielle du collège. Certaines familles

(1) Cité par M. Boyer (op. cit.) On remarquera que ces trois professeurs étaient justement ceux qui avaient prêté le serment constitutionnel.

(2) *Archives de la Sarthe*.

(3) *Ibid.*

retirèrent leurs enfants, ce qui eut pour conséquence de faire baisser le produit de la rétribution scolaire. C'est à cette circonstance qu'il faut attribuer la gêne considérable de la maison au début de 1792. Ajoutez à cela les pertes qu'elle avait éprouvées par la suppression des dîmes, des droits féodaux, etc. Bref, à cette date, les revenus de la maison de l'Oratoire du Mans, se trouvaient réduits à 8.210 livres (1).

Quant au personnel enseignant, il ne comprenait plus que *six* Oratoriens, dont trois sermentés et trois non assermentés. Cette même année, le Directoire du département décidait le transfert des pensionnaires du collège au séminaire constitutionnel : ce qui amena encore quelques parents à retirer leurs enfants. Les pensionnaires transférés au séminaire étaient dirigés par les vicaires généraux, le supérieur et les directeurs de cet établissement. Ils étaient conduits aux classes du collège par un préfet des études (2). Un des motifs de cette translation fut, d'après un document officiel, « la nécessité de dérober les élèves aux influences du fanatisme de la partie réfractaire de l'Oratoire restés au collège » (3).

Après la suppression des Congrégations, les Oratoriens n'échappèrent pas aux conséquences de cette mesure, quoique l'Assemblée législative eût décidé « qu'ils avaient bien mérité de la patrie. » Le P. Moissenet dut, en août 1792, abandonner l'Oratoire. « Il fut généralement regretté, même des autorités du temps, dont il avait acquis l'estime par son excellente administration et les améliorations

(1) De 1778 à 1792, la situation financière en particulier, au collège-séminaire, s'était malgré tout améliorée, grâce à la sage administration du P. Moissenet.

(2) « C'est par cet artifice qu'ils (les régents assermentés) comptaient déguiser leur pénurie ». (Dom Piolin, op. cit., p. 435.)

(3) *Archives de la Sarthe*.

notables qu'il avait apportées à l'état du collège. Il avait trouvé la maison endettée et le pensionnat tombé ; il avait été assez heureux pour rendre au collège une partie de son ancienne prospérité, acquitter les dettes de la maison et réunir une cinquantaine de pensionnaires. Enfin, il avait fait construire le mur qui longe la rue de Tessé, et, malgré cette dépense considérable, mis en réserve une certaine somme. La veille de quitter avec ceux de ses collègues qui y étaient restés, la maison par lui administrée d'une manière si honorable, il distribua à chacun la part des économies faites et dont seul il avait connaissance » (1).

Les administrateurs du département, devant lesquels le P. Moissenet rendit ses comptes, virent avec peine arriver le moment du départ du dernier supérieur de l'Oratoire du Mans. Ils l'auraient maintenu à la tête du collège, si les lois n'y avaient mis obstacle. La municipalité lui délivra un passe-port pour Granville, où il s'embarqua pour Jersey (2) ; de là il se rendit en Angleterre, à Berwick.

Le collège continua d'être ouvert avec des professeurs laïques et oratoriens assermentés, jusqu'à sa transformation en École centrale du département de la Sarthe, le 1^{er} ventôse An VI. La Congrégation de l'Oratoire l'avait gouverné avec distinction pendant *cent soixante-six ans*. Elle avait

(1) M. Boyer, *Notice biographique sur le P. Moissenet* (op. cit.).

(2) *Catalogue des prêtres du diocèse du Mans, déportés dans l'île de Jersey, en 1793*. — Le P. Moissenet y figure sous le n^o 509, sur une liste totale de 402 noms. (Dom Piolin, op. cit., t. II, Pièces justificatives, n^o 10, p. 601). — En juillet 1794, un oratorien, devenu curé de Coulans, le P. Germain de Queudeville, périt à Paris, sur l'échafaud. Il avait enseigné, au Mans, la philosophie, et y avait eu pour élève le conventionnel René Levasseur. — La même année, un ancien oratorien, né à Mamers en 1770, François-Julien Hardouin Duparc, composa un hymne à l'occasion de la célébration de la fête de l'Être Suprême, au Mans. Il mourut en 1858, au Mans, président honoraire du tribunal civil. (Dom Piolin, op. cit., t. III, pp. 73-74 et p. 185.)

obtenu et mérité l'estime générale des différents ordres de la province. Ses membres y ont joui de la plus grande considération ; la ville du Mans surtout leur portait une affection particulière. C'est dans leur collège que les ecclésiastiques du diocèse, les magistrats et les hommes les plus éclairés du pays, puisèrent les premiers principes de la religion, des lettres et des sciences.

Quelques années après, les Manceaux donnèrent aux anciens maîtres de leur collège un nouveau témoignage de leur reconnaissance. Le P. Moissenet était rentré en France vers 1802. Lorsque l'École centrale fut supprimée et remplacée par une École secondaire communale, qui elle-même allait bientôt devenir le collège du Mans, la voix publique rappela le fidèle disciple de l'Oratoire au poste qu'il avait si dignement occupé. C'est en 1805 que le P. Moissenet fut nommé directeur de l'École secondaire (1). Quand ses infirmités l'obligèrent à résigner ses fonctions, on créa pour lui la place d'aumônier. Il mourut le 6 août 1832, à l'âge de 77 ans. L'actuel lycée du Mans ne saurait oublier sa mémoire, non plus que la mémoire de ses confrères, ses

(1) Le décret signé par Portalis est du 23 *fructidor An XII*. Comme directeur, puis comme principal, le P. Moissenet avait organisé sa maison sur le pied d'un grand établissement. Il avait établi des exercices publics dans toutes les classes, à la fin de l'année, et le sous-principal était seul chargé de l'immense travail de donner toutes les compositions de prix et de les corriger. Mais les copies étaient ouvertes en présence de tous les régents. C'était la seule circonstance où le P. Moissenet réunissait ses collaborateurs en conseil. Il faisait alors apporter et placer au milieu de la table autour de laquelle ils étaient assis, un vaste pâté de prunes qui excitait la gaité et qui faisait tous les frais du *gaudiolum* ; pendant que chacun s'amusait à en débiter sa part, le sous-principal décachetait les bonnes copies et lisait tout haut le nom du vainqueur (cité par M. Boyer, op. cit.). Joyeux de la prospérité rendue à son collège, le P. Moissenet y rétablit dans toute sa pompe la solennité de la distribution des prix ; il y ajouta même des ornements nouveaux selon l'esprit du temps, pour offrir un appât à la curiosité publique. C'étaient de petits jeux olympiques qui attiraient la foule, — ou dirait aujourd'hui des *sports*.

prédécesseurs au collège-séminaire de l'Oratoire, « maîtres excellents qui donnèrent pendant près de deux siècles, dans un esprit déjà très large, une éducation vraiment libérale » (1).

Il nous reste maintenant à voir en quoi consistait cette éducation.

A. REEB.

(A suivre).

(1) M. Léon Beck, professeur de rhétorique au Lycée du Mans : *Conférence faite au théâtre du Mans, à l'occasion du centenaire du Lycée, 7 juillet 1901.*

UN MÉDECIN PÉDAGOGUE

AU XVIII^e SIÈCLE

JEAN VERDIER

CHAPITRE V

LES DERNIERS JOURS DE M. VERDIER

- § I. — *Le Journal de médecine populaire* ; son échec. — La question de la vaccine. — Réouverture de l'institution Verdier (an X). — Verdier professe à l'Académie de Législation. — Il redevient grammairien.
- § II. — Quelques inventions stratégiques. — Verdier attaque le docteur Gall. — Rénovation de l'asphyxiatrique. — Infructueuse profession de foi légitimiste. — Derniers travaux, dernières déceptions.
- § III. — Conclusion.

I.

On ne retrouve les traces de Verdier qu'en l'an VII ; il est alors installé à Paris, n° 10, rue de Joui-Antoine, comme médecin des indigents de la division de la Fidélité. Il s'occupe de nouveau de journalisme, et lance, avec la collaboration de son fils, un « *Journal de médecine populaire, d'éducation et d'économie ou Recueil de principes,*

préceptes et avis, d'observations, découvertes et inventions, de vues, loix, réglemens et établissemens, de réfutations d'erreurs, de préjugés et de routines, sur la reproduction de l'homme, la grossesse, l'accouchement, les couches, l'allaitement et le sevrage, le développement de la belle nature, des facultés, des talens et des vertus naturelles, la conservation de la santé et la cure des maladies, des difformités et des vices organiques, le rappel à la vie des morts en apparence, les propriétés et les usages des agens de la vie et des moyens curatifs, la subsistance, l'industrie et le gouvernement des indigens, l'étude et l'enseignement des arts relatifs à la santé et à la perfectibilité de l'homme, adressé aux citoyens des deux sexes et de tout âge » (1).

Le premier numéro de cette feuille allait paraître le 1^{er} germinal an VII, annonçant aux abonnés, au prix annuel de 6 francs pour Paris et de 7 fr. 50 pour la province, un cahier mensuel. On y devait traiter de la *Génésie* ou médecine procréatrice, de la pédagogie ou médecine du développement, de l'économie médicale, ou médecine conservatrice de la santé, qui englobe « tous les arts gymnastiques, mécaniques et logiques », y compris la musique, la prosodie, la déclamation, les sciences et les belles-lettres. La médecine curative, la physiologie, l'hygiène, la pathologie, la thérapeutique (avec la gymnastique et la mécanique médicales), la *genæcie* ou histoire naturelle de la femme, la biologie ou biotechnie, la géographie médicale, la médecine politique et la médecine domestique, la médecine militaire et la médecine navale, la médecine légale et la médecine illégale, tout cela était inscrit au programme de la rédaction, qui promettait encore au public le fruit des découvertes, inventions et réflexions élaborées par M. Verdier père, en 40 ans de pratique pédagogique et orthopédique ;

(1) Prospectus s. l. n. d., 8 pages in-8. (Bibl. de la Fac. de Méd. de Paris, *Mélanges*, in-8, 295, n° 4.)

aux éditeurs, l'annonce et la critique des livres nouveaux ; « aux erreurs, préjugés, routines et systèmes », une guerre implacable.

Malgré l'intérêt d'un programme qui rattachait à la médecine l'ensemble des sciences, des lettres et des arts, le recueil de Verdier ne compta que six numéros, formant deux volumes in-8° (1).

Devant l'échec de sa prose, l'auteur, toujours soucieux d'actualité, appliqua ses principes d'analyse et de critique à la vaccine, qui était, en cette neuvième année de la République, dans tout l'éclat de sa nouveauté. Les premières expériences du Comité central de vaccine, la récente ouverture à Paris, d'un hôpital réservé aux inoculations jennériennes, avaient mis cette question à l'ordre du jour ; et caricatures de s'en mêler, et libelles de pleuvoir, pour et contre. M. Verdier crut devoir donner, dans ce concert, la note de la prudence.

Il craignait que l'introduction du virus vaccin dans l'organisme ne fût la source de quelque corruption des humeurs, ou le gage d'une illusoire sécurité. Et jusqu'à plus ample informé, il tenait pour plus sûre l'inoculation de la petite vérole, procédé ancien et éprouvé.

« Il résulte, écrivait-il, des doutes et des craintes qu'inspire la vaccine, qu'elle est susceptible d'accidents graves, qu'elle a fait des victimes, que son inoculation peut laisser un virus dangereux, et que sa faculté préservative n'est pas encore bien démontrée. Cependant, les assertions contraires ont mis cette opération aux mains des empyriques et des charlatans. Déjà il en est qui vaccinent pour 5 à 6 francs ; il en est même qui ont offert de vacciner à 5 sous la piquûre. En faut-il davantage pour faire trembler ? Le gouvernement favorise un comité médical qui, créé par la philanthropie,

(1) D'après Verdier ; ce journal ne se trouve ni à la Bibliothèque nationale, ni à la Faculté de Médecine de Paris.

travaille avec science, zèle, désintéressement et le doute méthodique; mais est-ce assez? Il ne peut encore être question de répandre les bienfaits de la vaccine, mais de les vérifier. Il serait donc nécessaire que ce comité reçût de l'autorité des magistrats qui présidassent à toutes ses opérations; que personne ne pût vacciner que sous ses yeux. »

Et M. Verdier, alarmé des présents abus, reprenait avec angoisse: « N'est-il donc pas à craindre que le gouvernement glorieux de Bonaparte qui promet la fin de nos maux avec de nouveaux bienfaits ne puisse être la date d'un nouveau fléau engendré et propagé par un zèle insuffisamment éclairé, par une bienveillance précipitée et par un charlatanisme assassin? » (1).

On voit que M. Verdier prenait quelque souci de la réputation du Premier Consul. Comparant aux fruits de l'ancien régime, incarné par Buffon, les promesses du nouveau, représenté par Bonaparte, n'avait-il pas proclamé sa confiance « dans un gouvernement qui l'a promise solennellement à tous les citoyens, et protection aux gens de lettres et aux instituteurs? » C'est pourquoi notre Mentor, désormais affranchi de la tutelle de l'Université ou des tracasseries du Grand Chantre, était revenu à la pédagogie; et pour

(1) *Tableaux analytiques et critiques de la vaccine et de la vaccination, qui présentent avec impartialité: 1^o Leur Histoire: 2^o Des Doutes sur leur faculté préservative de la petite vérole et sur leurs autres avantages; 3^o Des Craintes sur les suites du virus vaccin; 4^o Le Parallèle des inoculations vaccine et varioleuse*, par Jean Verdier, docteur en médecine, médecin de la Division de la Fidélité. Paris, l'auteur, R. de Joui-Antoine, n^o 10, Méquignon, Croullebois, Petit, etc. Germinal an IX, 16 pages in-8.

Le diatribe de Verdier contre la vaccination inspira au critique chargé de l'analyser dans le *Recueil périodique de la Société de médecine de Paris*, de Sédillot, t. XI, an IX, p. 70, un compte-rendu acerbe; on lui reprocha une « marche rétrograde aux progrès des lumières », et des « préjugés absurdes et chimériques. » « N'insistons pas, dit-il, par économie du tems de nos lecteurs. »

remédier à la décadence de l'enseignement classique, consommée par la Révolution (1), il tenait, dès prairial an X, une maison de santé et d'éducation « au ci-devant hôtel d'Harcourt, à l'Estrapade, rue Neuve-Sainte-Geneviève, nos 16 et 1055 » (2). Il y joignait « au développement de la belle nature et des facultés naturelles » la « correction des difformités rachitiques et d'autres vices organiques au moyen d'arts nouveaux joints aux anciens. » Cet établissement s'adressait plus particulièrement aux jeunes personnes difformes ou débiles. Ces demoiselles étaient admises et traitées, à leur gré, dans l'institution, ou dans une pension voisine. En outre, le docteur acceptait des jeunes gens infirmes ou délicats ayant aussi besoin de soins et de régimes spéciaux. Il promettait « de former pour les familles et la patrie des citoyens vertueux, par la morale naturelle, civile et religieuse ; de graver dans l'entendement toutes les connaissances et de développer tous les talents par des méthodes analytiques et synthétiques » ; d'enseigner le latin ; de refaire les éducations manquées ; de donner en outre une fois par semaine un cours public et gratuit d'orthanthropie, et enfin de répéter en faveur des auditeurs bénévoles, les cours destinés à ses élèves, pourvu qu'il y eût un nombre suffisant de souscripteurs.

Les souscriptions, sans doute, furent rares ; néanmoins, M. Verdier, plein de zèle, donna trois fois par semaine au bureau de la poste, rue Neuve-Notre-Dame, des leçons publiques de grammaire et de dialectique latine et française, sans préjudice de ses cours particuliers (an XI-1803). Il ne paraît pas, d'ailleurs, que son institution se soit soutenue au-delà de 1803. Mais M. Verdier brillait déjà sur un

(1) *L'art d'étudier et d'enseigner les langues*, p. 76.

(2) *Affiches du Mans*, 10 prairial an X, et 5 messidor an X.

autre théâtre : il professait à l'Académie de législation (1).

« Sous le consulat de Bonaparte, dit-il, un jurisconsulte du meilleur esprit et enflammé de l'amour de la patrie et de l'humanité me fit entrer dans l'Académie de législation pour y enseigner la médecine légale (2). Dans le plan d'enseigne-

(1) L'Académie de législation était une institution libre, où s'était organisé, en l'absence d'une Faculté de droit, un enseignement juridique. Elle était située, en l'an X, 2 quai Voltaire ; on y donnait des cours de législation naturelle, de droit romain et français, de législation criminelle, de jurisprudence pratique, d'éloquence, de logique et de morale. L'Académie tenait des séances publiques assez suivies, où des citoyennes aimables apportaient l'agrément de leur présence : à la distribution des prix du 14 fructidor an X, présidée par le C. Pérignon, les élèves représentèrent un débat allégorique entre l'*Ignorance*, la *Philosophie* et l'*Éloquence*. La séance du 1^{er} fructidor an XI, fut présidée par le Conseiller d'Etat Portalis, président du Conseil de l'Académie.

L'administrateur de l'Académie de législation était, en l'an XIII, M. Bruguière du Gard. Il promettait de répandre, avec un égal zèle, « la science des lois et celle de l'administration générale, d'initier la jeunesse aux études et aux exercices qui forment les législateurs, les tribuns, les jurisconsultes, les avoués, les notaires, etc. » En brumaire an XIII, le tableau des travaux de cette école fut envoyé au Colonel préfet de la Sarthe, et transmis aux sous-préfets. La Société offrait au département la gratuité de ses cours pour un sujet d'élite, de préférence peu fortuné. (*Journal, Affiches, Annonces du dép. de la Sarthe*, 5 brumaire an XIII.)

La restauration et la réorganisation de l'Ecole de Droit par le décret du 4^{er} complémentaire an XII, et la loi du 22 ventôse an XII entraînèrent la chute de l'Académie de législation tout en sauvegardant les privilèges scolaires des étudiants inscrits sur ses registres.

En prairial an XIII, Portiez de l'Oise, directeur de l'Ecole de Droit de Paris, annonce au public que la loi du 22 ventôse an XII prolonge jusqu'au 1^{er} vendémiaire an XV, le délai d'obtention du diplôme de licencié en faveur des anciens élèves de l'*Académie de Législation* et de l'*Université de jurisprudence*, ce diplôme étant nécessaire à l'exercice licite des fonctions d'homme de loi ou de défenseur officieux. (*Ibid.*, 30 prairial an XIII.)

Consulter sur l'*Université de jurisprudence*, les *Affiches du Mans*, du 30 vendémiaire an XI, p. 24. — Sur l'Académie de législation : A. Aulard, *Paris sous le Consulat, recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris*, t. III, Paris, 1906, in-8° ; t. IV, Paris, 1909, *passim*.

(2) Verdier y siégeait au moins en l'an XII (1804).

ment que j'y donnai, je démontrai qu'elle était commune aux médecins, aux jurisconsultes et aux législateurs, et qu'elle devait être enseignée aux uns et aux autres sur un plan commun. J'inspirai un grand goût aux élèves pour ce nouvel art ; je fus le professeur le plus suivi ; mais un des commis du grand juge, l'ami de l'agent du trésor public, l'un de mes détracteurs les plus acharnés, me calomnia auprès du grand juge, et par lui auprès du Premier Consul, et me fit adjoindre, contre le vœu et les représentations de l'Académie, un médecin qui n'avait jamais étudié la médecine légale, et suspendre mes fonctions » (1).

La dissolution de l'Académie, qui survint à quelque temps de là, calma les regrets de M. Verdier. Il trouvait d'ailleurs dans l'étude des bonnes lettres une compensation à ses déboires. Il avait publié en l'an XI un *Tableau analytique de la grammaire générale* démontrant en 182 articles au plus les bienfaits de l'*analyse*, et la supériorité des méthodes de Bacon, de Locke et de Condillac. C'est dans le même esprit qu'il donna l'année suivante une traduction de l'*Art poétique* d'Horace, en s'attachant scrupuleusement à restituer le texte déformé par les éditeurs et commentateurs, et à en déceler la primitive ordonnance (2). Il soumit le poème à l'analyse grammaticale, logique et poétique, et les notes, remontant aux principes et décomposant les racines, démontrèrent victorieusement que *virtus* vient de *vir* et de *tus*, et le mot *oculus*, d'*oc* et de *culus*. Il fit, en terminant, la critique grammaticale des leçons, variantes, scholies, corrections et ponctuations de son volume et des éditions antérieures. Le malheureux Horace en fut découpé en tran-

(1) Verdier, *Calendrier des amateurs*, p. 145-146.

(2) *L'Art poétique d'Horace traduit et analysé grammaticalement, logiquement et poétiquement, d'après le texte critiqué et corrigé dans ses divisions, leçons et ponctuations*. Paris, l'auteur et Pougens, Onfroy, Colas, Méquignon, Bertrand, d'Odoucet, Petit, an XII (1804), xii-492 p. in-12.

ches et lardé de sous-titres. Ainsi les pâtres retrouvèrent les membres épars du chantre de Thrace, déchiré par les Bacchantes, qui n'avaient pas, du moins, pour excuse, la méthode analytique (1).

Verdier dédia son œuvre au citoyen Fourcroy, son collègue à l'Académie de Législation. « Si l'on trouve, lui disait-il, quelque mérite et de l'utilité dans mon travail, je vous en suis redevable comme au petit nombre de génies analystes, créateurs des sciences et des arts. » Et plein d'enthousiasme pour des principes si fructueux, M. Verdier faisait imprimer chez Dodoucet un *Art d'enseigner et d'étudier les langues française et latine ensemble ou séparément par l'analyse et la synthèse*, lorsqu'éclata le procès de Moreau (1804). Heureux M. Dodoucet, s'il n'avait confié à ses typographes que la prose grammaticale de M. Verdier ! Mais il eut l'imprudence de tirer la feuille d'un factum en faveur du général ; il fut saisi, mis à Bicêtre, et finalement exilé à Lille ; ses presses furent rompues et Verdier garda son édition.

Ainsi finit son apostolat en faveur de la culture classique, dont l'utilité, au regard de la chose publique, n'était plus à démontrer. Verdier professait que « le citoyen est d'autant plus habile citoyen qu'il est plus habile grammai-

(1) Verdier avait étudié jadis d'après les mêmes principes le *Carmen sæculare*, d'Horace, en se proposant de le faire imprimer dans l'ordre adopté pour le texte par le P. Sanadon, et pour la musique, par Philidor, mais « augmenté d'une strophe, corrigé d'après le texte, traduit en français, et comparé dans une de ses odes avec le sublime cantique de Moïse sur le passage de la Mer Rouge, aussi traduit sur le texte hébreu ». — « L'analyse, ajoute-t-il, m'a fait découvrir qu'il étoit divisé en trois parties, dans chacune desquelles un coryphée et deux chœurs de garçons et de filles demandoient aux dieux tutélaires de Rome, les biens littéraires, naturels ou physiques, et moraux ou politiques, pour les Romains. » L'impression du manuscrit fut entravée par une dénonciation au procureur général du Parlement, malgré l'approbation flatteuse du Dr Lourdet, censeur royal, et la protection élogieuse du recteur Derville. (Préface du *Calendrier des amateurs de la vie*, de Verdier, p. VIII.)

rien » et que seul, un bon grammairien peut faire un jurisconsulte judicieux, un avocat avisé, un diplomate consommé et un stratège victorieux. « L'expression des lois, disait-il, est un ouvrage purement grammatical, et combien la guillotine a-t-elle abattu de têtes pour de prétendus délits mal caractérisés dans des dénonciations, des accusations et des jugements ? » Que de contestations diplomatiques pour un traité mal rédigé ! Que de batailles perdues pour un ordre mal énoncé, mal compris ? « Mais aussi quels bons effets doivent produire sur une armée, sur un camp, sur un ennemi même, des discours succincts et bien construits par un général aussi habile dans l'art oratoire que dans l'art militaire ? » (1).

II.

C'est sans doute pour conserver à une nation, qui allait en avoir grand besoin, des guerriers habiles à la syntaxe et à la conquête que M. Verdier imagina différents appareils de stratégie perfectionnée. Le Premier Consul concentrait alors au camp de Boulogne l'armée d'Angleterre (1805), attendant impatiemment qu'un vent favorable lui permit d'assaillir l'ennemie héréditaire. Verdier inventa, de concert avec Cogni, une chaloupe insubmersible, en toile imperméable, système Desquinmars, et qui, une fois renversée, pouvait servir de tente (2). L'inspecteur des bateaux plats, Sanet, reçut à ce propos un volumineux mémoire, auquel il se déclara favorable, exigeant seulement que Verdier vint faire ses expériences à Boulogne, et à ses frais. Mais l'insti-

(1) Verdier, *Tableau analytique de la grammaire*, pages 40 et 43.

(2) Le sieur Desquinmars ou Desquinemare avait inventé des toiles imperméables à l'eau et à l'air, des panémore et des anémomètres. Le 14 juillet 1809, le préfet Auvray demandait l'avis de la Société des Arts, du Mans, sur l'emploi possible du panémore pour l'utilisation des eaux de la Fontaine-Abel. (Arch. de la Soc. d'Agr., Sciences et Arts de la Sarthe.)

tuteur n'avait pas d'argent ; il dut abandonner ses tentatives ; et Bonaparte perdit, ce jour-là, l'occasion de marcher sur les traces de Guillaume-le-Conquérant.

Verdier inventa, par la suite, un vêtement natatoire, qui eut permis d'organiser, dans chaque régiment, une compagnie de plongeurs imperméables, et propres aux combats sur terre et sur le rivage. Cet uniforme, également précieux pour les sentinelles en cas de pluie, ne fut pas adopté et les bataillons amphibies de M. Verdier allèrent rejoindre, dans le domaine des légendes, les « plongeurs à cheval », d'illustre mémoire (1).

En 1807, M. Verdier était médecin visiteur des réquisitionnaires du département de Paris. Il avait alors abandonné sa maison de la rue de l'Estrapade pour le n° 67 de la rue Saint-Jacques. Il méditait, en ces conjonctures, « un plan de législation asphyxiologique » à l'usage des « gouvernements philanthropes ». Dès 1799, il avait préconisé, dans son *Journal de médecine populaire*, la création de postes de visiteurs des morts, chargés de vérifier les décès et de prévenir ainsi les inhumations prématurées (2). Les pouvoirs publics ne tardèrent pas à créer deux de ces fonctionnaires par section ; mais, par une injustice criante, Verdier, en dépit de ses demandes, ne fut pas nommé. Il tint néanmoins à faire bénéficier ses contemporains, tant morts que vivants, du fruit de son expérience, et donna en 1807 un

(1) *Calendrier des amateurs de la vie*, pages 56-57.

(2) Verdier, dans son *Calendrier des amateurs de la vie*, étudie en détail les signes de la mort, et réclame la priorité de la découverte du suivant : (Signes tirés de l'inspection du sang extrait d'une veine) « Si par la saignée on n'obtient qu'avec peine une sérosité rougeâtre, sanieuse ou même transparente, le sang est mort... Cet état est le commencement de putréfaction que les auteurs donnent comme seul signe certain de la mort » (p. 33). — En dépit de ses travaux sur les signes de la mort, Verdier n'est mentionné ni par Bouchut (*Traité des signes de la mort...*, 3^e éd. Paris, 1883), qui attribue à Donnè l'invention des symptômes mortuaires tirés de l'examen du sang (p. 324-325), ni par Brouardel.

Tableau de l'asphyxiatrique, ou « art de ressusciter les Trépassés », et « de ranimer les moribonds », prélude alléchant d'un ouvrage plus important, pour lequel il sollicitait l'adhésion des souscripteurs philanthropes. Par malheur, l'imprimeur le délaissa après l'impression du susdit programme, et la publication définitive en fut retardée de plusieurs années. De désespoir sans doute, ou de rage, l'auteur se précipita sur le docteur Gall.

Le célèbre phrénologiste, escorté du fidèle Spurzheim, avait ouvert ses cours l'année précédente en la bonne ville de Paris, et sa personne autant que ses doctrines, étaient en butte à des admirations enthousiastes et à des attaques passionnées. Le 14 mai 1808, il avait présenté à l'Institut de France un mémoire que le rapporteur, baron Cuvier, gratifia de conclusions défavorables. Et c'est en quoi M. Verdier marcha sur les traces de Cuvier ; il écrivit une brochure intitulée : *La Grânomancie du docteur Gall anéantie au moyen de l'anatomie et de la physiologie de l'âme* (1).

Il la présentait, pour commencer, comme le « système le plus contre nature, le plus faux et le plus absurde qu'aucune imagination sans guide ait encore inventé, qu'aucun devin sans pudeur ait encore produit, et que des hommes crédules par ignorance ou par irréflexion aient encore adopté ». Aussi s'attachait-il, avec un zèle méritoire, à « couper par le pied » cet « arbre empoisonné », et même à en « arracher les racines », pour l'empêcher de « reproduire de nouvelles branches aussi pestiférées » (2).

Après cet exorde fulminant, le docteur Verdier opposa à la doctrine du docteur Gall des objections de principe et des objections de fait. L'Allemand énumérait, dans l'encéphale, 27 organes moraux sans plus ; il y mettait le centre de la philogénésie et celui de la cosmognose ; il en trouvait

(1) Paris, 1808, 116 pages in-12.

(2) Verdier, *ibid.*, p. 11.

aussi pour la chromatique, la prosopognose et l'onomasophie, pour la glossomathie et la théosophie, etc., etc. Or, Verdier déclarait avec raison que personne, sauf M. Gall, n'avait encore pu démontrer la présence de ces organes dans le cerveau ; que les bosses et protubérances tout extérieures, considérées par le novateur comme les signes visibles de l'hypertrophie locale du cerveau, ne peuvent être envisagées comme le moulage fidèle de l'encéphale ; elles tiennent plutôt à des causes anatomiques extrinsèques, insertions musculaires, sutures osseuses, etc. Autant prétendre que le boîtier d'une montre est le moule exact de son mécanisme ! Et voilà comment l'expression du bon sens et des saines doctrines anatomiques sortait de la bouche de M. Verdier.

Au point de vue philosophique et psychophysiologique, notre pédagogue raisonne avec moins de justesse ; et il faut bien convenir que ses arguments comportent, eux aussi, quelque pétition de principe.

Les vertus et les vices, au dire des phrénologistes, tenant à l'existence ou à la prédominance de centres organiques spéciaux sont innés, dès lors irrésistibles. — Il n'est rien d'irrésistible dans les passions, objectait M. Verdier, puisqu'on peut s'en corriger ; elles ne sont, comme dit le grand Aristote, que la manifestation de la libre appétence ou de la libre aversion de l'âme sensitive pour le plaisir ou la douleur. On ne saurait donc les considérer comme pré-existantes :

« L'homme naît sans passions innées comme sans sensations et idées innées, mais elles naissent et se développent à mesure que les objets extérieurs viennent mettre en jeu les sens et les autres facultés de son âme. S'il est vrai que les passions soient les ressorts de l'âme, le caractère le mieux ébauché sera celui qui en aura acquis un plus grand nombre, comme l'entendement le mieux ébauché est celui qui a le plus de connaissances. La

multiplicité des passions fait l'excellence du caractère, leur défaut le rend plus ou moins imparfait, leur équilibre fait la sagesse, l'excès des unes sur les autres fait une espèce de folie. Et d'après ces maximes j'ai donné, avec Sénèque, pour premier principe d'éducation morale, d'enseigner la vertu parce que les vices ne naissent pas avec nous mais nous sont inoculés. *Virtus discenda est : vitia non nobis innascuntur, sed ingeruntur* » (1).

Et M. Verdier confesse modestement qu'il a jadis sur ce point de doctrine, en des entretiens convaincants et familiers, converti Sénac, enthousiasmé Lanjuinais, et ébranlé Vicq d'Azyr (2).

Sur la question des opérations psychologiques, même désaccord : Gall morcelle les facultés et les décentralise ; M. Verdier tient pour l'ancienne hiérarchie psychologique, régie par l'âme en souveraine maîtresse, et lésine sur le nombre de ses modalités tant affectives qu'impulsives. Tout compte fait, il en admet quatre catégories tout au plus : 1^o La sensibilité générale ; 2^o les cinq sens vulgaires : odorat, vue, ouïe, tact et goût ; 3^o les cinq sens spéciaux : sens érotique, sens de la faim, de la soif, de la miction, de la défécation, de l'allaitement (3) ; 4^o le *sensorium commune* et la mémoire, organes immédiats de l'entendement, intermédiaires entre l'âme et le corps ; M. Verdier se flatte d'avoir découvert le siège de ces derniers « dans les parois des ventricules du cerveau », localisation qui lui semble éminemment recommandable, en ce qu'elle les place, comme un clavier, à portée de l'âme raisonnable qui trône dans les ventricules.

(1) Verdier, *ibid.*, p. 67.

(2) Verdier, *ibid.*, p. 23.

(3) Marat, dans son *Essai sur l'homme*, se flattait d'avoir fait une grande découverte en ajoutant, aux cinq sens communément admis, le sens de la faim et le sens de la soif : on voit que M. Verdier surpasse encore l'*Ami du peuple* dans ses libéralités psychologiques. (Cf. Cabanès, *Marat inconnu*. Paris, s. d., [1911] chap. X.)

Ainsi vit-on renaître en cette occurrence l'éternelle dispute du matérialisme et du spiritualisme, celui-là sous les apparences du système phrénologique, celui-ci reprenant à peu près les vieilles propositions de la psychologie scolastique. Mais il faut admirer le tour imprévu d'une querelle où le spiritualisme fut défendu par un sensualiste, contre un phrénologiste qui protestait non moins vivement de son orthodoxie. Sans doute M. Verdier s'acharnait à ranger le docteur Gall à côté de son ennemi personnel Buffon, « le second patriarche du matérialisme après Spinoza ». Des détracteurs voyaient dans la crâniologie un ferment d'immoralité et d'irréligion ; et les matérialistes l'embrassaient avec ardeur, comme un nouveau gage de victoire sur la superstition. Mais l'Allemand se défendit toujours contre les interprétations de ses adversaires et les outrances de ses disciples (1). « Combien n'y a-t-il pas, écrivait plus tard un de ses plus illustres partisans, Bouillaud, nous ne disons pas seulement d'absurdité, mais aussi d'ingratitude à accuser d'athéisme une doctrine qui reconnaît pour ainsi dire Dieu dans l'organisation elle-même » et va jusqu'à lui consacrer plus spécialement les 13^e, 17^e et 18^e bosses de l'encéphale ?

Les diatribes du docteur Verdier en faveur des saines doctrines se vendirent fort mal. Il se faisait vieux. Il vit, sans regrets tomber « le conquérant devastateur de la France et de l'Europe » (2), qui n'avait réparé ni les ravages

(1) Voy. le témoignage de son disciple, l'abbé Besnard, *Doctrine de M. Gall, son orthodoxie philosophique, son application au christianisme*, par l'abbé Besnard. Paris, 1830, in-8°, pages 16 et 82. — Cet abbé Besnard, fils de Michel B., maître en chirurgie, était né à Mamers le 3 octobre 1750 ; vicaire à Saint-Georges-du-Rosay au moment de la Révolution, il prêta le serment civique, puis renonça aux fonctions ecclésiastiques, et mourut à Mamers le 16 septembre 1834, âgé de 84 ans. (Communication de M. G. Fleury.)

(2) Verdier, *Calendrier des amateurs de la vie*, p. 20.

de sa fortune, ni les injustices de Buffon, et salua dans le roi Louis XVIII le renouveau de ses espérances. Aussi, pardonna-t-il à la royauté, en réservant au feu surintendant l'opprobre de ses sévérités rétrospectives. Et, de la rue Neuve-Saint-Eustache, l'expression de ses désirs et de ses conseils vola jusqu'au « Monarque désiré qui [avait] promis solennellement de réparer les maux de la France et de rétablir le bonheur des Français ». Il l'avertit seulement de ne se point laisser influencer « par ces pestes des cours qui ne travaillent qu'à faire de leurs maîtres les instruments de leur fortune ».

Les vœux de M. Verdier étaient nombreux : il voulait que l'asphyxiatrique, — un raccourci de notre actuel *secourisme* — fut enseignée à tous les médecins, chirurgiens, officiers de santé, pharmaciens, curés, magistrats et commandants ; que les constats mortuaires fussent confiés à des officiers de santé, et non à des *visiteurs* incompetents ; que des récompenses, médailles ou couronnes civiques fussent décernées à ceux qui auraient sauvé un citoyen ; et qu'une telle exactitude fut introduite dans la médecine légale que tous les Français pussent vivre jusqu'à cent ans. Pour hâter cet heureux jour, il sollicitait de S. M. l'abolition de l'impôt sur les prospectus, afin de faciliter 1^o l'éclosion et le lancement, par souscription, d'un traité et d'aphorismes latins, imités du grand Boërhaave, qu'il méditait « pour le renouvellement, le perfectionnement et l'extension universelle de l'asphyxiatrique » (1) ; 2^o la vulgarisation de la

(1) M. Verdier avait de l'asphyxiatrique une conception très large : asphyxie par la strangulation, la pendaison, la submersion, par les gaz méphitiques, par la chaleur et par le froid, mort apparente des nouveau-nés, tout cela était de son domaine ; mais il revendiquait bien davantage : asphyxies que les fièvres putrides, l'hydrophobie, les empoisonnements ; asphyxies dans les passions morales et les passions religieuses ; asphyxies dans la fureur utérine et les vapeurs hystériques ; asphyxies saisonnières, miasmatiques, putrides, mécaniques, nerveuses, voire rabiques car M. Verdier tenait la rage pour

trousse asphyxiatrique modèle Verdier ; 3^e la fondation d'une société asphyxiatrique, sur le type de celle qui fut créée à Amsterdam en 1768 ; enfin l'établissement d'un cours public, professé par lui, Verdier, et dont il promettait à Louis-le-Désiré, une belle occasion de s'immortaliser comme « restaurateur et promoteur de l'asphyxiatrique » (1). Il lui rappelait, d'ailleurs, l'exemple conforme du czar Alexandre.

Ce souverain ayant vu, quelque jour, en Pologne, repêcher un noyé, lui fit prodiguer, sans succès, les soins habituels, et finalement ordonna à son chirurgien, qui affirmait la mort, de pratiquer une saignée : l'homme revint à la vie. Dès lors, M. Verdier entendit porter sur sa tabatière cette scène popularisée par la gravure, « pour avoir présente à l'esprit l'image d'un si grand bienfaiteur de l'humanité, d'un souverain asphyxiâtre ». Il ne manqua pas d'adresser des suppliques à l'Ange tutélaire du Nord, pour lui offrir l'hommage de son œuvre, et solliciter sa protection.

Sa Majesté moscovite y fut insensible, et aussi « Louis-le-Désiré ». L'ancien officier municipal chargé de la garde des « nobles victimes du Temple » avait peu de chance d'obte-

une maladie « ni virulente, ni contagieuse, ni mortelle par elle-même, mais purement morale et asphyxiante » ; et il en promettait un traitement efficace et nouveau, avec des *Avis sur la rage ou hydrophobie*. (*Nouveau tableau de l'Asphyxiatrique*, p. 10.)

Qu'était-ce encore, à l'entendre, que l'agonie, sinon une asphyxie ? la mort apparente, si ce n'est une asphyxie curable ? En sorte que la pathologie tout entière, passant dans le cadre de l'asphyxiologie, promettait à M. Verdier un inépuisable champ d'observations, et à bon nombre de mourants, simples victimes de l'asphyxie, une quasi résurrection.

(1) Verdier n'enrôlait-il pas « le bon roi » Louis XVI dans les rangs des asphyxiâtres, eu égard à l'appui qu'il donna à M^{me} du Coudray, laquelle enseignait, dans les provinces, l'obstétrique et l'asphyxiatrique des mères et des enfants ? Il attribue même, à ce monarque, l'initiative de cette mission, qui datait en réalité de 1759.

nir les faveurs royales, et l'on avait dû garder quelque souvenir de ses impertinences. Il annonçait pourtant le manuscrit d'un « *Tableau historique des Capétiens*, où il [était] démontré que Hugues Capet a ouvert une route de bonheur public, et que tous ses successeurs l'ont suivie sans interruption, sans excepter même ceux que l'histoire représente comme de mauvais rois ». Cet opuscule eût été complété par un *Tableau des malheurs de la France, qui ont été le résultat du martyre de Louis XVI et de sa famille depuis 1787 jusqu'à 1814.* » Ce tableau, disait l'auteur, contient l'histoire de la détention de l'auguste famille au Temple, « et il n'y a personne qui la puisse décrire comme moi parce que j'ai été près de trois mois auprès de LL. MM. pour pourvoir à leurs besoins, que je les voyais journellement, et que les autres municipaux n'en approchaient que successivement et passagèrement pendant deux jours ou quelques moments ». Malheureusement pour la gloire de M. Verdier, ces œuvres sont perdues ; mais nous possédons le manuscrit de son *Tableau historique de la captivité de la famille royale au Temple*, en deux rédactions, dont la dernière, évidemment rédigée sous la Restauration, étale une compassion larmoyante pour les martyrs du Temple. Elle fait observer « comme l'on juge souvent des fruits par l'enveloppe, que quoique M. Verdier fut revêtu de la robe révolutionnaire, il ne gémissait pas moins de tous les maux que l'on faisait souffrir à la famille royale, et que s'il s'en était couvert, c'était seulement pour lui être utile. »

« On reprochera peut-être à M. Verdier, dans ses rapports, quelques expressions un peu fortes. Et n'est-ce pas une preuve de son zèle d'avoir, contre son cœur, su déguiser sa façon de penser pour servir plus efficacement le Roi ? »

On y voit, dit-il encore, « qu'il ne peut s'empêcher de

laisser entrevoir qu'il éprouve autant de douleurs que ses prisonniers, et sa pitié ne fut pas vaine » (1).

Cette pitié ne reçut jamais sa récompense ; et M. Verdier, navré de laisser inachevée la tâche qu'il s'était imposée « pour le bonheur public », pleurait sur ses travaux interrompus, demeurés à l'état de placards « par la tyrannie de Buffon. » Il se déclarait prêt à composer trois traités sur la sepsiatrique, l'anthropotechnie et l'orthanthropie, et décidé à collaborer aux nouveaux progrès de la médecine : il avait traduit en langue latine et française, analysé, commenté et réformé le texte des *Aphorismes* du Père de la médecine, donné la chasse aux « contre sens au moyen desquels on peut tuer des malades au nom d'Hippocrate mal entendu ». Aussi ne laissa-t-il pas de supplier obstinément le gouvernement français de [le] satisfaire de ce qu'il [convenait lui] devoir, et de protéger l'impression et la publication de [ses] ouvrages ; [d']inviter les souverains, les princes et les gens riches philanthropes, à venir à [son] secours par des souscriptions ; et [d']engager les sociétés littéraires et les savans à [l']éclairer de leurs critiques, de leurs vues, de leurs conseils, et de leurs lumières. »

Les souscriptions tant espérées ne vinrent pas. M. Verdier, octogénaire, vivait alors dans la gêne, au foyer de son fils, rue Neuve-Saint-Eustache. Et il chercha à tirer quelques sous de l'énorme fatras de papiers, de livres, d'épreuves et de manuscrits qu'il traînait après lui, bilan d'une existence manquée. Il proposait aux amateurs les vieux exemplaires de sa *Jurisprudence de la Médecine*, de ses *Mémoires sur la perfectibilité humaine*, et de son *Journal de médecine populaire* ; cherchait à céder ses grammaires, vocabulaires et rudiments, restés en feuilles, et qu'il distribuait jadis par fragments, à ses élèves ; et il offrait en

(1) Relation de Verdier, Bibl. de la ville de Paris, ms. 29726, t. III, fin. (Projet de préface.)

sus à bon compte un manuel d'enseignement de la musique vocale, des discours, poèmes et ballets gymnastiques sur l'éducation, des morceaux choisis de l'abbé Yvon, des pièces de jurisprudence médicale, le tout n'ayant « que le bien public pour objet », et garanti rédigé « d'après l'observation et l'analyse, sans système ni compilation, [et] dans le style analytique et logique sans mouvemens oratoires ».

La mort vint clore ce triste encan d'une vie. Verdier s'éteignit à Paris le 6 juin 1820, âgé de 85 ans, laissant inachevées des découvertes qui eussent sans doute bouleversé l'exégèse, et dont la perte est à jamais déplorable (1).

III.

Telle fut, dans la curieuse complexité de ses adaptations, la vie de M. Verdier. Docteur en médecine, avocat en Parlement, journaliste, éducateur, il avait disserté sur le produit net, raisonné sur l'agriculture, philosophé sur l'homme et sur la pédagogie, failli suivre Court de Gébelin dans les rangs des Mesmériens, et donné des articles à l'*Encyclopédie*. Aigri par les tracasseries de l'Université, plus tard évincé de son institution, dévoyé par un procès ruineux, il apporta au mouvement révolutionnaire autant de déceptions et de rancunes, peut-être plus, que de convictions. Lancé dans un rôle politique qui n'était point à sa taille, bourgeois suspect aux Jacobins, esquivant par quelque

(1) « Dans les dernières années de sa vie, cherchant à concilier la chronologie de la Genèse avec les systèmes chronologiques des naturalistes, il avait découvert une foule d'erreurs dans la traduction du texte sacré, et l'existence de deux personnages du nom d'Adam, à deux époques différentes, d'où naissent les erreurs et les discordances entre les systèmes religieux et philosophiques. Il est à craindre que ces recherches ne soient perdues. » (J.-M. Quérard, *La France littéraire*. Paris, 1839, t. X, art. Verdier. — *Biographie universelle*, de Rabbe, etc.)

impertinence devant le roi, son prisonnier, le malaise d'une situation fausse, il eut la chance de conserver sa tête sur ses épaules et de réserver à l'instruction publique et à des inventions peu profitables les restes de son ardeur philanthropique. Solliciteur rebuté de la Monarchie, de la Révolution, de l'Empire, de Louis XVIII, demandant vainement la gloire littéraire à chaque question d'actualité, il finit, obstinément bercé par le mirage d'indemnités fructueuses, dans les radotages d'un vieux pédagogue et les déboires d'un inventeur méconnu. Ce type de pauvre diable et de raté, débris du XVIII^e siècle égaré dans un autre âge, n'est pas rare dans le monde médical de cette époque (1). De la vie de Verdier, les premières pages seules sont à retenir : son œuvre de jurisconsulte médical et d'éducateur est véritablement digne de mémoire. Le jour où il quitta l'Hôtel de Magny, son existence était finie.

Dr PAUL DELAUNAY.

(1) Bodard de la Jacopière, Peffault de la Tour, Sacombe, et *tutti quanti*.

CONTILLY SEIGNEURIAL

(Fin)

LA MARE-BONNEVAL

Ce fief situé à Montgaudry et, par extension, sur le territoire de Contilly, demeura plus de deux cents ans dans la famille de Semallé (1), qui, après avoir habité les Brosses, élut domicile à la Hazardière, en la même paroisse.

I.

ABRAHAM DE SEMALLÉ, écuyer, seigneur de Lignerotte, à Lignières-la-Carelle, et de Belair, en Saint-Paul-le-Vicomte et La Fresnaye, fils de Richard de Semallé et de Anne de Baigneux, portait en 1600 le titre de seigneur de la Mare-Bonneval.

Françoise Thiesse qu'il épousa en 1605, le rendit père de sept enfants, qui sont :

1^o *Abraham*, l'aîné, écuyer, seigneur de Lignerotte et de Semallé, marié à Marie de la Fontaine. Le 20 octobre 1667 il signe le contrat de mariage passé devant Saillant, notaire à La Fresnaye, entre Françoise de la Fontaine, sa cousine, demeurant à la Courbe, à Bazoches-sur-Hoëne, fille de Jean, sieur de Sevillé, à Sainte-Sabine, et de Catherine de

(1) Cf. *Précis sur la paroisse, les fiefs et la famille de Semallé*, par M. de Semallé.

Breslay, veuve en premières noccs de Rodolphe de Faguet, écuyer, seigneur de Réveillon, et Louis Le Coustelier, écuyer, seigneur de Guespray, demeurant au château de Parroucel, au Mesnil-Erreux, fils de René, seigneur de la Roche, et de Françoise Eveillard. Il eut deux fils : 1^o *Emery*, écuyer, seigneur des Champus, enterré dans l'église de La Fresnaye, le 17 février 1674, laissant veuve Renée Jarret ; 2^o *Jean-Baptiste-Louis*, seigneur de la Giroudière, demeurant, en 1673, au château de Bois-Giroult, en Normandie.

2^o *Isaac*, écuyer, tué au siège de La Rochelle.

3^o *Jacob*, qui suit.

4^o *Suzanne*, et 5^o *Madeleine*, dont nous ignorons la destinée.

6^o *Marie*, demeurant aux Brosses en 1648, ensevelie dans l'église de Montgaudry, le 27 mai 1689, âgée d'environ 80 ans.

7^o *Marguerite*, qui avait reçu la sépulture au même endroit, le 10 janvier 1673.

II.

JACOB DE SEMALLÉ, écuyer, seigneur de Belair, de la Mare-Bonneval et de Favard, à Contilly, qu'il avait choisi pour résidence, se marie dans la chapelle de Notre-Dame-de-Toutes-Aides, à Saint-Rémy-du-Plain, vers le mois de septembre de l'an 1639, avec *Tassine Le Conte* (1), propriétaire de la Hazardière, en Montgaudry, fille de Jean, sieur de Fortmesnil, et de Catherine de Guérout, et veuve en

(1) La famille Le Conte était représentée, à Contilly, par Etienne Le Conte, époux de Charlotte Lasnier ; Jacques Le Conte, l'ainé, marié à Barbe Fournier, et Jacques Le Conte, le jeune, sieur de la Noë-Guillotin, qui avait épousé Louise Gilet et fut enterré dans l'église de Contilly le 12 octobre 1669.

premières nocces de Pierre de Portebize, écuyer, seigneur du Bois-de-Solère.

Tassine Le Conte était veuve pour la seconde fois lorsqu'elle rend aveu à Pescoux, le 14 juin 1688, à cause des prés Saint-Jean et du champ de la Terre-de-Saint-Jean, joignant le jardin de la Hazardière et chargés d'une rente au profit de la fabrique de Saint-Jean de Saint-Langis.

Pierre de Portebize, écuyer, issu de sa première alliance, embrassa l'état ecclésiastique ; et de Jacob de Semallé (1), elle eut deux autres fils :

1^o *Abraham*, dont nous allons maintenant parler.

2^o *Jacob*, baptisé à Contilly, le 6 mars 1645.

III.

ABRAHAM DE SEMALLÉ, écuyer, seigneur de Belair, Prêlabé, la Mare-Bonneval et autres lieux, baptisé à Contilly le 6 octobre 1643, adopta pour blason : *d'argent à l'épervier de sable, armé d'or, sur une barre de gueules*, et se maria, par contrat du 19 novembre 1665, passé en l'étude de M^e Clément Saillant, notaire à La Fresnaye, avec *Louise de Surmont*, fille de Gilles de Surmont (2), écuyer, seigneur de Brustel, à Chassé, et de Renée Eveillard.

Louise de Surmont qui était veuve en juillet 1685, fit bail de la Mare-Bonneval, pour 135 livres tournois, le 7 octobre 1701. Elle reçut la sépulture en l'église de Montgaudry, le

(1) Jacob de Semallé eut encore de son union illégitime avec Marie Gougeon, une fille nommée Elisabeth, qui naquit à Semallé le 13 janvier 1669. Etat civil de Semallé.

(2) Les autres enfants de Gilles de Surmont étaient : Antoine, l'aîné, seigneur de Chassé, qui contracta alliance avec Guyonne-Marie de la Tousche ; Pierre, écuyer, seigneur de Surmont ; Renée, mariée à Antoine de Barville ; Marguerite, épouse de Jacques de Chabot, sieur de Boisgirard, et Suzanne, qui s'unit à Pierre Chassevent et en eut Madeleine, baptisée à Montgaudry le 18 septembre 1642.

7 mai 1717, après avoir donné le jour aux cinq enfants suivants :

1^o *Abraham*, l'aîné, écuyer, sieur de Belair, qui rend aveu, le 3 mai 1697, pour son champ de la Mare-Bonneval, à Claude Le Febvre, seigneur de Montecouplard.

2^o *Jacob*, dont l'article suit.

3^o *Renée*, née à Montgaudry, le 13 février 1669, et inhumée le 2 août 1698, en l'église de cette paroisse.

4^o *Louise*, baptisée en la même église, le 10 novembre 1671, vivant encore en 1717.

5^o *Marie*, née à Montgaudry le 11 novembre 1672, et décédée au même lieu le 28 janvier 1684.

IV.

JACOB DE SEMALLÉ, écuyer, seigneur de Belair et de la Mare-Bonneval, né en 1668, contracte alliance, le 13 janvier 1697, avec *Anne-Julienne de Barville*, fille de François-Joseph et de feu Anne Rossignol, qui lui apporta en mariage le Grand-Parc, à Montgaudry, avec une rente de 81 livres hypothéquée sur les biens de M^e Pierre Garanger, frère utérin de sa mère, avocat au Conseil, à Paris.

Ils furent confirmés ensemble en l'année 1701, par Monseigneur Daquin, évêque de Séez, de passage à Montgaudry.

Jacob de Semallé rend aveu, le 6 août 1706, à Léonore-Marie de Frébourg, dame de la Lande, pour son fief de la Rouche (1), près des Logettes. Il mourut à Mamers le 5 juin 1735, et sa dépouille mortelle fut transportée à Louzes, pour être déposée dans l'église, à l'endroit où son épouse avait été ensevelie, le 29 avril 1730.

(1) Ce fief, situé à Montgaudry, ne consistait plus, à cette époque, qu'en trois pièces de terre, en l'une desquelles étaient autrefois les bâtiments composant le bordage du même nom.

De leur union sont issus six garçons et dix filles, tous nés et baptisés à Montgaudry et qui sont :

1^o *Marie-Julienne*, baptisée le 9 mai 1700.

2^o *Renée-Louise*, née le 24 septembre 1701.

3^o *Jacob*, présenté au baptême le 22 octobre 1702.

4^o *Jacques-Gallois*, à qui nous consacrerons le dernier article.

5^o *Jean-Loup*, baptisé le 3 novembre 1705, inhumé dans l'église le 17 avril 1721.

6^o *Julien-Antoine*, chevalier, seigneur de Belair, baptisé le 8 janvier 1708, capitaine d'infanterie en 1737.

7^o *Marguerite-Renée* et 8^o *Anne-Marie*, nées le 8 août 1709. La dernière ne vécut que dix jours.

9^o *Madeleine - Charlotte - Anne - Françoise*, baptisée le 1^{er} mars 1711, mariée à Mainers le 26 février 1754, avec Jacques de Portebize, chevalier, seigneur de Marollette.

10^o *Jacques*, et 11^o *Françoise*, nés le 8 avril 1713.

12^o *Marguerite*, tenue le 13 octobre 1714 sur les fonts baptismaux, par Jacques des Motté, écuyer, et Julienne de Barville.

13^o *Jeanne-Marguerite*, baptisée le 23 avril 1717.

14^o *Louise-Madeleine*, née le 6 août 1718.

15^o *Joseph-Abraham*, né le 16 mars 1720.

16^o *Renée-Julienne*, née le 28 septembre 1723.

V.

JACQUES-GALLOIS OU GUINGALLOIS DE SEMALLÉ, écuyer, seigneur de Belair, la Gastine, la Mare-Bonneval et autres lieux, né le 1^{er} septembre 1704, se maria par contrat du 4 novembre 1728, avec *Marie-Anne-Louise Le Magnen*, née à Mamers le 7 juin 1701, de l'union de Pierre Le Magnen, seigneur de Lormont et de la Guyotterie, lieutenant particulier au bailliage de cette ville, et de Anne Le Vannier. Madame de Semallé fut enterrée dans l'église de Louzes le

4 novembre 1731, et *Jacques*, son fils, âgé de 15 mois seulement, fut enseveli avec elle le 1^{er} janvier suivant.

Le seigneur de Belair convola en secondes noces, à Mamers, le 8 février 1735, avec *Jeanne Quelquejeu*, fille de défunt Jean, lieutenant de robe longue au siège de la maîtrise des Eaux et Forêts de Perseigne, et de Catherine Jarry. Il en eut huit enfants qui virent le jour à la Gastine, et fut enseveli le 23 août 1752, dans la chapelle de son château.

Ces enfants sont :

1^o *Jeanne-Julienne-Renée-Jacqueline*, née le 24 juin 1737, et mariée à Marin-François des Essarts, qui la rendit mère de Charles-François, mort à Louzes, le 1^{er} août 1767, âgé de cinq ans, et de Thomas, décédé le 12 du même mois.

2^o *Renée-Julienne*, née le 5 août 1738 ; présentée au baptême le 2 octobre par René de Lespinay, de Mamers, ancien capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, et Anne de Semallé, sa tante ; enterrée dans l'église des Aulneaux, le 23 avril 1739.

3^o *Jacques-Gilles*, né le 13 septembre 1739 ; tenu sur les fonts sacrés, le 8 octobre, par Marie-Julienne de Semallé, sa tante, et Gilles d'Aubigny de Lespinay, capitaine aide-major au régiment de Gastinois ; inhumé près de sa sœur, le 29 novembre 1740.

4^o *Madeleine-Jacqueline*, née le 7 mars 1742, et enterrée à Contilly le 19 août suivant.

5^o *Françoise-Renée*, née le 28 mai 1743, baptisée (1) le lendemain aux Aulneaux, et ensevelie au cimetière de cette

(1) Son parrain fut René-François Piffault de Nully, garde du corps du roi, demeurant au Mesnil-Erreux, fils de Claude, seigneur de la Houssaye et de Françoise de Surmont. Il épousa Marie-Charlotte-Perrine-Elisabeth d'Antignate et en eut Nicolas-René-Charles Piffault de Nully, qui se maria à Hauterive, le 29 mars 1791, avec Sophie-Louise-Victoire Poitrineau, fille de Joseph-Georges, négociant à Alençon et de feu Anne-Louise Drouet. Etat civil de Hauterive.

paroisse le 6 juin 1744, par M^e Robert Delousche (1), chapelain de Notre-Dame-de-Pitié et titulaire de la chapelle de la Gastine.

6^o *Jacques-Jean-Bon*, baptisé le 16 août 1744.

7^o *Jean-René*, né le 25 novembre 1745 et baptisé le 26 à Contilly. Il épousa Marie-Louise-Henriette de Récalde qui lui donna : 1^o *Jean-René-Pierre* (2), né à Mamers le 4 février 1772 ; 2^o *Pierre*, enterré à Louzes, à l'âge de trois mois, le 3 juillet 1775 ; 3^o *Emilie*, qui n'avait que deux ans le 7 juillet 1780, date de sa sépulture en la paroisse des Aulneaux.

8^o *Jacques-Abraham*, écuyer, seigneur de la Mare-Bonneval, né le 4 mars 1750, demeurant à Mamers en 1772. Le 3 février de cette année, François-Guillaume Luce, seigneur de Rocquemont, son tuteur, rendit aveu en son nom, pour le champ Bucquard et les prés de la Bougerie et de la Grande-Rivière, à Guillaume-Athanase Clément, seigneur de Barville, Blavette, la Gastine et autres lieux.

Actuellement, la Mare-Bonneval appartient à M^{me} la comtesse de Fay, née de Semallé.

LES JONCHÈRES

La *Carte de Jaillot* marque un château au lieu des Jonchères et indique qu'un combat fut livré à cet endroit ; ce qui n'est pas de nature à nous surprendre en raison de la proximité des Buttes-de-la-Nue.

(1) M^e Delousche fut enterré le 19 janvier 1750, dans la chapelle de N.-D. de Pitié, aux Aulneaux, et sa succession fut partagée entre Louis Delousche, marchand filotier à Séez, et Louise Delousche, femme de Benoit Than, sieur des Beauchefs, maître arquebusier en la même ville.

(2) Sous la Révolution, la municipalité de Louzes lui remit un certificat de résidence, en donnant de lui ce signalement : « taille, 5 pieds 6 pouces ; visage ovale et brun. » *Reg. des Délib.*

En l'an 1004, *Geoffroy de Jonchères*, signe l'acte de donation de l'église de Montgaudry à l'abbaye de Séez, par Héloïse, femme de Ernault Gruel (1).

Entre 1080 et 1102, par acte passé au chevet de l'église Saint-Pierre de Courgains, *Geoffroy de Junchères* vend pour 30 sols sa dime de Contilly aux moines de Saint-Vincent, et, le dimanche suivant, après avoir déposé son don sur l'autel de cette dernière paroisse, en présence de sa mère, de son frère, de sa sœur et de nombreux fidèles, il reçoit un premier acompte de 10 sols (2).

Entre 1148 et 1185, *Guillaume de Junchères*, prêtre, assiste comme témoin à la donation en faveur de la même abbaye, par Gauthier l'Epervier, de la sixième partie de la dime qu'il a coutume de percevoir à Commerveil (3).

Un autre *Geoffroy de Junchères*, signe aussi en qualité de témoin, un acte passé par les moines de Perseigne en l'année 1188 (4).

Jehan Bertelot, l'ainé, sieur des Jonchères, y demeurant, acquiert, le 12 décembre 1503, pour 9 livres tournois, de Pâtry Moré, mari de Jehanne de Frébourg, deux pièces de terre, d'une contenance de cinq boisseaux semence ou environ, sises en Contilly. Cet acte est signé de *Thiennot Bertelot*.

Le 27 novembre 1637, honorable homme *Pierre Bertelot*, sieur des Jonchères, est parrain à Contilly.

Marie Bertelot, sa fille, épouse M^e *Ambroise Bouvier*, notaire au Mans, à qui elle apporte en mariage tous les biens lui venant de la succession paternelle. Celui-ci, qui remplit un certain temps les fonctions de procureur-syndic de Saint-Benoît du Mans, est enterré dans l'église de cette

(1) *Cartul. de Saint-Martin de Séez*, charte CXL.

(2) *Cartul. de Saint-Vincent*, n^o 583.

(3) *Cartul. de Saint-Vincent*, n^o 586.

(4) *Cartul. de Perseigne*, n^o CCCLIII.

paroisse, le 4 juillet 1678, et sa veuve y fut ensevelie le 12 avril suivant.

Ils eurent quatre enfants, qui sont :

1^o *Jacques Bouvier*, né au Mans le 26 mars 1644.

2^o *Madeleine Bouvier*, femme en premières noces de M^e Julien Egasse, et en deuxièmes, de M^e Gilles Berault, notaire royal, qui rend aveu à Pescoux, le 9 avril 1669, pour héritages situés à Loupendu, en Contilly.

Jeanne, née de cette dernière union, fut présentée au baptême en l'église Saint-Benoît, par M^e Ambroise Bouvier (1), curé de Nuillé-sur-Vicoin, et Marthe Martin, veuve de M^e René Coustard.

3^o *Anne Bouvier*, née au Mans le 7 septembre 1654.

4^o *Marie Bouvier*, qui contracta alliance avec *André Coustard de Souvré*, écuyer, né en la paroisse Saint-Benoît du Mans, le 28 décembre 1633, du mariage de René Coustard avec Marie Martin.

André Coustard, qualifié sieur du Chesne et de la Chevalerie, à La Milesse, du Joncheray, à Saint-Saturnin, de Fougault, à La Bazoge, et des Jonchères, en Contilly, prit en 1657 l'entreprise des messageries de Laval au Mans. En 1670, il est dit bourgeois de Paris, et en 1677, il achète de Pierre Le Clerc de la Galorière, la charge de receveur des tailles de l'élection de Laval. Régisseur d'un grand nombre de terres et des forges de M. le duc de Villars, il acquit des domaines considérables, en particulier la seigneurie de Souvré, en Bazougers, dont il se titra. Mais ce ne fut qu'en 1708 qu'il se pourvut d'une charge anoblissante de secrétaire du roi, maison et couronne de France. Veuf en 1701, il se remaria deux ans après avec Renée Turpault, fille d'un juge au siège de Niort, et reçut la sépulture en 1712, devant

(1) M^e Ambroise Bouvier succéda, comme curé de Nuillé, à M^e François Bouvier, son frère, résignataire en sa faveur en 1680. Il mourut à Laval le 17 mai 1715. *Dict. de la Mayenne*, par M. l'abbé Angot, III, 180.

l'autel Saint-André, dans l'église Saint-Vénérand de Laval.

François Coustard, l'aîné de ses six enfants, receveur des tailles, maître des Eaux et Forêts et capitaine des chasses du comte de Laval, né à Paris en 1671, épousa le 21 octobre 1709, Jeanne-Marie Hardy de Lévaré, fille du maire de Laval, et acheta en 1715 la châtellenie de Cheméré.

M^e *René Coustard*, son autre fils, écuyer, curé de Nuillé-sur-Vicoin, en son nom et pour ses cohéritiers en la succession paternelle, et Marie Collin, veuve du sieur de Berry, héritière de feu M^e Noël Collin, conseiller du roi, receveur des consignations à Mamers, baillent à ferme les Jonchères, le 21 février 1719, à l'exception « du fief, des » rentes et de deux chambres hautes de la maison seigneuriale », à Jean Pasquier, moyennant 200 livres, avec obligation « de nourrir deux chevaux, de foin et d'avoine, » pendant huit jours chacun an, ou bien pendant quinze » jours, sy tant ledit Coustard y vient et reste. » Le curé de Nuillé mourut en 1748 (1).

Cinquante ans plus tard, les Jonchères appartenaient à M. de Goué.

LE HUON

Le fief du Huon, encore appelé *Ouvan*, *Ounan*, *Onan*, *Huam*, *Huan*, *Yon* et *Lion*, situé près de Frébourg, appartenait à *Jehan d'Aillières* en 1231.

Le jeudi après la saint Julien de l'an 1247, *Odon de Huam*, paroissien de Contilly, voulant assurer avec son salut, celui de Agnès, sa femme, et de tous les siens, fait don à toujoursmais, au profit des moines de Perseigne, de son habergement du Huon ; donation que confirma en 1274

(1) Cf. *Dict. de la Mayenne*, par M. l'abbé Angot, I, 131, 764, 797. Etat civil de la paroisse Saint-Benoît.

Jean, vicomte de Châtellerault, baron de Saosnois (1).

Michel Le Guillotin tient les plaids à cet endroit le 14 avril 1504.

Le 5 mars 1515, par acte devant Barnaige, notaire en la vicomté de Braistean, M^e *Guillaume Delanoue*, prêtre, héritier de feu M^e *Jehan Baguillot*, également prêtre, vend pour 40 sols tournois de rente perpétuelle, le tiers par indivis de l'appartenance du Huon, à M^e *Mathieu* ou *Mathurin Le Royer*, prêtre, et le lendemain, devant M^e Hémon, notaire en cour de Connerré, cède cette rente à Martin Virlouvét, moyennant 4 livres tournois.

Richard Delanoue, bourgeois du Mans, son cohéritier, vend à son tour, le 19 mars 1519, pour 12 livres tournois, au même M^e Le Royer, les 15 sols de rente qu'il a droit de percevoir à cause de sa part du Huon.

Le 13 juin 1521, Marion, veuve de Guillaume Jehandier et M^e *Jehan Rambourg*, prêtre, sieur du Huon, rendent aveu pour ce fief, au seigneur de la Gastine. Le 14 juin 1524, ce dernier achète pour 68 sols tournois, de Estienne Huard, paroissien de Sillé-le-Philippe, 5 sols de rente qu'il avait coutume de percevoir sur les mêmes dépendances (2).

M^e Rambourg vivait encore en 1536 et c'est en 1567 que ses héritiers vendirent à *Joseph de Frébourg*, le Huon, loué 300 livres en 1670. A cause de ce lieu, Joseph-Louis de Frébourg rendit aveu le 17 novembre 1777, à Jean-René de Semallé, seigneur de la Gastine (3).

(1) *Cartul. de Perseigne*, pp. 67, 87, 138, 188.

(2) Papiers de M. de Fromont.

(3) Le fief du Huon qui devait à la Gastine foi et hommage simple, rachat, taille, relief et trois sols de service à la saint Rémy, ne s'étendait plus, à cette époque, que sur les champs des Petites-Arrachées, appartenant à la cure de Beauvoir et ceux de la Dinnée, du Vivier, des Grands-Champs, des Vallées, du Pressoir, de la Persinière, du Clos-du-Pressoir, des Arrachées, du Chêne-Rond et de la Plaine, situés en Beauvoir et Contilly.

LA CHESNAYE

Jehan Le Fort, sieur de la Chesnaye, anciennement appelée *Resnebourdière*, marié à Judith Pérot, issue des seigneurs de Pescoux, en eut, à Contilly, les quatre enfants suivants :

1^o *Pierre*, présenté au baptême le 1^{er} novembre 1633, par Charles du Val (1), écuyer, seigneur de la Ligeardière, et Tassine Le Conte, femme de M. du Bois de Solière. Il rendit aveu à Pescoux le 6 juin 1669, pour son pré de la Garrottière, aux Aulneaux.

2^o *Jean*, seigneur de la Locherie, à Beauvoir, né le 12 novembre 1634, lieutenant d'un régiment envoyé en Hollande en 1671. Le 11 juillet de cette année, il se présente avec son frère aîné aux assises de Pescoux, pour rendre hommage à cause de la Chesnaye, dont ils venaient d'hériter par suite de la mort de leur mère.

3^o *Judith*, née le 2 mars 1637.

4^o *René*, né le 10 avril 1638.

LA GÉMINIÈRE

Julien Lunel, écuyer, seigneur des Essards, conseiller-secrétaire du roi, maison et couronne de France, demeurant à Mamers, loue la Géminière le 19 avril 1694, à Charles Chassevent, de Contilly, pour 120 livres, avec obligation de payer tous les ans 28 sols à la Châtellenie de Pescoux, dont relève cette métairie.

LA GASNERIE

Le 16 mars 1672, *Jacques Conseil*, écuyer, sieur du lieu,

(1) Charles du Val contracta alliance avec Jeanne de Surmont et en eut Madeleine, qui épousa René de la Tousche, écuyer, sieur de l'Isle.

époux de Madeleine Caillard d'Aillières, demeurant à Beauvoir, rend aveu à Pescoux, à cause de la Gasnerie.

Les champs François qui avoisinaient cette métairie et relevaient de la même châellenie, appartenaient alors à *Louis des Loges*, écuyer, sieur du Fresne, résidant ordinairement en son château de Biars, à Saint-Rigomer-des-Bois.

LOURMEAU

En 1519, noble *Guillaume Thibault*, était seigneur de Lourmeau, situé entre Beaurepaire et la Gastine, au fief de ce dernier lieu. Il y fit construire une maison d'habitation en 1535.

LA TIBIDERIE

Le 24 décembre 1695, les deux bordages de la Tibiderie sont loués pour 140 livres à Jean Bugleau, procureur-syndic de Contilly, par *Christophe-Pierre d'Avesgo*, chevalier, seigneur d'Appenai et patron de Coulonge, où il demeurait, au château du Mesnil, époux de Marie-Louise de Ryant, fille de Odet de Ryant, chevalier, marquis de Villeray, Blavette, à Barville, Botrel, à Blèves, la Grande-Beuvrière, Rigours, Auteresche, la Gastine, la Patardière et autres lieux, et de Françoise d'Angennes (1).

En mars 1719, la Tibiderie appartenait à demoiselle *Marie Collas*, de Blèves, fille et héritière de M^e *Antoine Collas*, sieur de la Chanterie.

LE CLOS

Abel Ridou, sieur de Beauvais, baille à ferme le Clos, pour 120 livres par an, le 19 janvier 1731.

(1) Odet de Ryant avait encore pour enfants : Charles, chevalier, marquis de Villeray ; Louise-Claude ; Marie-Anne, mariée à Jacques

Il avait abjuré le protestantisme en l'église de Roullée, le 30 octobre 1685, en même temps que Joachim, son frère, Joachim Ridou, marchand, sieur de la Bonnerie et de la Bellée, leur père, et Elisabeth Amyrault, leur mère, nièce de M^e Abel Amyrault, sieur de la Hauterie, à Blèves, et de Vausoudan, ministre de l'église prétendue réformée de Saint-Aignan (1).

LE BOIS - GUÉRIN

En 1725, *Jacques Lemaire*, écuyer, fils de Jacques, aussi écuyer, et de Marie-Anne Mallard, est dit seigneur du lieu de Bois-Guérin, anciennement appelé *Trémont*.

LE CERVOIR

Cette terre devenue la propriété de M. le comte de Semallé, appartenait jadis aux seigneurs de Pescoux, et messire *César de Langan*, chevalier, baron de Bois-Février, demeurant ordinairement à Saint-Vandrille, en fait bail pour 320 livres, le 30 mai 1643 (2).

Jules-Armand Colbert, chevalier, marquis de Blavette, seigneur de Saint-Julien, Montgoubert, Pescoux, le Cervoïr et autres lieux, grand-maitre des cérémonies de France, cède pour 12 livres par an, le 31 mars 1683, à M^e Alexis Le Feuvre, chirurgien à Contilly, « un droict de la couse-
» tume et billette de la châtellenie de Pescoux, en ce qui
» passe et repasse par dans ce bourg de Contilly, de mar-
» chandize et autres choses qui doibvent ledict droict de

Le Conte de Nonant, chevalier, comte de Fontaines, lieutenant au régiment des gardes-françaises, et Louise-Catherine.

(1) Etat civil de Roullée.

(2) L'acte est signé de M^e Jean Quattremères, sieur de la Corbonnassuère.

» coustume, le long du grand chemin tendant de Mamers à » Blèves » (1).

D'autres baux du Cervoïr sont signés, en 1710, par *Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy*, chevalier, marquis de Cossé, seigneur de la Motte-Fouquet, Magny, Saint-Patrice, Orgères, Contilly, les Aulneaux, Chanceaux, Pescoux, etc., et en 1753, par *Marie-Madeleine de Saint-Rémy*, veuve de Guy-Antoine de Saint-Simon, marquis de Courtomer, comte de Montreuil, maître de camp de cavalerie, et capitaine des gardes de Son Altesse sérénissime Madame la duchesse de Berry.

C'est encore de la châtellenie de Pescoux que relevait la seigneurie de paroisse de Contilly, comme suffirait à l'indiquer la location du droit de billette sus mentionné. La juridiction de cette terre qui se composait d'un bailli, d'un procureur fiscal, d'un greffier, d'un sergent et de quatre avocats, tenait ses audiences le premier mercredi de chaque mois, dans une maison attenant à l'ouest, au presbytère. Les appels de cette juridiction portaient à la barre du duché-pairie de Mayenne.

LA COTINERAIE, ANCIENNEMENT COTINEL, ET CLAIREFONTAINE

Dans les premières années du XI^e siècle, *Lambert de Blainart*, donne aux moines de Séez un quartier de terre d'un demi-muid semence, situé à Clairefontaine « *apud Clarum Fontem* » (2).

Vers 1060, *Ascelinus Cotinel*, avec le consentement de Hersende, sa femme, de Odolinus et Bernard, ses fils,

(1) En bordure de cette route et à l'endroit où elle traversait autrefois celle de Pervençères, existe encore une mesure inhabitable que l'on nomme le Pont-Billet.

(2) *Cartul. de Saint-Martin de Séez*, charte cx.

donne à l'abbaye de Saint-Vincent, sa terre de Clairefontaine, « *terram Clarorum Fontium* », avec toutes les coutumes, à l'exception de la dime, et une autre terre désignée sous le nom de *Gressum*, que nous ne saurions identifier (1).

En 1092, *Odon Cotinel*, sénéchal de Sonnois, voulant s'assurer des prières, cède pour 34 sols à l'abbaye Saint-Martin de Séez, une partie de sa terre des Deux-Bœufs, « *ad duos boves* », située à Clairefontaine, lui abandonne gratuitement l'autre partie de la même terre, avec le consentement de Girard, son fils, et en signe de confirmation, dépose sur l'autel de saint Martin, l'acte qu'il vient de signer.

L'année suivante, il lui donne une nouvelle parcelle de terrain au même lieu, et, pour 4 livres, lui en vend une autre, suffisamment étendue, pour récolter une charrette de foin. Il lui vend enfin la moitié du moulin de Clairefontaine, « *sic item solute et quiete ut postquam prima vice ad faciendum illud molendinum adjuveribus, nichil postea in ea mittamus preter ferros et quadrigarum vehicula ad materiam lignorum deferendam.* »

Ces dons et ventes furent confirmés par Guillaume de *Malcenaio*, *aliàs Malchanaio*, qui les exempta de redevance quelconque à perpétuité, pour avoir droit aux prières des religieux, lesquels il autorise en outre à prendre, tant sur ses terres cultivées que dans ses bois, ce qui leur sera nécessaire pour la réparation de leur couvent et de leur chapelle (2).

Odon Cotinel, du consentement de *Morinus*, sénéchal, vendit aussi à Perseigne une terre sise près le lieu du *Fay*, au fief de Robert II de Bellême, qui approuva cet acte dans la suite (3).

(1) *Cartul. de Saint-Vincent*, n° 629.

(2) *Cartul. de Saint-Martin de Séez*, chartes n°s CVI, CVII et CVIII.

(3) *Cartul. de Perseigne*, pp. 363, 366.

Jean Cotinel est cité comme témoin, dans un procès soutenu après 1145, par l'abbé de Perseigne, contre Robert Sanson, seigneur d'Osé, à cause de Eremburge, sa femme, fils naturel de Guillaume III, comte d'Alençon, qui lui fit don de la terre des Aulneaux (1).

Quelque temps après, un autre procès qui dura de longues années, s'éleva entre les religieux de Saint-Vincent et de Perseigne, au sujet de la terre dite des Deux-Charrettes, « *II carrucarum* », à Contilly, que ces derniers avaient achetée et sur laquelle les premiers prélevaient autrefois la dime.

L'affaire fut portée au tribunal du pape Alexandre III, qui, pour la juger, nomma comme commissaires Robert, abbé de la Couture, Pierre, abbé de Beaulieu, et Pierre, grand chantre de l'église du Mans. Leur intervention fut couronnée de succès. Il fut en effet conclu que les moines de Perseigne paieraient annuellement à ceux de Saint-Vincent et au prêtre de Contilly, onze setiers de blé de bonne espèce, à la mesure du pays, savoir : quatre setiers et mine de froment, six setiers et mine moitié orge et moitié avoine, pris dans la grange de Clairefontaine, appartenant aux religieux de Perseigne et que ceux-ci ne pourraient acquérir de nouveau dans la paroisse, sans traiter avec le couvent de Saint-Vincent.

Guillaume, évêque du Mans, confirma cet accord entre 1160 et 1180, mais réduisit à quatre boisseaux de froment et cinq boisseaux moitié orge et avoine, la rente que nous venons de signaler (2).

A la fin du XII^e siècle, *Richard Cotinel*, moine à Saint-Vincent, signe l'acte de donation faite au profit de son

(1) *Cartul. de Perseigne*, p. 9.

(2) *Mémoires pour servir à l'histoire de l'abbaye de Saint-Vincent*, par J.-B. Colomb, pp. 132 et 133.

monastère, par Patrice et Payen de Chources, de tous leurs droits sur l'église de Beaufay (1).

Une charte de Lisiard, évêque de Séez, datée de l'an 1191, nous apprend qu'à l'intention de Jean, comte d'Alençon, il est donné à perpétuité, pour le luminaire de l'église de Perseigne, d'abord par *Odon Cotinel*, des seigneurs de Clairefontaine, garde des forêts d'Ecouves, de Bources, de Perseigne et de Blavou, 20 sols mansais, à prendre chaque année, le jour de la saint Rémy, sur ses cens de Blèves, qui se montent à 100 sols, et de plus, 10 sols mansais, par *Pochard Cotinel*, son frère, en reconnaissance de ce que le comte dont ils avaient été les écuyers, leur avait laissé, comme à quatre autres personnages l'ayant servi en la même qualité, à chacun 10 livres angevines de rente sur ses revenus de Bernay. C'est sur ce legs que Pochard affecte sa donation (2).

Peu de temps avant sa mort, Jean d'Alençon constatait qu'en vertu de l'accord conclu en l'année 1154, entre Jean, abbé de Saint-Martin de Séez et Erard, abbé de Perseigne, Jean avait donné à perpétuité, au couvent de Perseigne, tout ce qu'il possédait sur les terres, prés, bois, étang et moulin sis au fief de *Richard Cotinel*, II^e du nom, à condition que tous les ans, à la saint Martin d'hiver, l'abbé ou son prieur, ou l'un des religieux, en souvenir de cette générosité, viendrait offrir deux livres d'encens sur l'autel de saint Martin.

Le même *vidimus* nous révèle que Richard, sa femme et ses fils, pour avoir acquiescé à cet accord, reçurent de Erard, un cheval et 20 sous mansais, mais que les biens ainsi transmis étant indivis entre le donateur et le seigneur de Cotinel, celui-ci résolut d'en faire le partage avec les nouveaux possesseurs. Il en résulta que les religieux obtin-

(1) Arch. de la Sarthe, II 18, n° 11.

(2) *Cartul. de Perseigne*, p. 203.

rent les terres situées en deçà du ruisseau de Clairefontaine, qui se jette dans le Cervoir, et celles qui sont entre ce cours d'eau et le chemin de *Jarreia*, à l'exception du champ de *Jarreia* ; tandis que Richard garda, avec ce qui était au-delà dudit ruisseau de Clairefontaine, l'étang et le moulin. Les moines versèrent de plus, entre ses mains, 100 sous mansais et remirent 10 autres sous de même monnaie, à sa femme et à ses fils.

C'est également dans la même charte que sont mentionnées les donations suivantes au profit de Perseigne :

Par ledit Richard, sa femme et ses fils : un pré appartenant jadis à l'abbaye de Sééz, sis au fief de Cotinel, au-delà du ruisseau de Clairefontaine. En reconnaissance de ce legs, les religieux versèrent entre leurs mains une somme de 36 sols mansais.

Par Richard, seul, pour le repos de l'âme de *Girard Cotinel*, son frère : le champ *Liardi*, « *pro equo liardi sic vocatum* ».

Par Guillaume *Hericius*, avec l'assentiment de ses fils, lorsqu'il se fit moine : toutes ses terres relevant du fief de Richard Cotinel, qui approuva la donation et, pour ce, reçut de l'abbaye 6 deniers et une mesure de vin.

Par *Girard*, fils de Odon Cotinel : le champ et le friche de Faiel. Il échangea de plus un certain nombre d'arpents contre le champ de Martin, « *pro campo Martini* » ; et après que, sur le conseil de son père et avec l'assentiment de sa mère, il eut déposé son don sur l'autel de l'abbaye, les moines lui donnèrent 15 sols mansais, en remirent 35 à son père, et à sa mère offrirent une génisse.

Par *Hamericus Cotinel* et ses héritiers : un champ, non désigné.

Par Gauthier Le Roille et Richard, son fils aîné : le champ des Gages, « *de Gaxis* », donné le 3 des calendes de décembre de l'an 1188, en présence de Geoffroy de Junchères.

Girard Cotinel exempta ces terres de redevance féodale.

Enfin, la pièce se termine en nous relatant que, pour mettre fin aux fréquents désaccords soulevés au sujet de ces dons ou échanges, par Odon Cotinel, Pochard, son frère, et Girard, son fils, le comte les fit venir en sa présence, avec l'abbé de Perseigne, et qu'au cours de cette entrevue, Adam ayant remis 40 sols mansais à Odon, 15 à Pochard et 10 à Girard, les Cotinel, pour assurer leur salut éternel et racheter les fautes de leurs ancêtres, confirmèrent tous les actes de générosité faits en faveur des religieux et les exemptèrent à toujoursmais des servitudes territoriales auxquelles ils pouvaient prétendre (1).

Dans l'année 1212, *Girard Cotinel*, chevalier, cède en pure et perpétuelle aumône, à Dieu et à l'abbaye de Saint-Vincent du Mans, deux portions de toute la dime du fief de la Gastine, de toutes les terres bien préparées et bien nettoyées, *de omnibus exemplis*, tant dans les terres cultivées, *tam in plano*, que dans celles qui le sont ou le seront, dans la forêt, et sur tout son autre fief par delà les limites de la forêt, outre celles que ses ancêtres ont assignées à la chapellenie de Saint-Laurent. Il donne encore à la même abbaye deux portions des dimes de toutes les novales faites de son temps, et de celles qui se feront dans la suite, et un emplacement situé près de l'église de Contilly, pour édifier une grange qui servirait aux besoins du monastère. Puis, il notifie que, pour le salut de son âme, il lui abandonne à perpétuité dix sous mansais, qu'il assigne sur sa terre de Fortmanoir, à Mamers, *prope talcas* de Guitier, et qui seront payées au Mans, chaque fois que les moines célébreront son anniversaire. Jeanne, sa femme, et Richard, son fils aîné, acquiescèrent à cette aumône (2).

(1) *Cartul. de Perseigne*, chartes CCVIII, CCCVI, CCCXLIII. — *Cartul. de Saint-Martin de Séez*, CCLXXXIX.

(2) Cf. J.-B. Colomb, *lib. cit.*, pp. 227, 228.

En 1222, *Richard Cotinel*, écuyer, III^e du nom, seigneur de la Cotinelaie, à Contilly, du consentement de Mathilde, sa femme, et de ses héritiers, vend pour 22 livres, à Guillaume Hedin, son moulin de Fort-Manoir, qui restera chargé à son profit de deux deniers de service chaque année. En 1225, il abandonne gratuitement sa prairie de Formenaix, aux moines de Perseigne, et le 10 février de l'année 1233, selon qu'ils le lui avaient demandé devant l'official du Mans, il leur accorde droit d'usage sur ses terres, avec l'autorisation de clôturer leurs champs et de prendre les « harz et trembles » qui leur seraient nécessaires, « *ad canillas faciendas* », pour construire, à Clairefontaine, ou réparer les bâtiments qui y existaient (1).

Cet acte est le dernier où nous retrouvons le nom des Cotinel. Il est, du reste, certain que, vers cette époque, leur fief de la Cotineraie passa aux d'Aillières, car au mois d'avril de l'année 1249, Guillaume d'Aillières s'accorde avec Perseigne, au sujet du droit qu'avaient les religieux, de prendre dans les bois de *Cotinelate*, ce dont ils avaient besoin pour entretenir leur grange de Clairefontaine (2).

Le 4 mai 1498, Jehan Debleur, l'ainé, achète de Jehan Debleur, le jeune, le tiers du champ des Trembles, joignant les prés de la métairie de la Cotinelaye, alors réunie à Pescoux. César de Langan, seigneur de ce lieu, la baille à ferme pour 400 livres, le 18 mars 1650, avec les moulins d'En-Bas et d'En-Haut (3); et Louise-Rose de Thiboutot, marquise de Courtomer, en ordonne la visite le 10 juin 1774.

C'est auprès du premier de ces moulins que se trouvent les prés du Grand et du Petit-Saint-Laurent, avec le champ

(1) *Cartul. de Perseigne*, pp. 141, 145, 173.

(2) *Cartul. de Perseigne*, p. 141.

(3) Ces moulins, depuis longtemps au repos, étaient alimentés par les ruisseaux du Cervoier et de Clairefontaine, dont les eaux sont maintenant canalisées jusqu'à Mamers.

de la Chapelle, où était édiflée la chapelle dédiée à saint Laurent.

Au temps de leur jeunesse, les plus anciens de Contilly sont allés prier en ce sanctuaire, dont il ne reste plus à présent que les substructions. Une assemblée se tenait tous les ans en ces lieux, le dimanche le plus rapproché de la fête du glorieux martyr ; mais ces divertissements ont pris fin, après que sa statue eut été apportée en l'église, où elle demeure toujours en grande vénération.

Quant au domaine de Clairefontaine, les moines de Perseigne le baillèrent à ferme en 1636, pour 550 livres, 4 boisseaux de pois, 40 livres de beurre salé et 12 chapons (1), et pour 1600 livres, en 1783 (2). Le 31 mars 1791, François Caigné, marchand à Aillières, René Aguinot, marchand à Saint-Rémy-des-Monts, et Julien Chartrain, bourgeois de Mamers, l'achetèrent de l'Etat, au prix de 39.900 livres. Le lieu du Petit-Cervoir, confisqué sur les mêmes religieux, fut acquis pour 3.100 livres, le 2 mai de l'année suivante, par René Morel, de Louzes, et Louis Guimard, de Contilly (3).

LES BUTTES DE LA NUE

Nous ne saurions mieux faire ici que d'emprunter au savant travail de M. G. Fleury, sur *Les Fortifications de l'arrondissement de Mamers*, la description suivante des Buttes de la Nue.

« Ce camp retranché parfaitement conservé, couvrant environ trois hectares de terrain, se compose d'une motte et de deux enceintes. La forme générale est sensiblement celle

(1) Le bail fut signé au bourg de Neufchâtel, dans la maison où « pend pour enseigne la *Corne de Serf* ».

(2) Archives départementales, H 944.

(3) Cf. la *Vente des Biens nationaux*, par F. Legeay.

d'un quadrilatère aux angles fortement arrondis. Les deux petits côtés mesurent de 80 à 100 mètres, et les deux grands environ 300. La motte occupe l'angle nord-ouest ; les trois autres angles sont renforcés par des mamelons. Cette enceinte générale est divisée perpendiculairement à la face Est par un talus et un fossé, qui forment une seconde enceinte intérieure, de niveau plus élevé que celui de la première, et d'un accès rendu plus difficile par la proximité de la motte et par des retranchements très forts. La motte, d'une surélévation intérieure de 16 mètres, a une plate-forme de 40 mètres de diamètre, divisée en deux parties par un fossé de 4 mètres de largeur, avec talus laissant sur la crête une plate-bande circulaire de 6 mètres, et à l'intérieur, une enceinte de 17 mètres de diamètre. Au pied, un fossé de 6 mètres de largeur et 4 mètres de profondeur, la sépare entièrement des autres parties du camp. La grande enceinte, sur les faces sud et ouest, est fermée par un fossé de 16 mètres de largeur et 4 mètres de profondeur, avec talus de 16 mètres de hauteur, 4 mètres de largeur à la crête, et 7 mètres de hauteur intérieure ; à l'angle nord-est, les fossés conservent les mêmes proportions, mais le talus atteint 22 mètres d'élévation, ainsi que les mamelons qui constituent les angles. Le milieu de la face orientale offre un caractère tout particulier ; le fossé est réduit de moitié en largeur et en profondeur, mais est protégé à l'extérieur par une contrescarpe de 2 mètres d'élévation. Il semble être un chemin couvert donnant entrée dans la première enceinte, sous le talus de la seconde enceinte, renforcé en un point par un mamelon surélevé de 4 mètres ; la grande enceinte avait une autre entrée, au pied de la motte ; la deuxième enceinte a aussi deux entrées, l'une, donnant accès de l'extérieur, l'autre, permettant de communiquer avec la grande enceinte, dont elle était séparée par un talus avec fossé. »

Orderic Vital, dans son *Histoire ecclésiastique* (1), inscrit le camp des Buttes de la Nue parmi les fortifications que Robert II, surnommé le Diable, comte d'Alençon et baron de Saosnois, construisit ou répara en 1098, après avoir conclu un traité de paix avec Guillaume Le Roux.

A son arrivée de Palestine, en 1149, Robert, troisième fils de Louis le Gros, comte du Perche, guerroyant contre Guillaume III Talvas, comte de Ponthieu, seigneur d'Alençon, de Sonnois et de Séez, se rendit maître du camp de la Nue, dont Talvas avait confié la garde à son fils, Jean I^{er} de Bellême, seigneur de Montgomery. Mais l'année suivante, Geoffroy le Bel, comte d'Anjou, allié des Bellême, à son tour enleva la place à Robert qui, pour se venger, saccagea tout le pays, avec l'aide des troupes royales, s'empara de la ville de Séez et la livra aux flammes (2).

Sous la Révolution, les Buttes de la Nue furent encore le théâtre de plusieurs escarmouches entre les Chouans et la garde nationale de Mamers qui, paraît-il, aurait été forcée de battre en retraite (3).

(1) Tome IV, p. 140.

(2) Cf. *Gesta Lud. Regis. filii Lud. Grossi*, apud Duchesne; *Chronique de Normandie*, par Odolant Desnos, I, 305, en note; *Antiquités et Chroniques percheronnes*, par l'abbé Fret, II, 296; *Hist. des pays et comté du Perche et duché d'Alençon*, par Bry de la Clergerie, pp. 111-112.

(3) Dans l'une de ses dernières et plus intéressantes études, M. G. Fleury raconte de cette façon les faits, dont le souvenir est devenu imprécis dans la mémoire de mes anciens paroissiens de Contilly :

« Le six fructidor an VII (23 août 1799), une bande de Chouans envahit le moulin de Tessé, à Saint-Longis, se saisit du meunier Lunel et ne le rend à la liberté qu'après lui avoir fait verser une forte somme d'argent. De là les Chouans, au nombre de quatre-vingts environ, se rendent au domicile du sieur Dagron, garde-marteau de la forêt de Perseigne, enfoncent la porte à coups de hache, s'emparent des armes et des munitions, ainsi que d'une somme de douze cent quarante-sept francs, puis ils se dirigent sur Aillières.

» Aussitôt que cette nouvelle parvint à la municipalité de Mamers, la force armée se transporta immédiatement sur la grande route de Mamers à la forêt de Perseigne, par Aillières.

De nos jours, enfin, continuent de s'y livrer des luttes fréquentes. Il est regrettable, hélas ! que l'ennemi nouveau, redoutable seulement pour le cultivateur, échappe trop facilement au carnage, par une fuite éperdue dans les sombres sapins, qui enlèvent au camp son cachet et bientôt achèveront d'en masquer l'aspect.

JOSEPH VAVASSEUR.

» Les Chouans occupaient le château d'Aillières et les Buttes de la Nue, sur lesquelles flottait le drapeau blanc ; de là ils observaient les mouvements des troupes républicaines sorties de Mamers sur deux colonnes, l'une marchant sur le moulin à vent, et l'autre vers le chemin d'Aillières à Villaines pour couper la retraite aux Chouans. Ceux-ci s'avancèrent dans la vallée au-dessous d'Aillières et attaquèrent l'avant-garde commandée par le brigadier de gendarmerie Robin et par Maisonnier, commandant la colonne mobile. Une vive fusillade eut lieu de part et d'autre ; il y eut des blessés des deux côtés ; puis les deux corps ennemis battirent en retraite, les Chouans vers Neufchâtel, en longeant la forêt de Perseigne, puis vers Ancinnes, et les troupes républicaines vers Mamers où elles ramenèrent deux soldats blessés, appartenant à la colonne mobile, Jacques Fleur fils, et Beszard le jeune. »

La Ville et le District de Mamers durant la Révolution, t. II, p. 152.

LE MANS ET SES MONUMENTS

IMPRESSIONS D'UN ARCHÉOLOGUE BELGE

PAR LE VICOMTE DE GHELLINCK-VAERNEWYCK

MEMBRE TITULAIRE DE L'ACADÉMIE ROYALE D'ARCHÉOLOGIE
DE BELGIQUE

Délégué du Gouvernement Belge aux Congrès de la Société française d'archéologie, M. le V^{te} de Ghellinck-Vaernewyck, membre titulaire de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, publie chaque année, dans les Annales de cette Académie, un Rapport sur le Congrès auquel il a assisté.

Son rapport sur le Congrès de Saumur et Angers, l'an dernier, vient de paraître à Anvers et contient un très intéressant compte-rendu de l'excursion du 18 juin au Mans.

Avec la bienveillante autorisation de M. le V^{te} de Ghellinck-Vaernewyck, nous nous empressons de reproduire ce compte-rendu. En outre de précieux témoignages de sympathie, nos confrères y trouveront, sur notre ville du Mans et ses monuments, des impressions flatteuses et d'autant plus dignes de leur attention qu'elles émanent d'un éminent archéologue étranger.

[Note de la Rédaction.]

Le samedi 18 juin, l'itinéraire du Congrès nous faisait partir de bonne heure pour Le Mans, où une réception des plus cordiales nous attendait de la part des membres de la

Société historique et archéologique du Maine, ayant à leur tête M. Robert Triger, leur président, et le marquis de Beauchesne, leur vice-président.

On se rend d'abord à Notre-Dame de la Couture, intéressante église où chaque siècle, du XI^e au XVI^e, a fourni sa part. Appartenant à une ancienne abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, l'église a encore du XI^e siècle, sa nef unique (qui primitivement était flanquée de bas-côtés disparus au XII^e siècle) et son transept, ainsi que le chœur avec son déambulatoire, que l'on compléta et que l'on suréleva dans la première moitié du XII^e siècle. Le porche fut ajouté à la fin du XIII^e siècle, ainsi que la chapelle de la Vierge au transept sud. La chapelle du chevet fut construite au XIV^e siècle, remplaçant malheureusement une des trois chapelles rayonnantes romanes (celle du sud est seule encore intacte). Ce chœur primitif était un des premiers exemples de déambulatoire avec absidioles.

Le XV^e siècle ajouta au croisillon nord la chapelle de saint Léonfort, et enfin le XVI^e siècle remplaça une des absidioles du nord par une chapelle rectangulaire, de deux travées.

Tout cet édifice est extrêmement intéressant.

Ainsi il y avait primitivement trois vaisseaux, mais la mode en Anjou étant de n'avoir qu'une seule nef, c'est sur ce plan que l'on modifia l'église, à la suite de l'incendie de 1180. C'est alors que l'on réussit à édifier ces voûtes d'une importance capitale ; on y voit avec quelle habileté un architecte arrivait à voûter une église après coup, en conservant les vieux murs par économie. Ce sont de grandes croisées d'ogives traversées par quatre liernes ; on y remarque une surélévation considérable des arcs brisés. Quoique l'aspect de la nef soit franchement gothique, comme l'a signalé M. Lefèvre-Pontalis, la décoration est encore romane ; les chapiteaux sont souvent trompeurs et il faut

•

juger d'après les profils qui, toujours, sont certains. Sur la corniche qui règne aux trois travées de la nef, existent de petites portes formant passage. Les travées sont éclairées par de grandes fenêtres géminées, au-dessus desquelles existe un oculus, et à la dernière travée, vers le chœur, on a fait réapparaître, lors des restaurations de 1889, les murs et les fenêtres du XI^e siècle.

Malheureusement, l'aspect général est un peu gâté par les énormes piles carrées du carré du transept et reliées aux côtés de la nef par deux petits murs, percés chacun d'une baie placée en face de l'entrée du déambulatoire.

On remarque au transept une petite fenêtre qui semble avoir donné dans une ancienne tribune, en partie murée.

Le chœur est entouré de colonnes monocylindriques, appareillées et avec joints, soutenant des arcades en plein cintre très surélevées et surmontées, sous les fenêtres, d'un cordon avec modillons à têtes grimaçantes, comme aux cordons de la nef.

La crypte est à trois nefs, avec colonnes à chapiteaux romans.

On a un bon aspect de l'abside dans les jardins de la Préfecture et on peut y étudier l'extérieur.

La façade de Notre-Dame de la Couture est flanquée de deux tours, entre lesquelles s'ouvre le porche voûté sur croisée d'ogives. Le portail est remarquable, il est flanqué de six grandes statues d'apôtres et le tympan représente le Christ assis. La porte en bois est gothique et bien conservée, elle date du commencement du XVI^e siècle.

Le mobilier de l'église a, comme pièce la plus remarquable, la célèbre Vierge de Germain Pilon. Elle est placée actuellement à droite dans la nef, en face de la chaire, et a été très bien décrite par le comte Robert de Lasteyrie.

Les tapisseries qui ornent cette église sont très belles et très importantes.

M. Guiffrey, de l'Institut, a fait aux congressistes une

savante dissertation sur cette belle série. Il nous dit que les tapisseries peuvent se diviser en deux grandes catégories très différentes. L'une, donnée par les fidèles ; l'autre commandée spécialement pour la décoration des dosserets et des murs. Celles-ci peuvent se ranger dans la première catégorie.

Quelques-unes de ces tapisseries viennent d'Aubusson qui avait le privilège de mettre une bande bleue, tandis que Felletin encadrait les siennes d'une bande brune.

La série de ces tapisseries a été fort bien décrite par le comte Charles de Beaumont. Quatre tapisseries ont rapport à l'histoire de Moïse.

Le comte de Beaumont signale en note une série de cinq pièces de l'histoire de Moïse, se trouvant au musée de Chartres et portant la marque du tapissier Martin Reimbouts, de Bruxelles ; celles-ci semblent plutôt provenir de la manufacture d'Aubusson.

Il y a ensuite trois tapisseries semblant de même provenance et représentant des sujets mythologiques : *Toilette de Diane ; Méléagre et Triton*.

Après vient une belle série de chasse et de verdure, dont quelques-unes sont bruxelloises ou audenardaises. Dans l'une d'elles, on remarque la présence, à l'avant-plan, d'une licorne, animal fantastique qui avait disparu dans les productions du moyen-âge pour reparaitre plus tard. Cette licorne est terrassée par un griffon et ce sont les deux seuls animaux fabuleux qui se remarquent dans cette composition, d'ailleurs très mouvementée. On voit aussi quelques verdure, dont deux à lisière bleue avec la marque d'Aubusson et, enfin, il faut signaler une curieuse tapisserie avec pagode chinoise, datant du XVIII^e siècle, époque où les sujets chinois furent très à la mode.

Les congressistes s'en vont ensuite visiter les musées, celui de la Préfecture, renfermant une grande quantité de toiles, dont un chef-d'œuvre dû au pinceau de David.

Ce musée contient le célèbre émail de Geoffroy Plantagenet, enlevé à son tombeau, dans la cathédrale, et transporté au musée de la Préfecture. Ce serait, croit-on, un émail rhénan datant du XII^e siècle. Son exécution est splendide et il peut être considéré, avec la Vierge de Germain Pilon, comme les deux joyaux du Mans.

Le musée archéologique, dont les honneurs nous sont faits par l'infatigable M. Triger, toujours tout à tous et expliquant avec zèle et érudition ce beau musée, dont il peut dire : *Quorum pars magna fui*.

Il faut y signaler une remarquable statue de chanoine à genoux, décrite par le comte R. de Lasteyrie, qui ne l'attribue pas à un artiste déterminé, mais conclut qu'elle est l'œuvre d'un artiste français du temps de Louis XII.

Le musée contient encore quelques belles tombes à statues, pierres des vicomtes de Beaumont (nos 272-273-274 et 275), le dessin du jubé de la cathédrale détruit par les Huguenots, et surtout un grand nombre de débris gallo-romains, bronzes, vases, mosaïques et pierres sculptées, le tout dans un beau cadre formé par l'ancienne crypte de Saint-Pierre-la-Cour.

Dans la maison de la reine Bérengère se trouve un troisième musée, réuni par un ami des arts et des antiquités ; ce musée fort curieux et où se trouvaient une foule de pièces intéressantes telles que bahuts, lits à baldaquins, ferronneries et tapisseries, et qui était surtout bien dans son cadre, va, paraît-il, être bientôt dispersé, par suite du décès de ce collectionneur.

Ce serait bien regrettable, car avec une persévérance inlassable et avec une ténacité que rien n'arrêtait, M. A. Singher avait réussi à racheter les célèbres maisons de la reine Bérengère, les avait complètement restaurées, puis garnies de la cave au grenier, de meubles de l'époque, retrouvant dans les greniers du château de Sacy les statuettes enlevées

à la façade, faisant mouler au musée de Cluny, à Paris, les cheminées vendues par les anciens propriétaires de ces maisons et obtenant même de la ville la restitution, nécessaire pour cette restauration, de meneaux enlevés aux fenêtres et mis en 1836 au musée de la ville.

Ces maisons tout-à-fait remarquables, formant les nos 9, 11 et 13 de la Grande-Rue, ne sont connues au Mans que sous le nom de *Maisons de la Reine Bérengère*, mais ne datent pas de son époque ; elles furent construites par les familles Véron et Seigneur, vers la fin du XV^e siècle, et une des preuves en est, comme l'a fait ressortir M. Robert Triger dans sa remarquable notice sur cette maison, que les poissons et les étoiles des armes des Véron se rencontrent sur les piliers de la façade, mêlées aux petites croix de la seigneurie de la Croisette, dont la maison était dépendante pour les reliefs de fief. Mais cette curieuse habitation peut avoir été construite sur les substructions d'une maison plus ancienne et ayant appartenu à la reine Bérengère.

Bérengère de Navarre, devenue veuve de Richard-Cœur-de-Lion, se retira au Mans, dont elle avait acquis la seigneurie de Philippe-Auguste, et y vécut vingt-six ans, jusqu'à sa mort. Ses malheurs, les persécutions et les vexations dont elle fût l'objet, l'avaient rendue sympathique aux Manceaux, et sa mémoire y est encore populaire. Son tombeau est à la cathédrale, transporté de l'abbaye de l'Epau, où elle avait été enterrée.

Toute cette Grande-Rue est intéressante par ses vieilles maisons : au n^o 18 il y a la maison dite des *Deux Amis* ; au numéro 69, la maison dite *d'Adam et Ève*, à cause d'un bas-relief où le peuple a cru reconnaître Ève cueillant la pomme et la présentant à Adam ; les pilastres encadrant les fenêtres du premier étage sont de la fort belle Renaissance.

Au n° 45, existe une autre maison, mais plus ancienne et moins ornée.

D'autres curieuses maisons existent aussi rue du Pilier-Rouge, place Saint-Michel, rue des Chanoines et place du Château (le Grabatoire, actuellement évêché du Mans).

Mais ce qui prime tout comme intérêt, c'est l'enceinte gallo-romaine traversée de part en part par la Grande-Rue et aboutissant d'un côté, à la cathédrale dont l'abside, pour s'étendre, a traversé les murs, et, de l'autre, à la Porte-Ferrée ou de la Cigogne, formant ainsi un grand rectangle encadrant sur la hauteur toute la cité.

M. Robert Triger s'est fait l'apôtre du dégagement de ces remparts et souhaitons-lui de tout cœur qu'il réussisse. Dans un exposé très bien fait, il montre le plan à suivre pour le déblaiement de ces antiques tours et murailles du III^e siècle, qui pourraient aussi bien être restituées qu'elles l'ont été à Carcassonne.

N'a-t-on pas vu ainsi, à Gand, l'idée tenace d'un petit groupe d'archéologues triompher de tous les obstacles, obtenir tous les subsides nécessaires et arriver à faire renaître dans son ancienne splendeur, ce château des Comtes qui, aujourd'hui, fait l'admiration de tous les étrangers.

Au Mans comme à Gand, ces vieux murs étaient encastrés de masures et d'habitations les plus hétéroclites. Il fallait les dégager. Ces vieux murs gallo-romains, cette poterne encore intacte, ces tours rondes qui émergent dans le fond de cours et d'impasses, tout indique que ce dégagement est possible et souhaitons que le vaillant et l'intrépide lutteur qu'est M. Triger, arrive un jour à triompher de tous les obstacles et à rendre à la ville du Mans ce joyau archéologique, aujourd'hui encore presque entièrement caché et voilé.

La cathédrale du Mans s'élève splendide et imposante à

l'extrémité nord de la vieille enceinte gallo-romaine, dont l'abside dépasse ses murs qui furent démolis en cet endroit au XIII^e siècle, pour permettre la reconstruction et l'agrandissement du chœur, devenu trop petit.

Je ne parlerai que très sommairement de cette magnifique cathédrale du Mans, car elle a été si souvent décrite et étudiée, que tout semble dit et qu'il n'y a plus qu'à résumer les travaux faits.

Du XI^e au XV^e, chaque siècle y apporta sa part. Au XI^e siècle, appartient la partie la plus ancienne, cette magnifique nef construite en entier par les évêques Vulgrin, Arnould et Hoël, remaniée dans ses piliers au commencement du XII^e siècle, munie d'un beau portail latéral sud dans la première moitié du XII^e (complété par un porche à la fin du XII^e). La nef, divisée aujourd'hui en cinq grandes travées, subdivisées chacune en deux arcades, représente en entier l'œuvre des évêques Hildebert et Guillaume de Passavant, mais dans laquelle on découvre des traces importantes des constructions élevées sous les trois autres évêques.

A la seconde moitié du XII^e siècle appartient le carré du transept ainsi qu'une partie des croisillons, surtout au sud. Là s'élevaient les deux tours, commencées sous l'évêque Arnould et continuées sous l'évêque Hoël, dont Guillaume-le-Conquérant avait demandé la démolition à l'évêque Hildebert, parce qu'elles dominaient le château et pouvaient ainsi devenir un danger stratégique.

Au XIII^e siècle appartient le magnifique chœur, avec son double déambulatoire, et ses douze chapelles rayonnantes (l'emplacement de la treizième étant occupé par l'entrée de la sacristie). Au XIV^e siècle appartient cette sacristie ainsi que l'achèvement du croisillon sud et, enfin, le XV^e siècle vit l'achèvement du croisillon nord.

L'ensemble de cette magnifique cathédrale a pour sa nef

57 mètres de longueur, 10 mètres pour son transept, 35 mètres pour son chœur, 11 mètres pour le déambulatoire et la chapelle d'axe ayant 16 mètres de profondeur, cela donne, du portail au fond de cette chapelle, une longueur totale de 129 mètres. Le transept a 52 mètres 85 de largeur, du nord au midi, et 34 mètres 50 sous voûtes.

.
Le chœur gothique de Saint-Julien est une vraie merveille, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, et on ne se lasse pas de l'admirer dans tous ses détails.

.
La dernière église à visiter, avant de quitter Le Mans, est Notre-Dame du Pré, curieuse église bâtie sur l'emplacement du tombeau de saint Julien. C'était une des églises les plus anciennes du Mans et il y avait probablement là un martyrium. Il y a une crypte et les fouilles y ont fait découvrir le tombeau de saint Julien. Au XI^e siècle, l'église primitive fut rasée et remplacée par l'actuelle. Le plan ressemble à celui de Notre-Dame de la Couture : déambulatoire avec trois absidioles. D'ailleurs les trois églises vues aujourd'hui se complètent l'une par l'autre, les piles du XI^e siècle de la cathédrale du Mans devaient ressembler à celles-ci. Le triforium devait être pareil au triforium primitif de la cathédrale, dont on a retrouvé des vestiges sous les combles des bas-côtés.

L'église du Pré offre un très curieux spécimen d'alternance, l'un des plus anciens connus, comme l'a fait remarquer M. Lefèvre-Pontalis. L'origine de l'alternance est rhénane ou lombarde. Ce qui affirme la parenté de cette église avec celle de la Couture, c'est le style des chapiteaux. Cette église a subi une restauration très radicale ; les voûtes d'arête ont été remplacées, au XV^e siècle, par des voûtes d'ogives.

Le déambulatoire est difficile à comprendre, jadis le chœur était voûté en cul de four et le déambulatoire voûté d'arête.

Le tout a été remanié de 1857 à 1885 et on y a ajouté une tour neuve dans le style de l'église et rebâti une des absidioles du chœur. Viollet-le-Duc aurait dû s'inspirer du plan de Notre-Dame du Pré, pour sa reconstitution du plan primitif du chœur de la cathédrale. Il n'aurait pas alors supprimé les absidioles comme il l'a fait. Il s'étend d'ailleurs longuement sur l'intérêt des travées de Notre-Dame du Pré, et signale les fort intéressantes corniches du XI^e siècle, dont les corbeaux, irrégulièrement espacés, sont placés sous les joints des tablettes.

Vicomte de GHELLINCK-VAERNEWYCH.



STATUE DE SAINTE MADELEINE

Rue de Vaux, au Mans.

UN SAUVETAGE ARCHÉOLOGIQUE

LA SAINTE MADELEINE

DU VIEUX MANS

L'un des coins les plus pittoresques du Vieux-Mans — nous dirions volontiers l'un des plus jolis coins de vieille ville qu'on puisse rêver — est certainement le carrefour de la rue de Vaux et de la rue Bouquet, situé entre la Grande-Rue et l'enceinte gallo-romaine, à l'Ouest de la Cité.

Du milieu de ce carrefour, on a devant soi, à gauche, sur la rue Bouquet, une ancienne maison du XV^e siècle, peut-être l'ancien logis de la famille Bouquet qui a donné son nom à la rue (1), et dont l'angle est orné d'une élégante niche sculptée, de style gothique flamboyant, avec une statue de sainte Madeleine protégée par une grille artistique en fer forgé ; à droite, le bel hôtel de Vaux, l'un des plus imposants du Vieux-Mans, construit vers 1550, semble-t-il, par Mathurin Quélain, procureur du roi au Maine, sur l'em-

(1) F. Legeay, *Les rues du Mans*. « En 1215, un Guy Bouquet lègue à la Maladrerie de Saint-Lazare une rente de 5 sols tournois sur sa maison. — En 1530, un autre sieur Bouquet est propriétaire d'un hôtel situé dans la rue du même nom. »

placement de l'antique maison de Vaudegrat, qui appartenait à la famille de Maridort (1) ; en face, la rue de Vaux descendant en pente vers la grande poterne, entre de vieux murs recouverts de verdure ou percés de portes à encadrements de pierre en plein cintre et à panneaux garnis de gros clous, qui paraissent n'avoir pas été ouvertes depuis le XVI^e siècle !

Le tableau, dans son ensemble, est exceptionnellement pittoresque ; non seulement, il a séduit de tout temps les artistes et a été maintes fois peint, mais il offre aux archéologues de bien intéressants détails des XV^e et XVI^e siècles.

Placée au premier plan, la niche de sainte Madeleine est l'un des éléments essentiels de ce joli décor. Son dais à pinacles et l'ornementation générale, très délicatement fouillée, ne laissent aucun doute sur l'époque à laquelle elle remonte, la fin du XV^e siècle. Toutefois, la statue, en terre cuite, et la grille en fer forgé qui présente, au-dessous de l'inscription « *Sancta Magdalena* », trois médaillons, l'un avec un cœur, les deux autres avec le monogramme du Christ, sont moins anciens. Le tout, cependant, s'harmonise

(1) A. Ledru, *Le Mans et ses environs*, p. 70. Ce serait en 1538, d'après cette notice, que Guillaume de Maridort, fils de Jean, chevalier, seigneur de la Freslonnière, aurait vendu sa maison de la rue de Vaux « aboutant à la Pouterne » à M^e Mathurin Quélain, et avant 1551 que celui-ci l'eut fait « de nouvel édifier ». Si cette dernière date peut être prise comme *point de départ* de la reconstruction, il nous semblerait téméraire d'affirmer que toutes les parties de l'hôtel, notamment les parties hautes, appartiennent à la première moitié du XVI^e siècle. L'édifice mériterait une étude spéciale qui n'a pas été faite jusqu'ici et son histoire reste quelque peu embrouillée. Tantôt les deux parties (nos 12 et 14) se retrouvent réunies entre les mains de Guillaume Aubert, sieur du Pin, ou de Marguerite Aubert, veuve de Jacques de Cordouan, seigneur de la Forêt (XVII^e siècle) ; tantôt elles sont divisées de telle sorte qu'on y rencontre tour à tour, à la fin du XVIII^e siècle, Louise-Renée de Maridort, veuve Marin Rottier de Madrelle et Pierre-Victoire de Sarcé ; au commencement du XIX^e siècle, les de Châteaufort, le général de Clermont-Tonnerre, une dame Hardouin du Parc, etc. Cf. Hublin, *L'Ancien Mans illustré*.

heureusement pour nous conserver bien intact le spécimen de l'un de ces gracieux édicules qui décoraient jadis les angles de rues.

Depuis plus de vingt-cinq ans, nous avons eu occasion d'amener bon nombre d'amis ou de confrères étrangers à ce carrefour de la rue de Vaux et de la rue Bouquet. Tous ont été unanimes dans leur appréciation, dans leur étonnement de retrouver « un si charmant paysage archéologique » au centre d'une grande ville contemporaine.

Mais aussi, depuis quelques années, ce petit coin du Vieux-Mans a couru des dangers inattendus, et pour le défendre il a fallu tout un concours d'efforts.

Aujourd'hui que ces efforts ont abouti à un résultat décisif, nous avons le devoir de les faire connaître et d'en conserver le souvenir en vue de l'avenir, pour l'honneur même de la ville du Mans, de la Société historique et archéologique du Maine et de nos dévoués collaborateurs.

C'est à la fin de décembre 1904, que se manifesta, sous une forme brutale, la première menace contre la sainte Madeleine de la rue de Vaux.

Un moderne vandale, aussi malfaisant que « ses anciens », détériora pendant la nuit une partie de la grille et brisa, d'un coup de pierre ou de bâton, un côté de la tête de la statue (1).

Malgré un appel public au zèle de l'autorité, l'enquête de la police n'aboutit pas (2).

(1) *La Sarthe* et le *Nouvelliste de la Sarthe*, 24 décembre 1904.

(2) *Ibidem*, 25 et 26 décembre : L'acte de vandalisme contre la statue de sainte Madeleine, rue de Vaux, provoque les regrets et l'indignation de tous les artistes et archéologues, amis du Vieux Mans..... C'est contre nos anciens monuments et nos curiosités artistiques du Mans une première attaque qui, pour l'exemple, ne peut rester sans répression..... Je me permets, monsieur le Rédacteur en chef, de réclamer le concours de votre influence sur l'opinion pour obtenir que l'affaire ne soit pas « classée », qu'elle soit poursuivie avec toute l'énergie nécessaire et que les résultats de l'enquête soient portés le plus tôt

Mieux informé personnellement, nous sûmes que le méfait provenait d'un habitant du quartier, poussé par les excitations d'un anti-cléricalisme stupide et par le désir peu fraternel de nuire aux propriétaires de la maison.

A défaut de répression, nous nous préoccupâmes sans retard de la réparation des dégâts. Les propriétaires, travailleurs modestes, ne pouvaient y contribuer ; avec une obligeance dont nous tenons à les remercier ici, ils nous laissèrent au moins pleine liberté d'action.

Un sentiment de prudence nous ayant engagé à laisser le « barbare » se civiliser quelque peu, la restauration fut effectuée en 1907 seulement, par deux de nos confrères, M. Cottureau pour la statue, M. Branchu pour la grille. Elle fut faite très consciencieusement, à l'aide des fragments qu'on avait eu soin de recueillir et de photographies de l'état ancien. Les dépenses, y compris l'établissement d'un treillage de protection, s'élevèrent à 108 fr. 90, que nous nous fîmes un plaisir de prendre à notre charge, au nom de la Société historique et archéologique du Maine.

L'incident, bien que sans conséquences encore irrémédiables, était un avertissement. Il pouvait se renouveler et il décida dès ce moment les propriétaires à saisir la première occasion favorable pour vendre séparément un édicule qu'il n'était point impossible de détacher de l'immeuble et qui, déjà, leur avait été demandé.

Cette occasion surgit inopinément le 3 avril 1910. A cette date, M. et M^{me} Cosnuault, fidèles à leur promesse, nous informèrent qu'ils étaient à même de céder très avantageusement niche et statue à un amateur étranger qui se proposait de les enlever aussitôt, et par un louable sentiment,

possible à la connaissance du public. Après de si louables efforts faits chaque jour pour la restauration des anciens monuments, c'est à l'opinion tout entière de prendre la défense de ces monuments contre le retour d'un vandalisme ignorant ; nous espérons qu'au Mans, elle ne faillira pas à ce devoir..... (Lettre signée Robert Triger.)

nous offrirent la préférence au prix relativement réduit de 1.500 francs, en considération de notre intention de laisser l'édicule en place.

Il n'y avait plus une heure à perdre pour garder au Vieux Mans sa sainte Madeleine ; c'était à prendre ou à laisser.

La Société historique et archéologique du Maine, privée de toute subvention depuis 1904, ne pouvait apporter qu'un modeste concours pécuniaire, mais il nous sembla que la Ville elle-même avait intérêt au sauvetage et que la Commission du Musée archéologique ferait un bon emploi de ses fonds de réserve en nous aidant à l'opérer.

M. Déan-Laporte, adjoint-délégué aux Beaux-Arts, M. Le Feuvre, peintre-décorateur, conseiller municipal, M. Morancé, conservateur du Musée archéologique, voulurent bien, les premiers, nous encourager et entrer dans nos vues.

Grâce à leur appui, nous primes sur nous de conclure le marché dans le délai imposé et dans les conditions suivantes : nous fournirions la¹ moitié du prix d'acquisition au moyen d'une souscription personnelle de 500 francs et d'une subvention de 250 francs de la Société historique et archéologique du Maine ; la Ville, sur les fonds du Musée, payerait l'autre moitié et les frais, en acquérant la propriété de l'édicule pour mieux en assurer la conservation, et *le droit de le laisser dans son emplacement traditionnel*.

Ce dernier point, remarquons-le, était capital.

Transporté dans un autre endroit — même dans un musée — niche et statue n'auraient pas valu la somme demandée. Dans le cadre charmant où les siècles les avaient placées, à leur intérêt archéologique ou artistique s'ajoutaient un intérêt pittoresque et une valeur décorative qui justifiaient le prix. En d'autres termes, le tableau, plus encore que l'édicule, pouvait valoir 1.500 francs. Ajoutons, pour l'acquit de notre conscience, que cette appréciation devait être bientôt partagée par deux maîtres éminents de passage au

Mans, M. Paul Vitry, conservateur au Louvre, et M. Eugène Lefèvre-Pontalis, qui nous fera même accorder par la Société française d'archéologie une subvention complémentaire de 50 francs (1).

Le Bureau de la Société archéologique du Maine et la Commission du Musée ayant ratifié la combinaison primordiale avec un empressement dont nous leur gardons une vive gratitude (2), l'affaire vint, le 28 juillet 1910, devant le Conseil municipal du Mans, où M. le Maire voulut bien appuyer la demande de toute son autorité personnelle.

La délibération, votée sur sa proposition, précisa officiellement les conditions du sauvetage et constitua, on peut le dire, le premier *titre authentique de conservation* pour la sainte Madeleine de la rue de Vaux.

Comme il importe que les amis du Vieux-Mans puissent s'en prévaloir à l'avenir, nous reproduisons le document *in-extenso* :

« L'an mil neuf cent dix, le vingt-huit juillet, à 8 h. 1/2 du soir, les membres du Conseil municipal de la ville du Mans, régulièrement convoqués, se sont réunis au lieu habituel de leurs séances, à l'Hôtel de Ville, en session extraordinaire, après avis à M. le Préfet et sous la présidence de M. Legué, maire.

Etaient présents : MM. Savignard, Moiré, Déan-Laporte, Le Feuvre, Legué, Toubanc, Robin, Jacquin, Buon, Jouin, Renard, Richard, Deschamps, Beauvais, Mabyre, Cordeau, Ménard, Loison, Renauld, Ferré et Hercé.

(1) En juillet 1911, la Société française d'archéologie aura la générosité de nous envoyer non seulement les 50 francs, chiffre primitivement prévu de cette subvention, mais d'y joindre 50 autres francs affectés au premier travail de consolidation de la maison d'Adam et Ève. Nous sommes heureux de l'occasion pour renouveler à M. E. Lefèvre-Pontalis et aux membres du Bureau l'expression de nos plus sincères remerciements.

(2) Délibération du Bureau de la Société historique et archéologique du Maine, en date du 7 mai 1910, de la Commission du musée archéologique, en date du 30 mai.

Absents et excusés : MM. Coutard, Moreau, Jacquier, Lesault, Bizeray, Raguideau, Guy, Bodin, Goussault, Guibert et Blin.

M. Mabyre remplit les fonctions de secrétaire....

M. le Maire donne lecture du rapport suivant :

Messieurs,

La Commission administrative du Musée archéologique a manifesté le désir de voir acquérir un petit édicule enclavé dans l'angle N.-O. de la maison 11, rue du Bouquet, et consistant en une niche en pierre de taille, style fin du XV^e siècle, dans laquelle est une statue de sainte Marie-Madeleine, protégée dans la partie inférieure par une grille artistique posée sur un cul-de-lampe. Le prix d'acquisition serait de 1.500 francs.

M. Robert Triger, membre de la Commission du Musée, offre de contribuer à l'acquisition par une souscription personnelle de 500 francs, augmentée de 250 francs versés par la Société archéologique du Maine, et de 50 francs par la Société française d'archéologie.

Le complément de la dépense, soit 700 francs, serait prélevé sur la somme dont dispose actuellement le Musée.

Les vendeurs seront tenus de supporter l'existence du dit édicule dans son emplacement actuel, tant que l'immeuble dans lequel il est enclavé subsistera. La Ville aura le droit d'enlever l'édicule à toute époque.

Votre Commission des objets divers vous propose, Messieurs, d'accueillir favorablement la proposition de la Commission du Musée archéologique, et en conséquence, d'autoriser le prélèvement sur les fonds disponibles du dit musée de la somme nécessaire au paiement du prix de 700 francs et des frais d'acte.

.

Je demande en outre l'autorisation d'adresser nos sincères

LXX. 7

res remerciements à Monsieur Robert Triger et aux Sociétés d'archéologie qui veulent bien nous aider dans la circonstance.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Fait et délibéré en séance où étaient présents les membres ci-dessus désignés qui ont signé au registre.

Pour copie conforme,
Pour le Maire, l'Adjoint,
Signé : MOIRÉ.

Vu et approuvé,
Au Mans, le 24 août 1910,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,
Signé : Georges BÈGUE.

Le 20 septembre, le résultat de cette délibération nous était communiqué par l'administration municipale dans les termes suivants :

Le Maire de la ville du Mans
à M. Robert Triger, président de la Société d'archéologie du Maine,

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, par délibération en date du 28 juillet dernier, le Conseil municipal, accueillant favorablement la proposition de la Commission du Musée archéologique relative à l'acquisition de l'édicule enclavé dans l'angle N.-O. de la maison 11, rue du Bouquet, a autorisé le prélèvement, sur les fonds disponibles du dit Musée, de la somme nécessaire au paiement du prix et des frais d'acte et accepté les souscriptions offertes à cette occasion.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous prier, en mon nom personnel, au nom de la Municipalité et du Conseil municipal, de vouloir bien agréer pour vous même, pour la Société d'archéologie du Maine et pour la Société française d'archéologie, avec nos sincères remerciements de l'aide généreuse apportée à la ville dans cette circonstance, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le Maire, l'Adjoint,
Signé : DÉAN-LAPORTE.

Dès lors, l'affaire était terminée... en principe. Malheureusement, l'intervention de la Ville, *mineure* en droit administratif, nécessita des frais très élevés et des formalités d'une telle longueur que les paiements ne purent s'effectuer qu'à la fin du mois d'avril 1911.

Depuis cette date, au moins, et en vertu d'un acte passé dans l'étude de M^e Le Bihan, la ville du Mans est définitivement propriétaire de « la sainte Madeleine de la rue de Vaux » et du droit de la laisser en place, tant que l'immeuble qui la supporte subsistera. Il ne reste plus qu'à la faire « classer », pour mieux en assurer encore la conservation, et à y ajouter une inscription constatant sa situation légale.

Le décor archéologique du carrefour demeure par là-même intact ; dans l'avenir comme par le passé, artistes et étrangers pourront y trouver un tableau « réel » de vieille ville qu'ils ne rencontreraient assurément dans aucun musée.

En secondant cet intéressant sauvetage, malgré la nouveauté administrative de l'acquisition pour un musée d'un objet qui ne devait pas y entrer, malgré l'élévation ultérieure des frais qui ont porté la subvention de la ville à plus de 1.000 francs, la Municipalité et la Commission du Musée archéologique ont assurément fait une œuvre intelligente dont tous les amis du Vieux-Mans ont le devoir de les

féliciter et de les remercier à leur tour. Au point de vue financier même, elles ont fait une opération avantageuse qu'aucun électeur ne saurait leur reprocher, puisqu'elles ont profité de 800 francs de souscriptions.

La Société historique et archéologique du Maine, pour son compte, a fait preuve de vitalité et affirmé pratiquement, une fois de plus, son utilité. Si elle n'a pas pu faire elle-même l'acquisition, elle doit reconnaître que la Ville, plus sûrement qu'elle, est en mesure d'assurer à la sainte Madeleine du Vieux-Mans le respect de l'avenir, et il restera toujours à son éloge d'avoir pris l'initiative.

Quant à nous, quelles que soient les appréciations, nous prions nos lecteurs d'être très persuadés qu'en leur donnant les détails de ce sauvetage archéologique, nous nous sommes placé bien au-dessus de toute pensée mesquine de vanité. Nous avons eu pour but exclusif de rendre justice aux précieux concours que nous avons rencontrés, de compléter l'œuvre par la publication de documents qui garantissent l'avenir ; plus encore, de montrer ce que peut, à l'occasion, pour la conservation des derniers débris d'une vieille ville, l'union intelligente des bonnes volontés dans un même sentiment de patriotisme local.

Robert TRIGER.

CHRONIQUE

M. le comte de Lasteyrie, membre de l'Institut, qui veut bien compter au nombre des membres d'honneur de la Société archéologique du Maine, ayant été amené par l'état de sa santé et au grand regret de ses anciens élèves à donner sa démission de professeur d'archéologie à l'Ecole des Chartes, a été remplacé, il y a quelques mois, par un autre ami de notre Société, M. Eugène Lefèvre-Pontalis, depuis plusieurs années déjà professeur suppléant.

Dans son intéressante leçon d'ouverture, M. Lefèvre-Pontalis a rendu aux éminents fondateurs de l'enseignement archéologique à l'Ecole des Chartes, MM. Quicherat et de Lasteyrie, un hommage auquel nous tenons à nous associer ici avec un vif sentiment de gratitude, en priant le nouveau professeur titulaire d'agréer l'expression de nos félicitations.

Le R. P. Camille de la Croix, le savant jésuite si connu pour ses belles découvertes archéologiques de Sanxay et du Martyrium des Dunes près de Poitiers, chevalier de la Légion d'honneur, est mort le 12 avril dernier.

Nous sommes heureux d'apprendre que, dès maintenant, la Société des Antiquaires de l'Ouest a pris l'initiative de lui ériger un monument en face du Martyrium des Dunes, et que ce monument sera surmonté d'un buste dû au talent d'un sculpteur poitevin, ancien prix de Rome, M. Octobre.

La Société historique et archéologique du Maine a, en

effet, des motifs particuliers pour conserver au R. P. Camille de la Croix un reconnaissant souvenir. Le 24 juillet 1898, il lui avait fait l'honneur de désigner son président comme secrétaire d'une réunion de délégués de toutes les Sociétés savantes de la région, convoquée pour constater l'importance des découvertes qu'il venait de faire à l'abbaye bénédictine de Saint-Maur-de-Glanfeuil, près Angers, à l'instigation du R. P. abbé, dom du Coëtlosquet. Au lendemain de cette réunion, le P. de la Croix avait daigné accepter le titre de membre honoraire de notre Société, et, dans une lettre flatteuse de remerciements, s'en déclarer « très fier et très honoré ».

Au Mans, le 2 juillet, nous avons eu le regret de voir disparaître encore l'un des membres associés de la Société, M. Auguste Maire, vice-président de la Chambre de Commerce, censeur de la Banque de France, ancien juge au Tribunal de Commerce, décédé dans sa 65^e année.

A défaut d'études théoriques d'histoire et d'archéologie, M. Maire avait conquis sa place parmi nous par son goût artistique et par ses intelligents efforts pour introduire dans les tentures d'ameublement des dessins et des modèles « de styles ». C'est à son bon goût que nous devons, entre autres, la tapisserie de « *Jeanne d'Arc à Orléans* » remarquée à l'église de Pontlieue et dans notre décoration des fêtes de Jeanne d'Arc en 1909.

Par décret en date du 12 juillet 1911, notre confrère M. Tual, ancien capitaine au 33^e Mobiles, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Cette promotion est hautement justifiée par la rude campagne de 1870-71 et par quarante et une années de services dans les réserves. Récemment encore, le rôle militaire du

capitaine Tual pendant la guerre franco-allemande était remis en relief à l'occasion de l'érection du monument du Tertre de Changé. Sa décoration, aussi méritée qu'opportune, honore à la fois le 33^e Mobiles et le Comité du monument dont M. Tual faisait partie. Tous ceux qui gardent le culte des souvenirs de la bataille du Mans y applaudiront unanimement.

Dans le même ordre d'idées, on nous permettra d'annoncer avec une satisfaction toute particulière que les *Souvenirs d'un Mobile de la Sarthe*, le livre si attachant de M. Erard, ancien sous-officier au 33^e Mobiles, lui aussi membre de notre Société, viennent d'obtenir l'honneur d'une troisième édition. C'est un succès sans précédent dans la bibliographie locale du Maine. Non seulement, il apporte une flatteuse récompense au sympathique auteur qui a si bien su traduire ses patriotiques impressions, mais il révèle un état d'opinion réconfortant. L'intérêt que tant de lecteurs prennent à la lecture de cet ouvrage, d'un esprit si militaire et si français, prouve assurément qu'en dépit des néfastes divisions de la politique, les cœurs manceaux vibrent encore à l'unisson pour la défense du pays.

D'autre part, rappelons que le 16 juin, en accomplissant leur pèlerinage traditionnel de Saint-Mélaine, près de Laval, un groupe d'une trentaine d'anciens mobiles du 88^e (Indre-et-Loire) s'est rendu au nouveau monument du Tertre de Changé pour y déposer une couronne et renouveler leur fidèle hommage aux combattants du Mans.

Au pied du monument, le président de l'Association fraternelle du 88^e, M. Héron, a prononcé une allocution émue, à laquelle M. Avice a répondu au nom du 33^e Mobiles. Sur la place de Changé, à l'endroit même où les généraux allemands, le 11 janvier, avaient été sur le point de donner

l'ordre de retraite, M. Héron et le lieutenant-colonel Gasselin, président du Comité du monument, ont de nouveau échangé quelques paroles patriotiques ; puis le retour s'est effectué par Yvré-l'Evêque, ce qui a permis aux Tourangeaux de saluer de loin le monument d'Auvours et d'évoquer, toujours inoubliables et glorieux, les souvenirs des Zouaves pontificaux, des Mobiles des Côtes-du-Nord et du 10^e bataillon de Chasseurs.

Détail à noter. Ce raid sur le champ de bataille du Mans s'étant effectué en automobiles, les anciens du 88^e sont en droit de revendiquer un record : en moins de deux heures, ils ont parcouru les principales positions de l'armée de Chanzy et entrevu au moins les quatre monuments commémoratifs de Pontlieue, de Changé, d'Auvours et du Mans (place de la République).

Ajoutons pour compléter ces notes relatives aux événements de 1871, que le commandant Le Gonidec, ancien chef de bataillon aux Volontaires de l'Ouest, vient de publier dans *Le Correspondant* des 10 mai et 10 juillet, de très intéressants *Souvenirs des Zouaves pontificaux*. En outre d'un récit détaillé du brillant combat de Cercottes, on y trouve une page d'un intérêt spécial pour la bataille du Mans et qui atténue beaucoup devant l'histoire la responsabilité des mobilisés bretons au Tertre-Rouge. De renseignements précis recueillis par le commandant Le Gonidec, il semble, en effet, résulter définitivement que si, le matin même du combat, on avait distribué de bons fusils à ces infortunés bataillons, les cartouches n'étaient pas du calibre des armes. Cette déplorable erreur, en les mettant dans l'impossibilité de recharger, eut suffi pour faire lâcher pied à bien des troupes plus aguerries.

L'Exposition régionale du Mans, ouverte au public le 21 mai, attire de jour en jour de plus nombreux visiteurs. Dès

maintenant, on peut dire que son succès est assuré, et nous nous réservons de faire connaître dans l'une de nos prochaines chroniques la participation que les membres de la Société lui ont accordée.

En attendant, cette exposition régionale de l'Ouest de la France nous a valu déjà l'honneur de trois visites dont il importe de conserver le très agréable souvenir.

Nous en empruntons les comptes-rendus aux journaux *La Sarthe* et *Le Nouvelliste de la Sarthe* :

1^{re} Excursion de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, mardi 20 juin.

Une délégation de la Société archéologique d'Ille-et-Vilaine est venue mardi 20 juin visiter les monuments et l'Exposition du Mans.

Réduit au dernier moment par le mauvais temps de la veille, le groupe n'était pas aussi nombreux qu'on l'avait espéré, mais il comprenait plusieurs notabilités dont la présence a été particulièrement appréciée : MM. Jouon des Longrais, avocat, ancien élève de l'Ecole des Chartes, président de la Société, Pocquet du Haut-Jussé, vice-président, le savant continuateur de l'*Histoire de Bretagne* d'A. de la Borderie, le comte Crest de la Lorgerie et J. des Bouillons, membres du bureau, A. Jordan, professeur à la Faculté des Lettres, Lesort, archiviste départemental, le chanoine Hamard, J. Aubrée, Huet et H. Torquat, avocats, le docteur de Villartay, Max de Freslon, etc.

Les excursionnistes ont été reçus et accompagnés dans leur trop rapide visite par MM. Robert Triger, marquis de Beauchesne, de Loriaire, l'abbé Patard et X. Gasnos, membres du bureau de la Société historique et archéologique du Maine ; le vicomte de Montesson, ancien chef de bataillon au 33^e Mobiles ; l'abbé Paul Calendini, président de la Société d'histoire, lettres et sciences de La Flèche ; le

docteur Delaunay, secrétaire de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe ; M. Degoulet, M. E. Rommé, membres de la Société du Maine, M. Dolbeau, de Sablé, etc. — M. G. Durand avait eu, en outre, l'aimable attention de faire offrir à chacun, dès l'arrivée, le *Guide illustré du Touriste*, que vient de publier l'*Automobile-Club de la Sarthe*.

Comme tous leurs confrères étrangers, les archéologues bretons ont été vivement intéressés par les monuments, les musées et les vieilles maisons de notre ville, où ils ont retrouvé un ensemble si rare d'antiquités des époques les plus différentes. Ils ont chaleureusement applaudi, entre autres, à la restauration de la Maison de la reine Bérengère, à la conservation dès maintenant assurée de la Maison d'Adam et Ève, et au récent dégagement de la tour gallo-romaine du Tunnel. En attendant des efforts plus importants, qu'il est désormais permis d'espérer de la Municipalité en faveur de l'enceinte romaine, ils ont même eu la satisfaction, enviée de leurs devanciers, d'assister aux premiers travaux d'enlèvement du malencontreux tuyau d'égout qui déshonorait cette tour.

Tous ont été ensuite unanimes à déclarer fort joli l'aspect d'ensemble de l'Exposition, dans le cadre exceptionnel que lui forment les beaux arbres des Jacobins. Malgré la fatigue d'une journée trop bien remplie, la plupart ont retrouvé des forces pour parcourir avec l'attention qu'elle mérite la section des beaux-arts, la section industrielle, où les belles reliures de M. Vannier ont spécialement arrêté les bibliophiles, et le pavillon de l'enseignement qui renferme les plans exposés par la Société archéologique du Maine. Désireux enfin de montrer que l'étude du passé ne rend point indifférent aux progrès contemporains, ils ont consacré leurs derniers instants à la Maison moderne qui évoque, au point de vue du confort, un si piquant contraste... avec la Maison d'Adam et Ève !

2^e Excursion de la Société des Arts réunis de Laval, dimanche 2 juillet.

La Société des Arts de Laval est venue le dimanche 2 juillet, à l'exemple de la Société archéologique de Rennes, visiter les monuments et l'Exposition du Mans.

Les excursionnistes étaient dirigés par M. Morin, leur président, et leur dévoué secrétaire, M. Goupil, licencié ès-lettres et éditeur à Laval, frère de M. l'abbé Goupil, dont l'éloquence a été si appréciée récemment à la cathédrale du Mans. Dans le groupe se trouvaient, en outre, M. Garnier, architecte des Monuments historiques de la Mayenne ; M. R. de Préville, le très distingué auteur de la belle statue de Jeanne d'Arc qui doit être bientôt érigée sur l'une des places de Laval, et bon nombre de dames ou de jeunes filles que l'heure matinale du départ n'avait point effrayées.

M. Robert Triger, au nom de la Société historique et archéologique du Maine, a présenté les monuments et les musées du Mans. La plupart des Lavallois les connaissaient déjà, mais, comme bien d'autres, ils n'avaient pu découvrir les coins pittoresques du Vieux-Mans et les imposantes tours gallo-romaines, qui ont été pour eux une nouveauté d'un haut intérêt.

A l'Exposition, M. T. David, président de la Société des Amis des Arts, a bien voulu se joindre à M. Robert Triger pour faire visiter la section des Beaux-Arts, dont la variété et la richesse ont été justement admirées. Comme leurs confrères de Rennes, d'ailleurs, les Lavallois ont gardé une très agréable impression de l'ensemble de l'Exposition et de notre ville du Mans qui leur avait offert, en cette journée joyeusement ensoleillée, tant d'attrait archéologiques et artistiques.

3^e Excursion de la Société historique et archéologique de l'Orne, jeudi 6 juillet.

Favorisée par un temps splendide, l'excursion de la

Société historique et archéologique de l'Orne au Mans, jeudi 6 juillet, n'a pas été moins réussie que celles des Sociétés précédentes.

M. Tournouër, le très distingué président de la Société, membre du Conseil général de l'Orne, dirigeait le groupe qui comprenait, avec M. Paul Romet, lui aussi conseiller général, et M. Leboucher, ancien adjoint au maire d'Alençon, des représentants des diverses parties du département de l'Orne et plusieurs dames : comtesse d'Angély-Sérillac, baronne de Sainte-Preuve, fille de l'éminent et très regretté M. de la Sicottière, M^{me} Alfred Thomas, d'Argentan, etc.

Reçus par M. Robert Triger, président de la Société historique et archéologique du Maine, auquel avaient bien voulu se joindre M. Gentil, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, et quelques membres des deux Sociétés, les excursionnistes ont commencé par revoir rapidement les églises et les musées que la plupart connaissaient déjà. Avec un vif intérêt et malgré l'excessive chaleur, ils ont ensuite suivi leurs guides dans le pittoresque dédale du Vieux-Mans. En outre de la *Maison de la Reine Bérengère*, toujours si admirée, les deux faits « d'actualité » ont provoqué leurs cordiales félicitations : le récent « sauvetage » par M. Robert Triger de la *Maison d'Adam et Ève*, et le dégagement par la Municipalité de la tour gallo-romaine du Tunnel : en ce beau jour du 6 juillet 1911, on a même vu surgir instantanément au pied de cette tour, comme dans une féerie, un charmant square planté de fleurs et d'arbustes.

Depuis longtemps, archéologues et artistes souhaitaient ce premier essai de dégagement et rêvaient, autour des intéressantes ruines de l'enceinte gallo-romaine, un frais décor de verdure. En bons voisins, les amis de l'Orne se sont réjouis d'être les premiers témoins de la transformation, et ils ont été unanimes à émettre le vœu que le résultat, si modeste qu'il soit encore, encourage la Municipalité à poursuivre une œuvre qui ferait grand honneur à la ville du Mans.

Conformément au programme traditionnel cette année, les dernières heures de l'après-midi ont été consacrées à l'Exposition. Comme les Bretons et les Lavallois, les Normands ont été très favorablement séduits par l'aspect d'ensemble : plusieurs l'ont été au point de manifester l'intention expresse d'y revenir plus longuement et d'y amener leurs familles.

L'archéologie, on le voit par ces trois excursions successives, a son utilité pratique : si elle tient à honneur d'enseigner le respect des vieux monuments, elle sait aussi, à l'occasion, apprécier et favoriser les efforts contemporains, lorsqu'ils n'excluent aucune bonne volonté.

En plus de ces trois visites, qui ont resserré si agréablement nos liens de bonne confraternité avec d'excellents voisins, l'Exposition du Mans a valu aussi aux bibliophiles manceaux deux intéressantes publications d'actualité : le *Guide illustré de l'Automobile-Club de la Sarthe*, édité avec beaucoup de goût par le dévoué secrétaire général, M. G. Durand, qui nous a demandé d'y joindre pour la première fois un *Plan-itinéraire du Vieux-Mans*, et un *Essai historique sur la première exposition du Mans en 1836*, présenté à la Société d'Agriculture, Sciences et Arts par l'un de ses membres titulaires, M. Pavet, sous une forme littéraire et humoristique, qui ajoute aux données historiques un attrait très spécial.

La ville du Mans, comme on le sait, doit ériger prochainement une statue au chirurgien-conventionnel Levasseur.

Il y a quelques années encore, l'événement eut suscité de vives polémiques et fortement ému une partie de l'opinion. Aujourd'hui, René Levasseur est quelque peu oublié, fort mal connu, et l'hommage qu'on lui prépare — on ne peut le contester — s'adresse moins à sa personne qu'au conventionnel ceint de l'écharpe révolutionnaire et coiffé du grand chapeau à plumes.

Nous n'avons point à discuter ici cet idéal politique et nous nous garderons de rappeler inutilement les appréciations, parfois très passionnées, auxquelles a donné lieu le rôle public de Levasseur.

Toutefois, les droits de l'histoire locale et de l'histoire impartiale demeurant imprescriptibles, on nous permettra de faire remarquer que René Levasseur eut mérité de vivre dans le souvenir de ses compatriotes bien plus comme chirurgien-accoucheur que comme homme politique. Comme conventionnel, sa personnalité sera toujours discutable, sa vie mêlée de quelques pages honorables et d'autres pages beaucoup moins honorables. Comme chirurgien-accoucheur, il a rendu de réels services, il s'est révélé praticien intelligent, habile et dévoué. Le chapeau à plumes et le grand sabre du conventionnel lui feront certainement moins d'honneur aux yeux de la postérité que ses modestes instruments chirurgicaux.

Ceux de nos lecteurs qui désireraient se documenter à l'occasion de l'érection de sa statue, trouveront sur Levasseur quantité de faits et d'aperçus nouveaux dans le récent et curieux ouvrage de notre confrère, le docteur Delaunay : *L'Obstétrique dans le Maine au XVIII^e et au XIX^e siècle*, Le Mans, Monnoyer, 1911, in-8°. (*Extrait du Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*).

Non content d'utiliser avec son rare talent d'historien tous les travaux antérieurs, tels que les ouvrages ou notices de MM. H. Chardon, Linus Lavier, Aulard, Chassin, P. Mautouchet, le docteur Hervé, le docteur Delaunay a fouillé méticuleusement tous les détails inédits de la carrière chirurgicale de Levasseur. Son appréciation d'ensemble sur le personnage est empreinte d'une érudition et d'une impartialité si remarquables qu'elle offre toute la portée d'un jugement historique sans appel, et que nous sommes assuré d'intéresser nos lecteurs en la reproduisant in-extenso :

« Partisan de la saignée en politique, écrit le docteur

Delaunay, le chirurgien Levasseur, en sa vie privée, s'était montré pitoyable : il avait la main habile et des clients royalistes.....

« Sa carrière ne date pas seulement de 1789. Conscient de sa valeur scientifique, mais malheureux dans ses brigues, plagié dans ses efforts, froissé dans son orgueil, qui était grand, sans cesse rebuté dans son obstination à se tailler une place, n'apportant à son foyer que l'aigreur des dissensions conjugales, il avait connu, depuis ses débuts, les déboires et l'âpre lutte pour la vie. Et c'étaient là sans doute des raisons suffisantes pour qu'il appelât de tous ses vœux la régénération de la France. Le jour vint où il put se mêler de participer plus directement à l'avènement du bonheur public : il fut terrible. On a dit que Robespierre était un honnête homme qui croyait à la vertu : Levasseur était un honnête homme qui croyait à la Révolution. Il risqua volontiers sa vie pour elle, aussi ne dédaigna-t-il pas de lui sacrifier les autres : c'est sur sa motion que fut institué le Tribunal révolutionnaire. Énergique et têtu, il combattit les aristocrates, les modérés, les généraux hésitants ou incapables, comme il marchait à l'ennemi à Hondschoote : sans pitié. C'était un *pur*. Ses *mémoires* font frémir : la Révolution n'y apparaît pas dans ses odieuses ou ridicules contingences, mais dans sa logique implacable et ses inéluctables nécessités. Tout s'efface pour lui devant l'Idée.

« Levasseur avait beaucoup trop de principes pour devenir homme d'Etat. Ses convictions demeurèrent entières et peu profitables. Il siégea jusqu'au bout sur la Montagne, triomphante ou décimée. Il n'entra pas, comme tant de Jacobins nantis, dans la servitude dorée de l'administration impériale. Déchu et seul, il se refit un foyer et vécut de son travail, quarante ans de retraite et quinze ans d'exil, sous la tutelle domestique d'une servante, épousée sur le tard, et l'œil vigilant de la police ; il mourut pauvre et n'abdiqua jamais.

« Cette inébranlable fidélité à une conviction donne quelque grandeur à la carrière du conventionnel. Par ailleurs, il faut bien le reconnaître, c'est un caractère sans aménité ; altier, impérieux, vindicatif, ne répugnant pas aux mesquines manœuvres de coterie locale au profit de ses rancunes politiques ; sa mémoire est à jamais tachée du sang de Philippeaux » (1).

Le Congrès de la Société française d'archéologie s'est tenu, cette année, à Reims du 17 au 28 juin, sous la direction de M. Eugène Lefèvre-Pontalis. Préparé par la publication d'un excellent guide archéologique dû à MM. L. Demaison, Lefèvre-Pontalis, H. Jadard et L. Broche, il n'a pas été moins réussi que celui de Saumur-Angers, l'an dernier. En plus de l'étude des célèbres monuments de Reims, le programme comprenait des excursions à Laon, Mont-Notre-Dame, La Ferté-Milon, Coucy, Soissons, Villers-Cotterets, etc. La liste d'adhésion comptait 364 congressistes parmi lesquels M. Gabriel Fleury, inspecteur départemental de la Sarthe, a bien voulu représenter notre Société.

(1) V. spécialement sur ce point les ouvrages de M. Paul Mautouchet, *Le Conventionnel Philippeaux* (Paris, 1900, in-8°) et de M. Saillant, *Au pays du Maine* (Le Mans, A. Renard, 1910).

LIVRES NOUVEAUX

UNE VIEILLE FAMILLE DU MAINE DU XV^e SIÈCLE A NOS JOURS, par Georges LAFLEUR, Mamers, imp. Fleury, 1911, in-8° de 32 pages, avec armoiries en couleurs et tableaux généalogiques.

Publiée à l'appui d'une récente rectification de nom, cette notice a, pour nous, un double mérite. En faisant connaître, depuis le XV^e siècle, la famille de la Croix, originaire de Courgains, elle retrace l'histoire, trop négligée jusqu'ici, d'une de ces modestes familles mancelles, *de vieille race*, toujours fermes dans leurs œuvres et leurs convictions, qui, tout en ne possédant point de titres de noblesse, ont joué un rôle si honorable dans la vie sociale. D'autre part, elle montre comment on doit justifier historiquement la reprise de la particule. C'est d'un bon exemple à une époque où la vanité prétend trop souvent s'imposer, sans même daigner rappeler au public les faits qu'elle serait en droit d'invoquer : nous félicitons M. A. de la Croix, membre de la Société, d'avoir donné cet exemple de déférence à l'opinion.

HENRI IV ET LES JÉSUITES, DE 1602 A 1604, par l'abbé Paul CALENDINI, La Flèche, Besnier, 1911, in-8° de 26 pages.

La sympathie qu'Henri IV, le roi libéral, protestant de la veille, témoigna aux Jésuites en les rétablissant dès 1603

LXX. 8

dans le ressort de trois parlements et en leur permettant « tout particulièrement de se loger en sa maison de La Flèche », n'est pas sans étonner au premier abord. M. l'abbé Calendini, le dévoué directeur des *Annales fléchoises*, a donc été bien inspiré en consacrant quelques pages de son excellente revue à étudier, dans leurs différentes phases, les premiers rapports d'Henri IV avec la Compagnie de Jésus. En outre de documents d'un réel intérêt, cet article contient une nouvelle preuve de la hauteur de vues, du véritable libéralisme et du patriotisme du roi populaire, qui n'hésita pas à braver le mécontentement du Parlement de Paris pour rouvrir les portes de la Patrie à des exilés, et utiliser au grand profit de la France tous les éléments de réorganisation nationale. Bien que vieille de trois siècles, cette politique d'Henri IV serait peut-être bonne à suivre de nos jours encore ?

MÉMOIRES DU R. P. DOM BERNARD AUDEBERT, ESTANT PRIEUR DE SAINT-DENIS ET DEPUIS ASSISTANT DU R. P. GÉNÉRAL [de la Congrégation de Saint-Maur], publiés par le R. P. dom L. Guilloreau, moine bénédictin, Paris, Jouve, 1911, un vol. in-8°.

Né en 1600 à Bellac, dans la Haute-Marche, où sa famille occupait de vieille date une situation honorable, dom Bernard Audebert n'appartient au Maine par aucun lien, mais, dans la première moitié du XVII^e siècle, il fut l'un des « gros personnages » de sa congrégation, et il eut occasion, à ce titre, de suivre de près quelques-unes des délicates questions qui agitaient alors les abbayes bénédictines de notre province. Ses mémoires comportent ainsi des notes sur les abbayes de la Couture et de Saint-Vincent, au Mans, le prieuré de Saint-Martin de Laval, les abbayes de Saint-Calais et d'Evron. Signalons comme spécialement intéres-

sants les passages relatifs à l'abbaye de Saint-Calais, ravagée par de désastreuses inondations, à « la Société de femmes chrétiennes et exemplaires » d'Evron, au miracle du Saint-Sacrement survenu en cette ville (arrêt d'incendie), au projet de réforme de l'abbaye de la Couture poursuivi par la reine elle-même, à la « grande affaire de l'abbaye d'Evron (1639-1653) », etc. En publiant ces mémoires, notre érudit confrère dom L. Guilloreau, aujourd'hui prieur de l'abbaye de Clervaux, n'a pas apporté seulement une importante contribution à l'histoire générale de la France monastique : il a apporté à ses amis du Maine, qui lui conservent un si fidèle souvenir, de curieux détails d'histoire locale dont ils seront heureux de se servir à l'occasion et dont nous avons hâte de le remercier en leur nom.

VIEUX FAUBOURGS ; VIEILLES RUES ; VIEUX LOGIS ; VIEUX REMPARTS ; VIEILLES GENS, par M. FRAIN, Vitré, imp. Gilles, 1911, un vol. in-12 de 216 pages.

Aussi infatigable que M. Grosse-Duperon, à Mayenne, M. Frain a pris à tâche de ne laisser inexploré aucun coin de son cher Vitré, d'en faire revivre les anciens habitants sous les traits les plus séduisants. Le nouveau volume que nous avons le plaisir d'annoncer aujourd'hui comprend quatre chapitres distincts : Le Couvent du Rosaire ; Les Faubourgs Saint-Gilles et Saint-Martin ; De la porte d'Enhaut au château ; Nos Remparts en 1705. Il arrive bien à point en une saison où tant de touristes sont toujours attirés par l'intéressante ville de Vitré, l'une des perles archéologiques de la Bretagne. En tous cas, M. Frain en ranime très opportunément le décor par cette pittoresque résurrection des vieilles gens dans leurs vieilles rues, sur le seuil de leurs vieux logis, à l'abri de leurs vieux remparts. Ses récits abondent, comme précédemment, en détails inédits, en

anecdotes empreintes d'une couleur tout à fait « bretonne », qui rendent attrayantes pour tous la lecture de ces souvenirs locaux. Ajoutons que le premier chapitre nous révèle un fait assurément honorable pour le Maine : le couvent du Rosaire de Vitré, où devait mourir en odeur de sainteté le vénérable Pierre Quintin — un ex-lieutenant de ligueurs devenu un modèle de religieux — avait été fondé, en 1620, par un Manceau, François Guesdon, sieur de Martinet, originaire de la paroisse de Bourgon.

LES REMARQUES DE M. LAUNAY, VICAIRE A LOUÉ (1768-1770),
publiées avec une introduction et des notes, par M. J.
L'HERMITTE, Le Mans, imp. Drouin, 1910, in-8°.

Au début de notre carrière, nous avons, l'un des premiers, mis en relief dans un résumé encore bien incomplet l'intérêt des observations agricoles et météorologiques consignées par les curés du Maine sur leurs registres paroissiaux. Nous avons, par suite, le devoir personnel de remercier aujourd'hui M. L'Hermitte de nous avoir envoyé sa récente notice où il veut bien citer notre travail de 1883, et de l'avoir offerte à la bibliothèque de la Société. Les notes de M^e Launay, pendant son vicariat à Loué, n'étaient connues jusqu'ici que par de courts extraits. Elles méritaient d'être publiées dans leur intégralité, car elles se réfèrent à des années particulièrement malheureuses pour le Maine, et elles comprennent tout à la fois des observations météorologiques, agricoles et historiques. De plus, elles forment le préambule tout indiqué des notes que le même M^e Launay, devenu curé, inscrira plus tard sur les registres de Buillé-le-Gravellois, et que M. Laurain nous a déjà fait connaître. Comme l'écrit très justement M. L'Hermitte, « les curés ont été bien souvent des chroniqueurs au petit

piet et ils ont ainsi maintenu la tradition des évêques historiens et des moines annalistes ». Il serait injuste, dès lors, de dédaigner leurs notes, si naïves ou si locales qu'elles puissent paraître : M. L'Hermitte a eu une heureuse pensée en éditant celles du vicaire de Loué.

LA VILLE ET LE DISTRICT DE MAMERS DURANT LA RÉVOLUTION (1789-1804), par Gabriel FLEURY, Mamers, imp. Fleury, 1909-1911, 3 volumes in-8° grand jésus, avec gravures.

Cet ouvrage, dont les deux premiers tomes ont paru en 1909 et que vient de compléter le troisième volume, est, à tous égards, le plus important et le plus sûrement documenté de tous ceux qui ont été publiés sur la Révolution dans la Sarthe depuis l'*Histoire de l'Eglise du Mans* du R. P. dom Piolin.

Le premier volume est consacré à l'histoire générale du District ; le deuxième à l'histoire économique, administrative et politique (insurrection de la Chouannerie), étudiée sous forme de monographies ; le troisième aux affaires religieuses, à l'organisation militaire, aux comités et aux clubs, aux fêtes révolutionnaires, à l'instruction publique et aux établissements de bienfaisance.

Comme nous le disions en annonçant dans le journal *La Sarthe* les deux premiers volumes, pour comporter un enseignement vraiment utile, digne de l'attention des esprits supérieurs, il importe que l'histoire de la Révolution ne soit pas écrite d'après des idées préconçues, mais qu'elle soit reconstituée d'après les méthodes d'une critique impartiale, à l'aide de documents d'une authenticité indiscutable et dans ses moindres détails. Les petits faits locaux, seuls, expliquent bien des choses, et c'est par l'application prati-

que au fond de la province qu'on peut juger surtout de la valeur des lois.

Le troisième volume, aujourd'hui paru, achève de nous convaincre que M. G. Fleury a répondu tout particulièrement à ces exigences. D'une réserve toujours prudente, il ne cherche point à faire prévaloir ses idées personnelles ; il évite même, avec un soin presque exagéré, les appréciations. Par contre il a consacré *quarante années* à réunir patiemment, en érudit infatigable et consciencieux, l'ensemble considérable de faits et de documents qui donnent à son étude une portée bien plus haute que celle des livres ordinaires d'histoire locale.

Désormais, l'ouvrage de M. Gabriel Fleury mérite d'être considéré comme une des bases fondamentales de l'histoire de la Révolution dans le Maine : il est indispensable pour l'étude de cette histoire et il a sa place marquée dans toutes les bibliothèques.

Au nom de nos confrères, nous remercions chaleureusement M. Fleury d'avoir bien voulu offrir ces trois beaux volumes à notre Société, et nous le félicitons d'avoir ainsi ajouté à ses travaux d'archéologie déjà si appréciés une œuvre historique qui ne lui fera pas moins d'honneur.

LE PREMIER GÉNÉRALISSIME DE LA GRANDE ARMÉE CATHOLIQUE ET ROYALE DE LA VENDÉE, par l'abbé UZUREAU, Paris, A. Savaète, in-8° de 31 pages.

Sous ce titre, le laborieux directeur de l'*Anjou historique* nous donne aujourd'hui une réédition, revue et corrigée, de deux documents toujours importants pour la biographie de Cathelineau : l'*Eloge funèbre de M. Cathelineau, commandant général des armées catholiques angevines*, prononcé au mois d'août 1793 par l'abbé Cantiteau, curé du

Pin-en-Mauges, et une longue *Lettre historique sur les débuts de la guerre de Vendée*, adressée en 1809 par le même curé à l'historien de Charette, Lebouvier-Desmortiers. Avec toute l'autorité d'un témoin mieux informé que bien d'autres, le curé du Pin-en-Mauges ne loue pas seulement la foi et la piété de son illustre paroissien : il insiste longuement sur ses étonnantes aptitudes militaires, son endurance et sa fermeté d'âme. Un trait semble le frapper particulièrement : l'énergie de Cathelineau dans l'offensive. Cette tactique offensive, il est vrai, étonne encore après un siècle chez un simple paysan, en le classant du premier coup parmi les grands chefs d'armées.

DES CHOUANS (1791-1800), par M. FRAIN, Vitré, imp. Gilles, 1911, in-8° de 35 pages.

Dans cette seconde plaquette qui fait indirectement suite au volume annoncé ci-dessus, M. Frain publie un certain nombre de documents relatifs à la Chouannerie dans le district de Vitré. Il nous procure par là même une vive satisfaction : ses conclusions sont absolument identiques à celles que nous-même avons tirées de toutes nos études sur la Chouannerie. Avec le général Hédouville, M. Frain affirme que les Chouans ne furent pas de fanatiques serfs de la noblesse : qu'ils savaient raisonner leur obéissance et ne l'accorder qu'à bon escient. Avec les citoyens de Vitré, il reconnaît que les procédés tyranniques en fait de religion, les arrestations arbitraires, les réquisitions, l'indiscipline des troupes républicaines, bien plus que les exhortations royalistes, *créèrent les Chouans*. En appuyant ces assertions, trop longtemps méconnues, de nouveaux documents, M. Frain contribue très efficacement à rétablir la vérité historique.

LA VIE MUNICIPALE DANS LE CANTON DE PASSAIS PENDANT
LA RÉVOLUTION, par L. Duval, Alençon, Imprimerie
Alençonnaise, 1910, in-8° de 12 pages.

Jusqu'à la Révolution le Passais fit partie du diocèse du Mans, et son histoire demeure toujours un peu la nôtre. Nous avons donc spécialement à remercier M. Duval de nous faire connaître dans ces quelques pages l'importante thèse de doctorat de M. Joseph Hamon « *La Vie municipale dans les communes du canton de Passais pendant la Révolution* ». Dans cette consciencieuse étude, M. Hamon a voulu tracer un tableau général en commençant par la recherche des causes : l'examen des faits économiques y marche parallèlement avec celui des faits politiques, militaires et religieux, et il s'en dégage une idée très nette de la situation. Au point de vue administratif, qui domine son sujet, M. Hamon montre comment la constitution dite de l'an III, en donnant une extension de pouvoirs énorme aux administrations de canton, enleva toute autonomie à la commune, et, anéantit les libertés locales. Cette déformation de l'organisation municipale au profit de la centralisation révolutionnaire, eut un déplorable résultat : elle aboutit à l'anarchie de 1799. Le pouvoir législatif, bien plus que les municipalités, doit en porter les responsabilités devant l'histoire.

R. T.

Grand

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME LXX. — DEUXIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1911. — SECOND SEMESTRE



NOV 9 1964

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1911

SOMMAIRE

DE LA

CINQUIÈME LIVRAISON DE 1911

- 1^o LES LÉPREUX A ASSÉ-LE-RIBOUL, AU XVI^e SIÈCLE, par
M. le chanoine FROGER. Page 121
- 2^o LE COLLÈGE-SÉMINAIRE DE L'ORATOIRE DU MANS (*fin*), par
M. l'abbé REEB, professeur au collège de Juilly. Page 127
- 3^o RELATIONS DES DE LA JAILLE AVEC L'ANGLETERRE, par le
R. P. dom GUILLOREAU, prieur de l'abbaye bénédic-
tine de Clervaux. Page 167
- 4^o ANCINNES, par M. le chanoine FROGER. Page 186
- 5^o THOMAS TOUSTAIN EST-IL UN MAÇON OU UN ARCHITECTE ?
par M. G. FLEURY. Page 209
- 6^o CHRONIQUE : Exposition du Mans : *Grand Prix* décerné
à la Société. — Excursion de la Société historique de
l'Orne : Un Manceau, fondateur de la bibliothèque de
Vire. — Le château de Ballon. — M. E. Senart, docteur
de l'Université de Norvège. — La rue du 33^e Mobiles,
au Mans. — Mort du général de Charette. — L'église
N.-D. de Mayenne, par M. Grosse-Duperon (compte
rendu du marquis de BEAUCHESNE). Page 216
-

Gervaise

LES LÉPREUX

A ASSÉ-LE-RIBOUL

AU XVI^e SIÈCLE

A défaut d'une étude complète sur la paroisse d'Assé-le-Riboul, que nous n'aurons peut-être jamais le loisir de rédiger, il nous a paru utile de mettre en évidence et de raconter quelques faits, qui nous montrent comment, au XVI^e siècle, les lépreux étaient assistés et secourus dans cette localité. Dans l'espace de dix ans, c'est-à-dire de 1514 à 1524, on eut à y traiter trois malheureux, victimes de la terrible maladie, et c'est merveille qu'il n'y en ait pas eu davantage, quand on songe aux ridicules mesures d'isolement prises à leur endroit.

Le premier malade que l'on soupçonna atteint de la lèpre se nommait Mathurin Guyart. Dès qu'il en fut informé, le procureur de fabrique, c'est à lui qu'incombait cette charge, dut, en 1514, conduire au Mans (1), pour le faire étendre sur la pierre d'épreuve, le malade en question. Qu'il ait

(1) « Item, compte ledit procureur avoir esté au Mans contre Mathurin Guyart qui estoit accusé de la maladie de lèpre, et fut par le commandement d'aucuns des paroissiens et luy cousta en toutes choses sans sa journée, x sols.

» Item, pour sa journée et despens d'iceluy jour, v sols. »

Compte rendu par Gervaise Chauvin, procureur de fabrique pour l'année 1514.

rapidement succombé à la redoutable affection dont on le croyait souffrant, ou qu'il en ait été reconnu indemne, toujours est-il, que la paroisse n'eut pas à financer pour lui et à lui assurer des moyens d'existence (1).

Il n'en alla pas de même dans le second cas que nous avons à examiner. C'était, cette fois, une femme nommée Ambroise la Brunette qui, forte de son droit, actionna les paroissiens d'Assé-le-Riboul, en la personne de leur mandataire, le procureur fabricien, et, comme il semble que l'officialité diocésaine ne lui était pas favorable, elle en appela à l'autorité archiépiscopale de Tours, soit à l'officialité du métropolitain de la province ecclésiastique (2).

Ce n'est pas là un fait isolé, et il y a déjà un certain nombre d'années qu'un archiviste du département de la Sarthe, M. Bellée, en a signalé un semblable pour un lépreux de la paroisse de Challes (3). Ceux-là même qui jouissaient d'une certaine aisance personnelle, et c'était le cas du malade dont nous venons de parler, pouvaient, quand même, aller devant les tribunaux d'église et demander aux juges, avec chance d'être écoutés, de contraindre la communauté d'habitants à laquelle ils appartenaient, de leur venir en aide.

La lépreuse d'Assé-le-Riboul assigna donc, devant l'official de Tours, le procureur de fabrique de la paroisse, Michel Goulard. Il lui fallut, à trois reprises, répondre à l'assignation, ce qui lui occasionna un déplacement l'éloignant,

(1) Dans les comptes de l'année 1515, il n'y a aucune dépense inscrite pour fait de lèpre.

(2) « Autre mise faicte par led. procureur à la conduyte, affayre et négoce de certain procès auparavant intempté entre Ambroise Labrunete, mallade de lespre, et le procureur, manans et habitans de lad. paroisse ouquel procès il a vacqué par plusieurs termes, tant à Tours, au Mans que autres lieux. »

Comptes du procureur, Michel Goulart, pour l'année 1517.

(3) Cf. *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe*, t. X, pp. 350-358.

chaque fois, cinq jours durant, de sa demeure (1), sans préjudice des voyages qu'il avait faits au Mans (2) avec deux compagnons, soit pour tenter de s'entendre avec la lépreuse (3), soit pour se renseigner près des gens de justice sur les moyens de procédure (4).

Tout cela n'allait pas sans l'entraîner en des frais multiples dont les paroissiens d'Assé eurent à répondre. Les comptes qu'il leur rendit n'omettent aucune de ses démarches (5), ne font pas grâce du moindre acte, et Dieu sait si

(1) « Item, est allé aud. lieu de Tours pour expédier contre lad. malade en son évocation où elle avoit fait citez led. procureur aud. lieu de Tours..... où led. Goulard fut par l'espace de cinq jours, demande pour chacune journée, tant pour paye que despens sept sols six deniers qui sont pour les cinq journées, XXXVII s. VI d. »

« Item, led. procureur a esté par ung autre voyage aud. lieu de Tours où il obtint deffaut contre lad. malade où il fut par cinq jours, dont il demande pour chacun jour sept sols six deniers, XXXVII s. VI d. »

» Item, fit led. Goulart à ung autre voyage aud. lieu de Tours, pour lad. malade..... »

(2) « Et premier est allé au Mans query le deffault que le procureur précédent avoit lessé es mains du selleur pour luy obtenir contre lad. la Brunette, malade susdite aud. lieu de Tours, et luy cousta tant pour faire coppiez ladite citation que pour avoir led. deffault, III s. III d. »

(3) « Item, led. procureur fut au Mans et mena avecques luy Jehan Langelier et Guillaume Nycollas pour cuydes appointz o lad. malade et poya la despence tant pour luy que des dessusd., V s. »

(4) « Item, cousta aud. procureur pour avoir des officiers de mons^r du Mans une citacion pour faire citez lad. malade, sur deffault, sept sols six deniers.....

» Item, fut led. procureur par ung autre voyage aud. lieu du Mans contre lad. malade auquel voyage lesd. parties firent appellations contraires et à escrire par leurs advertissemens en la présence du chastellain qu'il mena pour cest affaire, pour la journée dud. procureur, V s.

» Item, pour la journée dud. chastellain, VII s. VI d.

» Item, pour son conseil aud. jour, III s. III d. »

(5) « Item, pour avoir produyt les tesmoins, troys mancois vallant VI d.

» Item, quatre deniers pour le pappier que led. procureur achepta à faire lad. enqueste, III d.

» Item, pour le seing de l'acte dud. jour, V d.

» Item, pour l'enquesteur qui a examiné les tesmoins contre lad.

ceux-là qui en vivent ne cherchent pas à les multiplier. Finalement, le procureur succomba dans la lutte et une sentence fut rendue qui le contraignait à procurer à la malade le vivre et le couvert, tout cela modeste il est vrai. Ce fut pour peu de temps (1), ce qui nous montre que l'officialité de Tours n'avait pas en face d'elle une malade imaginaire.

Mais à peine Ambroise la Brunette avait-elle passé de vie à trépas qu'un troisième cas se produisait, qui contraignait de nouveau le fabricant à se déplacer (2). Il conduisit au Mans, Guyonne, l'épouse de Robin ou Robert Maulny, qui, à son tour, était contaminée. L'épreuve à laquelle elle fut soumise ne laissa aucun doute, et, devant l'avis qui fut donné, les paroissiens d'Assé-le-Riboul n'avaient qu'à s'incliner (3). Mais où, pour éviter tout danger de contagion, établiraient-ils la lépreuse ?

malade et pour la grosse et minute de lad. enquête, XLIII s. VIII d.

» Item, pour les journées dud. procureur, d'avoir vacqué à chercher lesd. tesmoins contre lad. malade où il a vacqué par deux journées, v s.

« Item, led. procureur fut aud. lieu du Mans et mena le chastelain pour eulx conseiller sy on se devoit porter pour appellans de lad. sentence, pour sa journée, v s. » Comptes de Michel Goulard.

Nous avons cité ces textes comme exemples, mais le relevé de tous les articles n'occupe pas moins de dix-sept pages du compte présenté par le procureur à ses commettants.

(1) Dans les comptes de l'année 1520, il n'est plus question de cette lépreuse.

(2) « Autre mise faicte par led. Guarencières, procureur de la fabrice touchant le procès qui estoit encommencé ? par deffunct Jehan Langelier, entre la femme de Robin Maulny, que l'on dit estre malade de lepre.

» Et premier, compte led. procureur avoir esté cité à la requeste dud. feu Jehan Langelier, par devant l'official, pour le descharger du procès de la femme dud. Maulny, II d.

» Item, compte led. procureur avoir payé à l'avocat et notaire qui firent l'expédition dud. jour, III s. II d.

» Item, pour la journée et despens dud. procureur d'avoir esté au Mans, v s. »

(3) « Item, le jour de lad. esmologacion led. Gillet Guarencières,

Là où subsistaient les maladreries édifiées antérieurement, on n'était pas embarrassé pour hospitaliser ces misérables. Ce n'était point le cas à Assé-le-Riboul. Et voulez-vous savoir où l'on interna alors la malheureuse ? Ne vous méprenez pas sur les intentions des paroissiens. Ils étaient tous des gens de foi, des chrétiens convaincus, et comme, pour eux, la grande peine eût été d'être privés d'assister aux offices de l'Église, ce fut dans la tour même, servant de clocher à l'église paroissiale, que l'on ménagea à la lépreuse le logement qui lui était dû (1).

Elle y résida plusieurs années. En 1524, on lui verse la somme de soixante-six sols tournois, à valoir sur sa pension annuelle (2). On aurait bien voulu en faire l'économie, car nous voyons le procureur conduire de nouveau la lépreuse au Mans, le 30 juin de l'année précitée (3). Encore en fut-il pour ses frais personnels, faute d'avoir pris à temps les attestations officielles que lui réclamèrent plus tard ses commettants (4).

Lorsque les ressources ordinaires de la fabrique paroiss-

procureur, fut condamné en despens vers led. Maulny, comme procureur de sad. femme, taxé à la somme de huit sols t. que led. Guarennières luy a poyé ainsy comme il appert par quittance signée de Jacques Gaullier, à la requeste dud. Maulny, datée du vi^e jour de juillet, l'an mil cinq cens vingt et ung, viii s.

» Depuys a baillé led. Garencières à Robert Maulny la somme de vingt sous tournois pour partie de la pension de Guyonne sa femme à cause de la maladie de lepre et apparue telle, xx s. »

(1) « Item, a poyé led. Guarennières à Guillaume Corde, pour avoir faict ung petit ballet, fermant de clef, mys au dehors de la tour d'Assé, pour loger la femme dud. Maulny afin qu'elle ouyst messe sans estre en la communauté des autres. » Comptes de l'an 1523.

(2) « Item, compte led. Barbin, procureur, avoir baillé à Guyonne la Maulnie, sur sa pension qui luy est deue chacun an, soixante et six sols t. lxxvii s. »

(3) « Item, le darenier jour de juingn pour aller lad. Maulnye au Mans, pour son cheval, conseil et advocat et despence, vii s. vi d. »

(4) « Néant, parce que ledit procureur n'a monstré avoir faict aucune expédition contre lad. Maulnye. » •

siale ne permettaient de solder ces frais d'entretien, on les couvrait à l'aide d'un taux levé sur les habitants (1).

Il n'est plus question de cette malade, à dater de l'an 1526. On avait failli avoir la charge d'une autre que le procureur fit visiter par des chirurgiens, et l'on ne voit pas que les choses soient allées plus loin (2).

En 1545, pareil accident se renouvela. Guillaume Gaullier, l'ainé, fut frappé à son tour. Au lieu de lui assigner pour demeure le réduit où la Maulnye avait été séquestrée, on préféra édifier à nouveau dans un champ qui gardait son nom de Maladrerie d'un établissement de cette nature qui avait disparu, une habitation où le malade se retira (3). Nous ne savons combien de temps il y vécut, et la mention qui en est faite est la dernière qu'aient enregistrée sur les comptes des fabriciens, les notaires qui les rédigeaient.

L. FROGER.

(1) « Item, demande led. procureur estre remboursé de la somme de quarante soubz tournois qu'il a poyée à la Maulnye, mallade de la lepre, pour un quartier des moys de febvrier, mars et apvril dernier passez. Néant, parce que l'on en fera ung taux qui luy sera a évallué. » Comptes de l'année 1526, François Bernier, procureur.

(2) « Item, a faict visiter led. Guerencières, la femme de Jehan Constance, par deux sérychiens ; et fut visitée au lieu de la Belutière, et pouya auxd., xx s. » Comptes de 1523. »

(3) « Item, dict led. Viète n'avoir rien reçu du champ de la Maladerie pour la présente année (1545), parce que a esté empesché pour la faczon de la maison qui a esté faicte oud. champ, pour loger Guillaume Gaullier, l'esné, à cause de la maladie d'epe. »

LE COLLÈGE - SÉMINAIRE

DE L'ORATOIRE DU MANS

(1624-1791)

DEUXIÈME PARTIE

§ I. LA PÉDAGOGIE DU COLLÈGE DU MANS

MÉTHODES ET MATIÈRES D'ENSEIGNEMENT ; DISTRACTIONS ET MOYENS D'ÉMULATION

Quand les Oratoriens commencèrent à fonder leurs collèges, l'instruction publique, élémentaire et supérieure, était dans les mains du clergé. L'instruction supérieure était donnée par des établissements qui relevaient, les uns de l'Université, les autres du clergé séculier, d'autres enfin du roi, des corps municipaux et même de simples particuliers qui les avaient dotés, le plus grand nombre, des ordres religieux et surtout des Jésuites.

Dans les premières années du XVII^e siècle, les élèves des Jésuites, s'il faut en croire Crétineau-Joly, dépassaient le chiffre de treize mille, rien que dans la province de Paris. Cette faveur s'explique par leurs efforts pour vulgariser la science, par le talent de leurs professeurs, par la libéralité de leur enseignement, gratuit pour tous les

externes, par l'émulation, le goût des lettres et l'esprit de piété qu'ils savaient inculquer à leurs disciples. Leur *Ratio studiorum*, attaqué souvent avec injustice, admiré plus souvent encore, est resté l'idéal de tous ceux qui ont voulu organiser un code d'enseignement complet. Non pas qu'il soit absolument parfait : comme toutes les œuvres humaines, il pêche par quelque endroit. « La part accordée à l'étude des sciences naturelles est trop minime. L'enseignement de l'histoire nationale n'a point assez de suite ni d'ampleur ; enfin, la pensée inspiratrice des études vise trop au latin ; la langue française, répudiée des collèges des Jésuites comme de l'Université, attendra encore avant d'avoir son rang dans le programme des classes ; mais si, comme instituteurs, les Pères Jésuites devront gagner aux progrès des âges suivants, ils demeurent, comme éducateurs, des modèles par leur zèle, par leur dévouement, par l'art de former des hommes » (1).

Les Oratoriens n'avaient point encore de *Ratio studiorum* ; il n'y avait pas entre leurs collèges le lien d'une commune méthode d'enseignement. Les uns, comme les collèges de Saumur et de Provins, suivaient les règlements de l'Université de Paris ; d'autres, des plans spéciaux, tracés par les supérieurs, de concert avec les corps de ville où ils étaient établis ; d'autres enfin, les règlements des séminaires. On peut croire que ce dernier cas dut être celui du collège-séminaire du Mans, étant donné les origines de sa fondation.

Le P. de Condren, second supérieur général de l'Oratoire, souffrait de cette diversité des méthodes adoptées dans les collèges de sa Congrégation : il songea à y mettre un terme par la publication d'un *Ratio studiorum* uniforme. En 1631, dès le début de son généralat, la première Assemblée générale émit quelques règlements, « pour être gardés

(1) Lallemand, *op. cit.*, p. 19.

par provision toutefois seulement, afin que l'utilité qu'on en espère soit confirmée par l'usage avant qu'ils passent en statuts permanents ». C'est donc à l'expérience qu'on fera appel pour ordonner la méthode et l'esprit qu'on veut créer au sein des collèges : mesure vraiment prudente, qui permet de corriger la faute, d'effacer l'abus, de suppléer à l'imperfection, une fois qu'elle est constatée. Après l'Assemblée de 1631, celle de 1634 lit et approuve les règlements qui deviennent obligatoires pour tous les collèges. Ils avaient été rédigés par une commission que le P. de Condren avait composée des plus savants oratoriens, du P. Morin, du P. Jacques de Retz, l'ami de Peiresc et de Gassendi, du P. Gilles Piltre et du P. Gaultier. Ils sont partagés en trois chapitres : *Règles de piété pour les professeurs ; discipline des classes ; obligations des élèves*. C'est encore confus : le départ entre les études et les choses purement disciplinaires, ne s'accuse point avec netteté. Le règlement des élèves porte ce titre : *Leges servandæ iis qui scholas collegiorum congregationis Oratorii Domini Jesu, studiorum causa frequentant*. On en peut lire la teneur, à la bibliothèque du Mans, sur une feuille imprimée et collée au verso de la couverture d'un registre (1). Ce n'était là dans l'ensemble qu'une ébauche, dont pourtant plusieurs parties durèrent ; encore est-elle prise aux règlements de l'Université et des collèges des Jésuites. Toutefois il faut remarquer plusieurs nouveautés dans cette première méthode oratorienne, qui iront se développant dans les âges suivants : l'introduction de la langue française dans les catéchismes, jusqu'en troisième inclusivement (2) ; l'usage du latin rendu

(1) A IX, 1753. M. Rebut a, dans son *Mémoire*, publié et traduit ce règlement, mais sans en donner ni l'origine ni la date.

(2) « Tous les samedis au soir, il y aura, dans chaque classe, des catéchismes proportionnés à l'intelligence des élèves ; ils se feront en latin, en rhétorique et en seconde, dans les autres classes, en français. » (*Regulæ a Præfecto et professoribus servandæ in rebus classicis*).

obligatoire, à partir de la quatrième seulement (1) ; enfin l'étude de l'histoire qui fait son entrée en troisième, au second semestre (2). C'est toute une révolution dans l'enseignement, sur laquelle nous aurons à revenir tout à l'heure.

Cet essai de 1634 devait être perfectionné par la méthode à laquelle le P. Morin eut l'honneur de donner son nom, et qui parut en 1645 sous ce titre : *Ratio studiorum a magistris et professoribus congregationis Oratorii Domini Jesu observanda*. Le P. Bourgoing ayant ordonné qu'on s'y conformât à partir de la rentrée de 1645, le collège-séminaire du Mans eut désormais son système d'études nettement défini.

Or, l'auteur du *Ratio studiorum* désirait qu'on introduisît dans tous les collèges de l'Oratoire, la manière d'enseigner qui était en usage à Juilly depuis quelques années. En quoi consistait-elle ? C'est Adry qui nous l'apprendra : « La méthode des versions et des explications, précédées de quelques notions de grammaire, y était beaucoup plus en usage que celle des thèmes, qu'on ne négligeait point cependant » (3). Et plus loin il parle de l'étude « des sciences, que le P. Bourgoing prescrit d'après les décisions des assemblées ».

Ainsi nous pouvons conclure, non seulement que vers 1650 on enseignait, comme il convenait, au collège-séminaire du Mans, le latin et le grec, la théologie et la philosophie, mais encore qu'une part très grande y était faite à l'étude du français, à l'enseignement de l'histoire et des sciences.

(1) « Dans l'intérieur du collège, les élèves de quatrième et des classes supérieures parleront tous en latin. » (*Leges servandæ iis qui etc.*)

(2) « En quatrième, on ne devra pas lire d'historiens, non plus qu'en troisième, du moins dans le premier semestre. » (*Regulæ a Præfecto etc.*)

(3) *Notice sur le collège de Juilly*, p. 10. Cité par Lallemand.

Les pensionnaires y recevaient même, outre le bénéfice de l'instruction qui se donnait à tous, deux fois par semaine des leçons complémentaires d'histoire, de blason, de géographie et d'arithmétique ; les jours de congé étaient particulièrement destinés à cette sorte d'exercices.

Mais au Mans, comme dans les autres collèges de l'Oratoire, les langues anciennes devaient faire le fond de l'enseignement. Le P. de Condren voyait en elles le meilleur instrument d'une forte discipline intellectuelle, en quoi il se montrait plus avisé que nos pédagogues officiels. Et le P. Thomassin, l'une des gloires de l'Oratoire, l'auteur des *« Méthodes d'étudier et d'enseigner chrétiennement les lettres humaines »*, appelait d'un mot heureux et expressif, les poètes, les philosophes et les historiens de la Grèce et de Rome, *« les patriciens de la pensée »*.

Et d'abord, pour ce qui est de l'étude du latin, l'Oratoire rompit avec la méthode des Jésuites et de l'Université, qui consistait à traiter la langue latine comme une langue vivante, et par suite à donner au thème le pas sur la version, à la composition d'imitation le pas sur la lecture des auteurs. Singulier errement que la raison condamne : de l'inconnu peut-on aller encore à l'inconnu ? Ne faut-il pas, selon le mot de Malebranche, *« se servir de ce qu'on sait pour apprendre ce qu'on ne sait pas ? »* Au collège du Mans, l'exercice prédominant sera donc la version ; le thème passe au second plan ; la composition latine elle-même perd de son importance.

Une affaire des plus délicates, est le choix d'une grammaire. Dès 1640, le P. de Condren avait fait imprimer pour l'usage particulier de Juilly une grammaire latine en français, sous ce titre : *« Nouvelle méthode pour apprendre avec facilité les principes de la langue latine.... Dans un ordre clair et concis tout ensemble, et distingué par quatre couleurs différentes pour le soulagement des*

écoliers » (1). Il est à remarquer que la *Méthode latine* de Port-Royal dont fit usage la génération des Racine et des Boileau, ne parut qu'en 1644. Par conséquent, l'Oratoire avait précédé Lancelot de quatre ans, et le P. de Condren était un véritable initiateur. « Il invente et il applique le premier, écrit le P. Lallemand, la méthode qu'illustra Port-Royal, et qui, après plus de cent ans d'usage, entre sous Rollin, dans l'enseignement de l'Université. Nous en avons hérité. »

Muni d'une excellente grammaire, qui remplace pour lui, du moins au début, le barbare rudiment de Despautère, l'écolier du collège du Mans se livre avec plaisir à l'étude du latin. Les règles lui en sont exposées dans sa langue maternelle. De grandes cartes sont étendues, comme des tableaux, sur les murs de sa classe. Son œil est frappé par des couleurs diverses, le *rouge* signifie le masculin, le *vert* marque le féminin, le *jaune* indique le neutre. Les *radicaux* sont séparés par des interstices de la *terminaison*. Bientôt, il est à même d'expliquer en sixième, les fables de Phèdre (liv. I et II). L'année suivante, en cinquième, il expliquera avec les livres III et IV du fabuliste latin, des récits choisis de l'ancien Testament. Le voici en quatrième : on lui fait traduire six *Eglogues* de Virgile et le IV^e livre des *Géorgiques*, le *De Amicitia* et des pensées choisies de Cicéron, dans le recueil de l'abbé d'Olivet, en outre quelques biographies de Corn. Nepos. La classe de troisième met fin à ses études purement grammaticales ; elle inaugure l'enseignement des lettres auxquelles la place est faite moins restreinte. Notre écolier lit le *De Officiis*, le *De Senectute*, quelques comédies de Térence, Martial. En seconde, on lui fait voir le V^e livre de l'*Enéide* (les Jeux), des odes choisies d'Horace et le discours de Cicéron *Pro Lege Manilia*. Enfin en rhétorique, il s'occupe surtout d'éloquence ; on lui met en

(1) L'ouvrage fut imprimé sous forme de livre en 1675.

maines le *De Oratore*, le *Pro Milone*, la 1^{re} et la 2^e *Philippiques*, quelques *épîtres* de Sénèque (1).

Pour être vraiment fertile en résultats, la version doit comprendre deux exercices : la traduction, *interpretatio*, et le commentaire, *illustratio*. C'est ainsi qu'on l'entendait à l'Oratoire. Et le commentaire lui-même y était suivi d'une seconde interprétation, en latin cette fois. C'était le thème, non plus écrit, mais parlé, ce que nous appelons aujourd'hui le thème d'imitation, ce que les allemands nomment *Extemporale* et dont ils sont si fiers, encore qu'ils ne l'aient point inventé.

Dans les classes supérieures, la composition latine marchait concurremment avec le thème, mais ne l'excluait pas. Un exercice très en honneur au collège du Mans, était le vers latin. La muse des écoliers, sans parler pour le moment de celle des maîtres, paraît avoir été très féconde. Les sujets sont multiples et variés. On célèbre l'aigle, l'écureuil, le paon, l'âne, le castor, le crocodile. Le cidre (*expressus e pomis succus*), l'ananas (*ananacton americanum fructum celebrarunt*), fournissent encore le sujet de petits poèmes didactiques. Parfois un événement important sert de *matière*. Le 23 février 1756, les humanistes font en vers latins la description du tremblement de terre de Lisbonne. En 1780, à l'occasion de l'élection de M. de Tressan à l'Académie française, les élèves de rhétorique lui adressent une pièce latine dans laquelle « ils avaient peint leurs sentiments, ceux de la ville et de la province, à cet aimable et intéressant compatriote » (2).

(1) Il convient d'avertir qu'il n'y avait pas, au collège du Mans, de programmes d'études pour chaque classe ; du moins, n'en trouve-t-on aucune indication. Ce que l'on en dit ici ne sont donc que des *inductions* tirées, soit du *Mémoire* de M. Rebut (*Essai de reconstitution des programmes*), soit du chapitre du P. Lallemand, *op. cit.*, *La vie scolaire à l'Oratoire*.

(2) Renouard, *Essais historiques* (cité par Hauréau, *op. cit.*, t. X, en note, pp. 125-126.) — Louis-Elisabeth de la Vergne de Tressan, neveu

En philosophie, le cours n'était que d'un an. Un ordre du Conseil du 18 septembre 1648, y avait introduit comme base de l'enseignement, l'ouvrage d'Eustachius a Sancto Paulo. Plus tard, à la suite des mesures de rigueur imposées par Louis XIV à la Congrégation pour interdire dans ses collèges l'enseignement des doctrines de Descartes, un autre ordre du Conseil, en date du 29 mai 1677, enjoignit aux professeurs et philosophes de faire choix d'un auteur thomiste, approuvé et reçu dans les Universités, du nombre des quatre suivants : les Complats, Bonard, Philippus a Sancta

de l'évêque du Mans (mort en 1712), était né au Mans le 4 novembre 1705. Voici la réponse en vers français, qu'il adressa aux rhétoriciens manceaux :

« A mes chers Compatriotes, MM. les rhétoriciens du Collège du Mans.

*« Mon cœur ouvert à la reconnaissance,
Jeunes Concitoyens, vous appelle en mes bras,
Vous remplissez déjà ma plus ferme espérance :
Minerve guide vos pas.
Ses favoris éclairent votre enfance.
Aimables petits-fils de ces chers compagnons,
Qui jouaient avec moi sur les bords de la Sarthe,
Ecoutez ces Mentors : que rien ne vous écarte,
D'aimer et d'applaudir leurs savantes leçons.
Faites honneur à la patrie
Qui vous a servi de berceau,
Que dans le cours de votre vie,
Une saine philosophie
Vous serve toujours de flambeau.
C'est à sa brillante lumière,
Que vous verrez le but où vous devez courir ;
C'est au génie à le choisir.
Consultez-vous ; volez dans la noble carrière,
Qui pour vous dans peu va s'ouvrir.
Ciel, écoute mes vœux, que ta céleste flamme
Brûle, éclaire, épure les cœurs !
Rends l'Eternel si présent dans leur âme,
Que de l'aveuglement les coupables erreurs
N'égarent leur esprit et n'altèrent leurs mœurs ! »*

C'est assez plat, il le faut avouer, et cela sent bien la poésie d'un siècle si peu poétique, comme le XVIII^e siècle.

Trinitate et Barbey, « lesquels, après nous en avoir donné avis et non autrement, les dicteront et expliqueront à leurs écoliers, et cela... *pour de bonnes raisons* (1) ». A la fin du cours, avait lieu la soutenance des thèses latines. En voici une dédiée à « *Très noble et très illustre dame Madame Charlotte Demice de Guespray, très digne abbesse du célèbre monastère du Pré* ». Elle est divisée en quatre parties : « *Conclusiones philosophicæ : ex Logica, ex Physica, ex Metaphysica, ex Morali* », et fut soutenue en latin au collège du Mans par M. Lesperon, de Lucé (2). Les thèses de philosophie se soutenaient dans les mois de juin et de juillet ; il en était de même pour les thèses de théologie (3), à moins que celles-ci ne fussent soutenues en Sorbonne, telle la suivante : *Quæstio theologica ; Quænam est scientia quam custodient labia sacerdotis ?* (5 janvier 1778). En 1786, au mois d'août, la même thèse fut soutenue par quatre écoliers de la classe de théologie. Le fait est assez curieux et méritait d'être signalé. Il faut peut-être y voir une soutenance avec arguments contradictoires, le récipiendaire devant répondre aux objections présentées à dessein par un contradicteur.

Moins important et moins solide, était l'enseignement du grec à l'Oratoire. Cette infériorité provenait de l'opinion

(1) Hamel, *op. cit.*, p. 202. Les cours dépensent deux heures le matin, et deux heures le soir. Le professeur dicte la leçon, puis vient l'explication ; la discussion s'engage ensuite entre les élèves et le maître.

(2) Rebut, *Mémoire*, pp. 21-22. — Quand il y a thèses de philosophie, petites ou grandes, les théologiens ont vacances l'après-midi ; le régent qui soutient, sort avec ses écoliers, à 9 heures.

(3) A chaque soutenance, des contestations naissaient entre les argumentateurs séculiers et réguliers : plusieurs se levaient de suite et souvent aucun ne voulait céder, de sorte que le temps destiné à l'exercice se passait dans une espèce de lutte entre les assistants. Pour faire cesser ce désordre, le Présidial arrêta, le 22 mars 1735, un règlement dont plusieurs dispositifs sont assez curieux. (*Bibliothèque du Mans*, ms. n° 21, t. II, p. 352.)

trop généralement accréditée dans la Congrégation, qu'il suffit d'entendre le grec qu'on ne parle ni n'écrit, tandis qu'il faut entendre et parler le latin comme sa langue maternelle. Cependant, dès 1624, l'année même de la fondation du collège, les Oratoriens du Mans avaient donné place à la langue grecque dans le plan d'études de leur maison. Néanmoins, le grec n'eut jamais chez eux les honneurs de l'exercice public ; il resta toujours confiné dans l'étroite enceinte des classes. Des prix de grec furent décernés en 1732, en 1738 et en 1760, en troisième, en seconde et en rhétorique. Juilly eut un professeur spécial de grec, à partir de 1757. Auparavant, cet enseignement est confié, comme cela eut toujours lieu au Mans, aux professeurs ordinaires des classes.

Nous avons vu que l'Oratoire, en traitant le latin comme une langue morte et en se tournant vers le français, la langue éminemment vivante parce qu'elle traduit l'âme du pays, avait déplacé l'axe de l'enseignement. Il est vrai que le français n'eut pas tout d'abord accès dans toutes les classes des collèges oratoriens. Ce n'est qu'en 1645 que le P. Morin lui donna droit de cité dans les classes d'humanités et de rhétorique. On peut supposer que régents et écoliers s'affranchirent vite de l'obligation à eux imposée de converser en latin. Dans le fait, la plus grande liberté parait avoir régné à ce sujet au collège du Mans, durant la seconde moitié du XVII^e siècle et pendant tout le XVIII^e. Mais il est impossible de préciser la date à laquelle la composition française, narration ou discours, prit place parmi les devoirs journaliers des élèves. On ne la voit pas figurer dans les exercices publics, aux distributions des prix ; elle ne parait qu'en 1788, en rhétorique. L'année suivante, un prix de narration française fut donné en seconde. Mais il est bien probable qu'avant cette époque, divers sujets d'amplification et de narration furent traités en prose française. Ce qui est sûr, c'est que les pièces en vers français ont précédé les

discours en prose, dans les exercices publics. Et toutes ces pièces, qui furent jouées sur la scène du collège, n'étaient pas l'œuvre des Oratoriens. Ils empruntaient à Brueys et à Palaprat, l'*Avocat Patelin*, à Destouches, le *Glorieux*, à Regnard, le *Retour imprévu*.

On donnait aussi dans toutes les classes une grande importance à l'histoire littéraire. Les sujets traités étaient variés : en cinquième, l'Apologue (1778) ; en quatrième, la Poésie pastorale (1784) (1) ; en seconde, l'Epopée, l'Ode, l'Eloquence. L'ensemble formait, à la fin du cycle scolaire, un cours complet de littérature.

Les Oratoriens du Mans s'étaient donc orientés nettement vers le français ; ils étudiaient avec ardeur les chefs-d'œuvre, même les plus récents de notre langue, tout en conservant le culte des lettres antiques. Cependant leurs voisins, les Jésuites du collège de La Flèche, cédaient malgré eux au courant auquel ils ne pouvaient résister, mais ils maintenaient de leur mieux leurs vieilles traditions pédagogiques ; leurs régents continuaient à parler et à faire parler latin en classe, et eux-mêmes dictaient leurs cours en latin.

L'Oratoire rompait encore avec les errements de la pédagogie traditionnelle, en inaugurant dans ses collèges les études historiques, et en particulier celle de l'histoire de France. La première assemblée de la Congrégation avait imposé cette sorte d'études dans tous ses établissements, et, lors de sa visite annuelle, le général de l'Ordre, outre l'examen particulier qu'il faisait subir à chaque classe, consacrait six séances spéciales à celui de l'histoire. A Juilly, c'est un professeur spécial qui est chargé de cet enseigne-

(1) Cette même année et dans cette même classe, on interroge les élèves sur l'histoire des grands hommes : Newton, Descartes, Pascal, Malebranche, Arnaud, Nicole, Bossuet, Fénelon, Massillon, La Fontaine, Boileau, Racine, etc.

ment. Et, dit Adry, « lorsque notre langue se fut perfectionnée, il donnait lui-même ses leçons en français, et de vive voix, dans la Chambre des Grands; et l'histoire de France en était toujours l'objet. Dans les cinq autres Chambres, de la sixième à la seconde, il remettait des cahiers d'histoire aux préfets de pension. On voyait l'histoire sainte dans les deux dernières Chambres où étaient les plus jeunes écoliers, et dans les trois Chambres suivantes, on faisait apprendre l'histoire grecque et l'histoire romaine » (1). Or, nous avons vu que le P. Morin, dans son *Ratio studiorum*, étend à tous les collèges de l'Oratoire la méthode suivie à Juilly. Au collège du Mans en particulier, dans la classe de quatrième où l'on aborde l'histoire romaine, cette histoire est partagée en trois époques : la Royauté, le Consulat, l'Empire (2). En seconde, l'histoire de France est étudiée depuis la fondation de la monarchie jusqu'à François I^{er} ; on y ajoute l'histoire des « Grands hommes du Mayne » (3). En rhétorique, on continue l'histoire de France, depuis François I^{er} jusqu'au roi régnant (4).

La géographie, la chronologie et le blason sont des sciences voisines et complémentaires de l'histoire. Les

(1) Hamel, *op. cit.*, pp. 199, 200.

(2) *Manuscripts du Mans*.

(3) Rebut, *Mémoire*, p. 21.

(4) Un manuscrit de la bibliothèque de Juilly indique la méthode qui y était suivie dans l'enseignement de l'histoire. C'est le cahier d'un élève qui a écrit le cours d'histoire de France, fait en 1715, par le supérieur, le P. Sauvage. Il est intitulé : *Suite de l'histoire de France, en commençant au règne de Philippe le Hardy*, et se termine par le règne de Henri II, à la paix de Câteau-Cambrésis, en 1557. « Le P. Sauvage ne tait rien de cette période, l'une des plus sombres et des plus troublées de notre histoire. Négligeant les faits inutiles de chaque règne, il en raconte les événements principaux, montre leur enchaînement et dramatise ses récits en faisant revivre les mœurs, les lois et l'esprit du temps. Il remonte aux sources et emprunte aux vieux chroniqueurs les mots typiques où se révèle un homme ; aussi n'est-il pas un de ses jugements que ne puisse ratifier la critique moderne. » Lallemand, *op. cit.*, p. 249. Comme les mutations des

Oratoriens ne pouvaient donc manquer de leur donner place dans leurs collèges. D'après Adry, et dès l'origine du collège, « on donnait à Juilly des leçons de géographie, et plusieurs classes et chambres étaient ornées de cartes que les écoliers pouvaient consulter, même pendant les récréations » (1). On ne se bornait point à un aride et fastidieux catalogue de noms propres ; on faisait *voir* ; car on croyait que « ce n'était que par les yeux que cette science se transmet à l'esprit ». Un des professeurs les plus renommés du collège du Mans, le P. Eustache Gault, plus tard évêque de Marseille, aimait passionnément la géographie, à laquelle il s'était toujours attaché avec curiosité. De Bordeaux, où il dirigeait le séminaire, il écrivait son « *Discours sur l'état de la couronne de Suède*, » qu'il publiait au Mans, en 1633. Sur les dix chapitres qui forment l'ouvrage, cinq sont consacrés à la géographie de la Suède. Il a écrit aussi un « *Discours touchant le Rhin* », dans lequel, suivant le cours de ce fleuve, il remarque l'origine et les raretés de toutes les villes qu'il arrose. Ainsi avec le P. Eustache Gault, la géographie avait pris racine au collège du Mans, dès la naissance même de l'Oratoire. Au reste, la vie scientifique y allait de pair avec la vie littéraire, avec l'ardeur pour l'histoire et la géographie.

L'Oratoire devait à quelques-uns de ses membres la publication de nombreux ouvrages scientifiques, qui rehaussaient singulièrement la gloire de la Congrégation. Aussi bien, les disciples de Bérulle, dont les plus qualifiés avaient embrassé le cartésianisme, n'étaient que d'accord avec eux-mêmes en secouant la vieille méthode syllogistique encore en usage dans l'Université, et en ouvrant leurs

régents se décidaient chaque année pendant les vacances, la méthode, s'il est permis d'ainsi parler, voyageait avec eux du Midi au Nord, de l'Est à l'Ouest. Nul doute qu'elle n'ait été appliquée au collège-séminaire du Mans.

(1) *Notice sur le collège de Juilly*, p. 15.

programmes aux sciences exactes. Le P. Lamy, qui tenait la tête du parti cartésien, avait, on l'a vu, enseigné au Mans en 1669 ; c'était surtout un mathématicien (1). Un autre régent, le P. Champion, y avait professé la physique avec distinction, et l'un de ses élèves, Terrasson, avait publié en 1692 un *Traité de Physique* devenu classique. Cette science était cultivée avec honneur au collège-séminaire. « Ma thèse générale fut suivie d'expériences publiques de physique, écrit Le Prince d'Ardenay dans ses *Mémoires* ; elles durèrent plusieurs jours. Une des séances fut consacrée à l'anatomie. Les élèves suivaient avec leur professeur les cours des chirurgiens de l'hôpital. Ils s'étaient même cotisés pour avoir un sujet qu'ils se proposaient de disséquer eux-mêmes » (2). La géostatique (équilibre des corps solides), l'hydrostatique et l'hydraulique, l'astronomie physique, la physique proprement dite, « à propos de laquelle il est question des quatre éléments : la terre, l'eau, l'air et le feu », forment la matière des divers *Exercices* soutenus publiquement par les *physiciens*. Parmi les sciences naturelles, on enseigne au collège du Mans, outre l'anatomie, « l'ostéologie, la sarcologie, la myologie, la splachnologie, l'adénologie, la névrologie, l'angiologie ». (Exercice du 18 juillet 1771). Cet exercice est dirigé dans la salle des Actes par « Pierre Dervilliers, maître ès-arts et en chirurgie, greffier de M. le premier chirurgien du Roy, ancien chirurgien des hôpitaux du Mans, et correspondant de l'Académie royale de Chirurgie » (3). En mathématiques, l'enseignement est de même très étendu et très varié : les

(1) *Traité de mécanique sur l'équilibre des solides* (1679). — *Traité de la grandeur en général, qui comprend l'arithmétique, l'algèbre.....* (1680). — *Les éléments de géométrie* (1685).

(2) Le Prince était entré au collège du Mans à la Saint-Luc 1745, comme externe sans doute, à l'âge de huit ans. Il en sortit après sa philosophie, en juillet 1754.

(3) Rebut, *Mémoire*, pp. 23, 24.

mathématiques en général, géométrie, trigonométrie, mécanique (1). Dans une thèse de géométrie pratique, soutenue par Charles-Jérôme Menard, de Falaise, le 4 juillet 1764, entre diverses propositions, celle-ci est soulignée et mérite par conséquent une mention spéciale : « *Couper un angle quelconque en trois parties égales, ou en tel nombre qu'il plaira aux auditeurs* » (2). C'est le problème de la *trisection* de l'angle, aujourd'hui classique, mais qui n'avait pas encore été traité jusqu'alors. — Arithmétique et algèbre : des éléments du calcul des quantités finies ; des éléments du calcul des quantités infinies ; de l'analogie ; de l'analyse ; problèmes à résoudre sur les progressions arithmétiques et géométriques ; problèmes à résoudre par les règles de l'analyse (3). Ce programme de mathématiques est déjà à la hauteur de notre programme actuel de la classe de mathématiques élémentaires, dans nos lycées et collèges. On pourrait en dire autant du programme de sciences physiques dont nous venons de parler. Quant au programme de sciences naturelles, il dépasse, par certains côtés, les bornes de notre enseignement secondaire, et se confond avec l'enseignement de nos Facultés.

« Il faut, dit Quintilien, donner aux élèves quelque délassement, non seulement parce qu'il n'est rien qui soit capable de supporter un labeur continu, et que les êtres, même inanimés, pour pouvoir conserver leur force propre, ont besoin de se détendre dans le repos, mais parce que le goût de l'étude dépend de la volonté, laquelle ne peut être

(1) *Exercice* soutenu par Louis-Pierre Herbin, du Mans, 21 et 23 avril 1760. (Rebut, *Mémoire*).

(2) Rebut, *ibid.*, p. 23.

(3) *Exercice* soutenu par deux écoliers de physique, le 15 juillet 1773. — Un autre *exercice* (23 avril 1780) complète ces renseignements ; on y voit figurer les *développées*, la *physique mathématique*, le *mouvement dans la parabole et le jeu des bombes*, le *mouvement dans l'ellipse*, etc.

forcée. Ainsi reposés et rafraîchis, ils apportent plus d'énergie dans le travail, et leur esprit, que la contrainte aurait rebuté, s'y applique avec plus d'entrain. »

L'Oratoire comprit lui aussi que l'éducation a ses sourires. La nature des distractions et des amusements qu'il offrait à ses élèves, achèvera de caractériser sa pédagogie, car quelques-uns de ces jeux scolaires n'étaient point seulement pour reposer ou délasser les écoliers, mais pour leur fournir d'excellents moyens d'émulation.

De même que les Oratoriens avaient débuté, en fondant leurs collèges, par l'enseignement du latin, ainsi ils acceptèrent l'usage déjà ancien des pièces de théâtre. Les représentations n'avaient lieu d'abord que tous les deux ans, tantôt le mercredi avant la Quinquagésime, tantôt à la clôture de l'année scolaire (1), ou même à d'autres époques, pour fêter la présence d'un personnage considérable. Au Mans et ailleurs, l'évêque avec son chapitre, les consuls, les échevins sont invités par le supérieur et par le préfet. Tout ne se passait pas avec calme dans ces fêtes dramatiques et littéraires. C'étaient des querelles et des jalousies, si l'ordre des préséances était bouleversé. Parfois, le désordre était causé par les élèves eux-mêmes ou par les assistants. En 1754, au Mans, la distribution des prix fut précédée d'un incident dont les registres du collège contiennent le récit détaillé : « Il y eut du bruit pour entrer par billets. Le Père Troisième et le Père Cinquième, qui étaient à la porte, ont été insultés, le premier par le sieur X... qui l'a traité par b... et par f..... de la manière la plus indigne. Le Père Cinquième a été insulté par X... qui a vomi contre ce père tout ce qu'un crocheteur sans éduca-

(1) Au Mans, on fait tous les ans une pièce de théâtre ou des énigmes, alternativement ; l'année où il n'y a point d'énigmes, on distribue des prix. — Les jours de tragédies, drames ou énigmes, on entre en classe le matin.

tion pourrait dire dans la plus grande passion. » Quatre rhétoriciens furent exclus à cette occasion.

Que valait ce théâtre oratorien ? Il nous est assez difficile de le savoir par une étude d'ensemble, les Pères ne livrant guère à l'impression les pièces destinées à leurs solennités littéraires. Ce qu'on peut affirmer, c'est que les pièces dramatiques écrites en français par les régents Oratoriens, sont plus nombreuses que celles des Jésuites : il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à cela, car dans le système pédagogique de l'Oratoire, l'étude de la langue nationale s'était conquise une place de plus en plus marquée. Quant aux sujets, certains sont empruntés à l'histoire légendaire de la Grèce. En 1756 on représente au Mans une tragédie, « *Les armes d'Achille*, » en 3 actes, imitée des *Métamorphoses* d'Ovide, et de l'*Ajax furieux* de Sophocle. La même pièce est jouée en 1758 ; elle est suivie d'une comédie en prose, en 3 actes, « *L'École des jeunes gens* », avec prologue et épilogue. Les acteurs s'appellent : le chevalier de Duppenville, le baron de Fourbignac, Argyran, banquier, Nigaudin, etc (1). D'autres sujets sont tirés de notre histoire nationale. En 1762, les élèves de seconde représentent un drame intitulé *Henry de Guise*. L'esprit même de l'Oratoire servait ceux de ses membres qui ne négligeaient point de suivre l'évolution de la littérature en France. Rappelons, en effet, qu'en 1756 les élèves du Mans jouent l'*Avocat Pathelin* (sic), et, en 1761, le *Glorieux* de Destouches, adapté à l'usage de la jeunesse.

Mais dès 1760, les comédies, les tragédies et les drames sont plutôt délaissés ; ils finiront même par être supprimés. On y substitue des *Exercices littéraires*, des pastorales, des énigmes, des discours, des dialogues, des plaidoyers (2).

(1) Rebut, *Mémoire*, pp. 24, 25.

(2) Ces *Exercices* étaient de règle pour la rhétorique et la seconde. On ne les donnait que sur la fin de l'année, parce qu'autrement il aurait fallu choisir des matières étrangères à la classe, ce qui aurait

Le programme de l'exercice des 20 et 21 août 1765 au collège-séminaire est précédé de quelques considérations générales sur l'utilité que les élèves peuvent retirer de ces joutes scolaires. « Les exercices ont deux avantages : ils forment le goût des jeunes gens qui veulent s'instruire, et par l'heureuse facilité qu'ils leur donnent de produire dans une brillante assemblée les fruits de leurs études, ils entretiennent parmi eux une double émulation. » Donnons-en quelques exemples.

A l'inspection générale de 1776, au Mans, le Père Quatrième fit débiter un poème sur la *Grippe* ; le Père Cinquième donne l'éloge du *Pain* ; le régent d'humanités, une pastorale sur les *Effets de la Grippe* qu'il peignit comme une suite de l'hiver. En 1777, pour honorer la présence du P. Visiteur, le Père Cinquième donne une pastorale dont le sujet était tiré d'une anecdote rapportée par un journal. On y lisait « la nouvelle d'un lion qui expire de tendresse, en voyant la mort d'un petit chien qu'il avait pris en affection et qui vivait avec lui dans sa loge ». On saisit aussi l'occasion de célébrer les victoires du roi, les mariages et les naissances de la famille royale. En 1756, pastorale sur la conquête de l'île Minorque ; en 1775, le *Berger ambitieux*, pastorale en 3 actes, à la fin de laquelle « chacun s'empresse de faire l'éloge de notre nouveau monarque et de l'auguste princesse qui partage ses destinées et l'amour des Français » (1). La pastorale fut précédée d'un compliment allégorique. En 1782, autre pastorale, le *Véritable ami*, suivie

détourné les élèves de leurs études ordinaires. Les exercices d'humanités se donnaient dans le mois d'août, et étaient déterminés par les exercices de rhétorique qui étaient suivis de la distribution solennelle des prix (quand il y en avait). Huit jours avant, on faisait l'exercice ordinaire des classes sur les auteurs qu'on y avait vus. (*Règlement de 1740*). — Les exercices étaient ouverts quelquefois par des personnages distingués, par des laïques même, sur l'invitation des régents. (*Mémoires de Le Prince d'Ardenay*.)

(1) Rebut, *Mémoire*, p. 25.

d'une *Cantate* sur la naissance de M^{sr} le Dauphin et sur la prise d'York, « qui concourt avec cet heureux événement (1) » ; la même année, exercice sur la *Prise de l'île de Saint-Eustache par le maréchal de Rouillé*. Parfois encore, on traite des sujets généraux où sont discutées des questions de critique et de théorie oratoire ou poétique. Voici le catalogue du Mans : en 1758, les *Saisons*, pastorale ; en 1778, l'*Eloge des saisons* ; en 1782, un poème bucolique, le *Triomphe de l'amitié*.

Dans le choix des sujets littéraires et moraux que les élèves interprétaient au jour des grandes solennités scolaires, les Oratoriens avaient à cœur d'exalter le patriotisme local. Au Mans, en 1780, les élèves de seconde paraissent dans un *Exercice académique sur les grands hommes du Maine* (2). Ils font une revue sommaire des personnages qui ont jeté leur éclat sur la contrée, soit dans la *Théologie*, soit dans la *Philosophie*, soit dans les *Belles-Lettres*. L'éloge célèbre ses écrivains fameux, depuis les premiers âges de la monarchie jusqu'au XVIII^e siècle. Coëffeteau, Lamy, Mersenne, Ronsard, « le prince des poètes français », Robert Garnier sont au premier rang. En écoutant cette revue, les Manceaux pouvaient dire, comme chantera plus tard le poète provençal Félix Gras : « *J'aime mon village plus que tous les autres villages ; j'aime ma province plus que les autres provinces ; j'aime la France plus que tout !* ». Et n'est-ce pas là encore une raison qui explique qu'ils aient gardé aux Oratoriens une sympathie toujours si vivante et si vivace, même pendant les tempêtes de la Révolution ?

Un autre genre d'exercices, ce fut les *Enigmes*. On les

(1) Rebut, *Mémoire*, p. 25.

(2) Le régent d'Humanités était alors le P. d'Hesmivy d'Auribeau, « aimable et excellent maître, rempli de piété, d'érudition et de talents, qui savait tirer un parti unique des enfants confiés à ses soins. » (*Mémoires de Le Prince d'Ardenay*.)

aimait beaucoup au XVII^e siècle, depuis que Cotin les avait mises à la mode : elles se rapprochaient des *Rébus* de nos journaux illustrés. Le sujet, tiré de l'histoire sainte ou de l'histoire de France, était représenté sur de grands tableaux. Les spectateurs jouissaient du plaisir, ou de deviner eux-mêmes, ou de voir se préciser devant leurs yeux, à la parole des acteurs, les linéaments qu'ils devaient reconnaître (1). Les rhétoriciens du Mans, en 1689, proposent une énigme sur l'entretien de Jésus avec la Samaritaine : *Vocales umbras in veritatis Verbo, sive Christum cum Samaritana colloquentem proponunt in ænigmate Rhetores Cænomanenses.*

Les discours, les dialogues et les plaidoyers avaient pareillement le privilège d'amuser la jeunesse des collèges Oratoriens, tout en aiguisant son esprit et en la formant à l'art difficile de parler en public. A la différence des déclamations du temps de Sénèque, de Pline le Jeune, de Pétrone, ces exercices reposaient sur un fonds de pensées sérieuses et utiles ; on y traitait tour à tour de philosophie, de théologie, d'histoire, de littérature.

Les *Discours*, presque toujours écrits en latin et en prose, étaient prononcés à la rentrée, et plusieurs autres fois encore, durant l'année scolaire, par les régents des classes supérieures (2). Les allusions aux événements du jour n'y manquaient pas. Souvent aussi les orateurs débattaient devant le public des questions de doctrine, qui portent l'empreinte d'une rare hardiesse d'esprit et d'une particulière

(1) Au collège du Mans, le régent de rhétorique fait son énigme le premier, et seul ; le régent de quatrième l'explique le premier et avant les externes ; les régents de seconde et de troisième font leurs énigmes le même jour ; le régent de cinquième explique celle de seconde, et le régent de sixième, celle de troisième.

(2) Au Mans, quand il y a déclamation en rhétorique, les seconds seuls y assistent ; et quand il y en a en seconde, les rhétoriciens seuls y assistent.

originalité. Au Mans, en 1675, *Eloge funèbre de Turenne* ; en 1752, de la *Corruption du style* ; en 1753, de la *Nécessité de fonder une chaire de mathématiques* ; de l'*Emulation* ; en 1754, des *Avantages que tire la Société de la variété des talents* ; de l'*Homme d'esprit* ; en 1755, *Dans les conversations, vaut-il mieux penser avant que de parler, ou parler avant que de penser ?* des *Devoirs de l'historien* ; de l'*Existence de Dieu* ; du *Goût* ; en 1757, *Eloge de la Géographie* ; en 1758, *Défense de l'Imagination* ; en 1760, de l'*Usage légitime des années de la jeunesse* ; des *Journaux* ; en 1773, de la *Lecture des Anciens* ; en 1776, de l'*Utilité des lettres pour les lois, et des lois pour les lettres*. En 1777, on lit le *Panegyrique de la nation française*, et le P. Préfet prononce, en français, un discours sur les *Espérances que donne la jeunesse et les moyens de ne pas rendre ces espérances inutiles*. En 1779, on traite de l'*Influence de la religion sur la naissance et la perfection des lettres et des arts* ; en 1781, de l'*Utilité de se rappeler souvent la présence de Dieu* ; en 1783, de la *Paix*. Enfin on se souvient peut-être que le P. rhétoricien, à la veille de la convocation des Etats généraux de 1789, avait pris pour sujet de sa harangue : *Vœux patriotiques pour la réforme de l'éducation nationale*.

Certains jours désignés — mercredi de Carnaval, distribution des prix — on conviait encore les magistrats et les parents aux *Dialogues* : les élèves y intervenaient plus directement. Au Mans, en 1752, exercice (en latin) sur l'*Eloquence sacrée et l'Eloquence judiciaire* ; en 1755, on traite, en français, la question suivante : *Comparaison de la Tragédie à la Comédie. Quel est de ces deux poèmes le plus capable d'inspirer le goût de la vertu et d'occuper dignement l'esprit ? les personnages Melpomène, Thalie, Euterpe et Polymnie accordent le différend et par occasion déclament une ode sur l'imagination*. En 1756, les cinquièmes donnent un exercice sur les *fables de Phèdre*, suivi d'un dialogue

sur l'*Etude*. En 1760, exercice sur la rhétorique suivi de la déclamation de quelques scènes françaises du *Pseudolus* de Plaute, traduites par les rhétoriciens. En 1762, *Combat des Horaces et des Curiaces*. En 1777, les seconds donnent leur exercice, suivi d'un *Dialogue entre la Muse de l'épopée, la Muse lyrique et la Muse de l'éloquence*. Le mardi 17 août 1779, la distribution des prix, annoncée par une chanson, fut précédée d'un *Dialogue entre un prosateur et un poète*.

Les *Controversiæ* de Sénèque le rhéteur, d'une invention si étrange, semblent revivre dans les *Plaidoyers*, qui tentaient la jeune éloquence des élèves de l'Oratoire. Ce genre d'exercices n'était ni le moins facile, ni le moins sérieux. Quelques-uns s'improvisaient, d'autres étaient écrits. Mais on y reproduisait la forme des tribunaux et le style de l'éloquence judiciaire ; on y faisait paraître un juge, un avocat général et plusieurs avocats chargés de donner la réplique. Les annales de l'Oratoire du Mans nous en fournissent, entre autres, les deux exemples suivants qui sont parmi les plus curieux. En 1776, le plaidoyer fut tiré d'un fait rapporté de Polycrate, citoyen d'Athènes, qui légua son bien à celui de ses enfants qui aurait le plus souffert pour lui dans la guerre que les Thébains avaient avec les Athéniens. Polycrate avait quatre fils, qui, tous, firent des prodiges pour défendre leur père, et qui enfin, étant tombés au pouvoir de l'ennemi, en reçurent les plus indignes traitements. L'aîné, célèbre sculpteur, eut la main coupée ; le second, célèbre orateur, eut la langue arrachée ; le troisième, peintre habile, perdit les yeux ; le quatrième, jeune homme qui commençait à donner les plus grandes espérances, perdit l'ouïe. Lequel est le plus malheureux ? Lequel doit être l'héritier du père ? Le juge se prononce pour celui qui avait été privé de l'ouïe. En 1777, le professeur de rhétorique produit ses élèves dans un plaidoyer dont le sujet était de savoir ce que devait faire un jeune homme qui, ayant été

fait captif, donna sa parole de revenir si on lui accordait la liberté d'aller voir sa mère, inconsolable de son éloignement. Un de ses amis avait pris ses fers et répondait sur sa vie du retour de son ami. La mère, ne suivant que sa tendresse, veut forcer son fils par un jugement à ne plus se séparer d'elle.

En dehors des séances solennelles, plusieurs collèges ouvraient encore leur *Salle des Actes* au public pour des fêtes particulières, dont quelques élèves seulement devenaient les héros. De Juilly, où l'*Académie* avait d'abord été créée, cette institution se répandit dans d'autres maisons. Le collège du Mans eut la sienne qui ne fut pas sans éclat. Elle se composait d'un président, d'un vice-président, d'un chancelier, d'un secrétaire et de membres titulaires, élus par leurs camarades parmi les élèves de rhétorique et d'humanités. Elle avait aussi ses *élèves* ou aspirants, choisis par ses membres parmi les autres classes. Les séances étaient mensuelles et publiques. Tous les professeurs et tous les élèves des trois classes supérieures y assistaient, et l'on y invitait aussi les étrangers. Les académiciens du collège du Mans y conviaient spécialement les membres de la *Société littéraire et patriotique* qui s'était formée dans la cité, en 1778. « Ce concours d'auditeurs éclairés excitait de plus en plus l'émulation des jeunes académiciens. Ils s'empressaient à l'envi de donner, en différents genres, des productions charmantes, toutes frappées au bon coin, la plupart dignes de l'impression. Entre les différents ouvrages de cette petite Académie, on distinguait plusieurs pièces de vers très ingénieux » (1).

Ces *Exercices* publics, sous une forme ou sous une autre, jetaient assurément, dans la monotonie de la vie scolaire, du mouvement, de l'entrain et de la joie. Mais surtout, en excitant l'émulation, ils faisaient germer et éclore les talents.

(1) *Mémoires de Le Prince d'Ardenay, op. cit.*

Longtemps, la pensée des applaudissements qui l'avaient encouragé, rappelait à l'enfant que le travail intellectuel a ses charmes. Plus efficaces que les meilleures leçons, ces premiers succès lui donnaient le sentiment de sa valeur et lui inspiraient le goût des nobles labeurs. De cette lutte avec ses égaux, il sortait plus décidé à l'effort, par conséquent plus apte au service de la patrie.

§ II. LA DISCIPLINE AU COLLÈGE DU MANS

LES FONCTIONNAIRES ;

LE RÉGIME : (PENSIONNAIRES, EXTERNES) ; LES RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX ET LES RÈGLEMENTS PARTICULIERS

Si nous considérons maintenant la discipline et l'organisation matérielle du collège-séminaire, nous verrons que l'Oratoire innove moins en cette matière que dans les études et dans les méthodes d'enseignement. La nécessité pressait, il est vrai, avant d'innover, de donner aux collèges que l'on fondait, un régime qui pût de suite faire œuvre utile. Mais, tout en conservant à la discipline son rôle traditionnel qui en fait le guide des maîtres et des élèves, l'Oratoire ne laisse pas de marquer dans les règles qu'il lui trace, l'empreinte de son originalité ; elle fut au Mans ce qu'elle était dans les autres maisons de la Congrégation, éminemment paternelle, douce sans mollesse et ferme sans dureté.

Nous avons dit plus haut que les fonctionnaires au collège du Mans étaient, à la veille de la Révolution, au nombre de quatorze ; il faut y ajouter les Préfets de pension, qui étaient des clercs du diocèse (1).

Le supérieur était le chef de la maison, dont il avait le

(1) Cauvin, *Recherches sur les Etablissements de Charité*, etc., dans *le diocèse du Mans*.

gouvernement général. En lui résidait l'autorité qu'il devait étendre à tous, maîtres et élèves. Au point de vue purement administratif, il avait la gestion des biens du collège. Le supérieur du collège du Mans était en outre curé-né de Saint-Ouen, et par cela même astreint à de nombreuses obligations ; mais il jouissait de toutes les préséances et prérogatives attachées à cette cure (1). Il avait comme auxiliaire le Préfet des études, *studiorum moderator vel præfectus* ; c'est aux Jésuites que l'Oratoire avait emprunté cette fonction. Le Préfet était chargé de l'exécution des règlements. La discipline et les études relevaient de sa responsabilité ; il était comme le censeur actuel des lycées de l'Université. Il devait surveiller tous les exercices et tous les mouvements, se rendre compte du travail de tous les élèves, se faire représenter leurs cahiers et leurs copies et inspecter fréquemment les classes. A la rentrée des vacances, il déterminait le choix des livres et des auteurs, et le classement des nouveaux élèves ; et, à la fin de l'année, il dirigeait les examens de passage. C'est lui aussi qui gouvernait la jeune Académie, tenait le registre des places et le registre des inscriptions. « C'est du Préfet, dit l'exposé de l'état de la Congrégation, que dépend tout le bon ordre des collèges, et tout ce qui s'y peut faire d'utile pour la gloire de Dieu et le bien de l'Église. »

(1) La plupart des supérieurs et des professeurs du collège du Mans ont laissé un nom justement honoré pour leur science, leurs talents et leurs vertus. On peut citer dans ce nombre, Jules Mascaron, successivement évêque de Tulle et d'Agen, l'un des pères de la chaire française ; les frères Eustache et J.-B. Gault, qui occupèrent tous deux le siège épiscopal de Marseille ; Honoré-François de Grimaldi, des princes de Monaco, archevêque de Besançon ; de Verthamon, évêque de Conserans ; Mathieu Hubert, dont le bon caractère et la modestie relevaient encore le talent ; le P. Terrasson et tant d'autres. (Bellée, *Recherches sur l'Instruction publique dans le département de la Sarthe*.) — C'est au collège du Mans aussi qu'ont enseigné Bernard Lamy, dont nous avons déjà eu occasion de parler ; Cauvin, à la fois naturaliste et historien ; Mortier du Parc, qui fut professeur, avant d'être député aux Cinq-Cents.

Le choix des régents, leur direction spirituelle, leurs exercices de piété, leurs travaux et jusqu'à leurs délassements, étaient l'objet de la plus grande sollicitude de la part du Conseil de l'Ordre. Ils débutaient par la sixième (1), et suivaient la série de toutes les classes, gravissant, avec les années d'enseignement, les degrés qui menaient aux plus hautes régence. Ainsi on évitait l'immobilité stérile dans les petites choses ; on fuyait la spécialité dans les rudiments, on échappait à la routine où s'endorment de généreuses ardeurs. Le Régime voulait pourtant, « pour les fortifier de plus en plus dans les sciences humaines », que les régents de troisième et de seconde demeurent au moins deux ans dans leurs classes, et que ceux de rhétorique restassent au moins trois ans. C'est qu'il y avait des impatiences à calmer, des ambitions éveillées à assoupir, des fièvres de jeunesse à apaiser. Au Mans, d'une façon générale, cette coutume fut respectée. La tâche des régents était lourde ; ils avaient cinq heures de classe par jour, et certaines classes au collège-séminaire se sont élevées au chiffre énorme de 175 élèves (la troisième, en 1661). Ajoutez à cela leurs devoirs de religieux et de prêtres, surtout la prédication, où bon nombre d'Oratoriens s'acquirent une réputation méritée. Puis, c'était la besogne officielle des harangues, des poèmes, des exercices littéraires.

Les Préfets de pension, *patres qui convictoribus præsunt*, avaient la surveillance et la garde des pensionnaires. Ils étaient deux au collège du Mans, qui se relevaient et ne devaient jamais quitter les élèves. On leur avait adjoint un

(1) Les devoirs du Père Sixième, disait plaisamment le P. Moissenet, en comprennent trois essentiels : Avoir bien soin d'entretenir le feu, bien garnir de papiers les lieux secrets, et porter respectueusement la lumière devant les Vénérables Pères ; ce qu'il exprimait ainsi dans ce distique latin :

« *Sextani est curare focos, loca fœta papyris*
Instruere, et lumen patribus præferre verendis. »

suppléant des classes et de la pension, dont la fonction devait consister, comme le nom l'indique, à remplacer au besoin un professeur absent, ou bien l'un des deux préfets.

Le régime scolaire offrait certaines particularités : le collège-séminaire ne recevait que des pensionnaires et des externes ou *Caméristes*. La demi-pension et l'externat surveillé y étaient inconnus. Les pensionnaires étaient peu nombreux. Il n'entrait pas d'ailleurs dans le système d'éducation des Oratoriens, d'avoir beaucoup de pensionnaires. Au Mans, ceux-ci ne constituaient pour ainsi dire qu'une exception. On en comptait 30 en 1725, sur 480 élèves (1). Ils étaient admis depuis l'âge de sept ans jusqu'à treize ans ou environ. Ils étudiaient dans une grande salle où il y avait un poêle pendant l'hiver, et prenaient leur récréation et leurs repas sous les yeux des deux préfets de pension. Ils couchaient dans un grand corridor où on leur avait pratiqué une chambre particulière en bon air, au bout de laquelle couchait le domestique de la pension, et, à l'autre extrémité, le préfet en exercice. La pension était de 300 livres et se soldait souvent en nature, les parents des élèves envoyant des provisions de toute espèce. La maison fournissait « la chandelle, le bois et les gages des domestiques et peigneuse », pour lesquels on donnait seulement 3 livres en entrant. Chaque pensionnaire devait apporter un Nouveau Testament, une Imitation de Jésus-Christ et un Abrégé de l'Ancien Testament. Détail curieux dans le régime d'un collège qui était en même temps un séminaire : les parents étaient libres de donner à leurs enfants des maîtres particuliers, non seulement de dessin et de musique, mais aussi de *danse*. Les sorties en ville sont absolument interdites, les dimanches et les jours de fête ; elles ne sont permises que

(1) Au contraire, au collège des Jésuites de La Flèche, il y avait à peu près à la même époque, au moins 300 pensionnaires. (Le Prince d'Ardenay, *Mémoires*.)

les jours de congé, depuis onze heures du matin jusqu'à six heures du soir, à condition qu'on envoie une personne de confiance, chargée de mener et de ramener les enfants (1).

Les externes, qui composaient la grande majorité des élèves, n'étaient pas tous de la ville du Mans. Il y avait parmi eux beaucoup d'étrangers qui venaient de tous les points de la province du Maine. Quelques-uns venaient même d'Amérique (*Americanus, Sancti Dominici*). Les étrangers à la ville prenaient pension chez les particuliers, principalement dans les rues avoisinant le collège. Ce système d'externat n'offre qu'une faible analogie avec le système tutorial, actuellement en usage en Angleterre et en Allemagne, et qu'on a essayé d'introduire en France sur l'initiative de M. Demolins (collège des Roches, collège de Normandie). Il n'en avait pas les avantages et présentait de réels inconvénients. Les écoliers, quelque peu abandonnés à eux-mêmes, travaillaient médiocrement ; beaucoup d'entre eux manquaient souvent la classe. Naturellement, ils avaient tous les petits défauts des enfants, mais ils en avaient de bien plus graves : « *insignis nebulo*, vaurien, — *mala bestia*, — *vino deditus*, — *eliminatus e collegio quod violentas in præceptorem manus immiserit*, — sont des notes qu'on retrouve assez souvent sur le catalogue des élèves externes. Ce n'était là pourtant qu'une minorité, assez nombreuse, il est vrai.

Pensionnaires et externes, les écoliers du collège du Mans formaient une population scolaire dont le chiffre annuel a varié, durant le XVII^e siècle, de 888 (chiffre maximum en 1661) à 626 (chiffre minimum en 1695). Il a diminué progressivement pendant le XVIII^e siècle, par suite de causes diverses que nous avons indiquées, mais à toutes

(1) Ces détails sont extraits d'un « *Mémoire instructif sur la pension du Collège des prêtres de l'Oratoire de la ville du Mans* ». (Rebut, *Mémoire*, pp. 26, 27.)

les époques, les classes inférieures furent les plus nombreuses.

Les élèves appartenaient aux diverses classes de la société. Toutefois, la noblesse ne figure qu'en minorité ; d'un autre côté, en prenant le chiffre de 639 élèves, on trouve que 48 % environ appartiennent à des familles d'artisans : proportion supérieure, semble-t-il, à celle qui existe maintenant dans le personnel scolaire des lycées et des collèges. Sur l'ensemble de ces élèves, une notable partie se destinait à l'état ecclésiastique ; beaucoup d'autres, avant la fin de leurs études, suivaient la carrière militaire (1).

Quel était le règlement du collège-séminaire ? Il y a lieu d'abord d'examiner les règlements généraux, car on en trouve jusqu'à trois successifs. Le premier est celui de 1634, dont nous avons déjà parlé. Dans les articles VI et VII, il est question de *décurions*, sorte de moniteurs qui doivent rendre compte aux professeurs, sur des billets, du travail ou de la négligence de leurs condisciples. Le second règlement, qui est de 1740, établit dans l'article 1^{er}, que les classes entreront le lendemain de la fête des Morts. Il institue une composition et un examen de capacité pour les nouveaux écoliers qui se présentent ; il fixe la durée des classes, l'époque et la durée des congés et des vacances. Enfin les archives du lycée du Mans contiennent, à la date de 1788, « un nouveau règlement du collège du Mans ». Ce dernier est l'œuvre du P. Moissenet, qui signalait ainsi son avènement comme supérieur du collège. Le P. Moissenet entraît d'ailleurs dans les desseins des dernières assemblées

(1) Parmi les élèves marquants du collège du Mans, nous citerons, outre Le Prince d'Ardenay, auteur des *Mémoires*, avocat au Parlement et maire du Mans, — Claude Chappe, l'inventeur du télégraphe aérien, — le colonel Coutelle, savant distingué, qui se fit un nom dans l'aéronautique, auteur d'un ouvrage « *Sur l'aérostat employé aux armées de Sambre-et-Meuse* ». (Voir *Notice sur le commandant Coutelle*, dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture du Mans*, t. II, p. 67.)

générales de l'Ordre, qui avaient statué « que chaque supérieur de collège ferait, de concert avec les anciens et les Préfets, un projet de règlement, que ce projet serait envoyé au Conseil pour y être ratifié, et pour être exécuté dans la suite, sans qu'il soit permis d'y rien changer qu'avec l'agrément du R. P. Général et de son Conseil ». Le règlement de 1788 remédie aux inconvénients des précédents, « soit pour la distribution et l'ordre des congés, soit pour le temps, la durée et la sortie des classes ». Jusque là, au collège du Mans, les congés étaient tellement rapprochés « que les élèves, livrés trop longtemps à eux-mêmes, ne pouvaient manquer de perdre le goût de l'étude ». La durée des classes n'y était pas non plus fixée d'une manière convenable à l'âge des écoliers et à la nature de leurs études. Enfin l'époque de la sortie des classes n'y coïncidait pas avec celle de la distribution des prix. Sur tous ces points, le P. Moissenet arrête de nouvelles dispositions. Les congés sont désormais moins nombreux, plus également distribués, et déterminés irrévocablement. La durée des classes de philosophie est augmentée d'une demi-heure. La distribution des prix est reculée et fixée au terme de l'année scolaire (24 ou 25 juillet, si le 24 est un jour de fête) (1). Présenté aux divers corps de la cité (le Présidial, l'Hôtel de Ville et les deux Chapitres), proposé à tous les professeurs et régents, et accepté par eux, ce règlement obtint, outre l'assentiment unanime des pères de famille, l'approbation de l'assemblée générale de la Congrégation.

Les pensionnaires d'un côté, les externes de l'autre, ont leur règlement particulier.

Dans le principe, les classes commençaient le 18 octobre, en la fête de saint Luc. C'est ce qu'on appelait les *Lucalia*. Le lendemain de la rentrée, le lever est, pour les pension-

(1) Voir Rebut, *Mémoire*, p. 28 sq. — Coquet, *L'ancien collège de l'Oratoire du Mans*.

naires, sonné à six heures (à cinq heures et demie, depuis Pâques jusqu'aux vacances). Un quart d'heure après le lever, ils se rendent à la salle d'étude pour y faire la prière en commun. L'étude commence et dure jusqu'à sept heures et demie ; on déjeune à sept heures trois quarts ; nouvelle étude jusqu'à huit heures. Alors, classe, messe, et récitation des *Litanies du Saint-Nom de Jésus*. Dîner à onze heures et récréation. A midi et demie, étude. A deux heures, classe. A quatre heures et demie, goûter. A cinq heures, étude. A six heures et demie, *Litanies de la Sainte-Vierge* et souper. Récréation jusqu'à huit heures. Etude consacrée à écrire des lettres et à lire, surtout des livres d'histoire (c'est ce que nous appelons aujourd'hui *étude libre*). A huit heures trois quarts, prière après laquelle on se retire en silence. A neuf heures un quart, chacun doit être couché.

Cet ordre du jour ne s'exécutait point tout de suite après la rentrée. Les classes inférieures, au lendemain de la Saint-Luc, n'avaient qu'une heure d'exercice le matin, et le soir une heure et demie. — Le surlendemain, la *demie* de faveur était encore accordée. Puis les choses prenaient leur cours normal. Dans les collèges comme celui du Mans, où se faisaient des cours de théologie, ils ne commençaient que le 3 novembre.

Le règlement des exercices changeait pour les dimanches et les jours de fête : à huit heures, la messe, en hiver ; à sept heures et demie, en été ; les vêpres, à deux heures et demie. « Ces jours-là sont principalement destinés à instruire les pensionnaires de leur religion. Outre les catéchismes qui se font plusieurs fois la semaine dans les classes et dans la pension, ils assistent encore régulièrement à tous les prônes de notre paroisse » (1). Enfin, pour les jours de congé, messe à huit heures, déjeuner. Etude jusqu'à neuf heures et demie. Après dîner, récréation. Etude de deux

(1) *Règlement de 1788.*

heures à trois heures, et de cinq heures à six heures et demie. Souper et promenade, l'été.

« Les mêmes règlements s'observent pendant les vacances, excepté qu'il n'y a que cinq heures d'étude et de classe par jour. »

Tel est le règlement des pensionnaires. Celui des externes n'a pas tant de rigueur. Ils arrivent à sept heures et demie le matin, et à une heure et demie le soir. — De huit heures et demie à neuf heures, et de une heure et demie à deux heures, ils répètent les leçons, sous la surveillance du Préfet, à l'un des *Décursions*. Il leur est loisible de prendre leurs repas au collège, d'y venir pour les récréations. Plus ils participaient à la vie oratorienne, plus l'éducation s'emparait d'eux, et, lentement, les formait aux vertus et aux qualités de l'âme et du cœur. C'était parfois œuvre difficile. Les règlements tâchaient de prévenir les désordres et les scandales causés par les externes, en éloignant d'eux les occasions dangereuses. Que de sages précautions, dictées par l'expérience ! Les bains froids dans les rivières, les danses, les cabarets, les brelans, les académies ou manèges, les spectacles étaient interdits sous les peines les plus sévères. La fainéantise, si attrayante quand s'éveille le désir de l'indépendance, ne trouvait point grâce devant la vigilance des maîtres. Du reste, toutes les absences devaient être justifiées. Le régent de classe pouvait en accorder une pour deux jours au plus. Mais une plus longue dépendait du bon plaisir du Préfet. Malgré des prohibitions si sévères, les écoliers, au dedans du collège, apportaient plus d'une cause de troubles. Au Mans, en 1664, la rhétorique qui comptait 92 élèves, sous le P. Thias, manifesta de l'hostilité contre le P. Mignet ; une révolte éclata. Quelques élèves furent mis au séquestre, d'autres, renvoyés pour avoir frappé leurs maîtres. En 1731, nouvelle rébellion, à laquelle participèrent les élèves de physique, de logique et de rhétorique : trois élèves furent exclus. Parmi ces émeutes, l'une

des plus fameuses fut celle que souleva, en 1786, le jeune Coutard. Mécontent de ce que le Père Supérieur avait supprimé un jour de congé, il parcourut la ville et recommanda à tous les externes de faire grève, puis le lendemain de bon matin, il se porte aux abords du collège et, s'il aperçoit un écolier qui veut se rendre en classe, il l'oblige à rebrousser chemin (tel nos *chasseurs de renards* aujourd'hui). Coutard fut condamné à une correction sévère ; dans son amour-propre irrité, il préféra quitter le collège et s'engagea. De pareilles insurrections ne se justifiaient guère, alors qu'à l'Oratoire la discipline se faisait douce et paternelle.

En effet, les jours d'interruption des études ne sont pas rares. Le chômage dont se lamentait le savetier de La Fontaine, n'a jamais, que nous sachions, déplu aux écoliers. Il y avait, dans le cours de l'année, de nombreux congés, et l'on peut affirmer qu'ils étaient aussi fréquents que ceux d'aujourd'hui. Le congé de la semaine, fixé au mercredi, pouvait être retranché ou abrégé de la demi-journée, s'il se trouvait dans la semaine une fête chômée. Dans le cours de l'année, des congés sont accordés, le Jour des Morts, à la fête de saint Nicolas, à Noël (de trois à cinq jours), la veille du premier de l'an, la veille et le jour de la fête des *Grandeurs de Jésus*, à Carnaval (de cinq à huit jours), à la saint Joseph, à Pâques (huit à dix jours), à la Pentecôte (quatre jours), le jour de la saint Philippe de Néri. Les fêtes des patrons des villes ou des diocèses apportent aux élèves un surplus de repos. A l'installation des magistrats, l'allégresse pénètre jusque dans le collège et en associe les habitants à celle de la cité.

Que les écoliers se rassurent : en tout cas, il ne doit jamais y avoir, dans le courant de l'année, quatre jours de suite sans un repos. Chaque samedi, à l'issue de la classe du soir, les élèves à partir de la troisième, s'assemblent dans une salle spéciale pour entendre le P. Préfet qui leur donne une instruction sur l'Évangile du dimanche ou sur

le mystère de la fête. Le catéchisme commence à la Toussaint et dure jusqu'à Pâques. L'Assemblée de 1672 a prescrit de n'y parler plus qu'en français, « pour le plus grand profit des écoliers ». D'ordinaire, la première communion se célèbre dans l'église paroissiale ; parfois, avec la permission des curés, dans la chapelle du collège. La confession est obligatoire, une fois par mois ; l'usage de la communion est laissé à la discrétion du confesseur.

La vie religieuse s'affirme donc avec beaucoup d'intensité. Il y a plus : une élite est choisie, comme l'avant-garde de l'armée, sur qui reposent les espoirs des maîtres ; c'est l'*Association*. On l'appelle le *Petit Oratoire*, ou « l'Association à la famille de Jésus et Marie, sous le gouvernement et protection de saint Joseph ». Le collège du Mans eut la sienne en 1758 : « *publica et solennis facta est scholasticorum Associationis instauratio* ». Elle a sa chapelle, son règlement, son esprit et ses rites ; elle a pareillement sa bibliothèque particulière, dont peuvent aussi jouir tous les écoliers du collège. L'*Association* complétait l'*Académie* et formait avec elle pour ainsi dire l'âme de la maison.

Voici que la fin de l'année scolaire approche ; les écoliers du collège-séminaire vont partir en vacances. Mais auparavant, il leur faut subir un nouvel examen de passage, (le premier a eu lieu à Pâques). Ces examens, très rigoureux, sont présidés par le Préfet, qui s'adjoint deux autres régents. La matière en est nettement précisée. Mais le jury ne doit pas s'en tenir uniquement aux notes méritées par les devoirs ou les explications qu'il impose ; l'ensemble du travail et des progrès de l'année entre, pour une part considérable, comme base d'appréciation de la capacité et du savoir des écoliers. Leurs noms sont publiés sur le théâtre, à la fin de l'année ; on les partage en diverses catégories, *inter eximios, insignes, bonos, mediocres, dubios, maneat*. Quand le Préfet a prononcé le terrible *maneat*, il n'y a plus

de recours ; sa décision est irrévocable et sans appel. Cependant les élèves n'acceptaient pas toujours sans protester les sentences du jury. En 1770, il y eut au Mans beaucoup de bruit en ville et dans le collège, à l'occasion de quelques mauvais sujets que le P. Rhétoricien « avait fait rester », c'est-à-dire avait refusé à leur examen de passage. Le P. Préfet, pour mettre fin à toutes les plaintes, se contenta de laisser ces élèves plusieurs jours en rhétorique, et il les fit passer en logique.

Les vacances sont courtes. Pour les physiciens, elles commencent le 22 juillet ; pour les philosophes, à la veille de l'Assomption ; pour les rhétoriciens, le 7 septembre ; pour les autres classes, le 13 septembre.

La distribution des prix, les années où elle a lieu, se fait le 23 août ; elle est précédée ou d'une tragédie, ou d'un exercice classique. Il y a des prix et des accessits ; ceux-ci sont indiqués par la formule au pluriel, « *accessere* ». On donne des prix d'*Éloquence*, en rhétorique ; de *Narration*, en seconde ; et dans toutes les classes, des prix d'*Interpretationis* (version latine), de *Solutæ orationis* (composition latine ou thème latin), de *Strictæ orationis* (sans doute le vers latin, très en honneur au collège du Mans), de *Primatus frequentioris* (Excellence), de *Memoriæ*, et de *Coronam laboris* (sorte de prix d'encouragement).

« Dans toutes les classes, il n'y a qu'un prix pour le catéchisme ou pour la mémoire. Dans les classes de rhétorique, seconde et troisième, on donne deux prix pour la prose, un in-folio pour le 1^{er} prix, un in-4^o pour le 2^e prix, de même pour les vers et pour le grec. Un même écolier ne peut avoir qu'un prix de composition, quand il en mériterait davantage. Dans les classes de 4^e, 5^e et 6^e, on donne deux prix, un in-4^o pour le 1^{er} prix, un in-8^o pour le second prix. On distribue quelques autres prix à des enfants de qualité, ou aux acteurs (1) ».

(1) Rebut, *Mémoire*.

Les internes, la distribution des prix terminée, rentrent dans leurs familles. Mais, s'ils le désirent, ils passent leurs vacances au collège, et leurs études s'y continuent avec bien des adoucissements, il est vrai.

Les régents qui ont besoin de repos, se font suppléer par des répétiteurs étrangers qu'ils choisissent parmi leurs écoliers pauvres des hautes classes.

Telle fut la pédagogie de l'Oratoire au collège-séminaire du Mans. L'exposé que nous avons essayé d'en faire, nous a, ce me semble, divulgué le secret de l'éducation chrétienne qui s'est si heureusement acclimatée parmi les disciples du cardinal de Bérulle. « La science, la discipline vont de pair avec la religion. Tout était simple, mais tout tendait au noble et au grand, en s'élevant vers Dieu (1) ».

CONCLUSION

Le goût, le désir, la recherche de la nouveauté, et pour tout dire en un mot, le *modernisme*, est aujourd'hui fort répandu. Sans parler du modernisme en religion, il y a, par exemple, le modernisme en morale : la morale chrétienne serait une morale usée et *finie*. A la place de la *charité* qu'elle prêchait, on a mis la *solidarité*. Mais celle-ci, déjà fourbue elle-même, est sur le point d'être devancée par la morale fondée sur la *sociologie*. Il y a le modernisme en politique, et il s'appelle, de son vrai nom, le système de la surenchère électorale : le radical-socialiste est plus moderne que le radical tout court, et le socialiste tout court est plus moderne que le radical-socialiste. Il y a le modernisme dans les mœurs publiques, dont l'évolution tend à affranchir l'individu des anciennes règles de la civilité puérile et honnête. Quelques attardés se plaignent de la décadence de la politesse française, mais leurs plaintes n'ont point d'écho.

(1) Lallemand, *op. cit.*

Il y a aussi, naturellement, le modernisme dans la mode, témoin, qu'on me pardonne cette expression, la jupe-culotte dont certaines femmes n'ont pas craint de s'affubler !.. Et il y a enfin le modernisme en éducation : celui-ci consiste à rendre l'enseignement, je ne parle que de l'enseignement secondaire, de plus en plus *utilitaire* et *spécial*.

Les humanités d'autrefois n'avaient point, paraît-il, de valeur pratique. A quoi donc peut mener l'étude du grec et du latin, et de la littérature de Rome et d'Athènes, expression de certains états de civilisation, très brillants sans doute, mais depuis longtemps disparus avec les langues elles-mêmes où ils se sont traduits et comme reflétés ? Il faut être de son temps. Or, de nos jours, et surtout dans une démocratie comme la nôtre, nous avons besoin non pas d'humanistes, capables de lire Platon et Virgile dans le texte, mais d'ingénieurs, d'industriels, d'agriculteurs et de commerçants. Le latin et le grec restent donc provisoirement réservés dans nos programmes universitaires, aux adolescents dont la famille demandera pour eux la vieille culture classique, mais ces vénérables idiomes sont condamnés à disparaître de notre enseignement public, et l'on travaille en haut lieu avec un admirable esprit de suite, à les en expulser. De l'histoire et de la géographie, des langues vivantes, des sciences, voilà le programme de l'enseignement *modernisé* et *démocratisé*.

En vain, des gens grincheux signalent-ils ce qu'ils nomment la *crise du français*, conséquence de l'abandon de plus en plus marqué des lettres antiques. Le Comité des Forges de France, le Conseil de perfectionnement de l'Ecole polytechnique constatent de leur côté que nos jeunes ingénieurs ne savent plus écrire en leur propre langue, et sont incapables de composer un rapport sur des sujets qui relèvent de leur compétence (1). On raille agréablement ces nou-

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, d'autres manifestations se sont produites en faveur des humanités classiques : l'Académie fran-

veaux Jérémies, et notre enseignement continue de se moderniser.

Nous avons déjà un baccalauréat sans latin, voici qu'on songe à créer une licence et même une agrégation littéraire sans latin, originales inspirations de l'*Esprit nouveau*, qui est l'esprit même de la nouvelle Sorbonne : on n'en saurait douter après avoir lu le livre retentissant, véritable réquisitoire, du jeune écrivain qui se dissimule sous le pseudonyme d'*Agathon* (1).

Mais il y a plus : non seulement on modernise notre enseignement en le rendant *utilitaire*, on veut encore le rendre *spécial*, ou plutôt on veut le rendre spécial, pour achever de le moderniser. En effet, l'un des caractères des programmes de 1902 est précisément qu'ils tendent à *spécialiser* l'écuyer, et cela, dès l'entrée du *premier cycle*, c'est-à-dire dès la sixième, autrement dit encore, dès l'âge de dix ans environ ! Arrivé au seuil du *second cycle*, notre écolier achèvera de se spécialiser dans l'une des *quatre sections A, B, C, D* : latin-grec, latin-langues, latin-sciences, sciences-langues..... Comme si le but de l'enseignement secondaire était de former des spécialistes, à un âge où l'enfant n'a qu'une vague conscience de ses aptitudes et de sa vocation ! C'est au sortir du collège, et non pas au collège même, qu'on se spécialise. Le collège doit donner au jeune homme une culture générale qui lui permette plus tard de se spécialiser et de se rendre utile dans la carrière qu'il aura choisie. L'état de la question ainsi précisé, il s'agit de savoir si les vieilles humanités ne sont pas justement le moyen le plus efficace de fournir à nos jeunes gens cette culture générale.

Là-dessus, l'ancienne pédagogie et celle en particulier

caise, le Comité de la *Société des gens de Lettres* et les étudiants eux-mêmes, ont fait tour à tour entendre leur voix dans le débat.

(1) *L'Esprit de la nouvelle Sorbonne*, 2^e édit., Paris. *Mercure de France*, 1911. — *Agathon* se nomme en réalité *M. A. de Tarde*.

des Oratoriens, telle qu'elle était pratiquée au collège du Mans, n'avait pas d'hésitation.

Certes, ils furent *modernes*, à leur date et à leur manière, les disciples de Bérulle, et ils le furent contre l'Université d'alors, attardée aux vieilles méthodes de la scolastique. Par la place qu'ils donnèrent dans leurs collèges à l'étude du français, de l'histoire et des sciences, ils furent vraiment novateurs. Mais ils comprenaient que la base et pour ainsi dire la pierre angulaire de l'enseignement au second degré, est et doit être la connaissance des *Lettres humaines*, dont le latin et le grec sont par leurs chefs-d'œuvre l'inimitable expression. Loin de vouloir spécialiser prématurément leurs élèves, ils s'attachaient à former en eux *l'honnête homme*, comme on disait au XVII^e siècle.

L'enseignement oratorien était non seulement moderne dans son objet et dans ses méthodes, mais encore *démocratique*, au meilleur sens du mot. En effet, cet enseignement était, au Mans principalement, distribué gratuitement à beaucoup d'élèves pauvres, et d'autre part, la majorité ou presque des écoliers du collège-séminaire appartenait aux petites classes d'ouvriers ou d'artisans.

Voilà ce qu'on pourrait appeler le modernisme de l'Oratoire en éducation. Et c'est ce qui lui assigne une place à part dans l'histoire de la pédagogie française, ainsi que se plaisait naguère à le reconnaître, un des maîtres mêmes de cette pédagogie : « Une certaine liberté unie à l'ardeur intelligente du sentiment religieux, la réconciliation du Christianisme et des lettres profanes, le désir très marqué d'introduire plus d'air et plus de lumière dans le cloître et dans l'école, le goût des faits historiques et des vérités de la science substitué au culte de la forme, tels furent les mérites essentiels de l'Oratoire, et les principes d'où sortit une éducation à la fois libérale et chrétienne, religieuse sans abus de dévotion, élégante sans raffinement, solide

sans excès d'érudition, digne enfin d'être admirée comme un des premiers et un des plus louables efforts tentés par l'esprit du passé pour se rapprocher de l'esprit moderne » (1).

S'il est vrai, comme on l'a dit, que l'Oratoire est la plus française des Congrégations, ne pourrait-on pas ajouter que l'œuvre de l'éducation oratorienne, telle que nous l'avons vu se développer, notamment au collège-séminaire du Mans, tendait à former de véritables Français ?

A. REEB.

(1) G. Compayré (*op. cit.*).

RELATIONS DES DE LA JAILLE

AVEC L'ANGLETERRE

DANS LE PREMIER QUART DU XIII^e SIÈCLE

Dans le courant de l'année dernière, une plume très autorisée présentait ici même aux lecteurs de la *Revue* le volume récemment paru sur la *Maison de la Jaille*, auquel feu le marquis de Brisay avait consacré son dernier labeur (1). Il n'entre point dans ma pensée de revenir dans la présente note, sur l'ensemble d'une œuvre dont M. le Vice-Président de la Société historique du Maine s'est plu à reconnaître les qualités et à louer le mérite. Moins encore aurai-je la prétention d'apporter à cette consciencieuse étude une contribution très neuve. Les quelques documents que l'on pourra lire plus loin, n'ont point en effet l'intérêt de l'inédit. Toutefois, comme leur réunion jette quelque jour sur l'existence de l'un des la Jaille — Ives VI, il me semble — et que, d'autre part, MM. de Brisay et de Beauchesne n'ont fait aucune allusion aux relations de ce personnage avec les souverains anglais, Jean Sans-Terre et Henri III, je me crois autorisé à en reproduire plus loin le groupement. On y constatera que, à l'encontre de maints autres barons de nos quartiers, Ives de la Jaille ne sépara jamais sa cause de celle des Plantagenets, qu'après avoir

(1) *Revue historique du Maine*, t. LXVIII, 1910, pp. 189-194.

été le familier du duc Geoffroy (1), il devint l'un des agents les plus actifs du dernier fils de Henri II ; qu'il fut sénéchal du Poitou pendant plusieurs années, situation qui occasionna entre lui et Jean Sans-Terre un échange fréquent de correspondances et de messagers. Cette loyale attitude valut à Ives de la Jaille quelques avantages matériels. Il jouit par delà le détroit de l'usufruit des manoirs de Caistor et de Hayles ; le premier dans le diocèse de Lincoln, le second dans celui de Gloucester. Les revenus de la ville de Buckingham lui furent également attribués à titre de traitement, ainsi que deux domaines à Ipswich et à Nettlestead, dans le Suffolk.

Les publications d'où sont tirés les extraits qu'il me reste à présenter, portent les titres suivants :

Rotuli litterarum clausarum [1204-1227] ed. T. D. Hardy, *Record. Com.* [London] 1833-1844. 2 vol.

Rotuli litterarum clausarum [1201-1216] ed. T. D. Hardy, *Record. Com.* [London] 1835. 1 vol.

Rotuli de liberate ac de misis et præstitis regnante Johanne, ed. T. D. Hardy, *Record. Com.* London, 1844. 1 vol.

Documents illustrative of English history in the thirteenth and fourteenth centuries, from the records of the Queen's remembrancer of the exchequer, ed. Henry Cole, *Records Com.* London, 1844. [Renferme le *Rotulus Misæ*, 14 Johann., pp. 231-269].

Calendar of royal and other letters and writs and some few patents [formerly] in the Wakefield tower. *Deputy Keeper's Reports*, V. append. II. London. 1844.

(1) Il existe aux Archives départementales de la Seine-Inférieure [G. 3569 et G. 4483] deux actes originaux du duc Geoffroy Plantagenet et de sa femme, Constance de Bretagne, tous deux attestés par Ives de la Jaille. Le premier de ces actes, celui de Geoffroy, est expédié de Redon et porte la date de 1184.

Calendar of the Patent Rolls... Henry III, t. I-II. London, 1901-1903.

Deux autres de la Jaille, Eudes et Philippe, apparaissent encore dans nos textes. Les renseignements qui concernent ces personnages ont aussi leur intérêt, et ne constituent point un hors-d'œuvre relativement à la publication de M. le marquis de Brisay.

Dom L. GUILLOREAU.

I. — IVES DE LA JAILLE

1. Winchester, 7 mars 1210.

Eadem die [Dominica proxima post Cineres] apud Winton Yvoni de la Jallia eunti in Pictaviam in servitium domini Regis, de dono cc m. per Regem.

In v. navibus locandis sine coga liberatis Hugoni de Nevill. ad opus Yvonis de la Jall. et Gaufridi de Nevill. camerarii. (1) xix m. per Regem.

Rotulus Misae, 11 Johann., m. 4. — Hardy,
Rotuli de Liberate, p. 154.

2. Knaresborough, 15 avril 1210.

Die Jovis Cene, apud Cnareburgum in ma. Galfrido de la Jaille militi, [nep]oti Ivonis de la Jaille, de dono xx s. per Regem.

Rotulus Misae, 11 Johann., m. 4. — Hardy,
Rotuli de Liberate, p. 161.

(1) Geoffroy de Névill était trésorier depuis 1207. Il fut sénéchal de Poitou et de Gascogne de 1215 à 1219, réoccupa cette charge en 1223 et mourut deux ans plus tard.

LXX. 12

3. Odiham, 10 mai 1212.

Rex dilecto et fideli suo Ivoni de Jallia, senescallo Pictavie. Mandamus vobis, quod per consilium vestrum et fidelis nostri B. de Podio, Majoris Engolismensis, et G. de Nevill, camerarii, et fidelium nostrorum de Rupella faciatis assignari placiam quandam, quam fideles nostri Ermerius de Caurciis et Petrus de Faia vobis monstrabunt in Rochella ad cambium nostrum ibi faciendum, si hoc videritis esse commodum nostrum et nobis expedire. Et quid inde factum fuerit, nobis per litteras vestras et predicti majoris et camerarii patentes significatis. Teste me ipso apud Odiham, x die Maii [anno xiv^o].

Claus. 14 Johann., m. 9 *dorso*. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 129/B.

4. Odiham, 10 mai 1212.

Rex Ivoni de Jallia, senescallo Pictavie. Mandamus vobis quod si Hugo de Rochaford venerit ad fidem et servicium nostrum et bonam securitatem vobis invenerit standi fideliter in servicio nostro, tunc villam de Fruntenay (1) ei liberetis ad se sustentandum in servicio nostro. Et in hujus rei. Teste me ipso apud Odiham, x die Maii, anno regni nostri xiiii^{mo}.

Pat. 14 Johann., m. 6. — Hardy, *Rotuli litt. patent.*, I/I, p. 92.

5. Devizes, 27 juillet 1212.

Rex omnibus has litteras inspecturis, salutem. Sciatis quod pacem, quam dilecti nostri Episcopus Engolismen-

(1) Frontenay, Deux-Sèvres, arr. de Niort.

sis (1), Abbas de Corona (2) et Abbas Sancti Eparchi (3) facient cum Elya Roil, Andrea Barbotè et dominis et probis hominibus de Amblevilla (4) et de la Curada (5) et cum aliis, qui ad servicium et fidelitatem nostram venire voluerint, per consilium fidelium nostrorum Ivonis de Jallia, senescalli nostri Pictavie, et B. de Podio, majoris Engolismensis, et G. de Nevill, camerarii nostri, vel per consilium duorum istorum ratam et stabilem habebimus. Et in hujus rei testimonium.

Teste meipso apud Divisas, xxvii die Julii, anno regni nostri xiiij.

Pat. 14 Johann., m. 5. — Hardy, *Rotuli litt. patent.*, I/I, p. 93/B.

6. York, 31 août 1212.

Rex Iovoni de Jallia. sciatis quod dominus Imperator O. (6), nepos noster, rogavit nos per litteras suas nobis directas, ut habere faciamus Petro Jordani servienti suo, filiam Willelmi Gumbaldi in uxorem cum rebus suis. Et ideo vobis mandamus quod, nisi alii data fuerit, ipsam predicto Petro in uxorem habere faciatis. Teste S. Comite

(1) Guillaume, précédemment abbé de Saint-Cybard ; il gouverna l'Église d'Angoulême depuis la fin de l'année 1203 jusqu'au 2 novembre 1227, date de sa mort.

(2) La Couronne, Charente, cant. d'Angoulême, abbaye de l'Ordre de Saint-Augustin ; l'abbé mentionné plus haut était Adhémar.

(3) Ranulfe. L'abbaye bénédictine de Saint-Cybard était située au nord d'Angoulême, sur la rive droite de la Charente.

(4) Ambleville, Charente, cant. de Segonzac.

(5) Les Courades, Charente, com. de Segonzac.

(6) Othon, fils de Henri III de Brunswick, lequel avait épousé en 1179, Mathilde, fille de Henri II d'Angleterre. Othon fut couronné à Rome, en octobre 1209 ; ne recueillit guère que des déboires comme empereur et mourut en mai 1218.

Wintonie (1) apud Eboracum, die xxxj Augusti [anno 14^o].

Claus. 14 Johann., m. 5 *dorso*. — Hardy,
Rotuli litt. claus., t. I, p. 132.

7.

25 août 1212.

[Die Sabbati proxima post festum Sancti Bartholomei
apud Kingeshag] (2) reddidimus domino Nicholao de Jeland
v. s. quos tradidit die Jovis in vigilia Sancti Bartholomei
apud Suwell (3), Henrico nuncio Ivonis de Jallia eunti ad
dominum suum, in minutis expensis de Garderoba factis.....

Rotulus Misae, 14 Johann., m. 3. — Cole,
Documents, p. 239.

8.

29 août 1212.

Die Mercurii proxima [post festum Sancti Bartholomei
apud Scroby] Fratri Galfrido de Castellariis monacho (4),
nuncio Ivonis de Jallia et Huberti de Burgo eunti in Picta-
viam de dono ii. m. per Regem.

Rotulus Misae, 14 Johann., m. 3. — Cole,
Documents..., p. 239.

9.

Westminster, 11 novembre 1212.

Rex W. Thesaurario et G. et R. camerariis. Liberate
de thesauro nostro. Radulfo de Marisco, nuncio Ivonis

(1) Saher de Quincy, créé comte de Winchester en 1207.

(2) Kingshall Street, Suffolk, à 5 milles S.-E. de Bury St. Edmunds.

(3) Southwold, Suffolk, à 8 milles E. d'Halesworth.

(4) Les Châtelliers, Deux-Sèvres, com. de Ménigoute ; abbaye de
l'Ordre de Cîteaux.

de Jallia, dimidiam marcam. . . . Apud Westmonasterium,
xi^a die Novembris, anno regni nostri xiiij.

Claus. 14 Johann., m. 3. — Hardy, *Rotuli
litt. claus.*, t. I, p. 126/B.

10. Warwick, 20 novembre 1212.

Die Martis in festo Sancti Edmundi apud Warewic, Hen-
rico nuncio Ivonis de Jallia eunti ad dominum suum de
dono dim. m. per Regem.

Rotulus Misae, 14 Johann., m. 6. — Cole,
Documents..., p. 247.

11. Brampton, 4 janvier 1213.

Die Veneris proxima [post festum Circumcisionis] apud
Bramton, Willelmo Foristario, homini Ivonis de Jallia
eunti in Pictaviam ad dominum suum de dono iii. m. per
Regem.

Rotulus Misae, 14 Johann. m. 7. — Cole,
Documents..., p. 250.

12. Alnewick, 31 janvier 1213.

Die Lune proxima ante Purificationem (beate Marie) apud
Alnewic, Henrico nuncio Ivonis de Jallia eunti ad dominum
suum de dono dim. m. per Regem.

Rotulus Misae, 14 Johann., m. 8. — Cole,
Documents..., p. 252.

13. Porchester, 7 avril 1213.

Die Dominica in Ramis Palmarum [apud Porcestram]

Ivoni de Lacell. . . . militi Andegavensi pro redempcione sua aquietanda, quando captus fuit cum Ivone de Jallia, de dono xxxv li. per Regem et Episcopum Wintoniensem (1).

Rotulus Misae, 14 Johann., m. 10. — Cole, *Documents...*, p. 258.

14. Ludgershall, 23 août 1213.

Rex omnibus baronibus, ballivis et fidelibus suis et communis villarum Pictavie, salutem. Sciatis quod mandavimus Ivoni de Jallia, senescallo nostro Pictavie, quod ad nos veniat in Angliam. Et ideo vobis mandamus quod interim intendentes sitis dilecto et fideli nostro Huberto de Burgo (2) tanquam ballivo nostro, quousque ipsum Ivonem vel alium, ad vos miserimus senescallum. Et in hujus rei testimonium. . . . Teste Rege apud Lutegar., xxij die Augusti, anno regni nostri x^o v^o.

Pat. 15 Johann., m. 9. — Hardy, *Rotuli litt. patent.*, I/1, p. 103.

15. Guildford, 15 décembre 1213.

Rex Huberto de Burgo. . . . Mandamus vobis quod sine dilatione liberetis dilecto et fideli nostro Ivoni de Jallia, turrim nostram de Olerum (3), ad ponendum in ea warni-

(1) Pierre des Roches, consacré évêque de Winchester le 25 septembre 1205; il eut une carrière très peu ecclésiastique et mourut à Farnham, le 9 juin 1258.

(2) Hubert de Bourg, l'une des figures les plus caractéristiques de l'entourage de Jean Sans-Terre. Il succéda à Ives de la Jaille comme sénéchal du Poitou et joua un rôle très actif en Angleterre durant la minorité de Henri III. Disgracié, puis emprisonné et mis en accusation en 1232, il réussit à s'évader, rentra en grâce auprès de son souverain, fut réintégré dans ses anciennes charges et mourut en 1243.

(3) Le donjon d'Oleron, dans l'île du même nom.

sionem nostram. Et in hujus rei testimonium.

Teste meipso apud Geldefordam, xv^a die Decembris,
anno regni nostri xv^o.

Pat. 15 Johann., m. 7. — Hardy, *Rotuli
litt. patent.*, I/I, p. 106/B.

16. Winchester, 16 janvier 1214.

Rex G. de Nevill. et Philippo de Albini. Mandamus
vobis quod habere faciatis Comiti Tolosano (1) denaria ad
expendendum in eundo versus partes suas, sicut Ivo de
Jallia vobis dicet ex parte nostra. Teste meipso apud Win-
toniam, xvi^a die Januarii, anno regni nostri xv^o.

Pat. 15 Johann., m. 5. — Hardy, *Rotuli
litt. patent.*, I/I, p. 108/B.

17. L'Épine, [Charente], 2 juin 1214.

Rex omnibus has litteras inspecturis. Sciatis nos
precepisse quod frater Boes, preceptor domus militie Tem-
pli in Rupella, solvat quantum opus fuerit pro deliberatione
obsidum Ivonis de Jallia, qui sunt in prisona Comitis Mar-
chie (2), de octingentis marcis et viginti, quas idem Ivo
dicto preceptori liberavit custodiendas. Ita quod, si ipse Ivo
pecuniam illam ab ipso preceptore repetierit, nos ipsum
warantizabimus de tanto pecunie illius quantum pro predic-
torum obsidum liberatione pacaverit. Et in hujus rei.
Apud Spinam, ii^a die Junii [anno 16^o].

Pat. 16 Johann., m. 16. — Hardy, *Rotuli
litt. patent.*, I/I, p. 116/B.

(1) Raymond VII, fils de Raymond VI et de Jeanne, fille de Henri II,
mariée en premières noces avec Guillaume le Bon, roi de Sicile.

(2) Hugues IX, seigneur de Lusignan.

18. Boutteville, 27 juillet 1214.

Rex Petro de Maulay. . . . Mandamus vobis quod habere faciatis Fulconi Le Franc militi, nepoti Ivonis de Jallia, unam loricam, quasdam caligas ferreas, quaedam cooper-toria et unam galeam. Teste meipso apud Butevillam, xxvij die Julii.

Claus. 16 Johann., m. 22. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 169.

19. Dunstaple, 20 décembre 1215.

Mandatum est Vic. Bukiñg quod habere faciat Ivoni de Jaillia villam de Bukiñgeham, quam Dominus Rex ei reddidit. Teste Rege apud Dunestapl. xx^a die Decembris [anno 17^o].

Claus. 17 Johann., m. 13. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 243.

20. Bedford, 7 mars 1216.

Rex Reginaldo de Pontibus, senescallo Pictavie et Wasconie. . . . Mandamus vobis quod, omni dilacione et occasione postpositis, vel de mutuo vel aliunde, quocumque modo poteritis, habere faciatis dilecto et fideli nostro Ivoni de Jallia centum marcas, ubicumque eas perquirere poteritis, ad vadia sua aquietanda. Faciatis etiam habere eidem Ivoni sine dilatione quietanciam ab omnibus heredibus Salomonis Judei Niorthensis de sexies viginti libris Turo-nensibus, quas idem Ivo mutuo accepit ab eodem Salomone, dum fuit senescallus noster Pictavie et eas posuit in servicio nostro. . . . Teste me ipso apud Bedef. vii^a die Martii, anno regni nostri xvij^{mo}.

Pat. 17 Johann., m. 7. — Hardy, *Rotuli litt. patent.*, t. I/I, p. 169.

21. Winchester, 12 avril 1217.

Mandatum est B. de Podio, senescallo Engolismensi, quod in respectum ponat demandam centum marcarum, quam facit Ivoni de Jallia, donec dominus Rex aliud inde preceperit. Teste comite apud Wintoniam, xij die Aprilis, [anno 1^o].

Claus. 1 Hen. III, m. 18. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 306.

22. Westminster, 25 octobre 1218.

Rex vicecomiti Lincolnie salutem. Precipimus tibi quod de tota terra, quam Henricus de Trublevilla tenuit de baillio nostro in Castre (1), sine dilacione plenam saisinam habere facias dilecto et fideli nostro Ivoni de Jallia ad se sustentandum in servicio nostro, quamdiu nobis placuerit. Teste H. de Burgo Justiciario apud Westmonasterium, xxv^a die Octobris [anno 3^o].

Claus. 3 Hen. III, m. 1. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 403.

23. Westminster, 21 juillet 1219.

Rex vicecomiti Gloucestrie salutem. Scias quod provisum est per consilium nostrum quod Galfridus de Luzi habere debet omnia averia et catalla sua mobilia que inventa fuerunt in manerio de Heyles, die quo Ivo de Jallia seisinam inde suscepit per preceptum nostrum. Provisum est etiam quod idem Galfridus habere debet xl solidos de Aluredo preposito de Hayles, quos eidem Galfrido debet. Et ideo tibi precepimus quod averia et catalla predicta et medietatem

(1) Caistor, Lincolnshire, à 3 milles E. de Moortown.

bladorum et XL solidos de Aluredo preposito, dicto Galfrido vel certo nuntio suo, sicut predictum est, habere facias.

Teste H. de Burgo Justiciario apud Westmonasterium, xxj^a die Julii anno. tercio. Per ipsum Justiciarium et dominum Wintoniensem.

Claus. 3 Hen. III, m. 5. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 397.

24. [Avant la fin de l'année 1220] (1).

Lettre d'Ives de la Jaille à Hubert de Burgh, justicier d'Angleterre, pour l'informer d'un différend entre le Sénéchal d'Anjou et Amaury de Craon d'une part, et Guy de Rocheford de l'autre, à savoir : Que Guy de Rochefort n'était pas disposé à maintenir la trêve et se refusait à réparer ses torts envers les Abbés, clercs et marchands, selon la teneur de la trêve. Ce qu'apprenant, le Sénéchal d'Anjou avait élevé un ouvrage fortifié devant Rochefort. Ives de la Jaille se trouvait en Poitou, lorsque lui parvint la nouvelle de ce qui arrivait. Il se rendit auprès du Sénéchal et d'Amaury de Craon, lesquels se déclarèrent disposés à recevoir réparation de Guy de Rochefort, en présence du Commissaire du Roi d'Angleterre et du vicomte de Thouars, et à suspendre leurs travaux de défense. Si Guy de Rochefort, de son côté, avait à se plaindre d'eux, ils offraient de lui faire satisfaction en présence du Vicomte. Mais Guy n'était disposé à aucune démarche à l'amiable. Ives de la Jaille avise en conséquence le Justicier d'avoir à dépêcher

(1) Le 22 décembre 1220, Honorius III intervenait en effet directement dans le débat signalé par la lettre ci-dessus et faisait enjoindre à Guillaume des Roches de détruire la forteresse qu'il avait élevée. Les informations d'Ives de la Jaille au Justicier d'Angleterre doivent être antérieures à cette date. D. Bouquet, *Recueil des hist. des Gaules*, t. XIX, p. 714.

en Poitou un personnage de la cour assez influent pour y maintenir les droits du Roi.

Calendar of royal. . . . letters. . . . in the Wakefield tower. *Report* v, app. II, n° 263.

25. Westminster, 4 février 1222.

Mandatum est vicecomiti Lincolnie quod sine dilacione reddi faciat Ivoni de Jallia redditum de termino Sancti Michaelis proxime preterito de manerio de Castre, quem cepit occasione precepti quod dominus Rex ei fecit de dominicis et escaetis in manu domini Regis capiendis. Teste H. . . . apud Westmonasterium iiij die Februarii [anno 6°].

Claus. 6 Hen. III, m. 15. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 487/B.

26. Westminster, 26 octobre 1222.

Rex E. thesaurario, F. et W. camerariis salutem. Liberate de thesauro nostro Ivoni de Jaillia xxv libras, pro tribus partibus firme manerii de Castre de hoc anno, videlicet anno regni nostri sexto, quod quidem manerium devenit in manum nostram occasione precepti quod fe[cimus de] dominicis et escaetis nostris in manum nostram capiendis. Teste H., apud Westmonasterium xxvj die Octobris, anno regni nostri vj°. Per eundem.

Claus. 6 Hen. III, m. 1. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 515/B.

27. Westminster, 8 mai 1224.

Rex E. thesaurario et F. et W. camerariis. . . . Liberate

de thesauro nostro. . . . Willelmo Walensi, nuncio Ivonis de la Gaitle iij solidos. . . . Teste meipso apud Westmonasterium viij^a die Maii [anno 8^o].

Claus. 8 Hen. III, m. 5. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 598/B.

28. Westminster, 13 novembre 1224.

Don à Ives de la Jaille « ad se sustentandum », pour autant de temps qu'il plaira au roi de la terre « quam Petrus de Malo Alneto tenuit in Gipeswic (1) et Netlested. . . » (2).

Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. II, p. 7.

II. — EUDES DE LA JAILLE

29. Saint-Albans, 20 septembre 1212.

Die Jovis in Vigilia Sancti Mathaei apostoli apud Sanctum Albanum, Ruelando vidulatori, nuncio Eudonis de Jaillia eunti ad dominum suum de dono i. m. per Regem.

Rotulus Misae, 14 Johann., m. 4. — Cole, *Documents*. . . , p. 242.

30. Lincoln, 19 août 1219.

Mandatum est Majori et commune Burdeg. quod in pace habere permittat Eudoni de Jaillia terram, quam dominus Rex J., pater domini H. Regis ei dedit in Luynnan (3) et Grazinnan (4), nullam ei vel hominibus suis molestiam inde

(1) Ipswich, Suffolk, à 24 milles S.-E. de Bury St. Edmunds.

(2) Nettlestead, Suffolk, à 6 milles N.-O. d'Ipswich.

(3) Léognan (?) Gironde, cant. de la Brède.

(4) Gradignan (?) Gironde, cant. de Pessac.

inferentes vel inferri permittentes. Teste H. de Burgo Justiciario apud Lincolniam, xix^o die Augusti [anno 3^o].

Claus. 3 Hen. III, m. 4. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 398/B.

31. Rockingham, 28 juin 1220.

Rex dilecto et fideli suo Hugoni de Nevill grasso, salutem. Mandamus vobis quod sitis intendentes et respondentes dilecto et fideli nostro Eudoni de la Jaille de redditu et servicio vestro, quod debetur de tenemento vestro quod tenetis in manerio de Castre, sicut esse solebatis Bailliis nostris quando manerium illud fuit in manu nostra. Teste H., apud Rokingham, xxviiij die Junii [anno 4^o].

Claus. 4 Hen. III, m. 8. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 422.

32. Westminster, 5 février 1223.

Rex E. thesaurario et F. et W. camerariis, salutem. Liberate de thesauro nostro Eudoni de Jallia xx^{ti} marcas de dono nostro. Teste H., apud Westmonasterium, v^o die Februarii, anno regni nostri vij^o. Per dominum Wintoniensem.

Claus. 7 Hen. III, m. 19. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 532/B.

33. Westminster, 9 février 1223.

Rex omnibus baillivis et fidelibus suis presentes litteras inspecturis, salutem. Sciatis quod concessimus Eudoni de Jallia quod, si humanitus de eo contigerit, habeat post mortem suam per unum annum redditus omnium terrarum,

quas habet de baillio nostro, ad testamentum suum faciendum et ad debita sua acquietanda. . . . Teste H., apud Westmonasterium, ix die Februarii, anno. . . . vij^o. Per eundem et Episcopum Wintoniensem.

Pat. 7 Hen. III, m. 5. — *Calendar of Patent Rolls, Henry III*, t. I, p. 365.

34. Westminster, 4 novembre 1226.

Dominus Rex concessit Waltero de Evermue illas xxx libratas terre, quas Eudo de Jallia, qui mortuus est, tenuit de ballio domini Regis in soca de Waltham (1) ad se sustentandum in servicio domini Regis, quamdiu domino Regi placuerit. Et mandatum est vicecomiti Lincolnie quod de illis. . . . plenam saisinam faciat habere. Teste Rege apud Westmonasterium, iiij die Novembris, anno. . . . undecimo.

Claus. 11 Hen. III, m. 26. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. II, p. 158.

35. Westminster, 5 novembre 1226.

Mandatum est vicecomiti Gloucestrie, quod blada et boves et instaura inventa in terra de Hayles, quam Eudo de Jallia habuit de ballio domini Regis que cepit in manum domini Regis, relinquat executoribus testamenti ipsius Eudonis ad faciendum testamentum suum. Teste Rege apud Westmonasterium, v^o die Novembris, anno. . . . xi^o.

Claus. 11 Hen. III, m. 26. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. II, p. 158/B.

(1) Lincolnshire, à 4 milles 1/2 au S. de Grimsby.

36. Westminster, 10 novembre 1226.

Mandatum [est] vicecomiti Gloucestrie, quod habere faciat executoribus testamenti Eudonis de Jallia redditum de termino sancti Michaelis proximo elapso de manerio de Heyles, nisi illum habuerint, et similiter auxilium hominum ejusdem ville de eodem termino debitum et consuetum. Permittat etiam eisdem executoribus habere blada, que proprio blado defuncti predicti seminata sunt in terra ejusdem manerii. Ita tamen quod diligentem prius faciat inquisitionem quantum bladi predictus Eudo recepit in dicto manerio, quando predictum manerium ei commissum fuit et tantumdem bladi retineat ad opus domini Regis de predicto blado. Teste J. Bathonie episcopo (1), apud Westmonasterium x die Novembris, anno. xi^o. Per breve domini Regis, sub sigillo Justiciarii.

Claus. 11 Hen. III, m. 26. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. II, p. 158/B.

37. Woodstoch, 3 janvier 1227.

Dominus Rex commisit Henrico de Trublevilla terram quam Eudo de Jallia, qui mortuus est, tenuit in villa Sancti Martini de Levinan ad se sustentandum in servicio domini Regis quamdiu domino Regi placuerit. Et mandatum est Teste Rege apud Wudestok, iij die Januarii, anno xj^o.

Claus. 11 Hen. III, m. 22. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. II, p. 164.

38. Wallingford, 26 août 1227.

Dominus Rex commisit Waltero de Evermuth xxx libra-

(1) Jocelin de Welles, évêque de Bath et Welles, 1206-1242.

tas terre cum pertinenciis in soka de Waltham, quas Eudo de Jallia tenuit, que quidem terra fuit Alani filii comitis habendas et tenendas donec dominus Rex eas reddiderit rectis heredibus predictarum terrarum Teste Rege apud Walingeford, xxvj die Augusti, anno. xi^o.

Pat. 11 Hen. III, m. 3. — *Calendar of Patent Rolls, Henry III*, t. II, p. 140.

III. — PHILIPPE DE LA JAILLE

39. Freemantle, 30 janvier 1208.

Rex prepositis Winton. Precipimus vobis quod sine dilacione habere faciatis Philippo de Jallia per Lucam, latorem presencium, j sellam tinctam et j par lorariorum, qualia decent novum hominem, et eidem faciatis habere j capam pluvialem de rationabili precio. Ita quod illam habeamus apud Merlebergam hac die veneris tempestive, et computabitur vobis ad scaccarium. Teste W. Briwer (1) apud Freitmantellum, xxx die Januarii, anno regni nostri ix^o. Per eundem et per Ric. de Marisco.

Claus. 9 Hen. III, m. 9. — Hardy, *Rotuli litt. claus.*, t. I, p. 101/B.

40. St. Bride's London, 10 février 1208.

Rex. Willelmo Teshaurario. Liberate de teshauro nostro sine dilacione Emerico de Sanceyo xv mar-

(1) Guillaume Briwere ; ce personnage occupa une série de situations importantes sous les trois règnes de Richard I^{er}, de Jean et de Henri III. Il mourut en 1226.

cas et Philippo de Gallia c solidos. Teste G. filio Petri (1),
apud sanctam Brigidam, x die Februarii, anno. ixº.

Claus. 9 Hen. III, m. 8. — Hardy, *Rotuli
litt. claus.*, t. I, p. 102.

(1) Geoffroy Fitz Peter, comte d'Essex, mort en 1213.

ANCINNES

Ancinnes, bourg du canton de Saint-Paterne et de l'arrondissement de Mamers, est distant de 7 kilomètres du premier, et de 15 kilomètres, 8 hectomètres du second. C'est une agglomération rurale où, seul, un notaire exerce des fonctions libérales. Les habitants, sauf quelques rentiers, sont tous cultivateurs ou petits commerçants. On y rencontre aussi les divers corps de métiers, charrons ou maréchaux-ferrants, dont ne sauraient se passer les exploitations agricoles. Au siècle dernier, on y voyait aussi des tisserands qui en ont disparu dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et des sabotiers dont le nombre va toujours en diminuant.

C'est le chef-lieu d'une commune ayant, en gros, la forme d'un carré long, allant du nord-ouest au sud-ouest et limitée, au nord, par Champfleur et Saint-Rigomer-des-Bois ; à l'est, par Neufchâtel et Saint-Rémy-du-Plain ; au sud, par Livet et Louvigny ; à l'ouest, par Rouessé-Fontaine, Bourgle-Roi et Chérisay. La superficie en est de 2721 arpents. D'est en ouest, la commune s'étend sur une longueur de sept kilomètres et seulement de quatre, du nord au sud.

Cette région est accidentée. Au nord, la forêt de Perseigne, de laquelle le bourg n'est éloigné que de quelques centaines de mètres, est le but ordinaire des promenades des indigènes et des étrangers. A l'est et au midi, un coteau dont la crête atteint parfois 250 mètres d'élévation est occupé surtout par les cultures. Les haies dont la direction s'accen-

tue par les arbres fruitiers qui les accompagnent, séparent les uns des autres les champs où, jadis, on cultivait, avec les céréales qui y prospèrent toujours, le chanvre désormais délaissé. Délaissée aussi la vigne dont les fruits ne mûrissent plus maintenant que dans les treilles frileusement abritées le long des maisons, et dont certains noms de clos rappellent, seuls, le souvenir (1). Poiriers et pommiers en ont pris la place et témoignent par leurs frondaisons vigoureuses où dominant au printemps les fleurs blanches ou roses, combien leur convient le sol dans lequel leurs racines s'enfoncent.

A l'ouest du bourg, une vallée que baigne le Rosay est aménagée en pâturages. Ce n'est pas le seul cours d'eau qui arrose la commune. Ils sont d'ailleurs tous peu importants et les fortes chaleurs de l'été ont vite fait de les tarir. Celui qui résiste le plus longtemps est la Semelle, qui alimente le moulin des Loges et qui reçoit la Louverie, grossie elle-même du Gautier, venu de la forêt, et les eaux d'un ruisseau sans dénomination qui passe sous le bourg.

Deux étangs, ceux de Vaubezon et de la Basse-Cour ou d'Ancinnes, se sont maintenus jusqu'à nos jours (2).

Quatre-vingt-douze lieux-dits, d'importance très inégale, quelques-uns groupés en hameaux dont le plus important est celui d'Ancinette (3), s'espacent sur la commune, bordages ou métairies, dont plusieurs ont succédé à d'anciennes gentilhommières.

La population, depuis qu'elle est recensée, après s'être,

(1) On trouve ainsi les clos du Volier, de la vigne Gillette, des Grandes-Vignes, le champ des Vendanges, la Vigne-aux-Moines. Celle-ci appartenait à l'abbaye de Perseigne.

(2) Parmi les étangs disparus dont il est question dans les documents d'archives, nous pouvons citer ceux d'Ancel, de l'Oisellerie, de Colombier, de Chaigné, de Coniac.

(3) Ancinette appartient pour moitié à Ancinnes ; le surplus dépend de la commune de Louvigny.

pendant cinquante ans (1), accrue légèrement, n'a pas cessé de diminuer depuis 1850. Le recensement fait en cette dernière année donnait un chiffre total de 1200 habitants. En 1868, il n'y en avait plus que 1173 ; que 911, en 1892, et actuellement 870.

I.

HISTOIRE RELIGIEUSE

LA PAROISSE

Ancinnes, anciennement paroisse du grand archidiaconé ou archidiaconé du Saosnois, du doyenné de ce dernier nom, relevant au point de vue financier et administratif de l'élection du Mans, avait et a encore pour patron saint Pierre. Le chapitre Saint-Julien du Mans présentait à l'évêque le clerc chargé de remplir les fonctions curiales. Cette même paroisse fait actuellement partie du doyenné de Saint-Paterne et de l'archiprêtré de Mamers.

On ne sait à quelle époque le christianisme y fit son apparition, ni à quel moment se constitua, distinct, ce groupe d'habitants qui, uniquement paroissial d'abord, est devenu postérieurement commune. Il existait sûrement dès la fin du XI^e siècle (2) et était régi, au point de vue ecclésiastique, par un clerc nommé Ausfridus, qui fut témoin, avec Odoul de Clinchamp et Sigefroy ou Seifridus de Lurzon, d'un don fait, en 1088, à l'abbaye de Saint-Martin de Séez (3), par Foulques de Coesmes. Le chef de cette der-

(1) Le recensement de 1801 accusait 1155 habitants.

(2) Le curé d'Ancinnes et conséquemment la paroisse sont mentionnés dans une charte de la fin du XI^e siècle, publiée dans le *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent*, du Mans, édité par MM. Charles et S. Menjot d'Elbenne, col. 249, n° 429.

(3) Cf. *Cartulaire de Saint-Martin, de Séez*. Arch. dép. de l'Orne.

nière famille détenait alors, comme un bien séculier, l'église et ses revenus, les dîmes et les oblations que les fidèles offraient à l'occasion des services religieux. C'était là une situation anormale que l'on rencontrait, hélas ! trop souvent et qui s'était établie à peu près partout, pendant le IX^e et le X^e siècle, à la suite des invasions des Normands.

Une réaction se produisit peu à peu dont la papauté, dès le milieu du XI^e siècle, prit l'initiative, et, parmi ces possesseurs de biens d'église, on en vit un bon nombre les restituer, plus ou moins gracieusement, aux possesseurs légitimes. Et voilà comment, en 1150, un seigneur, Guillaume de Coesmes, d'accord avec ses enfants, tous amenés à cette mesure par leurs scrupules religieux, rendirent à l'évêque du Mans, qui en avantagea aussitôt le chapitre de son église cathédrale, l'église d'Ancinnes et les parts des dîmes et des prémices dont ces donateurs avaient bénéficié jusque-là (1). Ils s'engagèrent en plus, au cas où le frère de Guillaume, Philippe, auquel un tiers des dîmes appartenait, viendrait à mourir sans enfants, ce qui les établirait ses héritiers, à ne pas réclamer cette portion de son héritage, dont le chapitre entrerait aussitôt en possession (2). Usant d'ailleurs de ménagements et tenant compte des droits acquis, encore que l'origine en fût sûrement douteuse, l'évêque et le chapitre s'accordèrent pour laisser la jouissance viagère de ce qui venait de leur être concédé, à deux fils de Guillaume de Coesmes, Hugues et Mathieu, qui étaient entrés dans la cléricature (3). Ce fut en cette circonstance que l'on régla quelques points laissés en litige et que l'on détermina quelle part des oblations reviendrait désormais, d'un côté, au clerc qui desservait la paroisse et y exerçait le saint ministère, et, de l'autre, au chapitre. Celui-ci, se réservant

(1) Cet acte est publié dans le *Liber albus capituli*, sous le numéro CCCCLXV.

(2) Cf. *Liber albus capituli*, ch. CXXIX.

(3) *Idem*, ch. CXXX.

les deux tiers des dîmes, des prémices et des oblations faites à l'église paroissiale par les fidèles, en abandonna le surplus au curé. A ce dernier revenaient intégralement les offrandes présentées par les fiancés et celles que remettaient les femmes mariées pour leurs relevailles ; celles que les paroissiens donnaient à l'occasion des baptêmes, des messes privées, de la collation du sacrement de pénitence, et probablement pour les indulgences. Si ce même clerc voulait faire valoir lui-même les terres dépendant de l'église de la paroisse, il était alors en droit de s'approprier, en retour de son travail, la moitié des produits, et, en plus, le tiers de la seconde moitié (1).

Ce fut à cette même époque qu'un accord intervint entre les chanoines du Mans, d'une part, et, de l'autre, les religieux de l'abbaye de Saint-Martin de Séez, par lequel furent fixées, d'une façon définitive, les limites qui séparaient la paroisse d'Ancinnes de celle, toute voisine, du Val (2).

Les restitutions par lesquelles ceux qui détenaient des biens d'église les remettaient aux mains des vrais propriétaires, n'étaient pas toujours du goût de tous les membres de la famille qui en perdait ainsi la jouissance. Il n'était pas rare de voir les descendants d'un donateur reprendre, ou du moins tenter de ressaisir cela que ce dernier avait abandonné. Il en alla ainsi pour l'église d'Ancinnes. Guillaume de Coesmes qui l'avait rétrocédée à l'évêque du Mans, laissait, entre autres héritiers, un fils portant le même nom que son père, et qui, son ascendant mort, en dépit de l'acte qu'il avait lui-même souscrit, se hâta d'intenter, devant l'autorité civile qu'il estimait compétente, un procès tendant à se faire remettre en possession de ce que son père avait donné de son vivant. L'évêque du Mans répondit à cet acte par l'excommunication. Cela fit réfléchir celui qu'elle attei-

(1) *Idem*, ch. CXXXI.

(2) *Idem*, ch. CXXVII.

gnait. Il reconnut sa réclamation mal fondée, et, en telle année que l'on ne peut exactement préciser, mais qui se circonscrit entre ces dates extrêmes, 1182 et 1186, le jour où l'église du Mans honore saint Julien, soit un 27 janvier, Guillaume de Coesmes, second du nom, en présence de Henri II, roi d'Angleterre, reconnut ses torts et confirma, par une charte nouvelle, la donation par laquelle son père et ses frères s'étaient dessaisis, en 1150, de l'église d'Ancinnes (1).

Ces derniers événements, auxquels s'associèrent naturellement les clercs qui administraient la paroisse, nous mettent en état d'en indiquer, non pas l'esprit ni l'action, mais du moins leurs noms. Nous avons déjà dit plus haut que Ancinnes avait pour curé, en 1088, Ausfridus. A la fin du XI^e siècle, on en trouve un autre qui se nommait Galterius (2) ou Gautier. En 1160, l'évêque du Mans, Guillaume de Passavant, pourvut du même bénéfice le clerc Froger (3), qui prit part à la transaction dont le prélat fut l'artisan et laquelle fixa, on l'a déjà observé, les limites de sa paroisse et celles du Val.

L'un de ses successeurs, Robert Belleus ou Le Beau, se vit contester par Richard, son confrère de Livet (4), la possession de quelques dimes dont l'évêque du Mans, Hamelin, le reconnut définitivement le légitime bénéficiaire. Par esprit de paix, le curé d'Ancinnes abandonna à celui de Livet une portion de terre dépendant du fief de Vaufolet et dont un certain Liger de Vallesium avait avantage sa propre église (5).

Un différend qui mit aux prises Geoffroy de Neuillé ou

(1) Cf. *Liber albus capituli*, ch. cxxviii.

(2) Cf. *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vincent*, publié par MM. Rob. Charles et S. Menjot d'Elbenne, col. 249, ch. n° 429.

(3) Cf. *Liber albus capituli*, p. 325, ch. dxix.

(4) Livet, paroisse toute voisine de celle d'Ancinnes à laquelle elle est actuellement réunie.

(5) Cf. *Liber albus capituli*, p. 75, ch. cxxxiii.

Nuillé, chevalier, et Robert Abraham, nous vaut de savoir que celui-ci, en l'an 1221, gouvernait, comme curé, la paroisse d'Ancinnes. Il s'agissait, en l'occurrence, d'un droit de passage le long de la grange du presbytère, et de redevances pour un terrain qui s'étendait au devant de ce dernier immeuble, et pour une vigne dont la situation reste indéterminée. L'évêque du Mans, Maurice, invité à trancher la difficulté, décida que le chemin au sujet duquel la contestation s'était élevée, resterait à l'usage commun des deux parties ; que le terrain situé devant la demeure du curé lui appartiendrait désormais en toute propriété, mais que, pour la vigne, il paierait au seigneur un cens annuel de douze deniers mançais (1).

Ce même clerc, après avoir acquis de ses deniers les deux tiers de la grange dimeresse et d'une place qui s'étendait au devant de ce bâtiment, les céda gracieusement, en 1225, au chapitre Saint-Julien du Mans (2). Il avait assisté comme témoin à la donation qu'avaient faite aux moines de Tironneau, au début du XIII^e siècle, Geoffroy Thomas et Agnès, sa mère, de ce que tous deux possédaient près de Sables (3). On ne sait quand il mourut.

Il était remplacé à Ancinnes, dès 1245, par un prêtre qui se nommait Herbert, et dont l'existence nous est révélée à propos de la fixation de droits de sépulture qui lui furent alors reconnus. Il y en avait, parmi les paroissiens du bourg voisin de Bourg-le-Roi, qui, pour des motifs que nous ignorons, devaient être inhumés dans le cimetière d'Ancinnes. Le chapitre de la cathédrale du Mans et R., son doyen, firent décider que, désormais, les habitants de Bourg-le-Roi ne seraient plus astreints à cette obligation. En retour, ils s'engagèrent, et deux d'entre eux s'en por-

(1) Cf. *Idem*, p. 76, ch. cxxxvi.

(2) Cf. *Idem*, p. 75, ch. cxxxv.

(3) Sables, com. du canton de Bonnétable. L'acte de la donation se trouve aux archives départementales de la Sarthe, II 979.

tèrent momentanément garants, à solder au titulaire de la cure d'Ancinnes une rente annuelle de vingt sous tournois, payable, chaque année, le 2 février, au jour de la fête de la Purification de la Sainte-Vierge, et cela, tant qu'ils ne l'auraient pas assise sur un bien foncier, auquel cas on les tiendrait quittes de cette redevance. En plus, les familles, sauf celles des aubains ou des étrangers, devaient, lors du décès d'un de leurs membres, payer au curé un droit fixe de treize deniers (1).

Tels sont les seuls faits que nous connaissions, et ils sont, au fait, de minime importance, où, pour ces temps éloignés, se retrouve quelque chose du passé d'Ancinnes. Pour la période qui suit et qui, allant du XIV^e siècle au milieu du XV^e siècle, comprend l'époque au cours de laquelle se produisirent les misères de la guerre de Cent-Ans, on est encore plus mal informé. C'est peu de chose en effet de savoir que, en l'an 1300, la cure d'Ancinnes avait pour titulaire Nicolas de Joué (2). En 1453, ce bénéfice était possédé par Jean Berthelot, et il en jouit au moins jusqu'en 1489 (3). Son successeur immédiat fut Michel Langlois (4), belge d'origine, né à Beaumont-en-Hainaut et qui dut à son compatriote, le cardinal Philippe de Luxembourg, devenu évêque du Mans, en 1477, et aux relations qu'il entretenait avec deux doctes manceaux, Philippe de Courthardy et Geoffroy Boussard, non seulement d'avoir

(1) Cf. *Liber albus capituli*, ch. CCCCLXXI. Il se pourrait que le territoire, très restreint, dont se compose actuellement encore la commune de Bourg-le-Rol, eût été distrait de celui d'Ancinnes.

(2) Cf. Archives du Cognier, t. I, série H, p. 221.

(3) En 1453, J. Berthelot rend aveu au seigneur de Groustel pour une maison sise dans le bourg d'Ancinnes ; en 1465, au seigneur de Vaugaulais, Guillaume de Maridort, pour deux pièces de terre joignant le champ Guizart ; en 1489, pour une terre sise près du Val-au-Cerf. (Archives de Courtilloles).

(4) Michel Langlois est nommé comme curé d'Ancinnes dans le *Cartulaire de l'abbaye de Perseigne*, publié par M. G. Fleury, à la page 190.

poussé fort loin ses études, mais de trouver la récompense de son labeur dans la collation qui lui fut faite en notre diocèse, de deux bénéfices ecclésiastiques, les cures du Grand-Oisseau et d'Ancinnes. Il succédait, dans la première, à un dignitaire du chapitre du Mans, Alain de Trehanna. Il fut, nous venons de le dire, mis en possession de la seconde, vers l'an 1489. Dans une poésie publiée en 1505, il remercia Pierre de Courthardy, d'avoir efficacement agi près du cardinal pour lui faire conférer son bénéfice (1). Il y fut remplacé d'abord par Nicolas d'Origny (2), puis, par le prêtre éminent dont on a déjà fait mention, Geoffroy Boussard (3).

Tous ces clercs, chargés d'ailleurs de missions qu'ils n'auraient pu remplir s'ils avaient été assujettis à la résidence, laissaient à des vicaires qu'ils rétribuaient, le soin d'administrer leur paroisse. Parmi ces auxiliaires que, seuls, la population connaissait, nous pouvons citer Michel Groumyn.

Nous n'avons pu en acquérir la certitude absolue, mais il nous semble très probable que, de la charge secondaire dont il avait été pourvu, il fut élevé à la première et qu'il y succéda à Geoffroy Boussard. Il vendit à Jacques Legeay, valet de chambre de la reine de Navarre, le champ de Lhormel pour une somme de trente livres. Sur divers actes où figure son nom et qui sont conservés aux archives du château de Courtilloles, on le dit notaire en cour d'Église.

Nous ignorons combien de temps il détint son bénéfice curial qui était passé, avant l'an 1567, aux mains de Michel Oger, lequel le résigna en cette dernière année, en faveur

(1) Cf. *Province du Maine*, t. XVI, p. 92-95.

(2) Archives du château de Courtilloles, aveux rendus aux seigneurs de Montrenier. N. d'Origny fut recteur de l'Université de Paris, en 1487. Voir aussi, Archives du Chapitre Saint-Julien du Mans, B 25.

(3) Cf. sur G. Boussard, dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans*, t. V, p. 205-207.

de Jean Girard (1). En 1579, Léonard de Saint-Denis en fut à son tour investi, par suite de l'abandon pur et simple que lui en avait fait Abraham Letourneur (2).

Pendant le XVII^e siècle, la paroisse eut pour curés, d'abord, en 1608, Gervais Dallet (3), puis, en 1632, Julien Dyonise (4); puis, de 1649 à 1652, J.-B. Vasse, lequel abandonna sa cure au profit de l'un de ses parents, Michel Vasse. Celui-ci s'entendit avec un curé de Saint-Rigomer-des-Bois, Gilles Marchand, pour la levée de certaines dimes dont ce dernier réclamait pour lui la possession (5).

A la mort de Michel Vasse, son bénéfice fut convoité par plusieurs compétiteurs. Jean Lair en prit possession, le 18 août 1658; Pierre Coutelle, le 1^{er} septembre; Claude Bidault, le 30 septembre; Nicolas Bonneau, le 14 novembre; Michel Liger, en 1659 (6). Nous ignorons quelle fut l'issue de ces diverses compétitions.

En 1683, la paroisse était gouvernée par Louis Sevin, issu d'une riche et noble famille, dont les représentants possédaient des biens dans la région. Ils avaient pour armes : *D'azur à la gerbe d'or.*

Louis Sevin, curé d'Ancinnes, fut, en plus, doyen rural du Saosnois et chanoine de la collégiale du Saint-Sépulcre, à Paris. Le 29 septembre 1683, il rendit aveu à René du Hardas, chevalier, seigneur de Courtilloles, pour une pièce de terre dont il avait la jouissance (7). Il fit, en Italie, un voyage au cours duquel il visita, à Lorette, la Santa-Casa,

(1) Cf. Archives dép. de la Sarthe, G 342.

(2) Cf. Archives dép. de la Sarthe, G 347, f^o 469 r^o.

(3) Archives du château de Courtilloles.

(4) Archives dép. de la Sarthe, G 355.

(5) Acte en date du 23 juillet 1652; archives du château de Courtilloles.

(6) Archives dép. de la Sarthe, G 360, f^os 298, 305, 307, 310, 314, 319, 338.

(7) Archives du château de Courtilloles. Cette pièce de terre portait le nom de Champs-Dallet.

que l'on y vénère encore, et, en souvenir de laquelle, à son retour, il fonda près d'Alençon, à Montsort, dans la maison des Bénédictines qui y avait été établie, une chapellenie (1) dont il fut le premier titulaire. La chapelle qu'il y érigea fut bénite par l'évêque du Mans, M^{sr} de la Vergne de Monteynard de Tressan. Il y fut inhumé en 1712. On grava sur la dalle tumulaire qui recouvrait sa dépouille mortelle, une inscription dont quelques fragments subsistent encore et dont nous reproduisons ici le texte :

Piæ memoriæ venerabilis viri.
Ludovicum Sevin
Ne lugeas mortuum, viator ;
Qui Deo vixit semper, nunc regnat cum Deo.
.
Sacerdos sanctus, pius pastor
Gregem sibi traditum verbo et exemplo
Indefessus pavit
.
Pauperum cultor amantissimus
.
Victus, habitus, universæ suppellectilis tenuitas
Inexhaustum ei eleemosynæ ærarium.
Hic ei fundus nunquam mendax suppeditavit
Unde sacellum erigeret
Sub auspiciis Virginis Deiparæ.
Hic depositis mortalitatis exuviis quiescit
Judicium exspectans.
Obiit die vigesima septima januarii anni M DCC XII
Hoc amoris et reverentiæ monumentum
Frater posuit (2).

(1) Par acte passé devant M^e Chevrel, notaire à Saint-Paterne, le 29 novembre 1699, L. Sevin réalisa cette fondation qu'il dota du champ des Perrins et de celui de la Guillardière, de treize hommées et demie de pré, sises à Ancinnes.

(2) Voici la traduction libre de ce texte : A la pieuse mémoire d'un

Louis Sevin n'était plus, dès 1699, curé d'Ancinnes. Il fut remplacé par son frère, Jean Sevin, qui, comme lui, devint doyen rural du Saosnois, et jouit, en même temps, des chapellenies fondées dans l'église de Béthon, en l'honneur de saint Louis et de Notre-Dame. Il mourut le 2 octobre 1710 (1). Il eut pour successeur René Trotté, docteur en théologie et membre de l'officialité diocésaine du diocèse du Mans, auquel succéda, en 1717, François-Hyacinthe Rosette de Gouberville, originaire du diocèse de Coutances, et qui, mort à l'âge de quarante-trois ans, fut inhumé dans son église paroissiale, le 12 novembre 1729 (2). Son bénéfice fut alors conféré à Denis de Saint-Méloir, qui, résidant sur sa paroisse, comme l'avaient fait d'ailleurs ses prédécesseurs immédiats, semble, pourtant, avoir exercé, plus qu'eux, une action personnelle en la gérance des intérêts paroissiaux (3). Il s'occupa de la réparation de la tour servant de clocher à l'église ; il prit l'initiative d'une quête dont le produit, montant à dix-huit livres, servit à l'acquisition d'une bannière ; il se fit autoriser à démolir une chapelle, dédiée à saint Laurent et qui tombait en ruines. Elle se trouvait dans un champ qui en a gardé le nom et qui est situé en face du cimetière actuel. Une cou-

homme de bien. Passant, ne pleure pas Louis Sevin, mort. Tant qu'il a été en ce monde, il a vécu pour Dieu ; maintenant il règne avec Lui. Prêtre saint, pasteur pieux, sans jamais se lasser, il a, par sa parole et ses exemples, soutenu et réconforté ses ouailles. Très attaché aux pauvres, grâce à ses habitudes simples et modestes, il amassa un trésor que ses aumônes n'épuisèrent pas, et qui, soigneusement ménagé, lui permit d'élever cette chapelle en l'honneur de la Vierge Mère de Dieu. Sa dépouille mortelle y repose dans l'attente du dernier jugement. Il mourut le 27 janvier 1712. Son frère lui a fait ériger ce monument, témoignage de son amour et de son respect.

(1) Il eut, comme vicaire, Guy Amyot. En 1705, on le voit bénir les deux cloches de l'église paroissiale de Neufchâtel, et, en 1708, celle de Gesnes-le-Gandelin.

(2) Il eut successivement pour vicaires, MM. Provost, Penel et Boudet.

(3) Il eut pour vicaires MM. Corneillet et Legendre.

tume particulière existait dès lors à Ancinnes, dont l'origine nous échappe, mais qui s'y est conservée, c'est d'y offrir ou, plus exactement, d'attacher à la croix de procession, à l'occasion des sépultures, des pièces de linge, actuellement quelques mètres de mousseline, qui sont ensuite vendus au profit de l'église. Denis de Saint-Méloir décéda le 6 février 1744, à peine âgé de quarante-quatre ans et son corps fut inhumé dans le chœur de l'église paroissiale (1). Sa cure fut conférée à Maurice Leprou, né au Mans, sur la paroisse de la Couture, dans l'église de laquelle il avait été baptisé, le 16 janvier 1713. Il fut curé d'Ancinnes de 1744 au 31 janvier 1775, jour où il mourut. Son humilité l'avait porté à demander que son corps reposât au devant de la grande porte de l'église paroissiale. C'est là que, le lendemain de son décès, ses restes mortels furent déposés (2). Actif et zélé, en même temps qu'il encourageait et aidait ses paroissiens dans les travaux qu'ils faisaient exécuter dans leur église et sur lesquels nous aurons occasion de revenir, il améliorait lui-même et à ses dépens le presbytère où il résidait. Sur l'un des montants du grand portail de cet immeuble, on peut lire encore cette date : 1774, qui rappelle en quelle année on l'édifia, tandis que, sur l'autre montant,

(1) La vente de son mobilier eut lieu, après son décès, au presbytère d'Ancinnes, le 3 mars 1744, à la requête de son frère, François de Saint-Méloir, et fut productive d'une somme totale de 798 l. 8 s. 4 d. Elle avait été faite par Jean Le Mercier, notaire à Ancinnes.

(2) Voici son acte d'inhumation : « Le trente et un janvier 1775, vénérable et discret maître Maurice Leprou, curé de cette paroisse, ayant été baptisé à la paroisse de la Couture du Mans, le 16 janvier 1713, est décédé âgé de 62 ans et, le lendemain, inhumé dans le cimetière de cette paroisse, vis-à-vis de la grande porte de l'église, comme son humilité le lui avait fait demander, après avoir gouverné cette paroisse depuis le mois de février 1744, avec tout le zèle, la charité et la piété d'un pasteur selon le cœur de Dieu, avoir reçu les derniers sacrements avec toute la dévotion et l'édification possible et être mort dans des sentiments et la disposition des saints... » Etat civil d'Ancinnes.

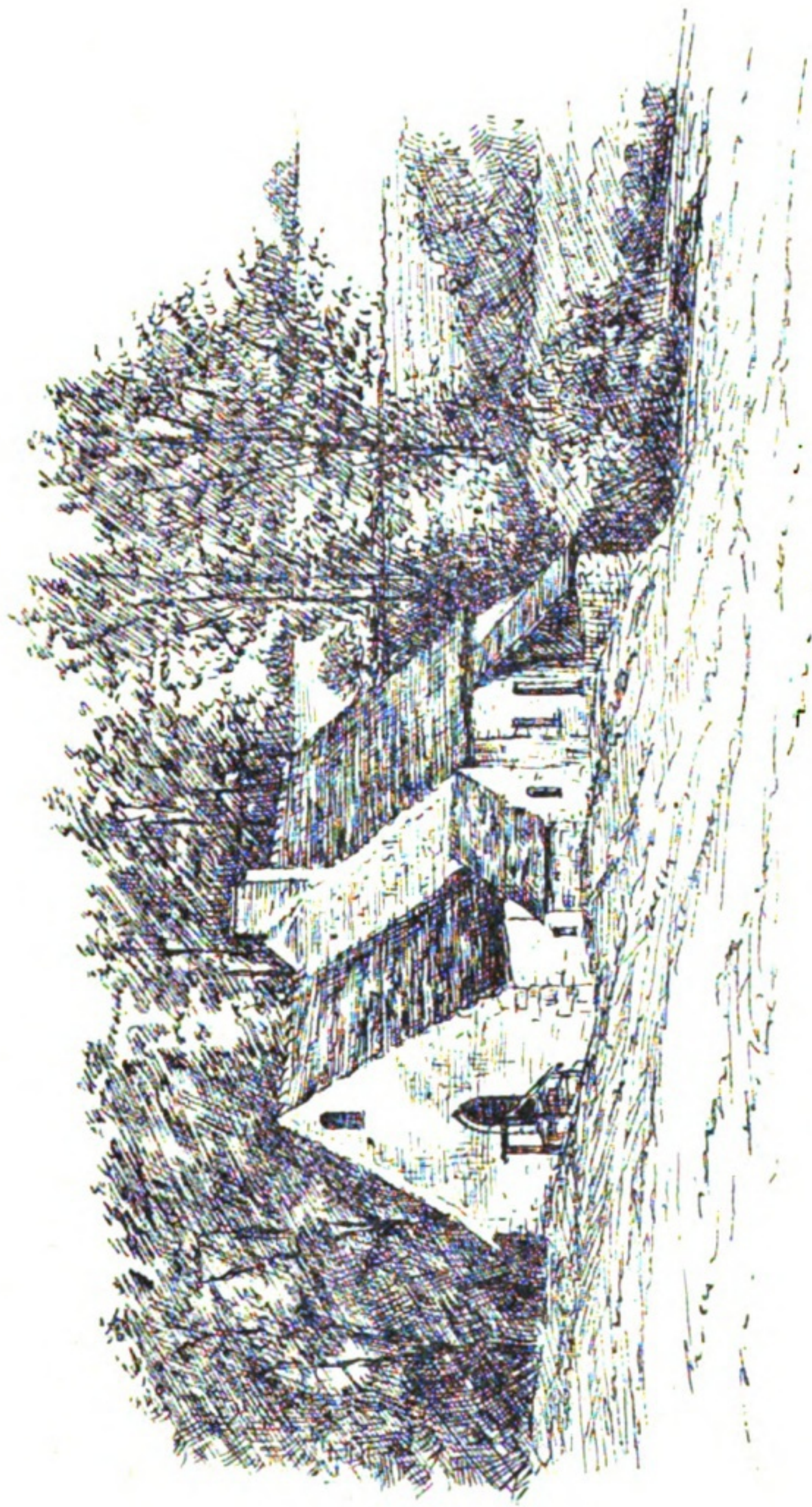


Fig. 1. — VUE DE LA MÉTAIRIE DE POUPLAIN

ce nom : Barrat, nous apprend par qui il fut construit. Ce même ecclésiastique avait, en 1747, conclu par devant notaire un accord déterminant de quelles charges il se reconnaissait débiteur à l'égard du chapitre Saint-Julien du Mans (1).

A l'époque où il remplit à Ancinnes ses fonctions ecclésiastiques, nous y voyons aussi les habitants, non seulement s'occuper, par leur procureur de fabrique, des affaires de leur église, mais se grouper et se réunir, leur procureur syndic à leur tête, soit pour défendre leurs intérêts communs contre ceux qui les menaçaient, soit pour organiser la levée de cet impôt, la taille, qui pesait sur les gens du tiers-état.

Le dimanche, 5 novembre 1747, « à l'issue des vêpres », dix-huit d'entre eux « tous faisant la meilleure et plus saine partie » des paroissiens, s'assemblent au cimetière de leur localité devant le notaire Jean Mercier, qui en dresse acte. Il s'agit pour eux « de délibérer des affaires urgentes de leur communauté et particulièrement à l'occasion d'une requête ou opposition présentée à Monsieur l'Intendant de la généralité de Tours par la veuve César Gougeon, garde-étalon, demeurant en la terre de Pouplain (fig. 1), en cette paroisse, à sa taxe de 137 livres de l'année dernière. » Tirant parti de sa situation officielle qui pouvait lui être une recommandation près de l'Intendant, mettant en avant les charges de famille qui pesaient sur elle, la veuve Gougeon avait tenté de se faire dégrever d'une partie de ses impôts dont la charge aurait dû être reportée sur les autres contribuables de la localité. Ceux-ci n'y voulaient pas entendre et répli-

(1) Par acte passé, le 29 novembre 1747, devant Jean Mercier, notaire, le curé d'Ancinnes déclarait devoir au chapitre Saint-Julien du Mans, une somme totale de 34 l. 4 s. de rente annuelle, dont 14 l. à l'office de l'argenterie, payables à la Pentecôte ; 14 l. à l'office de Matines, payables à la Toussaint ; 4 l. à l'office de la Panneterie, payables en deux termes, aux fêtes de Pentecôte et Toussaint ; 24 s. pour le luminaire, payables à la fête de saint Luc.

quaient que si elle avait une famille nombreuse, cela ne l'avait pas empêchée de donner une dot de 800 livres à 900 livres à ceux-là de ses enfants qui étaient déjà mariés, et il y en avait quatre. Que des trois qu'elle gardait, s'il y avait une fille de médiocre entendement et hors d'état de gagner sa vie, deux jeunes garçons, demeurant avec leur mère, l'aidaient efficacement ; que l'obligation où elle était de tenir dans sa ferme un étalon reproducteur, ne lui était nullement onéreuse, car ceux des habitants qui y conduisaient leurs cavales lui payaient une redevance. Aussi constituaient-ils un mandataire, N. Coupvent, lui donnant mission d'user de toutes voies de droit pour contraindre la réclamante à solder la part de la taille qui lui incombait (1).

En 1748, le 6 janvier, on avait à déterminer dans quelles conditions ceux-là qui devaient, sous leur responsabilité personnelle, assurer la levée du même impôt, en accepteraient la charge. On fit choix de quatre représentants auxquels on alloua une rétribution s'élevant à vingt sols par jour (2).

Maurice Leprou fut remplacé par M. Laurent Fillion, oncle du futur évêque du Mans. Il refusa, en 1790, de prêter serment à la Constitution civile du clergé (3) et se retira d'abord à Alençon (4), puis à Sablé, dans sa famille, où il laissa passer les mauvais jours de la Terreur. On inscrivit son nom sur la liste des émigrés, d'où, sur la demande de sa sœur, M^{lle} Louise Fillion, l'administration départementale de la Sarthe le fit rayer (5). Il revint à

(1) Minutes du notaire d'Ancinnes.

(2) *Idem*.

(3) Il eut pour vicaires, successivement, MM. Chouippe et Julien Tirot.

(4) Dans la délibération prise par l'administration départementale de la Sarthe, il est dit que l'abbé Fillion, d'après un certificat délivré par la municipalité d'Alençon, résidait en cette commune depuis le 9 mai 1792.

(5) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, L 70.

Ancinnes en 1801, s'en éloigna définitivement en 1802, et s'y trouvait momentanément, quand, désireux de venir en aide aux pauvres de cette paroisse, il s'y rendit, et, devant le notaire, Louis-François Piat, y résidant, lui dicta un testament (1) aux termes duquel il établissait une rente annuelle de soixante-douze livres dont il se réservait la jouissance, sa vie durant et durant celle de sa sœur, mais qui, après leur mort, devait être employée pour faire apprendre un métier à deux enfants d'Ancinnes, un jeune garçon et une jeune fille, choisis par les membres du bureau de bienfaisance, parmi les plus indigents de la paroisse.

Quand, en 1790, se soumettant à cette prescription de la loi qui imposait à tout bénéficiaire, l'obligation de déclarer quel revenu lui valait son bénéfice, M. Laurent Fillion produisit cette déclaration (2), il affirma que, déduction faite des charges qui lui incombait et qu'il évaluait à 1005 l. 4 s. 8 d., dont 450 l. pour le traitement d'un vicaire, il avait perçu, en l'année précitée, 4216 l. 5 s. 4 d., non compris le casuel estimé 50 l. La majeure partie de ce revenu provenait des dîmes des céréales qui étaient affermées par bail et pour lesquelles le traitant versait annuellement au curé 3300 l. Les membres du Directoire de Mamers auxquels cette appréciation fut soumise, la modifièrent en évaluant les dépenses à 806 l. 6 s. 6 d. seulement, ce qui laissait au bénéficiaire un revenu net de 4415 l.

On aura pu le remarquer, il a été jusqu'ici beaucoup plus question du clergé que de la paroisse proprement dite. C'est que les documents et spécialement les comptes de la fabrique paroissiale où, quand on les possède, on retrouve, minutieusement détaillées, les recettes et les dépenses qui se rapportent à l'entretien de l'église et du culte, ces comptes n'existent plus à Ancinnes. Nous ignorons par

(1) Ce testament est daté du 4 septembre 1808.

(2) Cf. Arch. dép. de la Sarthe, L 339.

conséquent quels furent les agissements des administrateurs, c'est-à-dire des procureurs fabriciens, et nous aurons bientôt, entrant dans un ordre d'idées différent, à examiner quelle était, avant la Révolution, l'organisation du régime féodal dans la même localité, et ce qui en subsistait en 1789.

LE PRIEURÉ DE SAINT-MICHEL-DU-TERTRE (1).

C'était tout à la fois un établissement religieux et un fief. Le premier nous est le mieux connu. Il était situé sur le haut de la colline qui domine le village de Vaugaulais. Trois ou quatre feux en marquent actuellement l'emplacement. C'était un prieuré de l'ordre bénédictin qui avait été fondé en 1128, en faveur de l'abbaye du même ordre, de la Sainte-Trinité de Tiron, au diocèse de Chartres. Gervais, fils de Payen de « Verseio » ou Versi, et sa mère Breta, en l'année précitée, le 1^{er} août, abandonnèrent au susdit monastère l'espace que quatre bœufs pouvaient labourer en une journée, et la dime de Vaugaulay, pour y créer une maison de prières en l'honneur de saint Michel (2).

Cette fondation s'accrut, par la suite, des terres ou des revenus que divers bienfaiteurs y rattachèrent. C'est ainsi que, sans en connaître la date exacte, nous sommes informés que, successivement, diverses donations furent réalisées en faveur du prieuré. Foulques, dit Piscis ou Poisson, du consentement de ses fils, Ernoulf et Rainard, l'enrichit d'un champ capable de recevoir un demi boisseau de

(1) Cet établissement religieux a déjà été l'objet d'un travail publié par M. l'abbé Choplin dans la *Province du Maine*, t. XI, p. 196-200 et 258-260.

(2) Cf. *Cartulaire de l'abbaye de Tiron*, publié par M. Merlet, t. I, p. 110, ch. LXXXIX. Cette chartre a été réimprimée par M. l'abbé Choplin, dans l'article dont il vient d'être fait mention. M. Merlet n'avait pu identifier le prieuré. Cf. t. I, p. 110, note 1.

semence (1). Puis, Guillaume Quarrel et son épouse, Aales, se dessaisirent au profit de la même maison, une première fois, d'une pièce de terre où l'on jetait huit septiers de semence, et une seconde, d'une autre terre plus grande, qui en recevait onze septiers (2). Aubert de Guéramé, avant d'entrer en religion, d'accord avec son épouse, Rohes, et ses fils, Garin, Olivier, Robert, qui était déjà clerc, Payen, pour avoir droit aux prières des moines de Tiron et en souvenir d'un enfant décédé, Guillaume, leur concéda, pour leur prieuré, des terres recevant sept septiers de semence (3). Foulques de Chahenne et son épouse, Odeline, Drogon « Custodiens piras » et sa compagne, Suzanne, firent également don d'un champ ensemencé de deux septiers, à Saint-Michel-du-Tertre (4) auquel la dime du moulin d'Aché fut laissée par Guiburge, épouse de Gaignard, écuyer. Les deux frères de la donatrice se portèrent garants de sa donation (5).

Robert « de Brulio » céda gratuitement aux religieux de ce prieuré, dans un pré qu'il possédait, l'étendue qu'en pouvait faucher un manœuvre dans une journée (6).

Ce ne sont pas les seuls immeubles dont, au cours des temps, la fondation primitive se soit accrue. En effet, dans un état des terres qui dépendaient de son bénéfice, l'un des prieurs, Jean Dampon, accusait, en 1520, avec le domaine propre du prieuré, d'une contenance de quatre-vingts journaux, deux journaux de pré, près du Gué-d'Avoine, quatre autres journaux, près des Ormeaux, un journal dans la vallée de Vaugaulay, un demi-journal, dans la prée d'Ecouvé, deux journaux à Saint-Germain-de-la-Coudre, ceux-ci baillés à ferme, trois livres dix sols et deux

(1) Cf. même cartulaire, t. I, p. 110.

(2) *Idem.*

(3) *Idem*, t. I, p. 111.

(4) Cf. *Cartulaire de l'abbaye de Tiron*, t. I, p. 111.

(5) *Idem.*

(6) *Idem*, p. 112.

chapons ; plus, certains domaines baillés à vie et qui étaient loués, l'un, à Michel Gesmier, de Chavert, pour 26 livres 6 sols et une poule, l'autre, la métairie de la Couture, à Guillaume-Michel Lemohans, pour 8 livres, deux chapons ; sept autres enfin, productifs pour le tout d'un revenu de 103 livres, 2 sols, quinze chapons et une poule. Pour être complet, il conviendrait d'ajouter encore le produit de diverses terres, non énumérées, et qui étaient situées à Courteilles (Orne), à Chérancé, à Coulombiers et à Bourgle-Roi (Sarthe) (1).

Un tel établissement ne laissait pas d'être intéressant pour les abbés de Tiron, aussi n'y a-t-il pas lieu d'être surpris que ces dignitaires ecclésiastiques en aient assuré, autant qu'ils le pouvaient, le bon entretien. Des visites qu'ils y pratiquèrent, il n'est arrivé jusqu'à nous qu'un seul procès-verbal, en date des 12 et 13 novembre 1485. A la première de ces deux dates, l'abbé de Tiron, dom Leonetus, accompagné de nobles Louis de Montereau et Guillaume de Moustiers, tous deux écuyers, et demeurant, le premier, au diocèse de Chartres, le second, dans celui de Clermont, après avoir, selon la coutume, accompli ses dévotions dans la chapelle du prieuré (2), procéda à l'inspection des bâtiments. Au prieur, frère Pierre de Montereau, qui se tenait à ses côtés, il enjoignit de faire restaurer la charpente de la chapelle de sa maison et de la recouvrir d'esseule ou de bardeau, et, en plus, de faire parachever la réfection des murailles du même édifice suivant le devis qui en avait été précédemment dressé (3). Puis il reçut de frère Jean Lesleu, qui, à

(1) Archives du château de Courtilloles.

(2) « Et oratione fusa ad Dominum pro defunctis more solito. » Cf. *Cartulaire de l'abbaye de Tiron*, t. II, p. 220.

(3) « Illico injunxit priori loci ibidem assistenti carpentaturam im presenciarum super muros ecclesie dicti loci existentem componi facere in debitum et competentem statum . . . injunxit etiam dictam carpentaturam dum in debitum statum reposita erit cooperi decenter de bar-

titre de fermier du prieuré, y acquittait les services religieux fondés en cet établissement, l'assurance que la sainte messe y était célébrée au moins deux fois chaque semaine (1).

Le lendemain, 13 novembre, le même dignitaire s'assura de l'état dans lequel se trouvait le mobilier de la chapelle. Cela lui donna lieu d'enjoindre à Jean Lesleu, de veiller à la propreté du calice d'étain dont il se servait, et de réparer la chasuble qui était à son usage (2) ; et au prieur, d'acheter un missel et une nappe d'autel, plus, de remettre en bon état la maison du métayer qui exploitait les terres du prieuré (3).

De tout ce que l'abbé avait alors inspecté, il ne reste plus que des ruines. La chapelle, dont les tirants et le lambris se sont conservés, est devenue une grange. On y voit encore une crédence géminée, où l'on versait l'eau des ablutions. Une fenêtre a été bouchée ; le portail, dont on aperçoit encore le plein cintre qui le fermait, a été remplacé par une ouverture moderne et plus étroite.

Au chevet de cet édifice, un cimetière avait été réservé, et récemment, en construisant un cellier qui s'appuie sur

dello. Item injunxit quod lathomi cum quibus contractatum et conventum fuit pro reparatione murorum sepe dicte ecclesie, perficiant, opus per eos inchoatum quemadmodum continetur in contractu super hoc passato. . . » *Ibidem*.

(1) « Item asseruit eidem domino visitanti frater Johannes Lesleu, presbyter, prior prioratus de la Roncière, sagiensis diocesis, firmarius dicti loci de Sancto Michaeli, quod ipse qualibet hebdomada ad minus eodem in prioratu celebrat duas missas. » *Ibidem*.

(2) « Illico injunxit dicto fratri Johanni Leilleu ut ipse mundet, sicut decens est, calicem stanneum ibidem existentem, quodque faciat reparare casulam dicti loci quamprimum fieri poterit. » *Ibidem*.

(3) « Insuper injunxit priori dicti loci ut ipse querat unum missale ad usum ecclesie dicti prioratus quodque etiam querat unam mappam ad usum altaris dicti loci.

» Ulterius injunxit priori predicto ut ipse reparari procuret et faciat domum seu habitationem medietarii dicti loci ante et retro et tam in pinione quam in aliis partibus quibus opus est. » *Ibidem*.

cette partie de la chapelle, on a ramené à la surface du sol des ossements humains.

Il s'en faut de beaucoup que nous connaissions les noms des clercs qui, successivement, ont été investis de ce bénéfice. Il était en 1485, aux mains de Pierre de Montereau, puis, en furent titulaires, par la suite, Jean Dampon, en 1520 ; René des Ecotais, en 1552 ; Adam des Ecotais, neveu du précédent, en 1556 ; Guillaume Simon, en 1566, et qui résigne le prieuré en faveur de François-Pierre de Cernon ; Anthyme Jolly, en 1575 ; Léonard de Saint-Denis, vers 1577 ; Nicolas Geoffroy, en 1583 ; N. Moullard, en 1650 ; Gabriel Dagues, de 1665 à 1669 ; Louis de Chourses, de 1669 à 1680 ; René Rivière, en 1682 ; Michel Péan, en 1705 ; Antoine Bornot, de 1710 à 1720 ; Vincent Bocquillon, en 1735 (1).

Ces prieurs, parce que leur prieuré était devenu un fief, relevant pour partie, de la seigneurie de Courtilloles, sans qu'il nous ait été donné de découvrir à quelle date cela arriva, en firent tenir les plaids et assises par des baillis dont les exploits et les sentences sont arrivés partiellement jusqu'à nous. On conserve leurs registres aux archives du château de Courtilloles. Nous y voyons que, le 16 juin 1581, les remembrances du fief étaient reçues par Florent Guizet, bailli, assisté du greffier, Jacques Abot, et d'un sergent, Michel Launay.

D'autres assises se tiennent, le 15 mars et le 5 juin 1595, devant Christophe Vasse ; le 27 octobre 1682, devant Jean Sevin, sieur des Landes, « bailly de la seigneurie de Saint-Michel ». Ce sont les seuls détails, et cela se réduit à presque rien, que nous possédions sur cette petite seigneurie.

A. CHOPLIN. L. FROGER.

(A suivre).

(1) Voir pour tous ces noms les références indiquées dans *La Province du Maine*, t. XI.

THOMAS TOUSTAIN

EST-IL UN MAÇON OU UN ARCHITECTE ? ⁽¹⁾

Les *Mémoires* de la Société nationale des Antiquaires de France (2) viennent enfin de nous donner l'étude que M. Henri Stein nous avait annoncée sur Thomas Toustain, architecte de la cathédrale du Mans. Je l'attendais avec impatience, espérant y trouver, comme je l'ai déjà dit (3), la solution de problèmes que je n'avais pas encore pu résoudre ; malheureusement mon attente n'a pas été satisfaite ; car je n'ai rien trouvé dans les preuves que donne M. Henri Stein, pour arrêter mes hésitations.

Ces hésitations surprennent M. Henri Stein ; les diverses observations, que ses premières affirmations avaient soulevées dans le Maine, l'ont choqué ; aussi a-t-il cru devoir y répondre dans quelques pages qu'il a ajoutées à la communication qu'il avait faite à la Société des Antiquaires, le

(1) En publiant cette réponse, la rédaction de la Revue n'entend nullement prendre parti dans la polémique. Désireuse de rester au-dessus de toute personnalité, elle accueillerait avec un égal empressement les communications que voudrait bien lui faire M. Stein, son seul but étant de permettre à ses lecteurs de suivre l'intéressante discussion soulevée par le nom de Thomas Toustain, et de se faire eux-mêmes une opinion en connaissance de cause.

(Note de la Rédaction.)

(2) Tome LXX, 1910, p. 115-134.

(3) *Revue historique et archéologique du Maine*, t. LXV, 1909, p. 265-273.

3 février 1909, sur l'architecte normand Thomas Toustain, découvert par lui dans le *Liber albus*.

De ces dernières pages j'extrais le passage suivant, rédigé en des termes généralement inconnus dans les rapports archéologiques, et pour lui répondre j'ai le regret d'être obligé, contre mes habitudes, pour me mettre au même diapason, de prendre le ton qu'il me donne, afin de me conformer aux règles de l'harmonie et de ne pas fausser l'accord.

« Mais les Manceaux veillaient, écrit M. Stein ; tout aussitôt une levée de boucliers se fit contre nous, gens cependant fort pacifiques. Nous nous étions, paraît-il, rendus coupables d'agression, d'outrage singulier à l'égard de la cathédrale Saint-Julien. Nous ne savions pas que cet édifice était défendu par un cerbère à deux têtes (1), qui en interdit l'approche et s'en est constitué le vigilant gardien. L'une des deux têtes, le premier moment de stupeur passé, ne prolongea pas sa défense et rentra ses crocs (2) ; l'autre plus dédaigneusement méchante, est ornée d'incisives qui veulent mordre à tort et à travers, voisins et étrangers (3). Car M. Ledru ne ménage même pas son ancien collaborateur, et j'imagine son dédain à l'égard du tout récent volume sur la cathédrale du Mans, où M. G. Fleury (4), plus ou moins timidement, suivant les endroits (5) finit par accepter sans restriction la présence du normand Thomas Toustain

(1) « Les auteurs du volume intitulé : *La cathédrale Saint-Julien du Mans*. (Mamers, 1900, in-fol.) ».

(2) « M. G. Fleury ne tarda pas à écrire dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, t. LXV (1909) p. 265-273, un article où nos conclusions furent adoptées. »

(3) « M. l'abbé Ledru a écrit deux articles dans la *Province du Maine*, t. XVII (1909) p. 117-135 et 245-266, où il rejette les mêmes conclusions. »

(4) « La cathédrale du Mans. (Paris, Laurens, 1910), in-16, 108 p. et pl. »

(5) « Pages 57 et 99. »

parmi les maîtres d'œuvre qui dirigèrent la construction de Saint-Julien au XIII^e siècle. »

A ces conclusions j'objecterai d'abord que je n'ai jamais accepté *sans restrictions* Thomas Toustain parmi les maîtres d'œuvre de la cathédrale du Mans, et aujourd'hui encore je l'accepte *timidement*. Voici, en effet, ce que j'ai écrit dans la notice sur la cathédrale du Mans, faisant partie de la collection des Petites Monographies des grands édifices de la France (1) : « Thomas Toustain est désigné comme *cementarius* dans un acte du chapitre du Mans de 1258 ; il a *probablement* participé à la construction du chœur ; mais aucun document ne permet de fixer à quelle partie de l'œuvre on peut rattacher son nom. »

Les documents nouveaux annoncés, et que j'espérais trouver dans le mémoire de M. Henri Stein, se réduisent au seul extrait du *Liber albus* que M. Henri Chardon avait fait connaître au congrès archéologique du Mans en 1878. Les documents promis ont été remplacés par des hypothèses et des conclusions qui ne sont pas indiscutables, que l'on ne peut par conséquent accepter sans observations et sans réserves.

Toutefois M. Henri Stein, dans cette nouvelle notice, est moins affirmatif que dans ses *Architectes des Cathédrales gothiques* (2), où il a écrit en parlant du chœur de la cathédrale du Mans : « Un premier architecte, sans doute originaire de l'Ile de France, en avait jeté les bases ; un architecte normand, Thomas Toustain, en dirigea l'exécution, en y important des éléments nouveaux, empruntés surtout aux cathédrales de Coutances et de Bayeux. » Est-ce que les petits coups de crocs l'auraient fait réfléchir, et auraient attiré son attention sur certains petits détails que, dans l'enthousiasme de sa découverte, il avait négligés ?

(1) Page 99.

(2) Paris, Laurens, éditeur, 1909, p. 91.

Je ne conteste pas que l'épithète *cementarius* puisse désigner un maître de l'œuvre de la cathédrale, je l'accepterais aussi volontiers pour Thomas Toustain, que je l'accepte avec tous les archéologues pour le moine Jean, de la Trinité de Vendôme, qui dirigea les travaux de reconstruction de la nef de la cathédrale du Mans, dans le premier quart du XII^e siècle ; mais j'ai besoin d'un autre texte que celui du *Liber albus* pour confirmer l'attribution de maître d'œuvres à Thomas Toustain.

M. Henri Stein affirme qu'au XIII^e siècle « jamais on ne trouve le terme de *cementarius* accolé au nom d'un homme de second plan, sans influence sur la direction de l'œuvre », et qu'il « serait donc au moins singulier qu'il en fut autrement au Mans ». Il en donne comme preuve que si Thomas Toustain avait travaillé ailleurs qu'à la cathédrale, les chanoines l'eussent spécifié dans leur acte de 1258, et s'ils ne lui ont pas donné un « qualificatif plus précis, c'est justement parce qu'ils le reconnaissent pour le maître d'œuvre de la cathédrale et que sa fonction est de notoriété publique. »

Pour prouver la valeur artistique de ce *cementarius*, M. Henri Stein ajoute : « Le chapitre a jugé le marché conclu avec Thomas Toustain comme une pièce capitale, puisqu'il la fit transcrire dans le cartulaire. Peut-on croire vraiment qu'il aurait accordé l'autorisation de bâtir à cette place (près de la cathédrale) à un simple maçon qui lui fût complètement étranger, et l'aurait ainsi enregistrée ?... »

A ces affirmations je répondrai d'abord qu'il n'est nullement prouvé que le terrain cédé à Thomas Toustain soit situé près de la cathédrale ; il est seulement dit dans l'acte que ce terrain est compris dans le fief de Robert le Vaerel ; or, d'autres actes de la même époque mentionnent que les chanoines du Mans ont consenti d'autres cessions de terrain relevant du même fief, mais ils constatent également que le fief de Robert le Vaerel comprenait aussi bien des

terrains à Sargé et à Coulaines que dans la rue Saint-Vincent et la paroisse de Saint-Ouen (1).

De même l'insertion, dans le cartulaire, de l'acte de cession de terrain à Thomas Toustain, ne peut être invoquée pour prouver la qualité supérieure du *cementarius*, ni l'importance que les chanoines apportaient à leurs rapports avec ce personnage ; car, dans ce même cartulaire on trouve de nombreuses cessions de maisons, de vignes, de pressoirs, faites à des personnages quelconques, sans qualification ; d'autres noms de concessionnaires sont accompagnés de qualificatifs professionnels qui ne dénotent rien d'artistique, tels ceux de *faber*, *vitarius*, *barbitonsor*, *pelliparius*, *mercenarius*, etc. (2). Le rapprochement du qualificatif *cementarius* avec ces dernières professions permet de croire aussi que Toustain pouvait bien n'être qu'un modeste ouvrier. L'absence de la mention *princeps lathomorum*, ou de celle de *magister operis*, qui accompagne ordinairement les noms des vrais architectes, comme l'a constaté M. Henri Stein, lui-même, peut donc aussi faire hésiter, au lieu d'être une preuve de l'importance du personnage.

Je ne puis encore jusqu'à nouvelles preuves, accepter cette conclusion de M. Henri Stein : « Au Mans nous sommes en présence d'un texte et d'une certitude. Le texte vient à l'appui de ce que les archéologues les plus compétents ont reconnu et admis depuis longtemps ; il y a certitude parce qu'il y a accord absolu entre le document écrit et les données de l'archéologie. » Pour moi, ainsi que je viens de l'expliquer, le document écrit du *Liber albus* ne permet aucune affirmation ; pour être sérieusement utilisé il faut qu'il soit confirmé par d'autres textes, établissant des rapports professionnels entre l'architecte et le Chapitre.

(1) Cf. *Liber albus capituli*, 1256, p. 71 ; 1270, p. 250 : 1265, p. 282 ; 1284, p. 284 ; *Cartulaire de la Couture*, 1270, p. 297.

(2) Cf. *Liber albus*, p. 218, 224, 227, 254, 276, 284, 297.

Si je ne suis pas encore disposé à admettre absolument la qualité d'architecte du chœur de la cathédrale du Mans pour le *cementarius* Thomas Toustain, et son origine normande, je partage toutefois les avis des archéologues qui trouvent dans le chœur du Mans, des influences normandes à côté de celles de l'Ile-de-France, mais cette influence normande ne peut servir à prouver que Toustain était normand, qu'il était un architecte de l'école normande, et qu'il a travaillé au chœur de la cathédrale du Mans.

M. Stein ne nous cite aucune autre œuvre de Thomas Toustain qui puisse servir de point de comparaison.

Ce n'est pas parce que des Toustain ont vécu en Normandie, que le Thomas Toustain du Mans est nécessairement normand, et ce n'est pas parce qu'un normand a habité Le Mans en 1258, qu'il a travaillé à la cathédrale du Mans vers 1240, car la partie élevée sous l'influence normande correspond à l'époque moyenne de la construction, la voûte du chœur appartenant à l'école de l'Ile-de-France comme les voûtes des chapelles.

De ces réflexions il en résulte ce dilemme :

Si Thomas Toustain était architecte de la cathédrale en 1258, il n'appartenait pas à l'école normande parce que l'œuvre élevée à cette date ou dans les années voisines, relève de l'école de l'Ile-de-France.

Si Thomas Toustain a été architecte de la cathédrale du Mans, et s'il a appartenu à l'école normande, il n'a pu y être en activité que vers 1240, c'est-à-dire à l'époque de la construction du fond du chœur et du déambulatoire, et non vers 1258, date qui peut se rapprocher de l'élévation des voûtes du chœur.

Je ne rejette pas entièrement la possibilité de son action, mais je ne puis toujours que l'accepter sous réserve. Devant cette absence des preuves documentaires promises, les deux têtes du cerbère, après s'être écartées quelque peu,

pourraient bien se rapprocher, pour la même défense, sur quelques points de la question ; la vieille tête du cerbère qui n'a plus ses crocs, restera, comme l'autre, en éveil pour la recherche de la vérité en dehors de toute fantaisie.

GABRIEL FLEURY.

CHRONIQUE

Le Jury de l'Exposition régionale de l'Ouest de la France vient de décerner à la Société historique et archéologique du Maine un GRAND PRIX, la plus haute des récompenses.

Dans un prochain article sur la *Société à l'Exposition du Mans en 1911*, nous dirons comment la Société s'est efforcée de mériter cette récompense qui lui apporte un nouvel encouragement, en témoignant une fois de plus de sa vitalité.

L'excursion annuelle de la Société historique et archéologique de l'Orne s'est effectuée les 28, 29, 30 et 31 août, sous la direction de son président, notre distingué confrère M. Tournouer, dans le bocage normand (Flers, Vire et Tinchebray).

Elle a obtenu, comme précédemment, un complet succès et nous a procuré le plaisir de recueillir un petit détail inédit à l'honneur des Manceaux. D'après des renseignements du bibliothécaire, M. Butet-Hamel, la bibliothèque publique de Vire a été fondée en 1735, par Nicolas Goutard, curé de Neuville-lès-Vire et *originaire du Maine*, qui légua au couvent des Cordeliers sept à huit mille volumes pour être mis à la disposition « des étudiants de Vire ».

Notre Société était plus particulièrement représentée à cette excursion par son président et par M. G. Fleury.

A peine le « sauvetage » de la maison d'Adam et Ève était-il terminé au Mans, qu'une nouvelle question, non moins intéressante pour les archéologues de la Sarthe, s'imposait à leur attention.

Dans son numéro du 11 octobre, le *Petit Journal* publiait la note suivante, que reproduisaient aussitôt plusieurs journaux du département :

UN CHATEAU HISTORIQUE VA DISPARAITRE

« Le château de Ballon, véritable nid d'aigle qui domine toute une contrée de la Sarthe, va bientôt tomber sous la pioche du démolisseur. Des capitalistes ont acheté cette demeure historique et ses dépendances, et ils n'entendent pas laisser plus longtemps debout ce glorieux vestige du passé.

Déjà, à deux reprises, la forteresse de Ballon avait été rasée, en 1199 par Philippe-Auguste, et en 1417, lorsque les Anglais s'en emparèrent. Le château actuellement menacé date du xv^e siècle. La grosse tour du portail s'était écroulée en 1764. En 1794, la propriétaire, qui était alors Mme de Sourches, avait en partie fait démolir deux des tours et abaisser le mur d'enceinte.

C'est dans la cour du château de Ballon que, le 23 juillet 1789, les habitants de 22 paroisses, en armes, aiguisés par le bruit répandu partout que des brigands arrivaient de Mamers mettant tout à feu et à sang, massacrèrent deux notables de Ballon, MM. Cureau et de Montesson. M. Cureau fut tué dans une douve, près du pont-levis du château. M. de Montesson fut fusillé à genoux, au milieu de la cour.

Au nord du donjon, au troisième étage, se trouve la fenêtre de Henri IV. Vert-Galant avait, en effet, séjourné au château de Ballon en 1598.

Des souterrains relient le château de Ballon à la ville. Ils ne sont plus explorés depuis longtemps.

Evidemment, le manoir de Ballon est en mauvais état, et il faudrait de grosses sommes pour le réparer complètement. Il n'en est pas moins regrettable de voir disparaître ce vétéran des siècles passés, resté debout malgré les combats sanglants qui se déroulèrent dans ses fossés. »

Assuré d'avance des regrets que causerait à ses confrères la disparition du château de Ballon, si jamais elle s'effectuait, le président de la Société archéologique du Maine s'est fait un devoir, sans perdre un instant, de demander à ses correspondants locaux des renseignements précis et de solliciter le concours de la Commission départementale des monuments historiques.

D'autre part, la nouvelle ayant excité de multiples protestations et des regrets dont l'expression immédiate se révélait simultanément dans des lettres particulières et dans une lettre ouverte d'un groupe « de parisiens originaires de la Sarthe » (journal *La Sarthe* du 14 octobre), nous tîmes à honneur, sans même attendre nos premiers renseignements, de sauvegarder publiquement la renommée d'activité et de dévouement de la Société.

Dès le 16 octobre, nous adressions dans ce but à *La Sarthe* et au *Nouvelliste* la communication suivante :

LE CHATEAU DE BALLON

La note récente publiée par le *Petit Journal* et reproduite par la presse locale, au sujet du projet de démolition qui menacerait le vieux château de Ballon, a causé parmi les archéologues de la Sarthe une pénible surprise dont l'expression nous est spontanément transmise par plusieurs lettres.

Bien que nous n'ayons pu encore contrôler l'exactitude des faits et que nous devions, dès lors, réserver nos appréciations, nous tenons à assurer sans retard nos correspondants que la nouvelle n'a point trouvé la Société archéologique du Maine indifférente.

Elle s'est immédiatement fait un devoir de réclamer des renseignements précis et de solliciter le concours de la Commission départementale des Monuments historiques pour une étude approfondie de la question.

La démolition du donjon de Ballon, d'aspect si pittoresque et si imposant au sommet de la colline, ne serait pas seulement un acte de vandalisme archéologique, indigne de notre époque. Elle serait profondément regrettable pour la ville de Ballon à laquelle elle enlèverait, avec les derniers souvenirs de son passé militaire, le seul monument qui y arrête les touristes. Elle ne pourrait même être qu'une mauvaise spéculation, par suite de la médiocre qualité des matériaux et des difficultés multiples que la situation topographique ajouterait à l'opération.

Par contre, une restauration générale de l'édifice ne s'impose point, et de simples travaux de consolidation suffiraient pour en permettre la conservation.

Nous voulons donc espérer que le danger n'est pas immédiat et qu'il pourra être conjuré.

En tous cas, deux solutions restent possibles : l'intervention d'un citoyen généreux et patriote qui tienne à honneur de faire vivre son nom en sauvant le donjon de Ballon, comme d'autres l'ont fait pour la maison de la Reine Bérengère, le donjon de Beaumont, la maison d'Adam et Ève ; ou l'acquisition du vieux château par la ville de Ballon elle-même, qui, à l'exemple de la ville de Fresnay, pourrait encadrer les ruines dans un jardin public et se donner ainsi très intelligemment, grâce aux charmes de la position, une « attraction » exceptionnelle, susceptible d'attirer des visiteurs de plus en plus nombreux et de faire grand honneur à la Municipalité.

Dès maintenant, la Société archéologique du Maine appelle de tous ses vœux l'une ou l'autre de ces solutions, qui seraient aussi avantageuses pour la ville de Ballon que pour la renommée intellectuelle du département, et son concours

dévoué est acquis à l'œuvre patriotique de la conservation du château de Ballon.

ROBERT TRIGER.

*Au moment même où ces lignes achèvent de s'imprimer, nous apprenons, de source certaine, que le vieux château est, dès maintenant, à l'abri de la spéculation et que, contrairement à la nouvelle donnée par le *Petit Journal*, il n'est pas menacé de prochaine démolition.*

L'alerte aura eu au moins pour effet de montrer que la Société archéologique du Maine s'efforce de demeurer toujours fidèle à sa mission de conservation des anciens monuments et d'appeler l'attention sur un édifice intéressant qui aurait bien besoin de quelques réparations d'entretien.

M. Emile Senart, vient d'être nommé docteur honoraire de l'Université de Norvège.

La *Revue historique et archéologique du Maine* prie M. Senart d'agréer l'expression de ses sincères félicitations.

Par délibération en date du 18 septembre dernier, le Conseil municipal du Mans a décidé que la rue du Mail s'appellerait désormais *Rue du 33^e Mobiles*.

Bien que nous soyons, en principe, très opposé aux changements de noms des rues, d'ordinaire si regrettables pour l'histoire et la topographie locales, nous n'hésitons pas à applaudir à cette décision. Plus que jamais, maintenant, il importe de réveiller le sentiment patriotique en rendant enfin au régiment des Mobiles de la Sarthe l'hommage que lui méritait sa vaillante conduite devant l'ennemi et que lui devait depuis longtemps la ville du Mans.

Au moment de terminer cette chronique, nous apprenons la mort du général Baron de Charette, ancien colonel des zouaves pontificaux, décédé le 9 octobre à son château de la Basse-Motte.

Nous rendrons, dans la prochaine livraison, au glorieux héros de Loigny, le suprême hommage que lui doit, au point de vue local, la Société historique et archéologique du Maine.

R. T.

L'ÉGLISE DE NOTRE-DAME DE MAYENNE, par A. GROSSE-DUPERON, Mayenne, imp. Poirier-Béalu frères, 1911.

Dans une des précédentes livraisons, nous avons le plaisir de rendre compte à nos lecteurs d'un volume aussi important qu'intéressant que le savant vice-président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, M. Grosse-Duperon, venait de publier sur l'église de Saint-Martin de Mayenne ; aujourd'hui il s'agit de l'autre église de la même ville, et la principale, Notre-Dame, à qui l'historien émérite du vieux Mayenne a consacré un volume non moins important et non moins intéressant.

Dans le chapitre I, l'auteur s'efforce, non sans succès, de débrouiller les origines de l'église en question. Ces origines sont, à vrai dire, assez confuses. Sainte-Marie de Mayenne aurait existé dès le commencement du XI^e siècle ; mais les seigneurs de Mayenne, dont elle n'était pas l'œuvre, s'en désintéressaient alors, et s'ils n'avaient pas de chapelle au château, ils se rendaient au prieuré de Berne dont ils étaient les bienfaiteurs. Brûlé au milieu du XI^e siècle, lors de la prise du château par Guillaume le Conquérant, ce sanctuaire primitif aurait été rebâti seulement au commencement du siècle suivant, puis, par suite d'une de ces singularités que comportait le régime féodal à ses débuts, l'église de Sainte-

Marie se serait trouvée appartenir à titre privé à un certain Robert le Paon, qui, étant entré en religion et s'étant fait moine à Marmoutier, en aurait fait donation à l'évêque du Mans Hildebert, non sans faire ratifier sa donation par le prêtre Jean qui en était curé à la même époque. Telle serait, selon M. Grosse-Duperon, l'origine de Notre-Dame de Mayenne.

Dans le chapitre II, il est question de la construction successive des diverses parties de l'église, telle que celle-ci existe de nos jours. D'accord avec M. l'abbé Angot, l'auteur nous rappelle tout d'abord que de l'église du XI^e siècle, il ne reste debout que le pignon occidental de la nef avec ses deux contreforts. Quant à la nef elle ne remonterait qu'au XVI^e siècle, ayant été bâtie en 1535. Toutefois quelques-unes des chapelles qui entourent le chœur seraient antérieures à cette date. Ainsi la chapelle Saint-Antoine, édifiée par la famille Cotteblanche, et la chapelle Saint-Nicolas, due à la générosité de Lestoré, avocat à Mayenne, dateraient toutes deux du XV^e siècle. Par contre, la première chapelle du chœur, dite de la Trinité, serait seulement de la fin du XVI^e. Les chapelles du bas-côté sud furent ajoutées à l'église au XVII^e siècle. Dans ce même chapitre, M. Grosse-Duperon nous donne quelques détails curieux sur la construction du maître-autel, fait de 1732 à 1733, le trésor de la chapelle du Saint-Sacrement, les statues et tableaux qui décoraient l'église, enfin sur les reliques qui y étaient conservées.

Le chapitre III est consacré d'abord aux différents clochers qui ont surmonté à différentes époques l'église Notre-Dame. Selon un ancien mémoire, le clocher était originairement sur le pignon ; lors de la reconstruction de la nef en 1535, on le planta sur la « croisée » et on le fit « à pointe ». Abattu par la foudre en 1554, ce second clocher fut refait en 1584. Renversé de nouveau par une tempête en 1611, il ne fut refait qu'en 1683, comme l'atteste une inscription gravée sur une pièce de sa charpente. En 1743, la voûte du chœur

s'écroula à son tour, elle fut refaite dans les années suivantes. Le reste du chapitre III est relatif à l'horloge de l'église Notre-Dame et à ses cloches dont M. Dupéron nous rapporte les inscriptions depuis 1637.

Au chapitre IV, nous apprenons que le premier orgue qu'ait eu l'église en question fut donné par le vicaire Jean Legras en 1646 ; suit un historique des différents organistes depuis 1651 jusqu'à la Révolution, et, à l'occasion de l'organiste Labouré, nous trouvons un renseignement très curieux sur le genre de musique sacrée en honneur à Mayenne à la fin du XVIII^e siècle. Les dernières pages du chapitre concernent l'établissement en 1774 de la tribune du bas de la nef.

Le chapitre V traite des vitraux anciens, tableaux et statues qu'on remarquait dans l'église, de la chaire prédicante placée vers 1780, de la grille en fer forgé qu'entourait le chœur, des fonts baptismaux, donnés, mais seulement en partie, par la duchesse de Mayenne, des bancs et des différentes catégories de paroissiens qui les occupaient.

Le chapitre VI contient la liste des curés de Notre-Dame depuis le XIII^e siècle avec des notices plus ou moins développées sur chacun d'eux ; deux de ces notices, celles relatives à Jacques du Bois-Motté et à Daniel Bouessay, présentent un intérêt tout particulier.

Nous recommandons aussi au lecteur la lecture du chapitre VII où M. Dupéron nous montre comment était composé au XVII^e siècle le clergé mayennais ; il y avait alors jusqu'à trente prêtres attachés à l'église Notre-Dame ; aussi la plupart de ceux-ci, très pauvres, étaient-ils obligés, pour vivre, de recourir à des moyens d'existence peu faits pour rehausser le prestige de leur état.

Dans les chapitres suivants l'auteur nous entretient successivement des droits curiaux et de l'heure des offices, de la fabrique, de ses procureurs et de ses comptes, du

coutumier des offices de Notre-Dame, des diverses confréries attachées à cette église, enfin des biens et revenus de la fabrique. Tous ces chapitres ont assurément leur intérêt, surtout le chapitre X où les comptes de 1562, 1563, 1568 et 1592 font de fréquentes allusions soit aux excès commis dans la ville par les huguenots, soit aux craintes qu'ils inspiraient.

Dans un XIV^e et dernier chapitre, M. Dupéron, comme il l'avait déjà fait pour l'église Saint-Martin, résume, sous forme de notes sommaires, par ordre chronologique, les principaux événements locaux intéressant la paroisse de Notre-Dame de Mayenne de 1790 à 1911.

Avons-nous besoin de répéter une fois de plus, que rien ne manque à cette publication, comme aux précédentes du même auteur, sous le rapport de la beauté typographique ainsi que de la richesse et de la variété des illustrations ! A ce point de vue nous ne savons qui nous devons le plus complimenter, ou de M. Grosse-Dupéron, qui, comme toujours, n'a pas reculé devant la dépense, ou de MM. Poirier-Béalu, qui ont su, de leur côté, se montrer à la hauteur de la noble tâche qui leur était demandée !

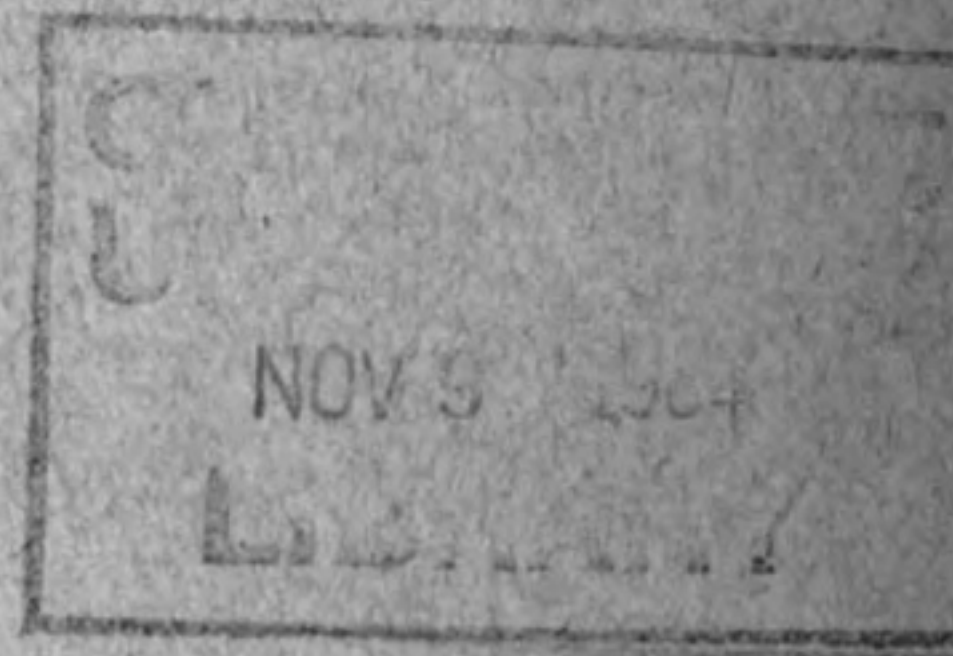
M^{is} DE BEAUCHESNE.

H. Graulhe

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

TOME LXX. — TROISIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1911. — SECOND SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1911

SOMMAIRE
DE LA
SIXIÈME LIVRAISON DE 1911

- 1^o MADAME DE VILLEDIEU INCONNUE, par M. le capitaine
DEROME. Page 225
- 2^o ANCINNES *[fin]*, par M. le chanoine FROGER. Page 237
- 3^o LE DOCTEUR VERDIER - HEURTIN, par M. le docteur
DELAUNAY. Page 262
- 4^o BIBLIOGRAPHIE DU MAINE POUR L'ANNÉE 1910, par M. l'abbé
Louis CALENDINI. Page 271
- 5^o LE GÉNÉRAL DE CHARETTE AU MANS ET LA FORMATION
DES VOLONTAIRES DE L'OUEST (octobre-novembre 1870),
par M. Robert TRIGER. Page 287
- 6^o CHRONIQUE : La Société historique et archéologique du
Maine à l'Exposition du Mans en 1911. — Nécro-
logie. Page 320
- 7^o TABLE DES MATIÈRES DU LXX^e VOLUME. Page 325
-

Frank

MADAME DE VILLEDIEU

INCONNUE

Marie-Catherine des Jardins, qui n'a jamais eu le prénom d'Hortense dont l'a affublé le premier de Beauchamps, en 1735 (1), devenue plus tard dame de Villedieu, et ensuite dame de Chaste de Chaalons, a été certainement la première de nos romancières de cape et d'épée, et de nos romancières naturalistes (2).

Elle avait du génie littéraire et montra surtout, comme romancière, une très grande supériorité dans ses écrits. Les lecteurs ne lui manquèrent pas, et sa célébrité était telle, sous Louis XIV, que le libraire Barbin lui payait cinq livres pour chaque page de ses ouvrages.

La vogue dont elle jouit pendant la seconde moitié du XVII^e siècle, s'est prolongée pendant tout le XVIII^e siècle, puisque la plupart de ses œuvres, réunies en dix volumes, après sa mort, eurent jusqu'à sept éditions, de 1696 à 1741, et qu'on la réimprimait encore en 1808.

Malgré cette notoriété, sa vie ainsi que celle de sa famille

(1) *Recherches sur les théâtres de France depuis l'an 1161 jusqu'à nos jours*, page 235.

(2) Restif de la Bretonne dit dans l'Introduction des *Contemporaines* : « Dès mon enfance, en lisant des romans, j'eus envie d'en faire ; mais je sentais bien qu'il manquait quelque chose à ceux que je lisais (c'était surtout ceux de M^{me} de Villedieu) et que ce quelque chose était la vérité.

et de son fils, est restée non-seulement inconnue, mais encore elle a été traitée comme un roman et travestie à plaisir dans tous les travaux fort nombreux cependant, dont elle a été l'objet.

Avant de mettre au jour les nombreux documents inédits que j'ai recueillis, depuis une dizaine d'années, sur la famille des Jardins, sieurs des Jardins, sur les relations de la famille de Boisset avec le Maine, sur Aymée des Jardins et François des Jardins, le frère et la sœur de Marie-Catherine, et sur son fils, Louis de Chaste de Chaalons, je me contenterai aujourd'hui de mettre sous les yeux des lecteurs deux documents qu'il était facile de sortir de l'obscurité où ils se trouvaient depuis deux cent vingt-huit années, si les nombreux biographes de Marie-Catherine des Jardins avaient daigné feuilleter et lire les éditions originales (1) de ses ouvrages.

Tout d'abord, au point de vue de l'iconographie de madame de Villedieu, aucun document de l'époque où elle a vécu n'a jamais été indiqué.

Tallemant, dans son historiette, dit « qu'hors la taille, « elle n'a rien d'agréable, et qu'à tout prendre, elle est « laide ».

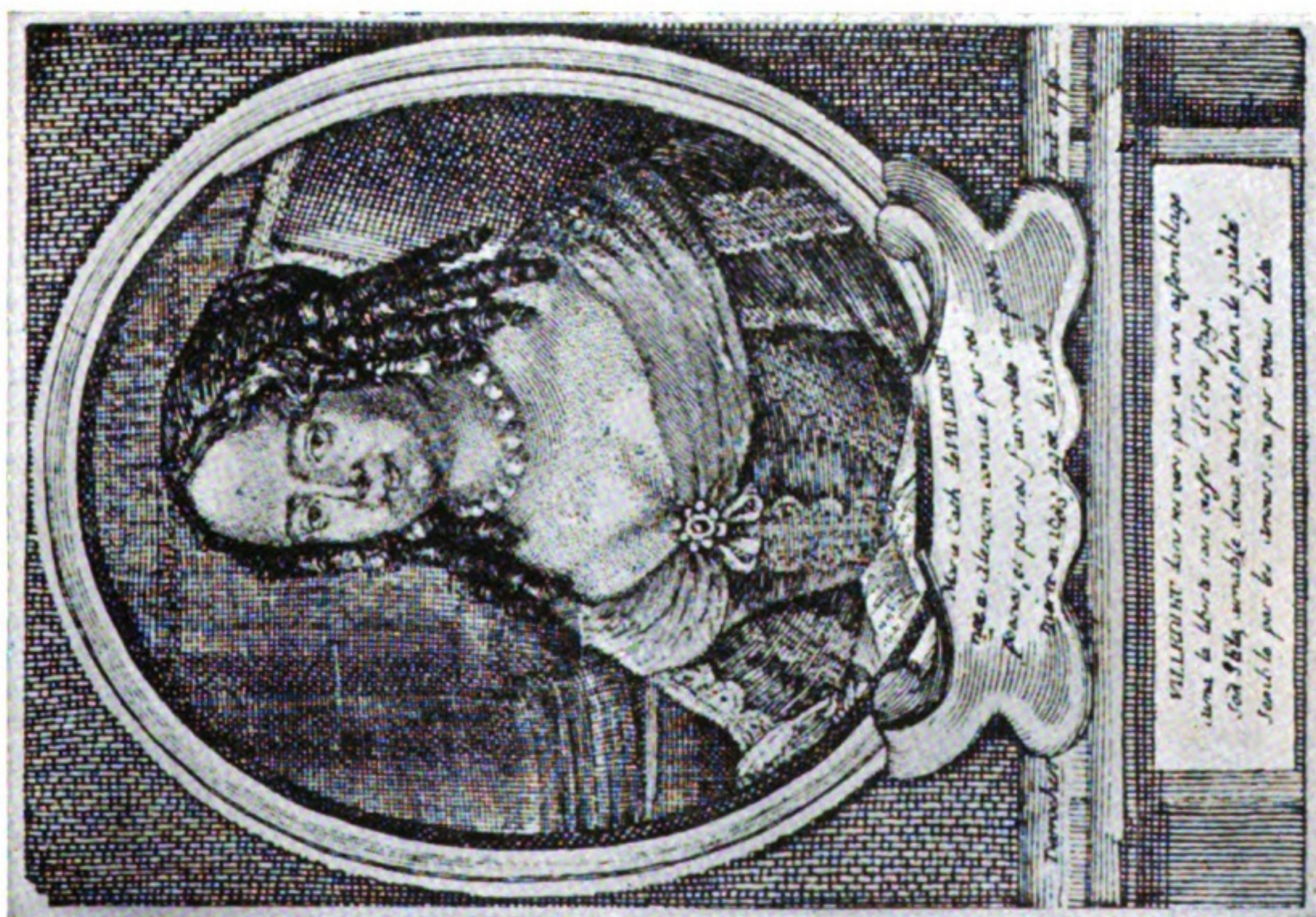
Pour Barbin, son libraire : « Elle était grande, bien faite, « avait bonne mine, mais elle n'était pas belle. Elle avait « l'esprit fort agréable et la conversation charmante. Elle « aimait la raillerie et la recevait parfaitement bien ».

Elle-même s'est dépeinte, âgée à peine de dix-huit ans (2), en 1658, de la façon suivante : « Je dirai donc que j'ai une « physionomie heureuse et spirituelle ; les yeux noirs et

(1) Vingt-cinq ouvrages différents publiés de son vivant, et deux posthumes, vendus à Barbin par Catherine Ferrand, sa mère, qui mourut le 10 mai 1692 et dont le partage de la succession n'eut lieu qu'en 1698.

(2) Née à Paris en 1640, rue Saint-Thomas-du-Louvre, dans la maison où mourut Voiture.





« petits, mais pleins de feu ; la bouche grande, mais les
« dents belles pour ne rendre pas son ouverture désa-
« gréable, le teint aussi beau que peut l'être un reste de
« petite vérole maligne ; le tour du visage ovale, les cheveux
« châtons approchant plutôt du noir que du clair, et la
« gorge et les mains disposées à être belles quand j'aurai
« l'embonpoint que jusqu'ici mon âge et la grandeur de ma
« taille m'ont empêché d'avoir ».

Georges Le Vavasseur (1) ayant devant les yeux « la jolie eau-forte gravée par Dewrits, pour les Poètes normands », eau-forte que Poulet-Malassis assurait être la reproduction authentique d'un portrait de la collection Desrochers, n'y trouvait ni le regard plein de feu pétillant, dans de petits yeux noirs, ni cette grande bouche, ni ce visage ovale dont Marie-Catherine parle.

Resté songeur devant ce portrait si rare, dans lequel il ne retrouvait aucun des traits indiqués par l'auteur, Le Vavasseur s'en était consolé en disant qu'on prend généralement mal son signalement quand on fait son propre portrait, et que l'on se donne plutôt l'air et la physionomie que l'on voudrait avoir, que celle que l'on a.

Pour lever ses doutes, il lui aurait suffi cependant d'ouvrir les « *Œuvres de Mademoiselle des Jardins*, à Paris, chez Gabriel Quinet, 1664, avec privilège du Roy » et il y aurait trouvé le frontispice ci-reproduit.

Le lecteur pourra aisément en juger en comparant à ce frontispice, le portrait de Desrochers et l'eau-forte de Dewrits, également reproduits ici.

Au point de vue de la bibliographie des divers écrits de Marie-Catherine des Jardins, aucun des écrivains qui se sont occupés d'elle n'a indiqué un catalogue de l'époque concernant ces écrits.

(1) *Revue historique et archéologique de l'Orne*, t. XII, 1893, pages 421 et 434.

Bien des littérateurs ont discuté et discutent encore sur certains ouvrages qu'elle n'a jamais écrit et qu'on lui attribue malgré tout. Aucun d'eux n'a cherché à connaître le moment où madame de Villedieu a cessé d'écrire.

En avril 1671 paraissait le tome V du *Journal amoureux*, et voici ce qu'y écrivait madame de Villedieu, en tête de ce tome (1) :

« On soupçonne mon génie d'une fécondité si générale,
« que j'ai cru devoir, aux erreurs du public, quelques lignes
« d'avertissement sur ceci. Je ne prétends point blâmer les
« livres que je désavoue, mais, par un pur scrupule sur les
« larcins de la gloire d'autrui, je déclare n'avoir aucune
« part à la 3^e et 4^e partie du *Journal amoureux*.

« Un manuscrit de la 1^{re} partie m'étant tombé entre les
« mains, il me sembla que le corps de cet ouvrage ne
« répondait pas au bonheur de son titre. Je m'avisai d'y
« chercher un plan, et ce changement de scène, demanda
« un changement de style. Je narrai les incidents à ma
« manière. J'en disposai l'ordre, je convertis quelques récits
« en action, et quelques actions en récit. Je mis en vers la
« Fable d'Actéon, qui n'était qu'une pensée de quatre lignes
« de prose, et je la préparai pour la conversation de la
« galerie.

« Si j'étais demeurée la maîtresse absolue de cet ouvrage,
« je n'y aurais laissé aucune chose que je n'eusse fait gloire
« d'avouer ; mais, la licence où on s'est dispensé, malgré
« moi, dans quelques endroits, me fait supplier le lecteur
« de séparer mes idées de celles qui ne doivent pas m'être
« propres. La seconde partie est toute de moi et je n'ai pu
« refuser aux instances de mon libraire, de faire la cin-
« quième et la sixième que je donne aujourd'hui au public.

« Je prends un règne plus éloigné, ces sortes d'ouvrages

(1) *Le Journal amoureux*. Bibliothèque de l'Arsenal, B L 16652. Cinquième partie, 1^{re} journée à VIII^e journée.

« ne demandent point de chronologie, et l'historien des
« amours de Mr d'Anjou sera peut-être bien aise qu'on le
« laisse dans la liberté de pousser l'intrigue plus loin ; mais,
« pour éviter toutes méprises à l'avenir, je mets à la fin de
« ces deux tomes, un *Catalogue* que j'ai composé. Il est
« fidèle jusqu'à la fin d'avril de l'année 1671, et, je proteste
« que je n'ai jamais fait imprimer que les livres dont il fait
« mention :

« *Catalogue* (1) des ouvrages composés par Madame de
« Villedieu, tant sous le nom de M^{lle} des Jardins, que
« sous celui qu'elle porte à présent.

« *Alcidamie*, en deux tomes.

« Un *Recueil de poésies diverses*, où on a joint trois pièces
« de théâtre.

« *Lisandre, Cléonice, Anaxandre, Cormente*, en deux
« tomes, *Nouvelles différentes*.

« *Quelques lettres en forme de relation sur mon voyage*
« en Flandres.

« Un second *Recueil de poésies*, où sont contenues huit
« fables dédiées au Roy.

« Un petit ouvrage intitulé *Le Carousel de Monseigneur*
« le Dauphin ; on y a joint quelques pièces détachées que
« je désavoue (2), et que les connaisseurs ne m'auront
« sans doute pas attribuées.

« Trois tomes du *Journal amoureux*, savoir : les II^e, V^e
« et VI^e.

« *Les Annales galantes*, en quatre tomes : I, II, III et IV.

« Deux tomes des *Amours des Grands Hommes* (3) ».

(1) *Le Journal amoureux*. Sixième partie, IX^e journée à XX^e journée.

(2) Bayle, dans ses *Nouvelles lettres de l'Histoire du Calvinisme*, 1685, tome II, p. 735, ne croit pas à ce désaveu. Or, la pièce des vers du *Bal* et du *Mail*, de l'Arsenal, avait déjà paru en 1638 (in-4°), et Marie-Catherine n'était pas encore née.

(3) Le privilège des *Amours des Grands Hommes* était donné le

Ce catalogue donne l'indication de seize ouvrages, et à ce moment, madame de Villedieu en avait fait vingt.

Ceux qu'elle ne cite pas sont :

1^o *Le Récit, en prose et en vers, de la Farce des Précieuses*, 1659.

2^o *La Description de la fête de 1665*.

3^o *La Revue des troupes d'Amour*, 1667.

4^o Et le *Nouveau Recueil de quelques pièces galantes*, par madame de Villedieu, autrefois M^{lle} des Jardins, 1669.

En outre, elle n'avoue pas les *Mémoires du Sérail*, traduction arabe, par feu M. Deschamps, parus le premier octobre 1670, et ne mentionne pas non plus les *Mémoires de la vie d'Henriette Sylvie de Molière*, dont le privilège est donné à Barbin, le 29 avril 1671, et dont les tomes I à IV parurent le 16 mai 1672.

Le 22 novembre 1671 parurent les tomes III et IV, des *Amours des Grands Hommes*, mais Barbin déclare, au tome IV, que « l'illustre personne qui a déjà fait paraître « quelques ouvrages sous ce titre, n'a nulle part à cette « quatrième partie ».

Ce catalogue me paraît être son testament littéraire, bien que quatre autres ouvrages soient postérieurs à cette date.

En effet, le 6 février 1672, Louis XIV accordait à la dame de Villedieu, le privilège de faire imprimer pendant dix ans, par quel libraire elle voudra :

Les Galanteries grenadines et *Les Exilés*.

Ces deux privilèges sont les derniers que Marie-Catherine aura eus de son vivant.

Les deux premiers tomes des *Exilés* parurent le 24 mars 1672, et la publication en fut suspendue à cette date, tandis que *Les Galanteries grenadines* ne paraîtront qu'en 1673.

C'est à ce moment, juin 1672, que Marie-Catherine termine sa carrière d'écrivain.

4 décembre 1670 à la dame des Jardins, veuve de feu sieur de Villedieu.

Fin mai 1672, elle entrera en religion dans le prieuré des Bénédictines de la Conception et de Saint-Joseph. Ce couvent, fondé en 1641, par Charlotte Le Bret, à Lagny, s'était établi vers 1654, à Conflans, près Charenton, dans un endroit appelé l'Hôtel ou le Séjour de Bourgogne.

Elle n'y restera pas longtemps.

Le libraire Barbin dit d'elle qu'elle avait une telle inclination pour la poésie, que, malgré la défense de ses supérieurs, dans le couvent où elle était, elle ne pouvait s'empêcher de faire des vers. Il n'ajoute cependant pas qu'elle y écrivit des romans.

Rien, d'ailleurs, ne parut d'elle pendant ce séjour de six mois.

Ce ne fut que le 16 février 1673 que parurent les tomes IV, V et VI, des *Exilés*.

Barbin, dans son « Avis au lecteur », tome V, dit « qu'il a ce livre depuis trois ans et qu'il n'a pu le donner plus tôt au public par suite de considération qu'il n'a pu vaincre, mais que celles-ci sont enfin cessées, ou du moins, assez adoucies pour lui permettre d'en user à sa volonté ».

Claude Barbin, qui passe pour avoir payé cinq livres la page, les écrits de notre romancière, avait dû passer un traité avec elle, et la força certainement à l'exécuter à sa sortie du couvent.

De là, la publication, le 16 janvier 1674, des tomes V et VI des *Mémoires d'Henriette Sylvie de Molière* dont le manuscrit était connu depuis de longues années. (Lettre de René Le Pays, du 28 juin 1665) (1).

Quant aux deux derniers ouvrages de madame de Ville-dieu, *Le Portrait des Faiblesses humaines* et *Les Galanteries grenadines*, ils sont posthumes.

Voici l'acte de décès existant sur le registre de l'État civil

(1) Nouvelles œuvres de M. Le Pays. Bibl. nat., Z. 14612.

de Saint-Rémy-du-Plain, volume 1667 à 1691, 1683, f° 3,
« Marie-Catherine des Jardins est décédée le 20 octobre, an
« que dessus, a esté inhumée le lendemain, 21, en l'église
« du dit lieu, laquelle était âgée de 45 ans. »

A peine madame de Chaste de Chaalons était-elle ensépulturée, que sa mère, Catherine Ferrand, habitant le petit château de Clinchemore, songeait à modifier son testament ; son petit-fils, Louis de Chaste, vivait encore, ainsi que le prouve l'acte suivant :

« Aujourd'hui, deuxième jour de novembre 1683, avant
« midy, par devant nous, André Le Riche, notaire royal au
« Maine, demeurant à Saint-Rémy-du-Plain, est comparu
« en personne damoiselle Catherine Ferrand, veuve de feu
« messire Guillaume des Jardins, en son vivant vice-baillif
« d'Allençon, demeurant audit Saint-Rémy, laquelle nous
« a dit que par erreur elle avait fait employ en son testa-
« ment (cy-devant fait devant nous), que damoiselle Aymée
« des Jardins, sa fille, était rapportable de 1800 livres à ses
« deux autres enfants.

« Pourquoi elle révoque ladite déclaration, et entend
« qu'elle procède ainsi pour que :

« François des Jardins, sieur de Clinchemore, Louis de
« Chaste de Clermont (1), fils de feu marquis de Chaste et
« de damoiselle Marie-Catherine des Jardins, et Gilbert de
« Fleurier, fils de Gilbert de Fleurier et de ladite damoiselle
« Aymée des Jardins, ses trois enfants, partagent entre eux
« également ses immeubles après son décès, comme ses

(1) Catherine Ferrand va garder près d'elle son petit-fils, Louis de Chaste, jusqu'au 10 mai 1692, jour où elle décédera. — François des Jardins continuera à élever son neveu, à Clinchemore. — Et lorsqu'après avoir épousé, en 1686, Marie-Louise des Jardins de Saint-Val, il quittera Saint-Rémy-du-Plain, Louis de Chaste ira habiter dans le Perche, avec son oncle, jusqu'au moment où il épousera Marie Ferrejeau. — François des Jardins mourut le 10 février 1724.

« trois héritiers présomptifs et issus d'elle et des susdites
« deux filles ci-dessus nommées.

« Voullant et entendant que ladite déclaration et testa-
« ment à l'égard de ladite somme de 1800 livres soit nul,
« la révoquant à cet égard, et pour le surplus, qu'il soit
« exécuté selon sa forme et teneur sans y déroger, sinon
« pour ladite somme de 1800 livres dont ladite de Fleurier
« donnerait décharge dont et dit que dessus.

« Ainsi donné lecture à la dite damoiselle Ferrand qui a
« dit être son instruction et lui avons lu et relu dont l'avons
« jugé.

« Fait et passé audit Saint-Rémy-du-Plain, ressort du
« Maine, par devant Georges Deniau, mareschal, et Nicollas
« Hublin, sieur de Lespine, tous deux témoins.

« Ferrand des Jardins. Hublin.

« Deniau. Le Riche. »

C'est Catherine Ferrand qui vendra, en 1683, à Barbin, les deux derniers ouvrages de sa fille.

Voici, d'ailleurs, ce qu'on lit dans le numéro du *Mercur*
galant, de novembre 1683, pages 267 à 269 :

« On vient de m'apprendre la mort d'une dame que son
« esprit a rendu illustre, et qui parut dans le Monde sous
« trois noms : savoir, de M^{lle} des Jardins, de madame de
« Villedieu et de madame de Chate. Elle avait une manière
« d'écrire, aussi galante que tendre, et peu de personnes
« ont un style aussi aise. » — (Suit une liste de dix ouvrages
dont les *Nouvelles afriquaines*) (1). — « Le sieur Barbin qui
« a imprimé tous ces ouvrages, en a encore beaucoup d'elle,
« et le premier qu'il mettra au jour a pour titre *Le Portrait*
« *des faiblesses humaines*. Ils ont tous eu un si grand
« succès qu'on peut en attendre un pareil de ce dernier. »

(1) Cet ouvrage est introuvable en édition originale. L'exemplaire de l'Arsenal, B L. 14074, n'a ni titre ni privilège. S. l., s. d.

Barbin attendit jusqu'au 10 août 1685, le privilège d'imprimer cet ouvrage de feu M^{me} de Villedieu qui parut le 14 août 1685. Ce ne fut que le 24 mai 1687 que parut le dernier ouvrage de Marie-Catherine, *Les Annales galantes de la Grèce*, dont le privilège est daté du 9 août 1685.

Tant que Catherine Ferrand vivra, les ouvrages de M^{me} de Villedieu ne seront pas réimprimés. Mais, dès 1694, à Lyon, Roux, l'imprimeur, obtiendra pour Besson et Baritel, la permission de réimprimer les ouvrages dont le privilège est expiré.

C'est alors que vont apparaître un certain nombre d'écrits qu'on attribuera à Marie-Catherine, tant à Lyon qu'à Toulouse.

Le nom de madame de Villedieu est connu, les libraires vont exploiter cette vogue pendant quarante-cinq ans.

Voici la Préface des *Héros illustres en guerre et en amour*, par madame de Villedieu. Lyon, 1696. Baritel.

« Ce n'est pas rendre un médiocre office aux lecteurs,
« d'avoir joint l'utile à l'agréable ; les livres de la galanterie
« sont, à la vérité, de jolis amusements, mais ils ne forment
« pas assez l'esprit pour prétendre y trouver de quoi y
« apprendre et à raisonner.

« J'ai donc trouvé le moyen de rendre la lecture de la
« plupart des ouvrages de mademoiselle de Ville-Dieu, profitables en y ajoutant des descriptions historiques des
« pays, lieux, états et villes dont elle parle dans ces ouvrages.

« Ainsi, les jeunes gens qui les liront, y trouveront non
« seulement des instructions pour bien vivre parmi le beau
« sexe, des leçons pour apprendre à faire l'amour dans les
« justes règles de l'Art, mais aussi des récits courts mais
« aisés et utiles qui leur apprendront à connaître divers
« endroits qu'ils ne trouveraient que dans plusieurs livres.

« L'on a pratiqué ces observations dans les deux volumes
« des *Nouvelles galanteries Chinoises*, dans les deux autres

« des *Aventures et galanteries Romaines*, et dans les
« *Annales de la Grèce*, etc.

« Au reste, le libraire qui donne ou RESTITUE tous les
« ouvrages de l'illustre mademoiselle de Ville-Dieu, en
« 20 volumes, le fait pour satisfaire à la galanterie dont il a
« toujours été un zélé partisan et un assez bon connaisseur
« en géographie, pour en parler certainement. »

C'est à cette date du 24 juillet 1696 que toutes les Œuvres de madame de Villedieu se vendent en dix-neuf volumes, chez Antoine Besson, rue Turpin, près le logis de l'Empereur, à Lyon. Dans les œuvres marquées se trouvent *Les Désordres de l'Amour*, *Mademoiselle d'Alençon*, *Mademoiselle de Tournon*. *Les Héros illustres en guerre et en amour*. *Les Nouvelles galanteries Chinoises*.

En 1702, Dominique Desclassan, seul imprimeur-juré de l'Université de Toulouse, édite aussi les Œuvres de madame de Villedieu. Barbin intervient alors, et dans le numéro XLII du lundi 17 décembre 1703, du *Journal des Savans*, p. 673, il fait insérer la note suivante :

« *Recueil d'Ouvrages imprimés à Toulouse, sous le nom*
« *de Madame de Villedieu* :

- | | | |
|-----------|---|---|
| Tome I | { | <i>Le Journal amoureux.</i> |
| contenant | | <i>Le Journal amoureux d'Espagne.</i> C'est de
M ^{lle} de la Roche. |
| Tome II | { | <i>Les Annales galantes.</i> |
| contenant | | <i>Les Annales galantes de Grèce.</i> |
| Tome III | { | <i>Les Amours des Grands Hommes.</i> |
| contenant | | <i>Les Portraits des faiblesses humaines.</i> |
| Tome IV | { | <i>Les Exilés.</i> |
| contenant | | <i>Les Désordres de l'amour.</i> |
| Tome V | { | <i>Le prince de Condé.</i> C'est de feu M. Boursault. |
| contenant | | <i>M^{lle} d'Alençon.</i> C'est par Vaumorière. |
| | | <i>M^{lle} de Tournon.</i> C'est par Vaumorière. |

Tome VI { *Asterie ou Tamerlan*. C'est par M^{lle} de la
contenant { Roche.
 { *Œuvres meslées. — Portrait des Fables.*
 { *Galanteries grenadines.*

« On voit que cette édition ne contient pas la moitié des
« œuvres de M^{mo} de Villedieu, et que l'on y a mis des
« ouvrages qui ne sont point d'elle.

« L'édition de Paris (1) est complète, en dix volumes, qui
« se vendent chez la veuve Barbin, au Palais. »

Les œuvres de M^{mo} de Villedieu seront réimprimées en
1721 et 1741, en douze volumes dont les tomes XI et XII
renfermeront les différents ouvrages attribués à M^{mo} de
Villedieu, par Baritel et Desclassan, et que la veuve Barbin
désavoue, et en plus, l'*Illustre Parisienne*.

Ce roman est un des nombreux ouvrages de Préchac ;
c'est le huitième des vingt-six écrits qu'il publia de 1677
à 1714 (2). Le privilège de l'*Illustre Parisienne* est accordé
à de Préchac, par le Roi, à Saint-Germain-en-Laye, le
28 mars 1679. Le premier volume dédié à la reine d'Espa-
gne, parut en 1679, le second volume parut en 1680, la
dédicace en est adressée à madame de Grancé (3).

Capitaine DEROME.

(1) Cette édition de 1702, en dix volumes, existe au British Muséum,
Catalogue de 1886, et à Lyon, B L 6888.

(2) Recueil de Notices biobibliographiques, par Jean-Louis Portail,
Bibl. nat., manuscrits, nouvelles acquisitions, n° 647, p. 102 à 106.

(3) Bibliothèque de l'Arsenal, deux vol. in-12, B L 13452

ANCINNES

(Suite) (1)

II.

HISTOIRE FÉODALE

Il se peut que les plus anciens vestiges s'en retrouvent à Ancinnes dans une tombelle, créée à mains d'homme, et qui a porté jadis des fortifications en bois dont il ne reste plus trace. Cette butte artificielle est située à un kilomètre au nord-ouest du bourg d'Ancinnes, non loin de la ferme actuelle d'Ecouvé, au confluent du ruisseau du Rosay et d'un ruisselet non dénommé. Elle est circonscrite par un

(1) Une obligeante communication de M. l'abbé H. Legros, curé d'Arçonnay, nous permet de rectifier et de compléter ce que nous avons déjà dit dans l'article précédent sur Ancinnes, à propos de la fondation réalisée par M. L. Sévin, curé de cette paroisse. Ce n'est pas seulement une chapellenie que ce dernier, à la suite d'un pèlerinage fait par lui en Italie, à Lorette, fonda en l'an 1700, en l'honneur et sous le vocable de Notre-Dame de Nazareth, mais il édifia, en plus, à la même époque, une chapelle consacrée à la Sainte-Vierge et située, non point dans la maison des Religieuses Bénédictines de Montsort, près Alençon, mais à une centaine de mètres de cet établissement. Cette chapelle, dont la cloche avait été bénite en 1699, par M. L. Sévin, (cf. Inventaire sommaire des Arch. dép. de la Sarthe, t. I, p. 303), fut vendue nationalement, en 1791, à l'administration du district de Fresnay. Elle fut ensuite rachetée, en 1802, par M. l'abbé François Sévin, et restaurée, en 1826, par M^{lle} Jeanne-Claude-Geneviève de Sévin, petite-nièce du fondateur. L'édifice fut alors rendu au culte catholique, après avoir été béni, le 23 octobre 1827, par M^{gr} l'évêque de Séez.

fossé dont la profondeur va de quatre à huit mètres et dont la largeur, prise à la moitié de sa profondeur, est d'environ dix mètres. Le périmètre de cette élévation, à sa base, est de deux cent seize mètres et elle occupe un espace d'environ douze ares. A une distance moyenne de quarante mètres, elle est défendue par un parapet formé du rejet des terres du fossé de circonvallation qui vient, comme celui de la tombelle, se confondre à chaque extrémité avec le bord du côteau du Rosai. La forme qu'affecte ce retranchement est celle d'un carré assez régulier dont les angles sont légèrement arrondis. Il offre dans son ensemble une déclivité sensible vers le sud-ouest. L'aire de cette forteresse contient environ soixante-dix ares. Le côté sud est défendu seulement par la petite vallée du ruisseau non dénommé, mais le fossé vient de nouveau déchirer le roc vif dans l'angle ouest du cap qui domine le confluent des deux cours d'eau (1).

L'appellation de Château de Maulny (2), par laquelle on désigne cette tombelle, ne nous apprend, ni par qui, ni à quelle époque ce travail a été exécuté. Encore moins désigne-t-elle le nom de ceux qui se sont établis les premiers derrière ces retranchements. On ne saurait dire quand ils ont été abandonnés, et s'il y a eu une famille qui ait fait de cet emplacement le siège d'un fief et d'une seigneurie féodale, ce n'est pas sûrement par celle de Maulny dont le nom s'applique à ces restes délaissés, uniquement parce qu'ils sont très rapprochés d'une forêt possédée jadis par des représentants de la famille sus-dite. On ne pouvait cependant se dispenser de signaler ces ruines, où, dans le haut moyen-âge, des hommes d'armes ont fixé leur demeure.

(1) Cette description est littéralement extraite d'un travail publié dans la *Revue hist. et arch. du Maine*, t. II, p. 427-435, sous ce titre : *Un oppidum dans le Sonnois*, par M. de Courtilloles.

(2) Il est fait mention du château de Maulny dans le registre des assises de la seigneurie de Coesmes, en 1558. Maître Godibois, prêtre, à Ecouvé, est cité pour rendre compte de la terre qu'il possède, appelée « le chastel de Maulny ». Archives du château de Courtilloles.

Mais si le château de Maulny doit être écarté de l'ensemble du régime féodal, il y avait à Ancinnes, en dehors de nombreuses terres dépendant de fiefs étrangers à la paroisse (1), maints domaines qui relevaient de ces diverses seigneuries : Ancinnes, Ancinette, Chaigné, Coesmes, Geneslay, Montrenier ou Montregnier, Vaubeson et Vaugaulais. En les énumérant ainsi, nous ne tenons pas compte de leur importance, mais simplement de l'ordre alphabétique.

ANCINNES

Cette seigneurie, c'était celle de la paroisse, la composition nous en est inconnue. Nous savons simplement que, de 1459 à 1532, elle fut aux mains des membres de la famille de Tucé (2). Du 28 octobre 1459 au 13 août 1483, nombreux sont les aveux où Guillaume de Tucé en est dit seigneur. Le 17 septembre 1488, il a fait place à Baudoin de Tucé, lequel a lui-même pour successeur Jehan de Tucé, dont le nom est inscrit sur des documents qui vont du 17 juillet 1497 à l'an 1532.

Il est presque certain qu'il maria sa fille à Bertran de Karadreux, chevalier, vicomte de Neuville, lequel, par sa femme, posséda la seigneurie d'Ancinnes pour laquelle il reçoit des aveux ou des déclarations, du 29 janvier 1529 au

(1) Voici en effet ce que nous rencontrons dans le registre des francs fiefs de la province du Maine, en 1314, pour la paroisse d'Ancinnes : « de Guillaume Bouchart, pour x s. vi d. de rente acquis ou fié à la dame de Bonnolin, xxxi s. vi d.

« D'André Seignourel, pour xl s. de rente qu'il tient ou fié de Pontoise et pour finé de certaines chouses dou temps au roy de Cecille, si comme il apert par lettres, finé pour tout à xl s. »

Bibliothèque nationale, ms. fr. 8736. Communication de M. S. Menjot d'Elbenne. Ces terres d'Ancinnes relevaient de deux fiefs qui n'existaient pas sur cette paroisse.

(2) Tout cet article est extrait de l'appendice II, publié à la suite du *Cartulaire de l'abbaye de Perseigne*, p. 236-238, et rédigé par M. G. Fleury.

20 juin 1560. Son fils, Joachim, en hérita. Il épousa Marie de Rohan qui lui donna une fille, Renée. Celle-ci, en s'alliant à François de Champagne, le rendit seigneur d'Ancinnes. A ce titre, il figure sur un aveu en date du 13 novembre 1579. Il dut ne pas laisser d'héritier après lui, et Marguerite de Bouillé, veuve de Jacques de Karadreux, parent du précédent, posséda à son tour le même fief dont devint titulaire noble Martin du Hardaz qu'elle avait épousé en secondes noces, en 1595. Il mourut en octobre 1610, et sa veuve continua de recevoir les aveux jusqu'en décembre 1613, date de sa mort. Leur fils, Claude du Hardaz, les reçut à son tour. Il avait épousé, en 1619, Marie du Bouchet de Maleffre, fille de Jacques et de Françoise de Courdemanche. Il devint veuf, le 21 septembre 1648.

Leur fils, René du Hardaz, est dit seigneur d'Ancinnes, dès le 9 avril 1646. Il s'unit, en 1648, à Marguerite Le Febvre, qui mourut à Saint-Rigomer, le 29 janvier 1672. N'en ayant point eu lignée, par son testament en date du 18 avril 1689, il institua pour son légataire universel, Léonard du Hardaz, son cousin issu de germain, et mourut le 11 septembre de la sus-dite année.

Son héritier décéda lui-même sans hoirs, et la seigneurie d'Ancinnes retourna à Thomas du Hardaz qui disparut à son tour, le 8 août 1703. Il laissait une succession chargée de dettes, aussi ceux qui y pouvaient prétendre, soit sa belle-fille, Marie Laurens, veuve de Claude du Hardaz, et son second fils, Marin du Hardaz, préférèrent-ils entrer en arrangement avec ses créanciers, et c'est dans ces circonstances que, en 1719, Pierre Chausson, écuyer, seigneur des Orgeries, le devint aussi d'Ancinnes, par suite de l'acquêt qui l'en mettait en possession. Il avait épousé Marie-Madeleine Hébert de la Chevalerie, de laquelle il eut un fils, François-Louis, qui fut autorisé par lettres-patentes, en date du mois d'avril 1766, à changer son nom patronymique

contre celui de Courtilloles. Ce fut le dernier seigneur d'Ancinnes. Il mourut le 14 mars 1791.

ANCINETTE

C'est l'appellation d'un petit fief, dont le hameau du même nom conserve le souvenir. Ce dernier, composé de six à

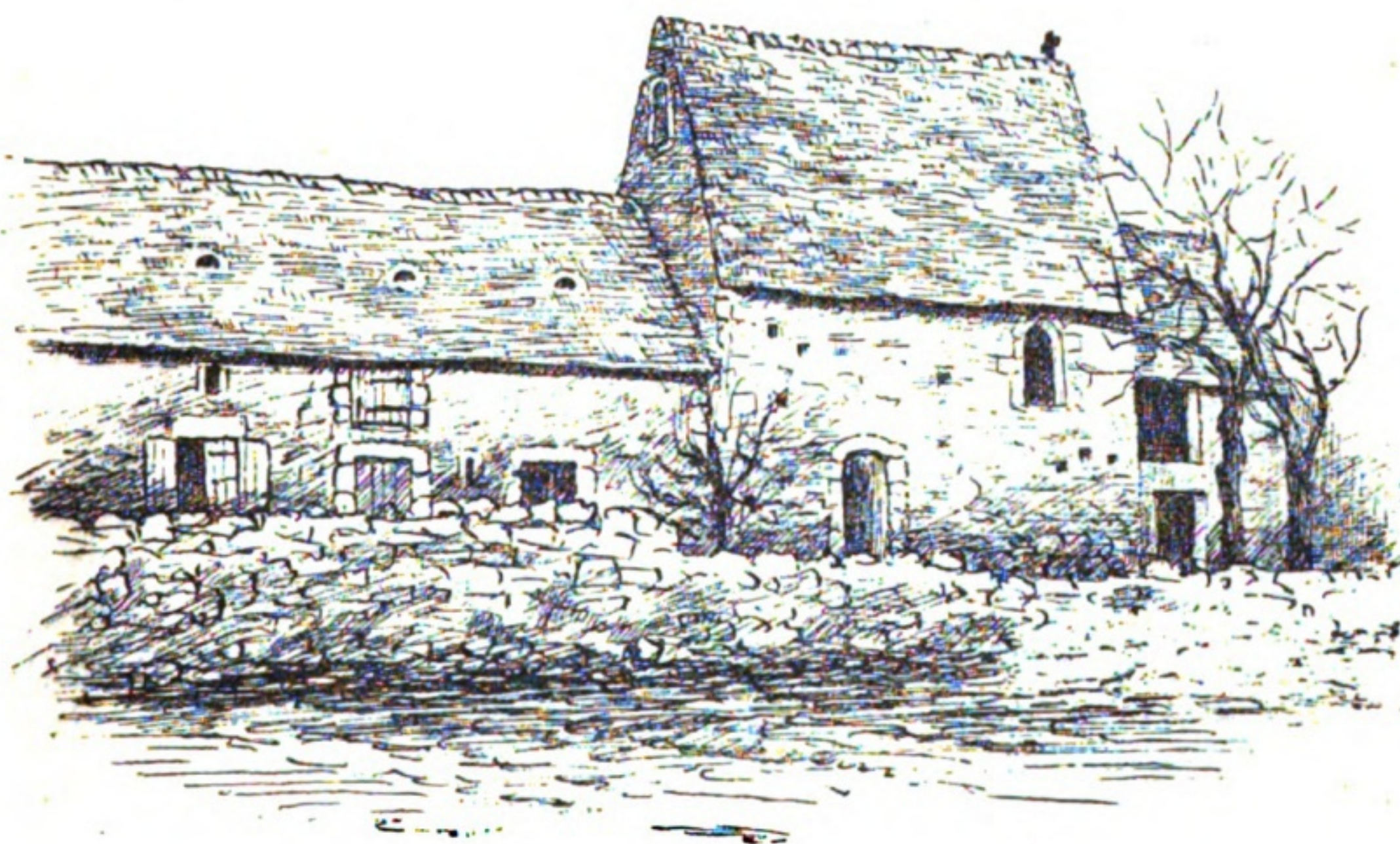


Fig. 3. — ANCINETTE

sept feux, est situé à environ quatre kilomètres du bourg d'Ancinnes, sur la route qui en part pour gagner Rouëssé-Fontaine. Le fief appartenait à l'abbaye de Beaulieu et l'abbé du monastère en était le bénéficiaire (1). A ce titre, il rendait aveu à la seigneurie de Coesmes dont nous parlerons bientôt.

(1) Le 13 août 1665, sœur Françoise de la Fournerie, supérieure des religieuses de Notre-Dame, établies à Alençon, présenta la déclaration

Une chapelle y avait été construite. (Voir fig. 3). L'évêque du Mans, Guillaume de Passavant en fit don à Lambert, abbé de Beaulieu (1). On en peut voir ici un dessin exact. Elle était éclairée par deux fenêtres, actuellement bouchées, et dont l'une est ogivale et l'autre à plein cintre. La charpente était autrefois masquée par un lambris qui a disparu. Les tirants subsistent encore. Deux socles de pierre, placés au dessus de l'autel, supportaient vraisemblablement des statues que la tradition dit avoir été enfouies dans un jardin voisin. Dans le mur du côté droit de ce petit édifice, on remarque encore une crédence très mutilée, mais sur la face antérieure de laquelle on discerne néanmoins quelques feuilles de vigne et des grappes de raisin.

CHAIGNÉ

Nous n'en avons retrouvé aucun aveu, et nous ne saurions indiquer quelle en était la composition, ni quelle en était l'étendue. Il ne s'est rien conservé du manoir qui en était le centre et qui a été remplacé par une maison moderne, située sur un chemin, le second en sortant du bourg et qui s'embranché à gauche de la route allant d'Ancinnes à Bourgle-Roi, plus éloignée de cette dernière localité que de la première. Cette seigneurie était, en 1469, aux mains de Jacques Seigneur. Nous n'en connaissons pas de plus ancien détenteur. En 1488, le 22 décembre, pour être « participant aux bienfaits, prières et oraisons des curé et paroissiens

des biens héritaux qu'elle dit « tenir censivement de vous illustrissime et révérendissime Emmanuel-Philibert de Beaumanoir, évêque du Mans, abbé commendataire de l'abbaye de Notre-Dame de Beaulieu, à cause de votre fief d'Ancinette, dépendant de votre dite abbaye, à savoir. . . » Arch. dép. de l'Orne. . .

(1) Beaulieu, abbaye de chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin, fondée tout près du Mans, le 9 octobre 1124. Cf. *Inventaire des titres de l'abbaye de Beaulieu*, publié par M. l'abbé L. Froger, in-8, page 3.

d'Ancinnes », il donna à leur fabrique paroissiale deux pièces de terre, à la charge pour ceux qu'il avantageait ainsi, d'en faire foy et hommage à la seigneurie de Chaigné, et de payer, à la mort de chaque curé, un droit de mutation de quinze livres, plus une rente annuelle de cinq livres.

Ce bienfaiteur, dont nous ne savons rien autre chose, eut probablement pour fils, Simon Seigneur, que l'on trouve, en 1519, possesseur de la même seigneurie. En 1558, elle était, sans que nous sachions si ce fut par héritage ou par acquêt, devenue la propriété de Jean de Vignolles. Elle ne resta point dans cette famille, et, en 1583, Jean Berthelot en était seigneur. Elle fut vendue, en 1616, au contrôleur en la maison de feu Monsieur le Prince de Conti, Pierre Pasquinot, dont l'héritier, Pierre, la détenait en 1649. Il acquit alors de Jeanne Pasquinot (1), sûrement sa parente, mais à tel degré que nous ignorons, une pièce de terre, en pré, pour la somme de 340 francs. Elle dut, plus tard, hériter de lui et apporter à son époux, Gabriel de Chourses, le même fief dont, en 1719, Godefroy de Chourses, très probablement leur fils, est dit détenteur. C'est le dernier seigneur que nous en connaissions (2).

COESMES

Les seigneurs (3) de ce fief, relevant de la baronnie du Sonnois, ont été l'objet d'une étude trop approfondie pour que nous ayons à nous y arrêter longtemps. Nous nous bornerons à résumer ici le travail que leur a consacré jadis

(1) Cf. abbé G. Esnault, *Minutes des notaires du Mans*, t. V, p. 188.

(2) Le seigneur de Chaigné exerçait ses droits de justice par des baillis dont quelques-uns nous sont connus; François Hatton, sieur de la Taille, en 1646; Guillaume Poussard, en 1699; Jacques-Philbert Ignard, sieur de la Guimbaudière, en 1731; Jacques Gaultier, en 1732.

(3) Cf. V. Allouis, *Les Coesmes, seigneurs de Lucé et de Pruillé*, in-8 de 350 pages.

M. Allouis, dans la *Revue historique et archéologique du Maine* (1), et qui, continué par M. le chanoine Ledru, permet d'entrer de plain-pied dans leur vie publique et privée. C'est à ce qui se rapporte à la seigneurie de Coesmes que nous nous attacherons, mais il nous sera bien permis d'observer comment cette famille, dont Ancinnes est le lieu d'origine, s'est surtout développée au dehors, et, tout en conservant fidèlement, comme on garde un berceau, le fief possédé par les lointains ancêtres, n'a jamais eu autant d'importance que le jour où elle fut établie dans le Haut-Maine.

C'est au XIV^e siècle qu'elle y fut transplantée, tandis que, dès la fin du XI^e siècle, exactement en 1088, le plus ancien représentant connu de cette maison résidait à Ancinnes. Il ne reste rien du château qu'il habita, et sur l'emplacement duquel, selon toute apparence, l'un de ses descendants fit construire, au XV^e siècle, le manoir qui subsiste encore, transformé en maison de fermier, et dont on peut voir ici un dessin exact. (Voir fig. 4).

Ce premier seigneur de Coesmes répondait au nom de Foulques, et il avantagea de l'un de ses domaines les religieux de l'abbaye de Saint-Martin de Séez (2).

En 1150, sans que l'on discerne quel lien exact de parenté le rattachait au précédent, on rencontre Guillaume de Coesmes cédant, du consentement de sa femme et de ses

(1) Tomes XX à XXIV.

(2) « Notum sit omnibus tam posteris quam presentibus quod Fulconius de Coismes, anno ab Incarnatione Domini M^o LXXXVIII dedit Deo et sancto Martino fratribusque in cœnobio sagiensi tam victuris quam viventibus et in perpetuum solute et quiete concessit ut in consuetudinibus quas habet in Mania, scilicet apud Frainiacum, totum suum dominium solutum et quietum ; predicti fratres transigerunt de victu sive de potu seu de ceteris propriis rebus, nullam consuetudinem prefato Fulconio reddentes. Testes fuerunt Ausfridus, sacerdos de Uncinis, etc. Hoc donum per quemdam librum super altare sancti Martini posuit. » Arch. dép. de l'Orne, II 958 ; cartulaire de Saint-Martin de Séez. Copie de M. l'abbé Choplin.

enfants, à l'évêque du Mans, l'église paroissiale d'Ancinnes, et les parts des dimes dont il avait joui jusque-là (1). Il avait un frère, Philippe, dont le fils, Raoul, et la fille, Aoïs, ratifièrent la donation que leur père avait faite, avant d'entrer en religion, à l'abbaye de Perseigne (2). L'acte qui fut rédigé à cette occasion nous vaut de savoir que le donateur

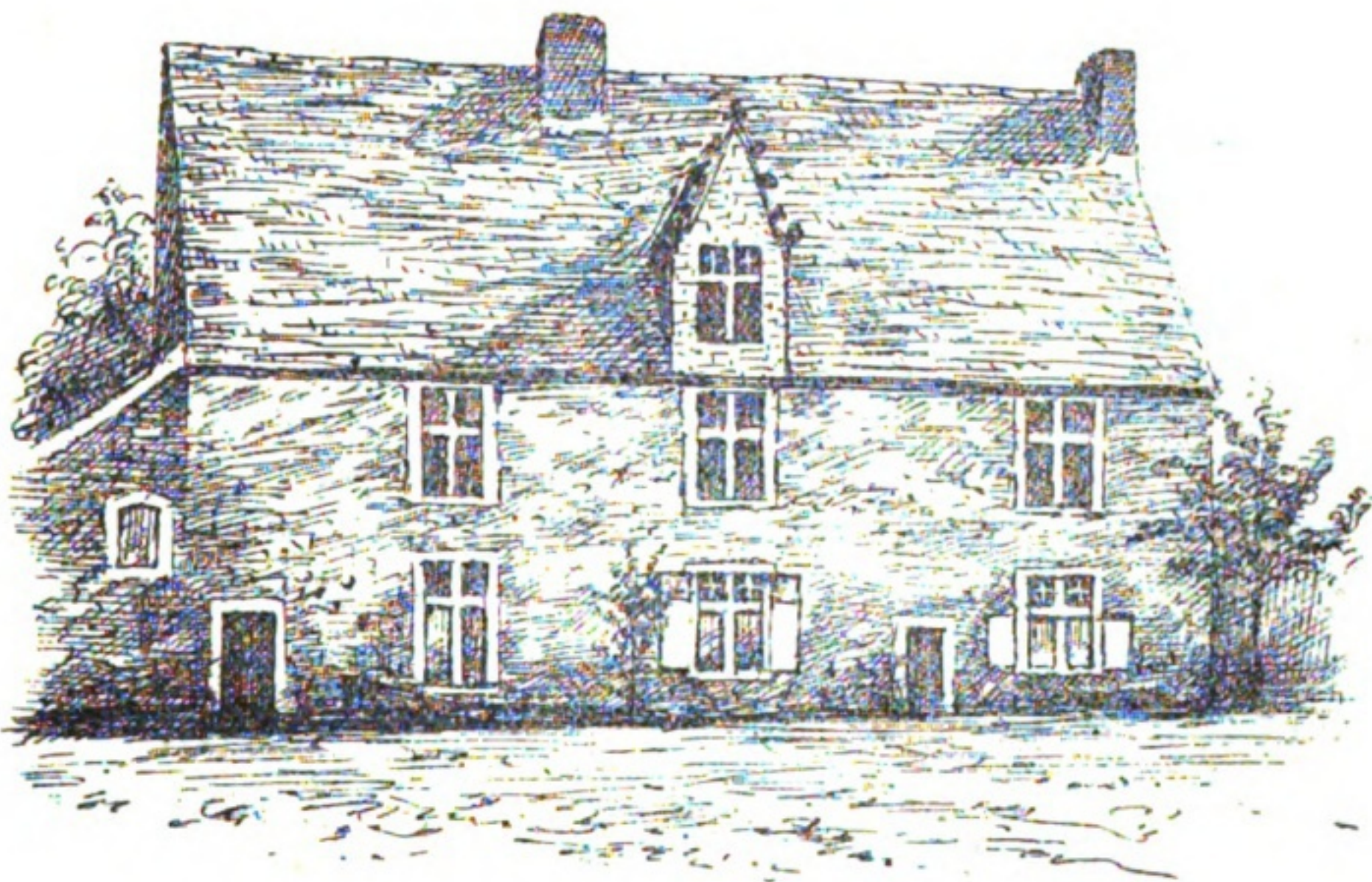


Fig. 4. — CHATEAU DE COESMES

avait un autre fils, Girard, qui, lui aussi, avait revêtu l'habit des clercs.

Tous ces personnages n'étaient pas, seuls, représentants de la famille, car, à la même époque, on voit une Emme, fille de Hai de Coesmes, abandonner aux religieux de Perseigne le tiers d'un champ qui avait été autrefois donné à son père par Guillaume de Coesmes (3).

(1) Cf. *Liber albus capituli*, p. 288, ch. CCCCLXV.

(2) Cf. *Cartulaire de l'abbaye de Perseigne*, publié par M. G. Fleury, pp. 191, 194, 195, 196.

(3) Cf. *Cartulaire de l'abbaye de Perseigne*, p. 196.

Le fils aîné de celui-ci, nommé également Guillaume dit Thosart, contesta vainement la cession de l'église d'Ancinnes consentie par lui-même et par tous les siens. Frappé, nous l'avons déjà dit, d'excommunication, il dut, en 1186, pour obtenir d'en être relevé, confesser son erreur devant le roi d'Angleterre, Henri II (1).

A dater de ce moment, si les documents ne sont pas très rares où figurent des personnages se rattachant à la maison de Coesmes, on est bien forcé d'avouer que l'on ne peut déterminer par quels liens généalogiques ils se rattachaient les uns aux autres. Sous cette réserve, nous pouvons, après M. Allouis, signaler l'existence, en 1212, de Philippe de Coesmes et de son fils, Raoul, clerc, tous deux bienfaiteurs de l'abbaye de Perseigne (2); en 1237, de Mathieu de Coesmes, chevalier, qui consent à ce que les religieux du même monastère jouissent d'une rente de vin que leur avait léguée feu Gervais, son frère (3); en 1283, de Payen de Coesmes, qui reconnaît devoir payer à Perseigne, dix-huit sous de rente sur ses cens de « Royssé » (4) (Rouessé-Fontaine); c'est très probablement ce même Payen qui, en 1272, avait acheté de Jehan de Roolees et de sa femme, pour 25 livres tournois, tout ce qu'ils possédaient à Ancinnes; en 1347, de Jehanne de Mellay, veuve de noble homme Payen de Coesmes, du diocèse de Séez, et qui, dans un codicille, complétant son testament, parle de son fils aîné, Brisegaud, des puînés, Barthélemy et Payen, et de leur sœur Juliote (5).

Quels qu'aient été, par rapport au seigneur de Coesmes dont nous avons maintenant à parler, ceux-là même qui portaient son nom, nous sommes certain, et c'est avec lui

(1) Cf. *Liber albus capituli*, p. 72, ch. CXXVIII.

(2) Cf. *Cartulaire de l'abbaye de Perseigne*, p. 95.

(3) *Idem*, p. 196.

(4) *Idem*, p. 197.

(5) *Idem*, p. 148.

que commence vraiment l'histoire du fief, que Brisegaud de Coesmes possédait, en 1380, la seigneurie du même nom. Il avait eu pour mère Jeanne de Chources (1), de laquelle il hérita un domaine, Montletard, situé près de Châteaudun. Nous ignorons le prénom de son père. Il épousa, en 1370, Marie d'Eschelle, fille de Pierre d'Eschelle, seigneur du Grand-Lucé, veuve en premières noces de Hugues de Verneil (2), qui avait succombé dans une escarmouche contre les Anglais, en 1369. Cette alliance, par les vastes domaines qu'elle lui assura, devait lui faire abandonner la seigneurie de ses pères. Il en présenta, en 1399 (3), un aveu au comte d'Alençon, Pierre II, qui était son suzerain comme baron du Sonnois. Il mourut en 1410. Dix ans plus tôt, le 9 août 1400, il avait, au château d'Orthe où il résidait alors, dicté son testament. Il avantagea l'église d'Ancinnes d'une rente annuelle de huit sous tournois, chargeant le curé de cette paroisse de le recommander chaque dimanche aux prières des fidèles et de réciter un *Subvenite* pour le repos de son âme (4). Son corps fut inhumé dans l'église collégiale de Pruillé-l'Eguillé (5).

Son épouse lui survécut ; elle vivait encore en 1419, mais elle décéda avant le mois de mai 1422. Elle avait donné à son époux quatre enfants : une fille, Perronelle (6) qui, ayant épousé le seigneur de Sillé, tué en 1396, à la bataille de Nicopolis, mourut en 1400, et trois fils : Charles, Jehan et Guillaume (7). L'aîné, Charles, recueillit dans sa part

(1) Cf. le testament de Brisegaud de Coesmes, dans V. Allouis : *Les Coesmes, seigneurs de Lucé et de Pruillé*, 1^{re} partie, in-8, p. 115 et 122.

(2) Voir le document publié par M. V. Allouis, dans son ouvrage : *Les Coesmes, seigneurs de Lucé et de Pruillé*, 1^{re} partie, in-8, p. 13, note 1.

(3) Archives du château du Grand-Lucé.

(4) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 121.

(5) *Idem*, p. 144.

(6) *Idem*, p. 117.

(7) *Idem*, p. 125.

d'héritage la seigneurie de Coesmes. Il épousa, avant janvier 1392, Marguerite de Maulevrier, fille de Renaud et de Béatrix de Craon (1). Il en eut un fils, nommé Charles, comme son père, et qui, à la mort de ce dernier, survenue en 1415, très probablement à la bataille d'Azincourt, hérita de la seigneurie de Coesmes. Dès 1417, il avait également perdu sa mère, et, à cette date, il soutenait un procès qui, engagé par ses parents, n'avait pas reçu de solution avant leur décès. Ce n'était pas pour le détourner du métier des armes, et il était sous les ordres de Jehan de Tucé, un ami des siens, quand, entraîné par le maréchal de Rieux, il fut fait prisonnier par une troupe d'Anglais. Ces derniers, conduits par le comte de Cornouaille, s'étaient présentés sous les murs du Mans qu'ils avaient tenté de surprendre en 1418 (2). Charles de Coesmes fut conduit en Angleterre, d'où il revint en 1422, après avoir engagé, pour payer sa rançon, les seigneuries du Grand-Lucé et de Pruillé-l'Eguillé.

Il se hâta alors de conclure une alliance dans la famille du même maréchal de Rieux dont il épousa la sœur, Marguerite (3). Le contrat de mariage fut signé le 20 mai 1423. Il se hâta de retourner sur les champs de bataille, et nous n'hésitons point à le reconnaître dans ce seigneur de Lucé, qui, en compagnie des Lavardin, des Bueil, des Maridort, chercha, en 1428, à reprendre aux ennemis Le Mans (4) dont ils s'étaient emparés en 1425.

Depuis 1418, il n'aurait su retourner à Coesmes où les Anglais avaient, après la prise d'Alençon, établi leur domination. Elle s'imposa en cette région jusqu'en 1448, et c'est après cette année seulement, que le légitime possesseur de la seigneurie put s'y installer de nouveau. On devine aisé-

(1) *Idem*, p. 133, et B. de Broussillon, *Maison de Craon*, in-8, t. II, p. 129.

(2) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 149.

(3) *Idem*, p. 154.

(4) *Idem*, p. 152, note 2.

ment en quel état il dut trouver le château familial et pourquoi l'un de ses successeurs, très probablement son fils, dut le réédifier.

Ce fils, François de Coesmes, après avoir vu disparaître son père, en 1466, âgé d'environ soixante-quinze ans, et sa mère, en 1469, sut liquider habilement la succession assez embarrassée qu'ils lui avaient laissée. Il avait épousé, en 1449 très probablement, Jehanne Turpin de Crissé, fille d'Antoine et de Anne de la Grésille, laquelle lui apporta en dot, deux terres situées en Anjou, celles de Marigné et de Chartrené (1). De cette union naquirent quatre enfants ; trois fils, l'ainé, Nicolas, les cadets, Pierre et Jehan, dont on fit des hommes d'église, encore qu'ils n'en eussent pas la vocation, et enfin une fille, Françoise.

Leur père, nommé conseiller du roi, servit en cette qualité près de Charles VIII et de Louis XII. Il eut, en 1479, à surveiller la « monstre » ou revue des francs-archers du Maine. Il résidait au Grand-Lucé, et c'est tout exceptionnellement que nous le rencontrons occupé de sa seigneurie de Coesme pour laquelle, le 20 mars 1469 (v. s.), il présenta un aveu au baron du Sonnois (2).

Il était dans son domaine de Chartrené, quand, le 26 septembre 1479, il dicta son testament. Cela n'avança point ses jours, et il décéda seulement en 1488, âgé d'environ soixante-quatre ans (3).

Son fils aîné, Nicolas, lui succéda. Désireux de garder pour lui seul la plus large portion de l'héritage paternel, il fut actionné tout-à-la-fois par sa sœur, Françoise, et par l'un de ses frères, Jehan, auquel il finit par abandonner, par transaction du 5 avril 1489, avec diverses terres, la seigneurie de Coesmes. (4)

(1) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 241-242.

(2) Archives du château de Courtilloles.

(3) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 261.

(4) *Idem*, p. 266.

Entré dans la cléricature, Jehan de Coesmes, protonotaire apostolique et curé de Mézeray, ne pouvait, pour ainsi dire, posséder la seigneurie de son nom qu'à titre viager. Il mourut en mars ou avril de l'année 1513, après avoir dicté, le 27 mars de la même année, son testament (1). Il y prend le titre de seigneur de la Présaye, domaine dont son frère avait dû l'avantager. Bien qu'il eût institué, pour héritier, le fils aîné de son frère Nicolas, Charles de Coesmes, celui-ci ne prit pas la peine d'assister aux obsèques de son oncle, dont le corps fut inhumé, ainsi qu'il l'avait demandé, dans l'église paroissiale de Saint-Paul de Vivy (2). Le neveu, craignant quelque surprise, n'accepta l'héritage que sous bénéfice d'inventaire. Il rentra cependant en possession de la seigneurie de Coesmes.

Né un premier novembre et probablement en 1485, du légitime mariage de Nicolas et de Madeleine de Chources, il prit part, dès sa jeunesse, aux guerres d'Italie, sous Louis XII; à la bataille de Marignan (3), près de François I^{er}. Cela l'avait mis en évidence; aussi n'y a-t-il pas lieu d'être surpris du commandement en chef qui lui fut confié en 1521, de la milice criarde et fuyarde des francs-archers. Il ne sut pas les tenir en main, et, très justement, on le rendit responsable des excès de tout genre dont ces tristes militants s'étaient rendus coupables dans les provinces du Maine et de l'Anjou. François I^{er} tenant compte, cette fois, de ses anciens services et prenant en considération les supplications de sa famille, lui accorda, en 1523, des lettres de rémission qu'il avait assez peu méritées (4). La détention qu'il avait subie au Petit-Chastelet, à Paris, durant six à

(1) Cf. V. Allouis, *Les Coesmes, seigneurs de Lucé et de Pruillé*, 2^e partie, in-8, p. 52.

(2) Vivy, commune et paroisse du canton nord-est et du doyenné de Saumur (Maine-et-Loire).

(3) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 68.

(4) *Idem*, p. 106.

sept mois, n'en était pas moins un châtiment d'autant mieux senti, que le seigneur de Coesmes venait, sur le conseil de sa mère (1), de contracter mariage, au mois de novembre 1520, avec Jeanne de Harcourt, fille aînée de feu François, seigneur de Bonnétable, au Maine, et de Anne de Saint-Germain. Il avait porté ses yeux très haut, mais sans éprouver de déception.

Tout cela était pour mettre le coupable désormais sur ses gardes et le préserver de nouvelles aventures, mais il était incorrigible. La jeune épouse à laquelle il s'était uni et qui, pendant qu'il vaguait aux champs, ou gisait dans les geôles, résidait près de sa mère, au château de Bonnétable, y mourut, le 1^{er} novembre 1523. Elle avait donné à son mari un enfant (2) qui ne lui survécut pas. Plus tard, après de honteux éclats, son mari n'hésitait point à flétrir la réputation de la défunte. Ne s'était-il pas alors amouraché de la sœur de sa femme, de Gabrielle de Harcourt, qui, aussi légère qu'elle était jeune, n'hésita point à prêter l'oreille à ses propositions, et, comme sa mère refusait justement de consentir à pareille union, elle se fit enlever, le 28 décembre 1523, par Charles de Coesmes.

Ce fut, on peut bien le penser, l'occasion d'une action en justice intentée par la mère de Gabrielle contre le ravisseur et dans laquelle le roi François I^{er} l'appuya. Mais les fugitifs avaient déjà mis la frontière entre eux et les tribunaux. Ils s'étaient réfugiés en Lorraine d'où ils se dirigeaient sur Metz (3), quand, dans le petit pays du Bassigny que Mlle de Harcourt traversait en compagnie du sieur du Pin de Lavau, une troupe d'hommes armés, survenant à l'improviste, la séparait de son compagnon et la ramenait en France. On la remit aux mains de sa mère, bien qu'un arrêt

(1) *Idem*, p. 78.

(2) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 127.

(3) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 145.

du Grand Conseil, rendu en 1524, eût enjoint qu'elle fût « baillée en garde à la vefve de feu Monsieur des Molins, en son vivant greffier du dit Conseil ». Si peu recommandables que fussent les auteurs de cette équipée, ils ne laissaient d'avoir, parmi leurs proches, des personnes qui s'intéressaient à eux. Des procès avaient été entamés qui menaçaient d'accroître le scandale. Comme les deux délinquants ne désiraient rien tant que régulariser l'union clandestine qu'ils avaient fait célébrer à Challes, aussitôt après leur départ du château de Bonnétale, la mère de Charles de Coesmes agit près de la régente, mère du roi de France, François I^{er}, et finit par en obtenir des lettres de rémission qui permirent à son fils de rentrer en France. D'autres influences s'exerçaient à Rome et finissaient par arracher, en 1525, au Souverain Pontife, malgré les plaintes formulées par Anne de Saint-Germain, la mère de Gabrielle de Harcourt, la dispense dont celle-ci avait besoin pour épouser légitimement son beau-frère, ce qu'elle fit en 1526 (1).

On aurait pu craindre qu'un mariage, conclu sous de tels auspices, donnât peu de satisfaction aux conjoints. Il n'en fut rien et nulle mésintelligence ne semble s'être élevée entre les deux époux. On les trouve ensemble à Paris, en 1526, puis à Bonnétale ; ensemble encore, en 1529, au château de Coesmes que l'on restaurait alors et où Charles avait voulu conduire sa jeune femme (2). En 1540, il obtint du roi François I^{er} l'érection dans le bourg d'Ancinnes, d'un marché par semaine, et de trois foires par année, lesquelles devaient se tenir, la première, le jour où l'Eglise honore sainte Anne, soit le 26 juillet ; la seconde, le 23 novembre, à l'occasion de la fête de saint Clément ; la troisième, le lendemain du jeudi de la mi-carême (3). Mais on a plus vite

(1) *Idem*, p. 229.

(2) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 248.

(3) Archives nationales JJ, communication de M. le chanoine Ledru.

fait de décréter l'établissement de ces réunions commerciales que d'y amener les marchands et les chalands, aussi pensons-nous que cette création fut éphémère et que, jamais, il n'y eut à Ancinnes, aux dates indiquées, de transactions importantes.

Charles de Coesmes eut de Gabrielle de Harcourt deux enfants, Renée, née en 1527, à Bonnétable, et Louis, vers 1530, au Grand-Lucé. Ce fut là que leur père mourut, le 7 mai 1543. Sa veuve convola en secondes noces et s'unit, en 1545, à Marin Le Vayer, seigneur de Pescheray.

Avant d'avoir contracté cette nouvelle union et étant « bail de ses enfants mineurs », elle avait en leur nom, le 4 juin 1543, rendu aveu, pour la seigneurie de Coesmes, à Françoise d'Alençon, baronne du Sonnois (1).

Le partage des biens dont la mort de leur père les rendait héritiers eut lieu entre les deux enfants, le 9 juillet 1547 (2). La seigneurie de Coesmes échut au garçon, Louis, et il en rendit lui-même foy et hommage à la baronnie du Sonnois, le 10 mai 1553 (3). Il avait été de très bonne heure question de le marier ; il fut uni, vers 1545, à Anne de Pisseleu (4), fille d'Adrien et de Charlotte d'Ailly, nièce de Anne de Pisseleu, la favorite de François I^{er}. On conserve au château de Courtilloles les registres des assises et des plaids que ses officiers tinrent en son nom de 1558 à 1562. Pour lui, en bon gentilhomme, il était à l'armée, y servant parmi les catholiques, sous la direction du duc de Guise. Il fut blessé grièvement au siège d'Orléans, en 1562, et décéda à peine âgé de trente-six ans.

De son mariage étaient nés deux enfants, Jean et Jeanne. Le premier épousa à Lucé (5), le 13 décembre 1573,

(1) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 259.

(2) *Idem*, p. 289.

(3) Archives du château de Courtilloles.

(4) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 281 et 283.

(5) Cf. V. Allouis, *op. cit.*, p. 303-306.

Françoise de Maridort, fille d'Olivier et de Anne de Matignon, qu'il laissa veuve et sans enfants, le 23 novembre 1574, étant mort des suites d'une blessure qu'il avait reçue en montant à l'assaut des remparts de la ville de Lusignan (1).

Sa sœur, Jeanne, recueillit sa succession et devint dame de Coesmes. Elle avait épousé (2), en 1574, Ludovic de Montafié, duquel elle eut plusieurs enfants, entre autres, Anne et Suzanne *aliàs* Urbaine. Son mari mourut le 7 octobre 1577 (3). Sa veuve se remaria, le 17 décembre 1581, avec François de Bourbon, prince de Conty, fils de Louis et d'Eléonore de Roye, né le 19 août 1558. Cette seconde union fut stérile. Jeanne de Coesmes décéda le 26 décembre 1601, laissant pour héritières les deux filles issues de son premier mariage. La seconde, Suzanne *aliàs* Urbaine, conjointe au maréchal de la Châtre, mourut sans enfants. Sa sœur, Anne, unie à Charles de Bourbon, comte de Soissons, mourut en 1664. De leur union était née, avec d'autres enfants, Marie de Bourbon-Soissons, qui hérita de sa mère la seigneurie de Coesmes et qui épousa François-Thomas de Savoie, prince de Carignan. Elle recevait, le 18 juin 1669, assignation de la part du roi, par l'intermédiaire des officiers de ce dernier, de lui payer, pour les fief et seigneurie de Coesmes, une taxe de vingt livres (4). Ce fut son fils, « Monseigneur Emmanuel-Philibert-Amédée de Savoie, prince de Carignan » qui, le 18 septembre 1700, vendit ce domaine lequel, pendant des siècles, n'était pas sorti de la même famille, à « David Bouvet, seigneur de Louvigny, La Valette, Coardon et autres lieux, demeurant en son château de Louvigny, païs du Maine », pour la somme de 200.000 livres (5).

(1) *Idem*, p. 315.

(2) *Idem*, p. 313.

(3) *Idem*, p. 326.

(4) Archives du château de Courtilloles.

(5) *Idem*.

L'acquéreur eut un fils, Pierre-Charles-François Bouvet de Louvigny, qui fut marié, en 1734, à Louise-Françoise-Elisabeth de Drouillin. Il rendit aveu au roi, en 1739, pour son fief de Coesmes (1). Devenu veuf, il se remaria à Adélaïde-Monique-Henriette de la Goupillière, fille de Pierre-Guillaume. Il avait eu un fils, Charles-François, qui, le 27 janvier 1786, rendit aveu pour la seigneurie de Coesmes, à « très haute et très puissante dame Charlotte-Suzanne Desnos de la Senillé, duchesse de Beauvilliers », baronne du Sonnois, veuve de Paul-Louis de Beauvilliers (2).

GENESLAY

Ce fief paraît avoir été rattaché à la mense curiale. On ne s'expliquerait pas autrement que plusieurs curés d'Ancinnes en aient été successivement seigneurs. Nous en ignorons la composition ; il relevait de la seigneurie de Maridort. Le siège en était situé dans une demeure, située sur le côté droit de la première route s'embranchant à gauche du chemin allant d'Ancinnes à Bourg-le-Roi.

Parmi ceux qui en étaient censitaires, c'est-à-dire qui y devaient des cens, nous remarquons : la famille Chauvel, tenancière du fief et qui, à ce titre, devait au seigneur quatorze livres ; François Aillard, cinq livres, pour des terres sises au Petit-Chesnais ; Jacques Masle, notaire à Mamers, cinq livres, pour des bâtiments, un jardin et un verger ; maître Pichard, huit livres, pour des terres et une maison manable aux Ormeaux.

Tous ces détails sont extraits du cahier des plaids et assises que « Maurice Leprou, gradué en théologie, curé de la paroisse Saint-Pierre d'Ancinnes, y demeurant et, en cette qualité, seigneur du fief et seigneur de Geneslé, assis

(1) *Idem.*

(2) Archives du château de Courtilloles. — Charles-François Bouvet résidait alors en son château de Biars, paroisse de Courgains.

dans la même paroisse », y fit rédiger le 21 octobre 1730, pour le soumettre au seigneur de Maridort (1).

MONTRENIER (2)

Ce fief dont l'importance ne fut jamais considérable, bien qu'il s'étendit « ès paroisses d'Ancinnes, Livet et Louvigny », avait pour centre une demeure dont il ne reste rien et qui était située à trois kilomètres environ du bourg d'Ancinnes, sur le côté gauche de la route qui va de cette dernière localité à celle de Louvigny. Quelques maisons, sept en tout, croyons-nous, formant hameau, en déterminent actuellement l'emplacement.

Cette seigneurie était, à la fin du XV^e siècle, aux mains des seigneurs de Groustel. Le premier possesseur que nous en connaissions est Jean Bouchard, vivant en 1490, auquel avait succédé, en 1498, Mathurin Bouchard. En 1540, Renée Bouchard est dite dame de Montrenier (3). Elle céda ce fief, le 10 mars de cette même année, à Jean d'Argenson, seigneur de Vaubeson, contre une pièce de terre, d'une contenance de six journaux, située sur ce dernier fief, et appelée les Petites-Frilois.

Sans que nous sachions de quelle manière il en fut investi, nous voyons, en 1601, André de Biars, rendre aveu pour la seigneurie de Montrenier au seigneur de Groustel. Nous ignorons si ce fut ce seigneur, ou l'un de ses successeurs, qui vendit, pour 1556 livres, en 1676, une partie du fief à Nicolas Poquelin, chanoine du Mans et curé de Louvigny. Le surplus appartenait à un membre de la famille de Chourses, Godefroy, héritier de Louis de Chourses et prieur commendataire de Saint-Michel, lequel, en 1716, rendit

(1) Archives du château de Courtilloles.

(2) On disait autrefois « Mont Regnier ».

(3) Archives du château de Courtilloles.

aveu au seigneur de Groustel. Nous ne savons de quelle fraction de ce même fief était devenue possesseur, en 1773, Marie-Jeanne Blin, épouse de messire Louis-Raoul de Boivallée, avocat au Parlement de Paris.

En 1786, messire François-Louis de Courtilloles était dit pour partie ou pour totalité seigneur de Montrenier, et, le 19 juillet de l'année précitée, il recevait une déclaration de la part de Laurent Fillion, curé d'Ancinnes, pour les terres qui relevaient de cette même seigneurie.

VAUBESON

A une demi-lieue environ du bourg d'Ancinnes, sur le côté droit de la route qui va de cette localité à celle de Neufchâtel, se trouve le lieu dit Vaubeson, ancien fief, dont le siège était situé autrefois sur le côté gauche de la même route, en face du lieu dit : le taillis du château. On y voit encore des pierres éparses provenant des débris d'anciens bâtiments et un puits dont l'orifice a été fermé.

Le premier détenteur de cette seigneurie dont le nom nous est connu fut Thomas de Beaugrant, époux de Renée de Courliotes. On le trouve vivant en 1452 et en 1476. Puis, en 1496, il est remplacé par Pierre Viel, écuyer. Dès 1511, Jean d'Argenson, l'époux de Marguerite de Beaumanoir, est possesseur du même fief. Ce fut lui qui, nous l'avons vu, acquit, le 10 mars 1540 (v. s.), la seigneurie de Montrenier. Vaubeson fut ensuite possédé successivement par Ambroise de Biars, en 1564 ; puis, en 1567, par René de Portebise, époux de demoiselle Françoise de Biars ; en 1606, par Jacques du Mouchet, écuyer, seigneur de la Mouchetière ; en 1611, par Jeanne de Tournemine, tutrice et garde-noble de sa fille, Marthe de Saint-Denis ; en 1633, par Claude, comte de Boison, gouverneur pour le Roi, de la ville et du château de Morlaix : en 1650, par Gaspard de Bernières, par

suite de l'acquisition qu'il en avait faite, en l'année précitée, de Jeanne de la Goupillière et de René de Biars ; en 1654, par Louis le Gaultier, époux de Elisabeth de Bernières. Vaubeson passa alors aux mains de René du Hardaz qui l'acheta, le 20 mai 1658, pour la somme de 24.000 livres. Ce fut lui qui, en 1687, rendit aveu à François Le Gras, chevalier, seigneur de Biars, d'où relevait notre fief. Cela nous vaut de savoir quelle en était la composition.

Il y avait d'abord la maison manable, composée de « quatre fermes de maisons, trois desquelles il y a cheminée et un four, une petite tour dans laquelle il y a une petite chambre, et un cellier à costé, cour, jardin environnés de douves à l'entour, joignant d'un côté le chemin d'Alençon à Saint-Rémy, d'autre costé la Grande-Bretonnière ». Diverses pièces de terre en dépendaient, d'étendue plus ou moins considérable, parmi lesquelles « la garenne de Vaubeson en bois et taillis, les Boullons..., la métairie du Pressoir..., une terre nommée les Frilons », une autre, appelée « la Fou-saye »... « le moulin à eau de Veaubeson... l'étang de Vaubeson... »

Puis l'aveu, sous vingt-quatre rubriques, désigne les terres dont les détenteurs devaient des cens au seigneur de Vaubeson.

René du Hardaz laissait, en mourant, une succession embarrassée. Une saisie fut pratiquée sur ses biens, en 1698, et, d'accord avec ses héritiers, ses créanciers mirent en vente Vaubeson dont se rendit acquéreur M. Pierre Chausson, seigneur des Orgeries. Ce dernier mourut en 1721, sans que le contrat d'acquêt eut été enregistré ou homologué. Il laissait un fils mineur, François-Louis, qui à sa majorité, usant des facultés que la loi lui laissait, rentra en possession du fief que ses tuteurs avaient aliéné, en 1725, pour la somme de 3.000 livres, au profit de M. Louis Julienne de Valbray. Celui-ci, avant l'an 1752, reçut les indemnités auxquelles il pouvait prétendre, et messire Fran-

çois-Louis de Chausson des Orgeries, chevalier, premier président au bailliage et siège présidial d'Alençon, redevint possesseur de Vaubeson. A ce titre, au cours de l'année

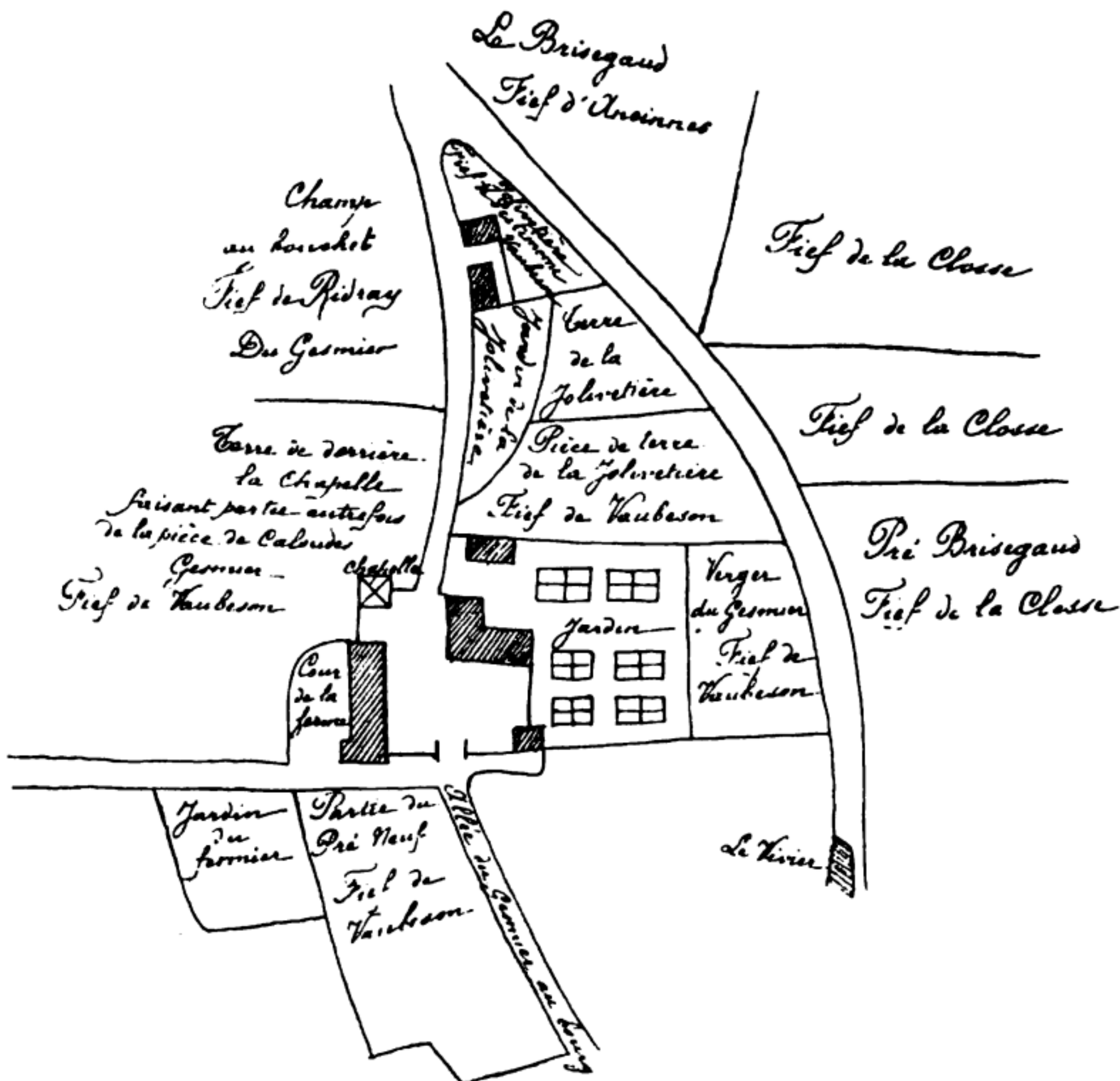


Fig. 5. — PLAN DU FIEF DE VAUBESON

précitée, le dimanche neuf juillet, à l'issue de la grand'messe, par l'intermédiaire de Jean Mercier, notaire, résidant à Ancinnes, il faisait aviser ceux qui lui devaient des corvées pour cette seigneurie, d'avoir « à les faire ou faire faire in-

cessamment, faute de quoy les sujets et vassaux qui y sont tenus, les payeront en argent ».

Il en rendit aveu en 1783, à messire Pierre-Charles Bouvet, chevalier, seigneur de Louvigny, Commerveil, Coesmes et Biars (1).

Le seigneur de Vaubeson possédait un droit de justice qu'il exerçait par son mandataire, le bailli du lieu. Le nom s'est conservé de plusieurs des personnages investis de la charge et nous estimons utile de noter ici ceux qui nous sont connus. En 1452, Guillaume Moysant ; en 1521, Jean Regnard ; en 1539, Pierre Hérisson, licencié ès-lois ; en 1557, René Hardy ; en 1564, Laurent Guizet ; en 1596, Jean Lemaigen ; en 1609, Guillaume Dondieux ; en 1633, Jacques Davoust, sieur de Hautéclair ; en 1652, Etienne Davoust, sieur d'Hirbonde, licencié ès-droit ; en 1659, Jacques Davoust ; en 1670, Jacques Maulny, sieur de la Tremblais ; en 1683, René Collet ; en 1719, Jean Boullay, avocat au bailliage et présidial d'Alençon.

VAUGAULAIS

C'est actuellement un hameau renfermant six à sept feux. C'était autrefois le siège d'une seigneurie dont la composition nous est inconnue. Elle était possédée en 1469, par Jean de Maulny, seigneur de Saint-Aignan, auquel, en cette année, Pierre Drouet, prêtre, rendit aveu pour son fief du Val. En 1483, Guillaume de Maulny, probablement fils du précédent, en était le détenteur, puis, en 1487, Pierre de Maulny ; en 1520, François de Maulny, dont les deux filles, Claude et Guillemine avaient pour tuteur, en 1527, Guillaume de Maridort, seigneur de la Frelonnière. Claude paraît avoir épousé, en premières noces, François de Tillé, puis, en secondes noces, Jacques de Hesnard, seigneur de

(1) Archives du château de Courtilloles.

Denonville, auxquels elle apporta successivement Vaugaulais comme dot. Elle vivait encore en 1540.

Nous ignorons comment ce fief passa aux mains de Jean Berthelot, que nous en trouvons seigneur, en 1593. Puis,

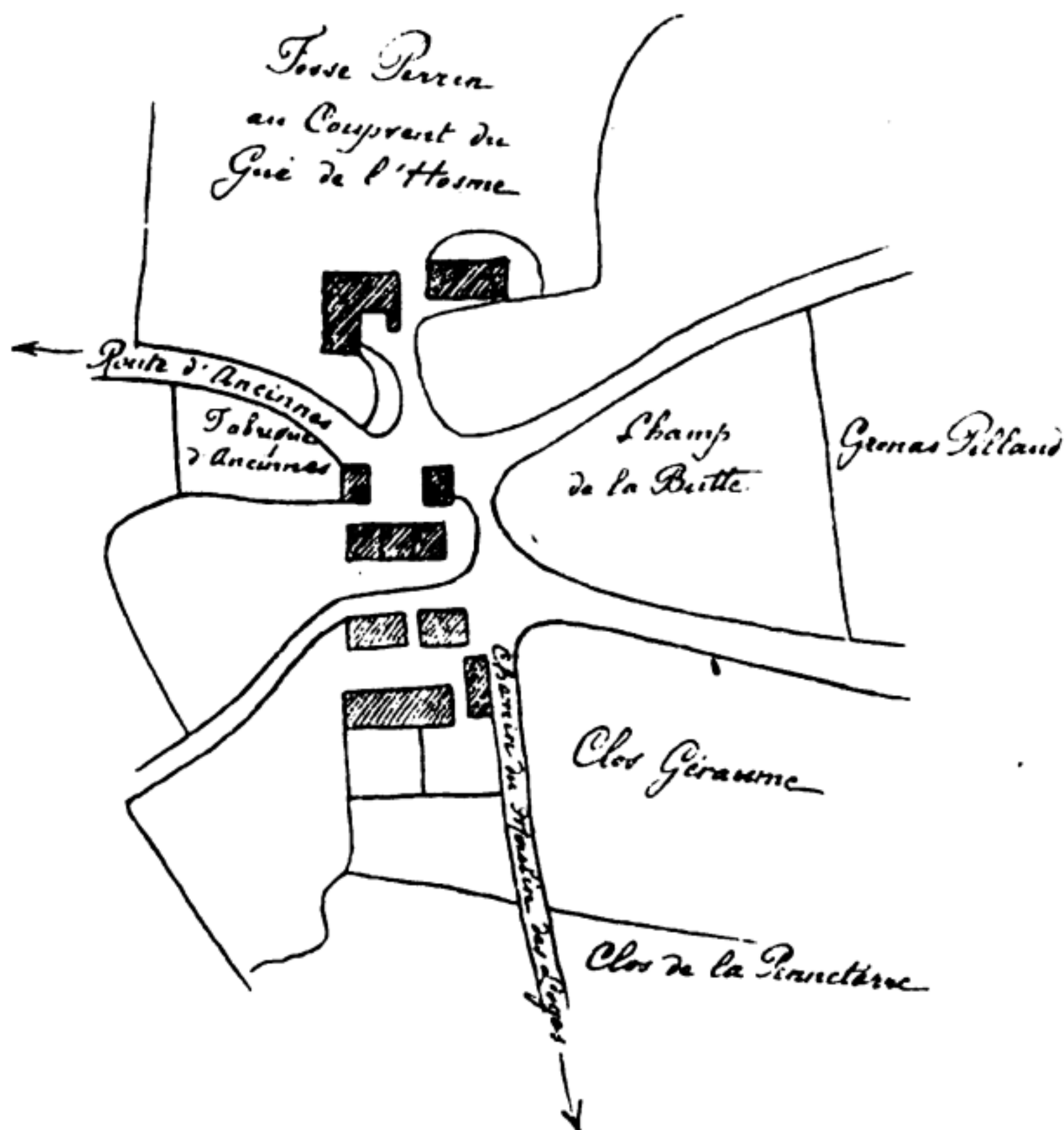


Fig. 6. — PLAN DU FIEF DE VAUGAULAIS

en 1617, Pierre Pasquinot en est possesseur. Ce fut très probablement l'une des ses filles, Jeanne, qui, en épousant Gabriel de Chourses, l'en rendit seigneur. Son fils, Louis, le posséda après eux, en 1685, puis leur petit-fils, Godefroy de Chourses, en 1719. Il fut probablement acheté par un membre de la famille de Courtilloles, dont le représentant, François-Louis en est dit possesseur en 1783.

A. CHOPLIN. L. FROGER.

LE DOCTEUR VERDIER-HEURTIN

- § I. — M. Verdier fils, élève de M. Verdier père. — Il collabore à l'*Encyclopédie*. — Verdier, officier de santé, journaliste et moraliste. — Sa thèse inaugurale (1804).
- § II. — L'*invidia medicorum* : les manœuvres d'un morticole. — La concurrence illégale. — Mort de Verdier (1823).

I.

Jean-François Verdier, dit Verdier-Heurtin, fils de Jean Verdier, docteur en médecine et avocat en parlement, naquit à Paris en 1767, au dire de Quérard (1). Elevé jusqu'à vingt ans, selon ses propres expressions, « par un père tout à la fois grand médecin et instituteur recommandable », il manifesta de bonne heure les dispositions brillantes que commandait une si heureuse hérédité.

Pour le perfectionner dans l'art oratoire, l'auteur de ses jours lui fit prononcer des allocutions en public, et particulièrement le 11 septembre 1784, à l'exercice général pour la distribution des prix, en sa maison d'éducation. M. Verdier fils y débita un « *Discours sur un nouvel art de déve-*

(1) Pour la bibliographie de Verdier-Heurtin, voy. Rabbe, Vieilh de Boisjolin, Sainte-Preuve, *Biographie universelle et portative des contemporains de 1788 à nos jours*. Paris, 1836, in-8, t. IV, p. 171-172 (art. Verdier-Heurtin, par Pesche). — J.-M. Quérard, *La France littéraire*, t. X. Paris, 1839, p. 105. — Desportes, *Bibliographie du Maine*, Le Mans, 1844, p. 499.

lopper la belle nature et de guérir les difformités au moyen d'exercices aidés par les machines mobiles de M. Tiphaine (1) et ce discours mérita d'être distribué gratis, avec le *Plan d'éducation* de M. Verdier père, chez le portier de l'Hôtel Bazancourt.

J.-F. Verdier conquit, en l'Université de Paris, les diplômes de maître ès-arts et de licencié en droit, et se fit recevoir avocat en Parlement. Il poursuivait parallèlement ses études médicales et chirurgicales, et vint en demander la consécration à la Faculté de médecine de Reims. Je dois avouer que, par une infortune qu'excusaient sans doute la jeunesse du postulant, et l'excessive variété de ses travaux, la méthode pédagogique de M. Verdier père y subit, en la personne de M. Verdier fils, un affront complet. « *Cum pessime responderit*, écrivait à son sujet le professeur Raussin, *remissus est ad annum ut possit studere et paratiorem se exhibere* » (2). Au bout de ce temps, le can-

(1) S. l. n. d., 24 pages in-12.

(2) Raussin, *Catalogus secundum litterarum ordinem digestus, omnium eorum qui Laureâ Apollinari coronati fuerunt in Academiâ Remensi*. . . (Bibl. mun. de Reims, mss. 1085, grand in-fol., f° 130.) — On lit d'autre part, dans un *Registre de tous les Docteurs reçus depuis le 22 juin 1748 jusqu'à la destruction de tous les corps, en 1794, avec une table alphabétique*, ms. in-fol., probablement dû à Raussin et déposé par le Dr Henrot à la Bibl. mun. de Reims, sans cote, la note suivante, sous le n° 820, année 1789 : « Le vendredi 13 mars, M. Jean-François Verdier, de Paris, maître ès-arts de Paris, du 15 août 1788, étudiant de Paris à trois années complètes ; s'est présenté à l'examen où il a été admis ; il a soutenu le samedi 14 mars matin *An aër siccus et frigidus salubrior ?* Aff. Il s'est présenté à l'examen de pratique le 17 juin, y a très mal répondu. A très mal soutenu, le mercredi 17, matin, *An morbi a fluidis ?* Aff. A soutenu très mal, le vendredi 19, au matin, la thèse générale. En conséquence, renvoyé à un an pour se préparer à bien répondre. Par conclusion de ce jour, les thèses et les lettres mises au coffre pour lui être délivrées s'il répond d'une manière bien satisfaisante. Il s'est représenté le septembre 1770 (*sic* ; lisez 1790) ne voulant pas subir d'examen, il a remis ses lettres de baccalauréat et on lui a rendu son argent. »

La thèse *An aër frigidus et siccus salubrior ?* Aff. soutenue par Ver-

didat ne parvint pas à surmonter ses appréhensions, et renonça à briller au moins devant la Faculté rémoise. Il fut sans doute plus heureux ailleurs, puisqu'il prend sur sa *Dissertation* de 1804 le titre de « bachelier en médecine des anciennes écoles », et collabora à plusieurs articles de jurisprudence et de matière médicales dont son père s'était chargé pour la réédition de l'*Encyclopédie*. Les événements politiques en interrompirent la publication ; et comme la République, qui n'avait plus besoin de savants, avait encore besoin de médecins, le jeune homme partit pour l'armée en qualité de chirurgien militaire.

Rendu à la vie civile dès l'an VII, puisque nous le voyons écrire à cette époque dans le *Journal de médecine populaire*, Verdier-Heurtin publiait, en 1800, un *Discours sur le devoir et le besoin d'aimer* (1). Il y célébra d'une voix éloquente les joies du foyer familial : « J'ai soigné, dit-il à propos de ses enfants, cette fleur qui fait l'ornement de mon parterre ; aux yeux indifférens, elle n'est peut-être pas la plus belle ; mais aux miens, elle surpasse toutes les autres. C'est que je la vis germer, c'est que je l'arrosai, c'est que je prêtai à sa jeunesse un appui bienfaisant, c'est qu'elle a grandi sous mes auspices. Mère, tu as plus fait, tu l'as porté dans ton sein, cet enfant chéri ! il s'est accru de ta propre substance ; sans toi, vingt fois il eut été ravi à la lumière ; plus il t'aura coûté, plus il te sera cher. Ainsi la nature bienfaisante, aux peines ajoute les plaisirs ! »

dier pour le baccalauréat, le 14 mars 1789, sous la présidence de Navier, comprend quatre pages in-4°. Reims, imp. Jeunehomme. (Bibl. mun. de Reims, Thèses, Rec. V, année 1789.) Sa thèse cardinale *An morbi a fluidis?* Aff. également présidée par Navier et soutenue pour la licence le 17 juin 1789, forme quatre pages in-4°. Reims, imp. Jeunehomme. (Bibl. mun. de Reims, *ibid.*) Elle n'est point originale, et avait déjà été soutenue à Paris en 1714, sous la présidence de Col de Villars, par le bachelier Ant. Le Moine.

(1) *Discours sur le devoir et le besoin d'aimer, avec une épigraphe tirée de Saint-Péravi*. Paris, 1800, in-12.

Le 9 fructidor an XII (27 août 1804) un *Essai aphoristique sur l'allaitement* (1), soutenu devant l'École de santé de Paris, sous la présidence de M. Petit-Radel, fit de M. Verdier-Heurtin, heureux père et sensible époux, un docteur en médecine. Il adorna son œuvre de cette dédicace :

A MA MÈRE ET A MON ÉPOUSE, COMME UN GAGE DE MON
AMOUR ET DE MON ÉTERNELLE RECONNAISSANCE ;
A LA PREMIÈRE, PARCE QU'ELLE M'A NOURRI DE SON LAIT,
A LA SECONDE, PARCE QU'ELLE NOURRIT DU SIEN MES ENFANTS².

Il n'y a pas lieu d'insister sur ce travail, si ce n'est pour louer la pureté de ses intentions (3). Au point de vue médical, l'auteur est imbu des idées courantes de son époque, sur le rôle des métastases laiteuses dans la genèse de la fièvre puerpérale, des inflammations mammaires, pelviennes, et même de certaines affections chroniques comme la phtisie pulmonaire et les squirrhes. Au point de vue moral et social, il paraphrase les arguments de Jean-Jacques, sur le

(1) Paris, Didot jeune, an XII-1804, 19 pages in-4°.

(2) C'est par sa femme que Verdier devint parent et neveu du poète Ducis.

(3) La nécessité de protéger l'allaitement maternel avait été déjà proclamée par Jean Verdier, le père, dans des pages où il semble pressentir notre loi Roussel :

« Qui ne frémiroit en voyant une femme abandonner son fils à la mort ou à la détérioration de son tempérament pour donner le lait qui lui est dû à un étranger, si ces exemples étoient rares ? Une loi qui défendrait sous des peines sévères, un échange si injuste seroit-elle moins gênante que tant d'autres de moindre importance ? En conservant au fils de la vraie mère le lait qui lui est dû, elle donneroit au fils de la demi-mère le lait d'animaux qui lui conviendrait mieux que celui des nourrices. Un souverain qui établiroit et feroit observer une loi aussi utile feroit peut-être par cela seul, plus de bien à l'humanité, qu'un grand nombre de souverains n'en ont fait dans tout leur règne. » (J. Verdier, *Mém. sur la perfectibilité. Recueil II*, Paris, 1774, p. 32-33.)

même sujet ; je n'y cueillerai que ces trois aphorismes :

« 1. On ne peut douter que les hommes considérés sous le rapport physique ne soient déçus de ce qu'ils étaient au commencement des siècles connus. Il est plusieurs causes de cette dégénérescence : je n'en citerai qu'une ici : l'allaitement étranger. »

« 2. L'allaitement maternel favorise la pureté des mœurs ; l'allaitement mercenaire en favorise la dépravation. »

« 27. Le défaut d'allaitement est donc, par rapport aux femmes, comme par rapport aux enfants, une cause de dépopulation et de dégénérescence. »

La même année, Verdier rééditait sa thèse, augmentée d'un prologue, sous le titre de *Discours et essai aphoristique sur l'allaitement* (1) ; et plein d'une tendre et docte ardeur pour « cette belle et intéressante moitié du genre humain à qui nous devons et l'être et notre première nourriture », il annonçait ce travail comme l'avant-propos d'un ouvrage intitulé *Le médecin des mères et des enfants*, lequel ne parut jamais. Il joignit à cet opuscule une *Dissertation sur le fœtus trouvé à Verneuil, dans le corps d'un enfant mâle*, trouvant le moyen d'unir, en ce sujet rébarbatif, la courtoisie polémique à une impeccable galanterie. A son confrère, le docteur Marie de Saint-Ursin (2) qui ne partageait pas

(1) *Discours et essai aphoristique sur l'allaitement et l'éducation physique des enfans*. Paris, chez l'auteur, Croullebois, Méquignon, Petit, et imp. Egron, an XII-1804, in-8°, comprenant le *Discours*, 116 pages ; l'*Essai* (rééd. de la thèse de Verdier), 19 pages ; la *Dissertation sur le fœtus*, 77 pages et une planche. — Il existe de cette *Dissertation* un tirage à part. (Paris, imp. Egron, an XII-1804), de 64 pages in-8, et une planche.

(2) Marie de Saint-Ursin, ancien premier médecin de l'Armée du Nord, a écrit *L'Ami des femmes ou Lettres d'un Médecin concernant l'influence de l'habillement des femmes* etc. La 2^e éd. (Paris, an XIII-1805) est dédiée « à Sa Majesté Impériale et Royale, Joséphine, Impératrice des Français. » Cette dissertation médico-galante sur les

ses idées sur la genèse de ce monstre, M. Verdier-Heurtin adressa ces paroles amènes :

« Embrassons-nous avant de combattre, gardons en combattant les lois de la décence et que le vainqueur présente ensuite la main au vaincu. Je me félicite d'avoir en vous un digne adversaire ; dans les camps comme à la ville vous avez fourni une honorable carrière et votre *Ami des femmes* vous a placé au rang de nos auteurs recommandables. Mais à propos de cet *Ami des femmes* je dois être un peu le vôtre car je suis l'ami de vos amies ; en amis combattons donc ! »

II.

Si M. Verdier put s'applaudir de la courtoisie de M. de Saint-Ursin, son confrère, il eut moins à se louer du citoyen Briouse, dont l'âme était agitée par l'*invidia medicorum*.

Le 21 vendémiaire an IX, Frochot, préfet de la Seine, avait pris un arrêté attachant à chaque mairie des officiers de santé chargés de constater les décès, afin de prévenir les inhumations précipitées. Verdier-Heurtin, alors établi depuis peu, n° 569, rue des Prouvaires, division du Contrat social, 3^e arrondissement, demanda la place au maire, M. Doyen, et l'obtint. Ceci ne satisfit point le citoyen Briouse, officier de santé dans la section Brutus, qui, furieux de voir Verdier visiter ses morts, ses propres morts, chercha à le faire destituer pour se faire mettre en son lieu. Une pétition de cent habitants de la section Brutus accusait le vérificateur de négligence dans ses fonctions ; les faits allégués furent controuvés, Doyen se borna à nommer deux autres vérificateurs, dont M. Briouse ne fut point. Par malheur, Rousseau remplaça Doyen à la mairie du 3^e arrondissement, et les

bains, les cosmétiques et l'hygiène féminine ne se recommande guère que par son charmant frontispice et les vignettes dont elle est ornée.

réclamations recommencèrent. Le 16 prairial, an XII, Rousseau, pour y mettre fin, destitua Verdier. Celui-ci alla trouver le maire et l'adjoint, qui invoquèrent le vœu public, les soins gratuits donnés par Briouse aux indigents, sa pauvreté digne d'intérêt et la proximité du domicile dudit Briouse du centre de la section Brutus. Verdier offrit alors de remplir ses fonctions gratuitement, en abandonnant ses émoluments à l'infortuné Briouse (Jean). Mais le maire, peu touché de ce désintéressement, signifia à Verdier sa destitution pour le 1^{er} messidor, an XII.

Verdier fit alors imprimer un mémoire à Frochot, préfet de la Seine (1), dévoilant les machinations intéressées, ourdies par le sieur Briouse, l'incapacité absolue où cet homme, ignorant tant de la médecine que de la plus vulgaire orthographe, se trouverait de résoudre le délicat problème médico-légal de la constatation des signes de la mort. Il dénonça son penchant à l'ivrognerie, sa rapacité, ses demandes éhontées de pourboires en supplément de fonctions déjà rétribuées, son entremise dans des affaires louches, et marqua tout l'intérêt que lui Verdier, saurait retirer de cette charge, pour le plus grand bénéfice de la statistique nosologique des arrondissements, entreprise par la Société de médecine de Paris.

D'après Quérard, la réclamation de Verdier fut couronnée de succès, du moins partiellement : il fut réintégré dans les fonctions de médecin de l'état-civil, mais dans un autre arrondissement. Je pense que M. Verdier-Heurtin vécut dès lors tant bien que mal, et probablement mal, de l'exercice de son art : la médecine est peu lucrative à l'humble pra-

(1) *Mémoire et réclamation* présentés à Monsieur Frochot, conseiller d'État, préfet du département de la Seine, par Verdier-Heurtin, maître ès-arts en la ci-devant Université, docteur en médecine, accoucheur, membre de la Société académique des Sciences de Paris. Paris, imp. Hénée, an XIII-1805, 12 pages in-4^o.

ticien, et la foule moutonnaire court chez le charlatan du coin : « J'ai dans ma maison, disait-il avec amertume, une femme connue pour les bons lavements. On vient de loin pour s'en faire administrer par elle, et, comme de raison, ces lavements sont bons à mille maux. » (1) Il faut croire que les clystères du rez-de-chaussée faisaient quelque tort aux ordonnances du premier étage.

En 1808, nous retrouvons Verdier, 45, rue du Petit-Carreau, et il est nommé le 16 février de cette année-là médecin des indigents du quartier Saint-Eustache (2). En 1816, il habitait avec son père, 26, rue Neuve Saint-Eustache ; il ne lui survécut que peu de temps et mourut presque subitement à Paris, le 24 mai 1823 (3). Il fut inhumé au cimetière du Père-Lachaise.

Ce fatal événement plongea dans la tristesse la L.:. de l'Espérance (4), qui l'ayant nommé, pendant trois années consécutives aux fonctions de T.:. S.:. Vén.:. , l'avait promu et continué Grand Commandeur. Sa perte marqua la décadence de cet Atel.:. ; et son élève et compatriote Pesche, pharmacien et poète, ancien collaborateur de ses travaux maçonniques (5), évoqua dans une élégie

(1) Verdier, *Discours et essai aphoristique sur l'allaitement*, p. 106.

(2) Arch. nat., F/8 144, Seine.

(3) D'après Quérard et la *Biographie universelle ... des contemporains*. — L'*Almanach Royal* le mentionne cependant encore sur la liste des médecins de Paris, en 1824 et 1825 ; il disparaît dès 1824 de l'*Almanach médical*. A ne pas confondre avec le médecin Verdier d'Avalon, ancien médecin militaire, porté ultérieurement sur les listes, et demeurant rue des Nonnains-d'Yères.

(4) Cette loge (O.:. et Vall.:. de Paris) qui comprenait parmi ses adeptes un grand nombre d'étrangers, Espagnols, Portugais, Brésiliens, Polonais, Russes, Bavares, Hessois, avait été organisée par Verdier-Heurtin. Elle avait une organisation intérieure particulière, et se composait de trois chambres. Le Grand Commandeur était le chef de la chambre suprême.

(5) Pesche fut pendant quelque temps Grand Secrétaire, puis Grand Orateur de la L.:. et Chapitre de l'Espérance.

l'ombre du disparu pleurant sur les ruines du Temple :

Votre Grand Commandeur fut pour vous plus qu'un frère,
C'était un autre Hiram, c'était pour vous un père,
Il prépara vos lois, vous les fit adopter :
Affermissant ainsi votre ancienne existence
Par leur sainte influence
Ces autels à jamais auraient dû subsister.

.

Non, ce n'est point assez des honneurs funéraires,
Que je reçus de vous, ô mes généreux frères !
J'attends de votre amour un prix plus glorieux :
De ce noble Elysée où repose ma cendre
Mon âme ose descendre
Et venir contre vous murmurer en ces lieux.

Ne pouvez-vous pour eux revoir un jour prospère ?...
La parole se perd, la lumière s'altère...
Recouvrez, ranimez ces dons si précieux ;
N'est-il plus parmi vous ni ferveur ni science ?
Ce doute vous offense ?
Qu'il puisse donc produire un retour généreux.

Je le sais : dans vos rangs plus d'un maçon illustre
Peut guider vos travaux, leur rendre un nouveau lustre,
Si le zèle assoupi vient à se réveiller !...
Ah ! cédez à mes vœux ; qu'un beau feu vous anime,
Qu'un accord unanime
A l'Espérance encor puisse vous rappeler ! » (1)

Dr PAUL DELAUNAY.

(1) J.-R. Pesche, *Chansons, Poésies diverses, Théâtre*, Paris et Le Mans 1830, VIII-382 pages in-12 : *Le Songe ou l'Ombre du Grand Commandeur de l'Espérance, Ode maçonnique*, (1824) pages 267-274.

BIBLIOGRAPHIE DU MAINE

1910

I. ALMANACHS (1)

ALMANACH MANCEAU (le Grand), pour l'année 1910, 45^e année, Le Mans, Monnoyer, 1 vol. in-32, 254 p. [Contient les articles nécrologiques de Aug. Gaullier, L. Cornu, M^{me} Cécile Bruyère, M. Fauneau, M^{sr} G. Fouqué, P. Ligneul, G. Le Chevalier, L. Le Couteux, Amiral Coulombeau.]
ANNUAIRE DU DÉPARTEMENT DE LA SARTHE pour 1910.

II. BULLETINS ET PÉRIODIQUES

ANNALES FLÉCHOISES (les) et la Vallée du Loir. Revue historique, archéologique, artistique et littéraire, paraissant tous les deux mois, 8^e année, t. XI, 1910. La Flèche, E. Besnier, Paris, H. Champion, in-8 de 418 p. avec gravures hors et dans le texte.

BULLETIN ANNUEL de la Commission météorologique du département de la Sarthe, année 1910. Le Mans, imp. Monnoyer, 1910, in-8.

BULLETIN de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, 2^e série, t. XXVI, 1910. Laval, veuve Goupil, in-8 de 492 p. avec planches et vignettes dans le texte.

BULLETIN de la Société médico-historique, (1909-1910). Mayenne, imp. Colin, 1910, in-8, 275 p.

BULLETIN MENSUEL de la Chambre de Commerce du Mans, in-8. Le Mans, imp. Guénet, 1910.

BULLETIN de la Pieuse-Union de Saint-Antoine-de-Padoue,

(1) Voir notre note de la *Revue du Maine*, t. LXVIII (1910), p. 266.

- sanctuaire d'Évaillé, 9^e année, 1910, in-8. Saint-Calais, imp. E. Lefeuve.
- BULLETIN de la Société d'Horticulture de la Sarthe, in-8. Le Mans, Monnoyer, 1910.
- BULLETIN de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, (II^e série).
- LA RÉVOLUTION DANS LA SARTHE et les départements voisins, Bulletin du Comité départemental de la Sarthe pour la recherche et la publication des documents économiques de la Révolution française, sous la direction de J. L'Hermite, archiviste, t. IV, 1909, in-8, 244 p. Le Mans, Association Ouvrière (paru en 1910). — t. V, 1910.
- OFFICE (l') forestier du Centre et de l'Ouest, bulletin trimestriel, 3^e année, 1910. Le Mans, imp. Benderitter, in-8.
- PAYS BAS-NORMAND (le), Flers, Domfront et environs, trimestriel, 1910, 3^e année. Flers, imp. Graindorge.
- PROVINCE DU MAINE (la), Revue mensuelle de la Société des Archives historiques du Maine, t. XVIII, 1910. Le Mans, au siège de la Société; Laval, veuve Goupil, 1 vol. in-8 de 432 p., avec planches et vignettes dans le texte.
- REVUE historique et archéologique du Maine, organe de la Société historique et archéologique du Maine, 1910, t. LXVII, in-8 de 320 p., t. LXVIII, in-8 de 320 p., avec gravures et planches hors texte.
- SEMAINE DU FIDÈLE (la). — Revue du culte et des bonnes œuvres, publiée sous le patronage de Mgr l'Évêque; 48^e année, du 28 novembre 1909 au 20 Novembre 1910, 1 vol. in-8. Le Mans, imp. Bienaimé-Leguicheux.
- TRAIT-D'UNION (le), organe diocésain de l'Association catholique de la Jeunesse française, mensuel, in-4. Le Mans, Bienaimé.

III. LIVRES, BROCHURES, TRACTS, ARTICLES, ETC.

Publiés dans le Maine, ou par des Manceaux, ou concernant le Maine

- AJAM (Maurice). — Contre l'Etatisme, Paris, édition de l'*Information parlementaire*, in-8, 93 p., 1910.

- ANGÉLY-SÉRILLAC (le C^{te} d'). — Aveu du fief de René au seigneur de Chérancé, XVII^e siècle, *La Province du Maine*, t. XVIII, p. 46.
- ANGOT (abbé A.). — La translation de l'Évêque Pierre Gougeul, du Mans au Puy (XIV^e siècle), *ibid.*, p. 182.
- ANGOT (abbé A.) et abbé F. GAUGAIN. — Dictionnaire historique, topographique et biographique de la Mayenne, t. IV (supplément). Laval, veuve A. Goupil, 1910, in-8 de 948 p.
- ARNOULD (Louis). — Ames en prison. L'Ecole Française des sourdes-muettes-aveugles et leurs sœurs des deux mondes, 4^e édition, in-8 de XIX-478 p. Paris, Oudin, 1910. Préface de Georges Picot.
- BARRÉ et BOUVET. — Recherches historiques sur Château-du-Loir ; L'ancien collège ; La vie municipale au XVIII^e siècle, in-8, 136 p., gravures hors texte. Château-du-Loir, Perrin, 1910.
- BEAUCHESNE (le M^{is} A. de). — Les Musset au Maine, Alfred de Musset à Cogners et au Mans. *Annales Fléchoises*, t. X, pp. 65, 127, 217, 257, 231.
- Alfred de Musset au Maine. *Revue du Maine*, t. LXVIII, p. 288, tir. à part, 22 p. in-8.
- Louis de Montecler, gouverneur de Laval, *ibid.*, p. 151.
- Compte-rendu de *la Maison de la Jaille*, du M^{is} de Brisay, *ibid.*, p. 189.
- Souvenirs universitaires. La distribution des prix au Concours général, en 1856, à propos de Gaston Paris, dans *L'Université Catholique de Lyon*, 15 mars 1910, pp. 375-391.
- BEAUMONT (le C^{te} Ch. de). — Catalogue des artistes angevins, tourangeaux, manceaux, vendômois et blésiens qui ont exposé aux salons de 1910. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 344.
- BELLAY (Joachim du). — Œuvres poétiques, II. Recueils de sonnets, édition critique publiée par H. Chamard. Paris, Cornély, 1910, in-16, XIV-302 p.
- BELLAY (Martin et Guillaume du). — Mémoires publiés par

- V.-L. Bourelly et F. Vindry, II. Paris, Laurens, 1910, in-8, 426 p.
- BERNUS (Pierre). — Notes sur la famille de Brezé (XIII^e et XIV^e siècle). *Revue de l'Anjou*, t. LX (1910), pp. 409-424.
- BERNELLE (Dr F.-H.). — La Psychose de Gilles de Rais, sire de Laval, maréchal de France, 1404-1440. Thèse de la Fac. de Méd. de Paris, Paris, Jouve, 1910, 88 pp. in-8°.
- BESNARD (l'abbé L.). — Un monastère de Clarisses à Beaumont-le-Vicomte (1632-1657). Mamers, imp. Fleury, 1910, in-8, 341 p. et pl.
- BESZARD (L.). — Etude des noms de lieux habités du Maine. Paris, H. Champion, 1910, in-8 de xxxix-373 p. avec carte et index des noms de lieux du Maine.
- Remarques toponymiques. *La Province du Maine*, t. XVIII, p. 213.
- BILSON (John). — Un panneau d'albâtre au musée archéologique du Mans. *Revue du Maine*, t. LXVIII, p. 201.
- BLIN (P.). — Episodes de la Chouannerie dans la Sarthe. II. La sœur de « Saint-Paul » en 1795. *Bulletin..... de la Révolution.....* 1909, p. 215.
- BONFILS (S. G. Mgr M.-P. de), évêque du Mans. — Lettre pastorale sur le prêtre et mandement pour le carême de 1910. Le Mans, Bienaimé, 24 p. in-4, 1910.
- Lettre convoquant le clergé du diocèse aux retraites pastorales, 20 p. in-4, 1910.
- BONHOURE (G.). — Quelques lettres écrites à propos de l'érection de la statue de Ronsard. *Bulletin..... du Vendômois*, XLIX, 1910, p. 209-212.
- BOURDEAULT (l'abbé A.). — Joachim du Bellay et Olive de Sévigné, in-8, 54 p. Angers, Germain-Grassin, 1910.
- BOURDIN (l'abbé V.), curé de René. — Petite histoire ecclésiastique, broch. in-16 de 72 p. avec grav. Le Mans, Benderitter, 1910.
- BOUVET, voir Barré.
- BRISAY (le M^{is} de). — La Maison de la Jaille. Paris, Champion, 1910, in-8, 467 p. et pl. Mamers, G. Fleury. [Comptendu dans *Revue du Maine*, t. LXVIII, p. 189.]

- BUSSON (le chanoine G.). — Remarques toponymiques : Voivres, Vouvray, Attenay, Savonnières, *La Province du Maine*, t. XVIII, p. 73.
- Remarques toponymiques : Eguillé, *ibid*, p. 151.
- Remarques toponymiques : Dernière réponse à M. Beszard, *ibid*, p. 318.
- CALENDINI (l'abbé Louis). — Le clergé français à Münster, de 1796 à 1798. *Revue du Maine*, t. LXVII, p. 184.
- Bibliographie du Maine, *ibid*, t. LXVIII, p. 266.
- Saint-Mars-de-Cré, Essai de monographie paroissiale. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 15.
- Gervais Alton, *ibid*, p. 49, 94, 181.
- Un inventeur ludois, *ibid*, p. 98.
- Note sur l'abbaye de Chalocé, *ibid*, p. 113.
- La Commanderie de Thorée, *ibid*, p. 300.
- Adam de Perseigne, I. Sa vie. II. Ses œuvres. *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastique*, fasc. II (1910) col. 488-490.
- Adélaïde de la Jaille, *ibid*, col. 517-8.
- La Cour du Bois, in-8, 92 p. 18 grav. hors texte. Le Mans, Benderitter, 1910.
- CALENDINI (l'abbé Paul). — N.-D. des Vertus à La Flèche, 3^e édition, in-8, xx-103 p. La Flèche, Besnier, 1910, grav. hors texte.
- Ade (Adrehilde, Haldrehilde, Adnette sainte). *Dict. d'Hist. et de Géog. ecclés.*, fasc. II (1910), col. 513-514.
- Adélaïde (sainte), impératrice, *ibid*, col. 515-517.
- Adélaïde de Savoie, *ibid*. col. 518.
- Adéodate (sainte), *ibid*, col. 543-544.
- Ader (Guillaume), *ibid*, col. 549.
- CANDÉ (le Dr J.-B.). — L'incendie du château du Lude. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 53.
- CARRÉ (abbé A.). — Pour l'Eucharistie, 1 vol. in-18, raisin, II-160 p. Paris, Beauchesne, 1910.
- CAVAIGNAC (E.). — L'apparition du capitalisme à Athènes, au siècle de Périclès. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} sept. 1910.

- CAYLUS (le duc de). — Le cahier blanc de mon père, Souvenirs de 1832, in-16, 173 p. Angers, Siraudeau, 1910.
- CELIER (Léonce). — Catalogue des actes des évêques du Mans jusqu'à la fin du XIII^e siècle, avec une introduction, Paris, Champion, 1910, in-8, LXXVII-408 p.
- CHANGÉ (le monument du Tertre de). — 23 octobre 1910. Le Mans, Monnoyer, 1910, in-8 avec grav.
- CHAPPÉE (J.) et M. AUBERT. — La date de la face septentrionale du château de Josselin. *Bulletin monumental*, 1910, n^o 5-6.
- CHÉRANCÉ (R. P. Léopold de). — Sainte Marguerite de Cortone, in-12, 1910. (Collection *Les Saints*).
- CLÉMENT (P.) et A. HALLOPEAU. — Les peintures murales de l'ancienne église d'Artins. *Revue du Maine*, t. LXVIII, p. 32.
- CONSEILS CANTONAUX de fin 1910, in-4 de 8 p., Le Mans, Bienaimé.
- COURSON (A. de). — L'insurrection de 1832 dans la Bretagne et le Bas-Maine, in-8. Paris, Emile Paul, 1910.
- CROIX-ROUGE FRANÇAISE. — Comité subdivisionnaire de Blois, Compte de l'exercice de 1909, Annexes. Blois, imp. C. Migault, 1910, in-8, 62 p.
- CRUSSAIRE (Dr A.). — Un médecin du XVII^e siècle : le Docteur Vallant. Une malade imaginaire : Madame de Sablé. Thèse de la Faculté de médecine de Paris. Paris, Vigot, 1910, 152 p. in-8.
- DELATTE (le R. P. dom.) [Un Bénédictin de la Congrégation de France]. — Dom Guéranger, abbé de Solesmes. 2 vol. in-8, 450 p. et 460 p. Paris, Plon-Nourrit et Oudin, 1910.
- DELAUNAY (Paul). — Les Cagots du sud-ouest. A propos du livre de M. le Dr Fay. (*France Médicale* du 10 mai 1910, p. 161-163.)
- Les Autographes médicaux à l'Exposition de l'Académie de Reims. (*Ibid*, 10 Juillet 1910, p. 253-254.)
- Thomas d'Onglée. (*Ibid*, 10 août 1910, p. 285-286.)
- Les Femmes et l'armée prussienne, Le Mans, 1815. (*Ibid*, 25 août 1910, p. 304.)

- Gentilshommes du XVIII^e siècle. La médecine au château, (*Ibid*, p. 405-408, 10-25 novembre 1910.)
- Sages-femmes tourangelles. A propos du livre de M. le Dr Dubreuil - Chambardel. (*Gazette médicale du Centre*, 1^{er} mars 1911, p. 66-69.)
- DESCHAMPS LA RIVIÈRE. — Un Oncle d'Alfred de Musset. *Province du Maine*, t. XVIII, pp. 379, 397.
- DRAULT (Jean). — Les contes de l'Etape. Paris, Jouve, 1910, in-16, 215 p., et fig.
- Le Pique-assiette. Niort, Boulard, 1910, in-16, 39 p.
- Le Châtelain socialiste. Niort, Boulard, 1910, in-16, 31 p.
- DUBOIS (S. G. Mgr. E.-L.), archevêque de Bourges. — Allocution prononcée au jour de son intronisation solennelle, 3 février 1910. Bourges, H. Sire, in-16 de 16 p.
- Lettre pastorale et mandement pour 1910. Le devoir pascal. Adieux au diocèse de Verdun. Verdun-sur-Meuse, imp. Didier, 1910, in-8, 16 p.
- Lettre pastorale et mandement pour 1910. La mission de l'évêque à l'heure présente. Bourges, Tardy-Pigelet, 1910, 27 p. in-4.
- Lettre pastorale au clergé et aux fidèles pour recommander l'œuvre du denier du clergé et l'œuvre du denier du culte. 24 mars 1910, 8 p. in-4.
- Lettre pastorale au clergé et aux fidèles, relative à la création de comités catholiques et ordonnance réglant la constitution de ces comités. 27 mars 1910, 13 p. in-4.
- Lettre au clergé et aux fidèles à l'occasion des prochaines élections législatives. 11 avril 1910, 9 p. in-4.
- Lettre au clergé et aux fidèles pour annoncer le prochain pèlerinage de N.-D. de Lourdes. 24 juin 1910, in-4, 3 p.
- Lettre promulguant dans le diocèse de Bourges le bref pontifical du 6 juillet en faveur des défunts lésés par la loi de Séparation. 31 juillet 1910, 5 p. in-4.
- Lettre portant convocation à la retraite pastorale de 1910. 1^{er} août 1910, 9 p. in-4.
- Lettre portant publication de la lettre de S. S. Pie X sur le *Sillon*. 31 août 1910, 23 p. in-4 avec la lettre du Pape.

- Lettre à MM. les Doyens, relativement au décret *Quam singulari*. 28 septembre 1910, 2 p. in-4.
- Lettre portant promulgation du motu proprio *Sacrum antistitum* contre le modernisme. 1^{er} octobre 1910, 33 p. in-4.
- Lettre au clergé portant communication du décret *maxima cura* de la S. Cong. consistoriale sur le déplacement administratif des curés et ordonnance relative à l'application de ce décret. 18 octobre 1910, 38 p. in-4.
- Lettre aux fidèles du diocèse sur l'œuvre du denier du clergé. 25 octobre 1910, 8 p. in-4.
- Lettre au clergé du diocèse sur sa coopération à l'œuvre du denier du culte. 1^{er} novembre 1910, 8 p. in-4.
- Lettre aux instituteurs et institutrices libres du diocèse, portant promulgation d'un statut du personnel des écoles primaires libres. 30 novembre 1910, 9 p. in-4.
- Lettre à ses diocésains pour annoncer son prochain voyage à Rome. 1^{er} décembre 1910, 2 p. in-4.
- Lettre sur le décret *Quam singulari* et ordonnance réglant l'application de ce décret. Rome, 15 décembre 1910, 14 p. in-4.
- DUBREUIL-CHAMBARDEL (Louis). — L'enseignement des Sages-femmes en Touraine, in *La France médicale*, 1910, *passim*, et Paris, H. Champion, 1911, 110 p. in-8.
- DUFAY (Pierre). — Autour de Cassandre. Les Salviati. *Revue de la Renaissance*. 1910, pp. 73-86.
- DUMOULIN (Maurice). — Les Ancêtres d'Alfred de Musset. *La Nouvelle Revue*, 1^{er} Novembre 1910, pp. 73-88.
- Les Ancêtres d'Alfred de Musset, d'après des documents inédits. Paris, Emile Paul, 1910, in-12 de 196 p. 8 grav.
- DUPRÉ (le Dr). — La folie de Charles VI, roi de France. *Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1910, pp. 835-866, (t. LX.)
- DUVAL (Louis). — Lallement de Levignen, intendant d'Alençon en 1727. Caen, H. Delesques, 1910, in-8 de 108 p. et pl. Extrait de l'*Annuaire de l'Association Normande*. 1910.
- La Vie municipale dans le canton de Passais pendant la

- Révolution. *Bulletin de la Soc. Histor. et Archéol. de l'Orne*, t. XXIX (1910), p. 352.
- ESCHEVANÈS (le C^{te} C.). — La campagne de 1761 en Westphalie, d'après les lettres du maréchal de Crissé au prince de Saxe. *Revue Historique*, mai-juin 1910.
- ETOC (G.). — Les oiseaux de France, leurs œufs et leurs nids. Orléans, imp. Tessier, 1910, in-8, viii-174 p.
- FARCY (L. de). — Le pourpoint de Charles de Blois, collection J. Chappée, in-4 de 28 p. Le Mans, imp. Benderitter, 1910.
- FLEURY (G.). — La Cathédrale du Mans. Edition des petites monographies des grands édifices de France. Petit in-8 de 108 p., 42 grav., 2 plans, Paris, Laurens, 1910.
- La Société populaire de Mamers pendant la Révolution. *Bulletin de la Révolution...* 1909, p. 199.
- Deux mémoires de la fin du XVIII^e siècle sur l'abolition de la mendicité. *Ibid*, 1910, p. 5.
- Voir TRIGER (R.).
- FREVILLE (Ernest). — La duchesse du Maine, reine de Sceaux et conspiratrice, d'après l'ouvrage du général de Piépape. *Travaux de l'académie nationale de Reims*, 1910, pp. 247-258.
- FREGEOLLIÈRE (R. de la). — Les sports d'hiver à la montagne. *Le Correspondant*, 10 janvier 1910.
- FROGER (le chanoine Louis). — Les travaux de l'église de Villaines-la-Gosnais de 1542 à 1547. *Revue du Maine*, t. LXVIII, p. 318.
- Ronsard. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 8.
- Maclou de la Haye est-il Vendômois ? *ibid*, p. 47.
- Notes sur quelques hymnes de Ronsard, *ibid*, pp. 164-193,
- Comptes-rendus sur ouvrages concernant Ronsard, *ibid*. p. 116 et sq.
- La guerre de la Chouannerie de janvier à juin 1795. 34 p. in-8. Extr. de la *Revue des Questions Historiques*, avril 1910.
- Voir ROBVEILLE (A.).
- FROMONT (C. de). — Journal historique de la division de grenadiers d'Oudinot. *Carnet de la Sabretache*, août-sept. 1910.

- GABILLOT (C.). — Le prieuré de Ronsard. *Revue de Paris*, 15 août 1910.
- La tombe de Ronsard, *ibid*, 1^{er} oct. 1910.
- GAUGAIN (l'abbé F.). — Voir ANGOT (A.).
- GILLANT (l'abbé Ch.). — Le chanoine de Bigault d'Harcourt, directeur des études au Prytanée de La Flèche, 1768-1832. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 202. Tir. à part, 16 p. in-8.
- GIRAULT (l'abbé Ch.). — Histoire des commandements de l'Église. *Revue Catéchistique*, nov. 1909 et 1910.
- GIROU (E.). — Mgr Xavier-Marie-Joseph Barbier de Montault, bio-bibliographie. Angers, Siraudeau, 1910, in-8, 461 p. et fig.
- GOBILLOT (René). — A travers la campagne de Saint-André, le pays d'Ouche et le Perche. Imprimerie Alençonnaise, 1910.
- GRANDMAISON (Geoffroy de). — La vie de dom Guéranger. *L'Univers*, 23 mai 1910.
- GROSSE-DUPERON (A.). — Le collège de Mayenne. Mayenne, imp. Poirier, 1910, in-8, 227 p. et fig.
- L'église Saint-Martin de Mayenne. Mayenne, *ibid*, 1 vol. in-8, pl., 1910.
- Le pasteur Elie Benoist et sa famille, in-8 de 112 p. Laval, Goupil, 1910.
- GUÉRANGER (Dom.) et MONTALEMBERT. — Lettres inédites. *Annales de Philosophie chrétienne*, Nov. 1910.
- GUERNY (R. du). — Les seigneurs de Chantenay d'après les anciens registres paroissiaux. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 277, tir. à part, 15 p. in-8.
- GUILLOREAU (R. P. dom. L.). — Chapitres généraux et statuts de Guillaume de Sabran, abbé de Saint-Victor de Marseille. *Revue Mabillon*, nov. 1910.
- Les statuts de réformation de Maynier et de Raymond Lordet, abbés de St-Victor de Marseille, *ibid*, mai 1910.
- HALLOPEAU (L.-A.). — Notes archéologiques. Ecussons au lion dans le Bas-Vendômois. Extr. des *Annales Fléchoises*. La Flèche, 1910, in-8.

- Essai sur l'Histoire des comtes et ducs de Vendôme de la maison de Bourbon. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 99-147. Tirage à part, in-8.
- Voir CLÉMENT.
- HEURTEBIZE (R. P. dom.). — Deux fêtes mémorables à Saint-Benoît du Mans. *Revue du Maine*, t. LXVIII, p. 266.
- Pierre Bohier, bénédictin, évêque d'Orvieto, 19 p. in-8, Ligugé, Aubin, 1910.
- HOGU (Louis). — Ronsard, poète lyrique, d'après une thèse récente. *Revue de l'Anjou*, sept. 1910.
- KERMELIN (E. de) et M. LECLERC. — Le pourpoint de Charles de Blois. *Fureteur breton*, oct. 1910.
- LAGGER (H. de). — Le livre d'amour, vers à Iris (Henriette de Coligny, comtesse de La Suze), publiés avec une notice par E. Lachèvre, Paris, Sansot, 1910, in-18, 142 p. et fig.
- LANZAC DE LABORIE (de). — Dom Guéranger et son œuvre. *Le Correspondant*, 10 mars 1910.
- LAPAUZE (H.). — Le père d'Alfred de Musset. *Le Gaulois*, 24 sept. 1910.
- LARRIBAN (J.). — A. M. Paul Laumonier, poésie. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 82.
- LATOUCHE (Robert). — Histoire du comté du Maine pendant les X^e et XI^e siècles, Paris, Champion, in-8 de viii-215 p. et pl.
- Hugues I, comte du Maine en 914. *Province du Maine*, t. XVIII, p. 323.
- Jeanne La Ferone, d'après une lettre de Martin Berruyer, évêque du Mans, *ibid.*, p. 418.
- Notes sur la formation du département de Tarn-et-Garonne. *Bulletin Archéol., Histor. et Artistique de la Soc. Archéol. de Tarn-et-Garonne*, 3^e trimestre 1910.
- LAUDE (le chanoine). — Manuel pratique des écoles libres. Organisation, législation, jurisprudence. Ouvrage révisé par le comité du Contentieux de la Société générale d'éducation, 8^e édition. Paris, Société générale d'éducation, 1910, in-16, 103 p.
- L'Enseignement familial, nécessité, efficacité, pratique,

- législation. Le Mans, direction de l'enseignement libre, s. d., in-16, 47 p.
- LAUMONIER (Paul). — Ronsard, poète lyrique, in-8, LII-408 p. Paris, Hachette, 1910.
- La vie de Ronsard par Claude Binet, in-8, XLVIII-250 p. Paris, Hachette, 1910.
- Tableau chronologique des œuvres de Ronsard, 2^e édit., in-8, XI-143. Paris, Hachette, 1910.
- LEDRU (le chanoine A.). — Un mauvais livre, *Histoire du Maine* de L. Saillant. *Le Semeur de la Sarthe*, sept. 1910.
- Dom Guéranger, abbé de Solesmes, à propos de sa récente biographie. *Province du Maine*, t. XVIII, *passim*.
- Le Vitrail de la chapelle du Perrais, *ibid*, p. 45.
- A propos des Maridort, *ibid*, p. 350.
- Au sujet du livre de M. Fleury, sur la cathédrale du Mans, *ibid.*, p. 387.
- Notice sur le vitrail de la Grande Rose de la cathédrale du Mans, *ibid.*, p. 426.
- LEFÈVRE-PONTALIS (E.). — Conférence archéologique. *Revue du Maine*, t. LXVIII, p. 197.
- LEGROS (l'abbé). — La troupe comique de Scarron à Arçonnay et aux fourches patibulaires d'Alençon. *Bulletin... de l'Orne*, 1910, p. 424, tir. à part, Alençon, imp. Alençonnaise, 1910, in-8.
- LE ROYER DE LA DAUVERSIÈRE (M.). — *Anjou historique*, sept. 1910.
- LORIÈRE (E. de). — Notes sur une sépulture ancienne découverte à Chevillé et sur les seigneuries du Rouleau et d'Hardanges. *Revue du Maine*, t. LXVII, p. 296.
- Essai historique sur Verdelles. *Revue du Maine*, t. LXVIII, pp. 5, 97, 234.
- Découverte d'un ancien cercueil à Chevillé. *Annales Fléchoises*, t. X, p. 113.
- MAGNE (Em.). — Madame de Châtillon (Isabelle-Angélique de Montmorency). Paris, *Mercure de France*, 1910, in-18, 344 p.
- MAISONNEUVE (Ed. de). — Chapelle de la Madeleine de Benehard. *Province du Maine*, t. XVIII, p. 117.

- MARICOURT (Baron A. de). — La famille d'Alfred de Musset. *Revue hebdomadaire*, 10 déc. 1910.
- MARTELLIÈRE (J.). — Les racines vendômoises de la maison de Musset. *Annales fléchoises*, t. X, pp. 28, 173, tir. à part de 22 p. in-8.
- MARTIN (l'abbé Jules). — Petau (1583-1652), Paris, Bloud, 1910, in-16, 72 p.
- MARTINEAU (René). — Emmanuel Chabrier, in-12 de 146 p. Paris, Dorbon, 1910.
- MÉLISSON (S. Gr. Mgr.), évêque de Blois. — Lettre pastorale sur l'institution divine de l'Église et mandement pour 1910, 23 p. in-4. Blois, imp. Migault.
- Lettre... pour l'application du décret pontifical *Quam singulari*, 21 déc. 1910, *ibid*, 21 p.
- MENJOT D'ELBENNE (le V^{te} S.). — Le Chapitre royal de l'Eglise collégiale de Saint-Pierre-la-Cour, 1 vol. in-8 de ccccxl p. (*Arch. Histor. du Maine*).
- Jean du Lys, sa descendance et la prévôté de Vaucouleurs. *Province du Maine*, t. XVIII, p. 33.
- Le trésor de la forêt de Vibraye (XV^e s.), *ibid*, p. 344.
- METIVIER (M^{lle} L.). — Petite histoire de la Tunisie. La Flèche, Charrier-Beulay, 1910, in-16 de 127 p.
- MÉZIÈRES (A.). — La duchesse du Maine. *Le Temps*, 2 mars 1910.
- MONTESON (le V^{te} de). — Lettre ouverte à M. J. de Lagonde. Le Mans, imp. du *Nouvelliste*, in-12 de 7 p.
- Documents sur Mgr de Grimaldi et C.-M. Turgot. *La Province du Maine*, t. XVIII, p. 359.
- MORGAN (J.). — Souvenirs de la Semaine-Sainte. Une journée à Solesmes. *Le Gaulois*, 23 mars 1910.
- La Semaine-Sainte à Solesmes. *Le Soleil du Midi*, 25 mars 1910.
- MOREAU (E.). — Le château de Laval. *La Mayenne*, 22 déc. 1910.
- NOAILLES (le V^{te} François de). — M. d'Angely. *Carnet de la Sabretache*, 1910.
- NOBLET (R. P. dom. A.). — Dom Guéranger. *Bulletin de Saint-Benoît et de Saint-Maur*, janv. 1910.

- NORMAND (F.). — La Réveillière-Sepeaux (1753-1824). *Les Contemporains*, Paris, *Bonne Presse*, 1^{er} mai 1910.
- NOTRE-DAME-DE-LOURDES. — Bernadette (Lourdes-Nevers). Le Mans, Monnoyer, 1910, in-8, 96 p.
- NOUET (le chanoine Ch.). — Le Catéchiste en chaire. Plans d'instructions à l'usage des Prêtres du diocèse du Mans, 4^e et 5^e année. Le Mans, A. Bienaimé, 1910, in-8, II-376 p.
- ORDO DIVINI OFFICII recitandi in tota diœcesi Valleguidonensi, pro anno Domini, 1910, Valle Guidonis, ex typis Viduæ Goupil, in-16.
- ORDO DIVINI OFFICII recitandi, sacrique peragendi... ad usum insignis ecclesiæ Cenomanensis pro anno Domini 1910. Cenomani, apud A. Bienaimé, 1910, in-12 de 190 p.
- PAPIN (Louis), Paul Pionis. — La culotte, au Feu, Pauvre vieil ami, poésies. *Annales Fléchoises*, t. X, pp. 5, 7, 145.
- PARÉ (Ambroise). — Son opinion sur la durée de la grossesse. *Chronique médicale*, 15 sept. 1910.
- Aspects humains d'A. P. par Legrand-Chambrier. *Mercurie de France*, 16 sept. 1910.
- PASSE (Maurice). — Le château de Montecler et ses seigneurs. *Revue du Maine*, t. LXVII, p. 88.
- PAUVERT. — Jean de Fontaines, capitaine du Mans en 1420. *Mémoires de la Soc. Nat. d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers*, s. s., t. XIII, 1910, pp. 213-225.
- PELTIER (Paul). — Châteaux de Musset. *Les Annales Politiques et littéraires*, 3 juillet 1910, p. 9.
- PHILIPPE (Dr Jean). — Un précurseur : Jean Verdier, 1735-1820, in *Revue pédagogique*, N^{lle} série, t. LVI, n^o 4, 15 avril 1910, pp. 327-352.
- PIEPAPE (le général de). — Une petite fille du Grand Condé. La duchesse du Maine, reine de Sceaux et conspiratrice, 1676-1753. Paris, Plon, 1910, in-8, III-387 p.
- PILON (Edm.). — Portraits tendres et pathétiques (M^{me} de Brezé, etc.), Paris, *Mercurie de France*, 1910, in-18, 317 p.
- PUNIET (R. P. dom. de), de l'abbaye de Solesmes. — Catechumenat, *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, fascicules XXI et XXII, 1910, col. 2579-2621.

- QUENTIN (R. P. dom H.), de l'abbaye de Solesmes. — Sainte Cécile, *ibid*, fasc. XXI, 1910, col. 2712-2738.
- REBUT (D.). — Notes et souvenirs d'un voyage en Espagne (1902). Extr. du *Bulletin de la Société d'Agric. de la Sarthe*, 1910, in-8.
- ROBVEILLE (l'abbé A.) et L. FROGER. — La communauté d'habitants de Montfort-le-Rotrou. *Province du Maine*, t. XVIII, pp. 172, 206, 244, 285, 390, 408.
- ROQUET (H.). — Pontvallain. *Revue du Maine*, t. LXVII, pp. 41, 167, 263, t. LXVIII, pp. 28, 158.
- Yvré-le-Pôlin. *Annales Fléchoises*, t. X, pp. 290, 360.
- Le général Cambray, son origine, son administration dans la Sarthe, son expédition de Malte (1762-1799). *Bulletin... de la Révolution*, 1909, p. 181 et sq.
- RONCARD. — Poèmes, édition de *la Renaissance du Livre*. Paris, in-12 de 133 p.
- ROUSSEAU (l'abbé N.). — L'école grégorienne de Solesmes, 1833-1910. Desclées et C^{ie}, 1910, 1 vol. in-8.
- SAILLANT (Louis). — Au pays du Maine. Des Gaulois jusqu'à nos jours. Le Mans, A. Renard, in-8 de vii-441 p. et grav.
- SAUVÉ (C.). — Le chrétien intime. V. Le culte de Saint-Joseph. Paris, Vic et Amat, 1910, in-8 de xv-460 p.
- SAVARY (D^r Xavier). — Discours aréopagitique. Le drapeau, éloge lyrique. Le Mans, Benderitter, 1910, in-8, 64 p.
- SEVESTRE (l'abbé E.). — L'enquête gouvernementale et l'enquête sur le clergé de Normandie et du Maine de l'an IX à l'an XIII. *Revue catholique de Normandie*, 1910, *passim*.
- SOCIÉTÉ DES AMIS des ARTS réunis du Maine. — Exposition de 1910. Catalogue in-32 de 34 p. Le Mans, Bienaimé, 1910.
- SOUTY (H.). — Un bossuetiste manceau, Charles Riobé. Le Mans, Benderitter, 1910, in-8, 79 p.
- T. F. — Dom Guéranger, abbé de Solesmes. *Revue catholique des Institutions et du Droit*, sept. 1910.
- THIOLLIER (Marcel). — Les Livrets, Guides du Touriste, La Vallée du Loir, Pays chartrain, dunois, vendômois, 3^e édit., 1910, in-8, 48 p.

- TRIGER (Robert). — L'ancien Évêché du Mans avant la Révolution. *Revue du Maine*, t. LXVII, pp. 113, 225.
- La Société Française d'Archéologie et le dégagement de l'enceinte gallo-romaine du Mans, *ibid*, p. 201.
- Discours aux obsèques de M. Singher, *ibid*, p. 104.
- La vieille maison du Pont-Neuf et du Carrefour de la Sirène, *ibid*, p. 107.
- Les Églises du Mans, *ibid*, t. LXVIII, pp. 64, 75. (En collaboration avec M. G. Fleury.)
- Les Fêtes de Jeanne d'Arc au Mans et dans la Sarthe, 1909-1910. Le Mans, imp. Monnoyer, 1910, in-8, 272 p.
- L'Enseignement chrétien dans le Maine pendant la Révolution. Le Mans, imp. Monnoyer, 1910, in-8 de 38 p. Extrait du *Semeur*.
- Note sur le dégagement de l'enceinte gallo-romaine du Mans. Le Mans, A. de Saint-Denis, 1910, in-8, plans.
- UZUREAU (l'abbé F.). — Les paroisses angevines de la Mayenne et de la Sarthe. *Revue du Maine*, t. LXVIII, p. 135.
- Origine du Pèlerinage de N.-D. du Chêne à Vion. *Annales Fléchoises*, t. X, pp. 42, 83.
- Mgr de Grasse, *ibid*, p. 241. — Mgr de Lorry, *ibid*, p. 373.
- VAGANAY (Hugues). — Les amours de P. de Ronsard, vendômois, commentées par Marc-Antoine de Muret, d'après le texte de 1578, petit in-4. Paris, Champion, 1910.
- Les odes de Ronsard, d'après le texte de 1578. Index bibliographique, petit in-4 de 32 p. Paris, Champion 1910.
- VAISSIÈRE (P. de). — La mort du Roi (21 janvier 1793). Paris, Perrin, 1910, in-8, VIII-236 p. et fig.
- VEUILLOT (F.). — Dom Guéranger. *L'Univers*, 12 janv. 1910.
- VINCENT (C.). — Figures d'héroïnes. La mère et les sœurs de Jean Chouan. *La Gazette de France*, 17 oct. 1910.

LOUIS CALENDINI.



ZOUAVES PONTIFICAUX ET VOLONTAIRES DE L'OUEST

Tableau de M. Lionel Royer,

Ancien Volontaire de l'Ouest, Membre de la Société historique et archéologique du Maine.

LE GÉNÉRAL DE CHARETTE

AU MANS

11 OCTOBRE --- 9 NOVEMBRE 1870

SOUVENIRS DE LA FORMATION DES VOLONTAIRES
DE L'OUEST

Par son rôle militaire et ses chevaleresques exploits, Charette appartient à l'histoire générale de l'Église et de la France ; par ses traditions de famille et sa foi politique, il appartient à l'histoire de la Monarchie.

Il semble donc, au premier abord, qu'une revue locale qui n'a pas l'histoire générale dans son programme et qui doit, plus encore, éviter la politique contemporaine, n'ait aucun droit à évoquer l'inoubliable souvenir du héros de Loigny.

Une page, cependant, l'une des plus belles de sa carrière au point de vue patriotique, rattache incontestablement le général de Charette à l'histoire locale de la ville du Mans.

C'est au Mans, en effet, qu'il séjourna un mois entier à son retour de Rome, du 11 octobre au 9 novembre 1870, et qu'il réorganisa, pour le mettre au service de la Patrie envahie, ce vaillant régiment des *Zouaves pontificaux* ou *Volontaires de l'Ouest*, dont les combats de Cercottes, de

Loigny et d'Auvours feront vivre le nom dans les fastes de l'armée française.

Le fait, sans doute, demeure présent à la mémoire de tous ceux qui ont vu à l'œuvre, au Mans, le brillant colonel des Zouaves pontificaux. Par contre, il n'est peut-être pas inutile de le rappeler aux jeunes générations : depuis quarante années, le sentiment national s'est tant affaibli, tant de leçons de « l'Année terrible » ont été oubliées, tant de dévouements méconnus !

En tout cas, nous ne croyons pas sortir de la sphère patriotique, au lendemain de la mort de Charette, en rendant, sous forme d'un simple récit d'histoire locale, un modeste hommage au regretté général qui fut, dans les jours néfastes de l'invasion, un grand soldat et un grand Français (1).

Rentré en France immédiatement après la capitulation de Rome, pour offrir son épée au gouvernement de la Défense nationale, le lieutenant-colonel des Zouaves pontificaux recevait le 7 octobre, à la suite de négociations quelque peu laborieuses, l'autorisation d'appeler autour de lui, à Tours, les débris de son régiment et d'en former un corps spécial sous le nom de *Volontaires de l'Ouest* (2).

Le surlendemain 9 octobre, il était déjà en mesure de

(1) De toute façon, la *Revue historique et archéologique du Maine*, en publiant cet article, n'entend nullement abandonner le sage principe qui exclut de son programme l'histoire contemporaine ; mais elle s'autorise, dans la circonstance, d'une exception admise, après quarante années et par un sentiment exclusif de patriotisme, pour les souvenirs de la bataille du Mans et de la guerre de 1870-71. (*Note de la Rédaction*).

(2) Cette autorisation semble avoir été efficacement préparée par une lettre du général Le Flô, qui, le 4 octobre, écrivait de Paris à l'amiral Fourichon, alors ministre de la guerre en province : « Encore un élément dont vous pourrez tirer, j'en suis sûr, un excellent parti : c'est celui des Zouaves pontificaux que l'occupation de Rome a rendus disponibles. Faites appel à ces braves jeunes gens, aguerris, familia-

répondre à l'appel du gouvernement en faisant marcher à l'ennemi 170 de ses anciens zouaves, répartis en trois petites compagnies, sous le commandement du capitaine Le Gonidec de Traissan ; mais, Garibaldi étant, lui aussi, arrivé à Tours, le ministère de la guerre avait le tact de ne pas imposer sa présence aux zouaves de Charette, et, dès le 10 octobre, il leur assignait Le Mans au lieu de Tours, comme centre de réorganisation (1).

Une dépêche particulière annonçait aussitôt la nouvelle aux journaux du Mans :

« Tours, 10 octobre 1870.

« M. de Charette quitte Tours avec ses zouaves.

« On lui a assigné Le Mans, où le corps des Zouaves pontificaux va se réorganiser et former une légion de 6.000 hommes d'élite qui prend le nom de *Légion des Volontaires de l'Ouest*.

« Trois compagnies de cette légion viennent déjà d'être envoyées aux extrêmes avant-gardes » (2).

Le même jour, 10 octobre, *La Sarthe* s'empressait de publier, avec de sympathiques commentaires, la première circulaire officielle du colonel de Charette.

Bien que cette circulaire fut encore datée de Tours, 8 octobre, nous ne pouvons nous dispenser de la reproduire, car elle pose, en termes d'une netteté absolue, les

risés particulièrement avec toutes les ruses de la guerre de partisans qu'ils ont faite aux bandits des Etats Romains. Il conviendrait seulement *en leur conservant un uniforme qu'ils ont singulièrement honoré*, de leur donner le nom de *Zouaves auxiliaires*. Les officiers de ce corps seraient provisoirement maintenus dans leurs grades ». *L'Avant-Garde*, 15 avril 1899.

(1) Une petite section de dépôt resta seule à Tours, avec le capitaine de Fabry, pour recevoir les recrues qu'on y avait convoquées et les diriger sur Le Mans.

(2) *La Chronique de l'Ouest*, lundi 10 octobre.

principes dont le chef des Volontaires de l'Ouest devait s'inspirer au Mans.

« Autorisé par le gouvernement à former, avec le régiment des Zouaves pontificaux, un corps qui prend le nom de *Légion des Volontaires de l'Ouest*, de l'endroit de sa formation, je viens faire appel aux hommes de cœur de toute la France, qui ne sont pas encore incorporés, à tous ceux qui, de près ou de loin, ont appartenu au régiment.

« *J'avertis que je veux former un corps sérieux où règnera la plus grande discipline. Ma seule préoccupation est de défendre la France.*

« J'espère que mon appel sera entendu et que nous pourrions prouver que le régiment des Zouaves pontificaux saura conserver ses traditions, *qu'il sera le type de l'honneur et du dévouement* et qu'il se consacrera à la France, comme il s'est dévoué à l'Église.

« *Le commandant de la légion des Volontaires de l'Ouest,*

« Baron de CHARETTE. »

A peine les habitants du Mans avaient-ils eu le temps de lire cette circulaire, le 10 octobre au soir, que le capitaine de Couëssin, le futur chef du 3^e bataillon, débarquait dans leur ville par le train de Tours, avec un premier détachement d'une centaine d'anciens « zouaves de Rome », qui furent immédiatement casernés au collège de Sainte-Croix (1).

Le colonel, lui, était attendu dans la soirée du lendemain ou le 12 au plus tard (2).

Comme de juste, la première préoccupation de M. de

(1) *La Sarthe*, mardi 11 octobre 1870. — Capitaine Derely, *En France*, dans *l'Avant-Garde* du 15 avril 1910.

(2) *La Sarthe*, mardi 11 octobre 1870.

Charette au Mans fut de recruter des hommes, ses zouaves de Rome étant tout au plus suffisants pour constituer des cadres.

Il eut de suite recours à un double moyen de recrutement.

D'une part, il réclama le concours des anciens Comités « *de Saint-Pierre* », formés avant la guerre, en vue du recrutement spécial des zouaves pontificaux (1). D'autre part, il envoya en permission, dans leurs provinces respectives, un certain nombre d'officiers et de sous-officiers chargés de remplir la mission des « sergents recruteurs » de l'ancienne armée.

Deux documents locaux, émanés chacun d'un de ces rouages différents, permettent aujourd'hui de connaître exactement comment les instructions du colonel de Charette furent interprétées, et surtout quel en était l'esprit.

Le premier est une circulaire du baron Clouet, représentant d'un comité du Mans, en date du 11 octobre 1870 et ainsi conçue :

« Le Mans, le 11 octobre 1870.

« Monsieur,

« Le régiment des Zouaves pontificaux, actuellement
« nommé *Légion des Volontaires de l'Ouest*, a son dépôt et
« son bureau de recrutement établis au Mans.

« Le gouvernement, en autorisant ce régiment à conser-
« ver ses cadres, son uniforme et ses traditions militaires,
« a voulu encourager l'esprit de discipline et de dévouement
« dont ce corps d'élite a toujours donné l'exemple.

(1) Ce furent ces Comités qui lui procurèrent, en outre, la majeure partie des sommes nécessaires pour l'organisation de la légion. Cf. Capitaine Jacquemont, *La campagne des Zouaves pontificaux en France* (Paris, Plon, 1871), et R. Bittard des Portes, *Histoire des Zouaves pontificaux* (Paris, Bloud et Barral).

« En conséquence de cette autorisation, j'ai l'honneur de
« m'adresser à vous, Monsieur, afin que vous ayez la bonté
« de me faire connaître les jeunes gens de votre canton qui
« seraient disposés à contracter dans la *Légion* un engage-
« ment *pour la durée de la guerre*. Les hommes de 21 à
« 40 ans sont obligés de servir dans un des corps des
« troupes actives : il peut, dès lors, être agréable à plu-
« sieurs de choisir leurs compagnons d'armes et de com-
« battre à côté de chefs et de soldats qui ont dignement
« représenté la France à la défense du Saint-Siège.

« *Le recrutement ne saurait être opéré avec des hommes*
« *quelconques ; il faut des hommes de choix*. La première
« condition d'admission est *la conduite morale et chrétienne* ;
« la seconde, *c'est la résolution virile*. Une recommandation
« écrite et signée d'un nom honorablement connu, sera la
« garantie exigée.

« Baron L. CLOUET » (1).

Le second document est une lettre communiquée à la presse régionale par le sergent de Vaubernier, qui avait été envoyé en mission à Laval, et qui sera tué le 11 janvier 1871, au combat d'Auvours.

« Monsieur le Rédacteur,

« Après avoir défendu l'Église, nous accourons défendre
« la France. Le corps des Zouaves pontificaux français,
« forcé de quitter Rome, va se reformer pour voler au
« secours de la Patrie. Le gouvernement de la Défense
« nationale, *mû par un sentiment qui l'honore*, vient
« d'agréer officiellement nos services, et de nous recon-
« naître le titre de belligérants.

« Nos cadres sont au complet. Tous ceux qui y figurent

(1) *La Semaine du Fidèle*, 15 octobre 1870.

« ont déjà vu le feu et le reverront encore. Notre nom est :
« *Volontaires de l'Ouest* ; notre chef, M. de Charette ; notre
« cri : *Vive la France !*

« . . . Ce que nous faisons à Rome, nous le ferons en
« France. Le sang que nous avons offert à l'Église, nous
« l'offrons à la Patrie. Nous avons déjà combattu avec l'ar-
« mée française et sous ses yeux ; nous y combattons
« encore. Puissions-nous vaincre. En tout cas, nous saurons
« lutter.

« Si je viens passer ici quelques jours, c'est moins pour
« revoir ma famille que pour recruter des volontaires.
« Nantes nous en fournira un bon nombre et je viens aussi
« faire appel à mes compatriotes. Les engagements seront
« reçus pour le temps de la guerre.

« Ce n'est pas notre petit nombre qui nous effraie ; nous
« étions un contre dix à Rome ; *nous ne manquons pas de*
« *chefs ; ils sont prêts et nous les aimons ; nous ne manque-*
« *rons pas de courage, car nous avons l'honneur ; nous ne*
« *manquerons pas de patriotisme, car nous sommes Fran-*
« *çais*, et nous servirons la France comme nous avons servi
« l'Église, sans autre but que de la sauver.

« J. de VAUBERNIER,
« *Sous-officier à la légion des Volontaires*
« *de l'Ouest (1).*

« Laval, 12 octobre 1870. »

Si ces lettres faisaient seulement honneur aux sentiments personnels de leurs auteurs, nous eussions hésité à les reproduire en entier ; mais, elles ont une portée plus haute.

En même temps que d'une irréprochable correction à l'égard du gouvernement, elles témoignent, chez les recruteurs du colonel de Charette, d'une préoccupation exclu-

(1) *L'Union de la Sarthe*, 15 octobre. — *La Semaine du Fidèle*, 22 octobre 1870.

sive : la défense du Pays avec des hommes empreints, avant tout, d'un esprit *militaire* et *chrétien*. Il est impossible, certes, d'y découvrir la moindre arrière-pensée politique, et elles suffiraient à prouver aux générations présentes que, si les Volontaires de l'Ouest furent des soldats catholiques, ils ne furent point les soldats d'un parti politique (1).

Trois jours plus tard, le samedi 15 octobre, les nominations d'officiers étaient officiellement confirmées et les premières nouvelles du combat de Cercottes, qu'on appelait alors combat d'Arthenay, commençaient à arriver au Mans. Elles jetaient sur ces soldats, à leur apparition dans l'armée française, un rayon subit de gloire et de popularité.

Nous n'avons pas à rappeler ici les détails de ce combat, livré le 11 octobre, en avant d'Orléans. Bornons-nous à dire que, suivant l'expression des journaux du Mans, « les Zouaves pontificaux y furent *splendides* (2) », et que leur chef, le capitaine Le Gonidec de Traissan y fit preuve de si brillantes qualités militaires que Gambetta, enthousiasmé, voulut, d'un seul bond, le nommer général. Inflexible sur les principes de discipline, le colonel de Charette dut faire observer au ministre que « dans une troupe régulière « comme les Zouaves pontificaux, on ne passait pas sans « transition du grade de capitaine au grade de général » (3).

Gambetta céda, mais nomma sur le champ M. Le Gonidec chef de bataillon, par décret du 16 octobre, inséré au *Journal officiel* (4).

(1) Ce fait *incontestable*, qui résulte déjà de nos propres documents, est affirmé non moins nettement par le capitaine Jacquemont et tous les historiens officiels des Volontaires de l'Ouest.

(2) *La Sarthe* et *l'Union* des 15, 16 et 17 octobre 1870.

(3) La grande modestie de M. le Gonidec ne nous autorise pas à dire ici de qui nous tenons ce détail, mais nous pouvons en affirmer la rigoureuse exactitude, en même temps que la valeur exceptionnelle de la source.

(4) Avec celle du général, ce fut la seule promotion d'officier de zouaves pontificaux publiée par le *Journal Officiel*.

Le lendemain, 17 octobre, au matin, le nouveau chef de bataillon rejoignait au Mans, avec ses trois compagnies, la portion principale de la légion et « le détachement d'Orléans » recevait dans notre ville « l'accueil qui lui était dû » (1).

Le combat de Cercottes semble vraiment avoir été le moyen choisi par la Providence pour seconder l'œuvre patriotique que le colonel de Charette poursuivait au Mans, en ce même moment, avec une si prodigieuse activité et une si complète abnégation.

Il eut au moins pour conséquences immédiates de favoriser sensiblement le recrutement de la légion — car les Français se laissent toujours attirer par la gloire — et de mériter à Charette un appui plus effectif du gouvernement.

Le 17 octobre, une circulaire ministérielle autorisait le colonel à enrôler les gardes nationaux mobilisés (2), et le 19, le préfet de la Sarthe adressait la circulaire suivante aux sous-préfets et aux maires du département :

« Messieurs,

« M. de Charette est autorisé à organiser, pour concourir
« à la défense nationale, une légion dite des *Volontaires de*
« *l'Ouest*.

« Les cadres de cette légion, composés en grande partie

(1) Bittard des Portes, *Histoire des Zouaves pontificaux*, p. 227. Les trois compagnies du détachement d'Orléans, aux ordres du capitaine Le Gonidec, le plus ancien des officiers, étaient commandées par le lieutenant de Bellevue, le capitaine du Bourg et le capitaine Z. du Reau. Les deux premiers de ces officiers furent tués plus tard au plateau d'Auvours. Le détachement avait en outre pour adjudant-major le capitaine Wyart qui devait mourir plus tard supérieur général des Trappistes.

(2) *La Sarthe*, samedi 22 octobre 1870. Cette autorisation suscitera ultérieurement, pendant la captivité de Charette, de graves difficultés entre le lieutenant-colonel d'Albiousse et M. de Kératry, qui, bien mal à propos, en fera réduire la portée.

« d'anciens militaires, sont nombreux et permettent de
« porter la légion à un effectif assez élevé.

« Afin de hâter le recrutement de cette troupe, M. le
« Ministre de la Guerre a décidé, qu'indépendamment des
« hommes dégagés des obligations du service militaire, la
« légion des Volontaires de l'Ouest pourrait recevoir les
« hommes de la garde nationale mobilisée, ainsi que les
« anciens militaires des départements de l'Ouest qui
« seraient disposés à contracter un engagement pour la
« légion.

« Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien faire en sorte
« que les hommes chargés, en vertu d'un titre régulier,
« délivré par le colonel de la légion, de procéder dans les
« conditions ci-dessus au recrutement de ladite légion,
« trouvent les facilités nécessaires pour accomplir leur
« mission.

« Agréez, etc.

« *Le préfet de la Sarthe,*
« Georges LE CHEVALIER » (1).

De telles instructions étaient fort naturelles à l'époque, le gouvernement de la Défense nationale ne pouvant manquer d'apprécier les services d'un corps qui s'était si honorablement distingué devant Orléans. Il n'en est pas moins piquant, aujourd'hui, de voir les recruteurs de Charette, pour la plupart anciens zouaves pontificaux, opérer *sous la protection et avec l'appui officiel du préfet Le Chevalier*, devenu, il y a quelques années, sénateur républicain de la Sarthe, et l'un des principaux représentants du régime actuel dans le département.

En grand « entraîneur d'hommes » qu'il était, Charette

(1) *Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Sarthe*, 1870. — *La Sarthe et l'Union* du 23 octobre ; *la Chronique de l'Ouest* du 27 octobre 1870.

sut si bien profiter des circonstances, et son nom avait un si puissant prestige, que *six jours* à peine après son arrivée au Mans, le recrutement de sa légion était déjà fort avancé. Il nous l'apprend lui-même dans une note que *La Sarthe* du 17 octobre, reproduisit en ces termes :

« Le colonel de Charette nous demande l'insertion de l'avis ci-dessous :

« *Nous accédons de tout cœur à son désir.*

« Le courage dont viennent de faire preuve, à Orléans, les soldats placés sous ses ordres a droit à toutes nos sympathies. Puisse l'exemple de ces braves être suivi partout, et la France sera bientôt délivrée !

Légion des Volontaires de l'Ouest

« Le recrutement des anciens Zouaves pontificaux, sous le nom de *Volontaires de l'Ouest*, marche rapidement.

« Les dons affluent également. M^{sr} l'Évêque de Poitiers a déjà offert 5.000 francs.

« Cette troupe dévouée sera donc, avant peu, complètement organisée.

« Des bureaux d'enrôlements sont ouverts à Nantes, au Mans, à Vannes, à Saint-Brieuc et à Tours, rue Royale, 11.

« D'autres bureaux seront ouverts incessamment à Marseille, Toulouse et Bordeaux. »

Le 20 octobre enfin, le colonel lancera un dernier appel, sous forme d'une lettre adressée du Mans à M. Wibaux-Motte, de Roubaix, et y reviendra avec une insistance marquée sur la pensée dominante de son recrutement :

« *Nous tenons essentiellement, écrira-t-il, à former un corps d'élite qui restera fidèle à ses traditions et où régnera l'esprit de discipline et de dévouement. Nous vous*

« prions donc de ne nous envoyer que des hommes connus
« ou suffisamment recommandés » (1).

Au besoin, l'histoire trouverait encore la preuve de ces préoccupations exclusivement patriotiques et militaires de l'organisateur des Volontaires de l'Ouest, dans les détails rapportés du Mans, quelques semaines plus tard, par le correspondant anglais de la *Pall Mall Gazette*.

Bien qu'évidemment très fantaisistes, certains passages de cette correspondance sont à retenir :

« La légion, lorsqu'elle a paru à Tours pour faire légaliser
« son existence, n'était que de 180 hommes ; au Mans, elle
« s'est formée et constitue deux bataillons, chacun de
« 600 hommes.

« Des 3.000 Américains, Italiens, Français, Belges, Hol-
« landais, Irlandais, Polonais, dont elle se composait,
« 60 ont été tués en défendant le Saint-Siège ; les autres
« sont retournés dans leurs pays respectifs. Deux cents
« Français, un nègre et un indien ont persisté à représenter
« la légion ; ils se sont rendus à Toulon et ont formé le
« noyau de cette compagnie nombreuse et distinguée qui
« porte maintenant le titre de *Légion des Volontaires de*
« *l'Ouest*.

« Les comtes, les marquis, les vicomtes s'y trouvent par
« douzaines, et tous les visages sont blancs et roses, à
« l'exception de ceux du nègre et de l'indien. . . .

« *En même temps, plus d'un officier qui a fait plusieurs*
« *campagnes, est entré comme simple soldat dans la légion ;*
« *car elle est régie par la loi que tous les officiers doivent*
« *sortir des rangs.*

« . . . Sans doute, parmi les 2.000 ou 3.000 hommes qui
« composent maintenant la légion, il se trouve quelques

(1) *La Semaine du Fidèle* du 22 octobre ; *la Sarthe* du 29 octobre 1870.

« personnes de basse extraction et quelques aventuriers.
« Mais les premiers ne sont pas nombreux. Quant aux der-
« niers, ils ont tous donné des preuves d'une éclatante
« valeur, ils se sont admirablement battus en Crimée, en
« Italie, au Mexique, en Amérique, partout où l'on trouvait
« à se battre.

« Quelques-uns, quoique Français dans l'âme, ont pres-
« que oublié leur langue maternelle. Ainsi le comte d'Ar-
« maillé, qui arrive de New-York avec 180 volontaires
« franco-américains, parle certes mieux l'anglais que le
« français ; cependant, il y a quinze ans, il était lieutenant
« de cuirassiers à Balaklava et Inkermann. *Son plus vif*
« *désir était de se voir, ainsi que ses hommes, revêtu des*
« *couleurs grises et rouges de la légion du colonel de*
« *Charette.*

« Je ne sais, me dit-il, si le colonel acceptera mes hommes,
« car ce sont des démons, et *il est très difficile.* Cependant,
« j'ai encore de l'espoir, car on sait qu'ils se battront comme
« des diables, et sans rien demander ; chacun d'eux a au
« moins dix francs dans ses poches » (1).

Nous pouvons, sans hésitation, reconnaître le *nègre* dans l'excellent sergent Kamann, de la 6^e du 3, mais nous n'avons trouvé aucune trace de l'incorporation aux Volontaires de l'Ouest des aventuriers franco-américains du comte d'Armaillé, et il nous paraît tout probable qu'en effet, Charette, *très difficile en hommes*, n'en voulut point, de peur de modifier l'esprit de son corps. Par contre, il est curieux de voir ces « démons » d'outre-mer ambitionner l'honneur de porter l'uniforme des Zouaves pontificaux, et rien ne prouve mieux le prestige dont jouissait la légion.

Le colonel, d'ailleurs, put se montrer difficile.

De toutes parts, il vit affluer au Mans et dans ses bureaux

(1) Correspondance reproduite par *la Chronique de l'Ouest* du 22 décembre 1870.

de recrutement, une élite de vaillants cœurs, de tout âge et de toute condition.

Faute de pouvoir les citer tous, rappelons au moins, pour donner un aperçu des recrues incorporées au Mans : le marquis de Coislin, ancien officier de la garde royale, qui s'engagea comme simple soldat à l'âge de 62 ans, chargea avec l'ardeur d'un jeune homme à Auvours, et fit toute la campagne suivi de sa fidèle petite chienne *Tempête* : le vicomte Gustave Briot de la Mallerie, ancien officier de marine, ancien combattant de Navarin et d'Alger, âgé de 59 ans ; puis, à l'autre extrémité de l'échelle humaine, le jeune de Salles, engagé le 13 octobre à l'âge de 14 ans, 10 mois et 13 jours ! Citons en outre, parmi les nombreux engagés *de moins de 20 ans*, M^{sr} Augouard le futur apôtre du Congo, le commandant Beauchesne, récemment chef de bataillon au 67^e, Jean de Geoffre, tué à 18 ans au combat de Saint-Hubert, et ceux de nos compatriotes que nous avons pu connaître : le regretté Emile Rimbault, né au Mans en 1851, mort dans cette ville en 1908 chef de Bureau à la Compagnie de l'Ouest, qui s'engagea le 24 octobre 1870 et fut blessé à Loigny (1) ; André de Courdoux, du Mans, engagé dans les premiers jours d'octobre (2) ; Lionel Royer, né à Château-du-Loir le 25 décembre 1852, engagé le 21 octobre, aujourd'hui l'un des meilleurs artistes de la Sarthe et le peintre attitré des Zouaves pontificaux (3) ; Jules Jouanneau, né en 1853, qui eut l'honorable privilège

(1) M. E. Rimbault a publié dans *l'Avant-Garde* de 1905, p. 102, ses souvenirs personnels de Loigny ; la même revue (1908, p. 340) lui a consacré une notice biographique.

(2) M. de Courdoux, lui aussi ancien combattant de Loigny, a également publié ses souvenirs de la bataille : *Ma journée de Loigny*, dans *l'Avant-Garde* des 1^{er} et 15 décembre 1905.

(3) Incorporé à la 3^e compagnie du 2^e bataillon (capitaine de Goutte-pagnon, lieutenant de la Borde, sous-lieutenant Bonvallet) et tout d'abord caserné au Grand-Séminaire, le zouave Lionel Royer « fut immédiatement pris pour le plus séduisant colonel d'une affection qui

d'assister aux trois combats de Brou, Loigny et Auvours ; Georges Trottin, de Château-du-Loir, né en 1854 ; Joseph Launay, né au Mans en 1855 ; Adolphe Lahoreau, né lui aussi au Mans en 1855, modeste et vaillant ouvrier, dont nous avons toujours grand plaisir à serrer la main (1), etc.

Citons enfin, parmi les autres volontaires Manceaux ou particulièrement connus au Mans, trois des dévoués organisateurs des réunions annuelles du 11 janvier, le marquis de Longueval, engagé à 40 ans, marié et père de famille ; le distingué architecte Pascal Vérité, engagé le 19 octobre 1870, mort au Mans en décembre 1910, au dire du général lui-même « un des meilleurs soldats du régiment et un de ses meilleurs amis (2) ; M. Amédée Descars, passé le 2 novembre

n'a fait que grandir en le rapprochant de lui jusqu'à ses derniers jours à la Basse-Motte ». (*Lettre de M. L. Royer*, 16 novembre 1911).

Parmi les nombreux tableaux consacrés par Lionel Royer à l'épopée des Zouaves pontificaux, nous citerons : *Le drapeau des Zouaves pontificaux* (reproduit au frontispice de cet article) : *Volontaires de l'Ouest* (Musée de l'Armée) ; *La Veille de Patay* ; *Le matin du 2 décembre à Saint-Péravy-la-Colombe* (Eglise de Loigny) ; *La charge de Patay* ; *Charette à Patay*, magnifique portrait du colonel des Zouaves ; *Le soir du 2 décembre, le champ de bataille de Loigny* (Eglise de Loigny) ; *La charge d'Auvours* (Musée du Mans).

Tous ces tableaux à la gloire des Zouaves pontificaux viennent d'être reproduits, avec une charmante photographie du peintre en jeune Volontaire de l'Ouest, dans la grande édition illustrée de *l'Histoire générale de la guerre franco-allemande de 1870-71*, par le lieutenant-colonel Roussel, ancien professeur à l'Ecole de guerre (Paris, Taillandier, 2 vol. gr., in-4°) : ils y conserveront très justement le souvenir des Zouaves de Charette.

(1) Le brave Lahoreau chargea à Auvours dans la section de notre excellent ami le lieutenant Bonvallet. Trente ans plus tard, nous l'avons entendu *confesser* à son ex-lieutenant, avec une contrition qui nous parut excessive, ce qu'il regardait comme une faute grave contre la discipline ; le soir du 11 janvier 1871, après la brillante reprise du plateau, le zouave Lahoreau, tout comme un vieux zouave d'Afrique, avait « *chapardé* » une poule dont les Prussiens n'avaient pas eu le temps de s'emparer !

(2) Sur M. Vérité, lui encore combattant de Loigny, V. *l'Avant-Garde* du 15 décembre 1910.

des Francs-tireurs du Mans aux Volontaires de l'Ouest (1) ; puis les abbés Alma, Blanchet, Brière, Dutertre, Fouqueray (2), Girou, Gouin, Lefrère, Legoué, Léon Morancé (3), Pottier ; MM. Beucher, décédé contrôleur de l'Ouest, Dufeu et Janny, jardiniers, Hardouin du Parc, v^{te} d'Hel-liand, L. Pichereau (4), A. Surmont, Thuau, G. de Vallois, etc.

Si incomplète que soit la liste, ces quelques noms suffisent à montrer de quels éléments se composa la nouvelle légion : hommes murs et jeunes gens, représentants de la noblesse et de la bourgeoisie, élèves des Jésuites et élèves des écoles primaires, séminaristes, ouvriers et paysans chrétiens, le tout solidement encadré par les « anciens de Rome », au nombre desquels le Maine comptait spécialement le capitaine Maurice du Bourg et le sergent de Vau-bernier, de Laval, deux héros tués à Auvours, les sergents Henri Landeau, de Sablé (5), et Couhé de Lusignan, de Conflans, promus l'un et l'autre sous-lieutenants pendant la campagne, les ex-zouaves Geollier (aujourd'hui curé dans la Mayenne) et de Padirac.

M. du Puget, alors sous-lieutenant de la compagnie, a

(1) Engagé deux mois auparavant dans les francs-tireurs du Mans, formés par MM. Ch. de Vauguyon et Tironneau, M. A. Descars avait déjà battu la campagne pendant un certain temps autour de La Ferté-Bernard : cela lui valut, dix jours seulement après son passage dans les Volontaires de l'Ouest, l'honneur de prendre part avec les compagnies de marche du 3^e bataillon, à « l'effrayante retraite de Bellême ». (*Lettre de M. A. Descars*, en date du 19 novembre 1911).

(2) L'un des deux abbés Fouqueray, aumônier volontaire, sera tué, le 11 janvier, au plateau d'Auvours, sur le corps du capitaine de Bellevue.

(3) Frère du « célèbre » aumônier du 33^e Mobiles, et aujourd'hui aumônier du Prytanée militaire de La Flèche.

(4) Engagé le 3 novembre, à l'âge de 20 ans et 2 mois, bien qu'exempt de tout service actif.

(5) Déjà sergent-major à Rome, combattant de Cercottes et de Loigny d'où il eut l'honneur de rapporter la bannière du S.-C. ; décédé à Sablé en 1891.

écrit un charmant récit des débuts aux Volontaires de l'Ouest de deux de leurs plus célèbres recrues, le marquis de Coislin et son chien *Tempête* : on ne nous reprochera certainement pas de le reproduire dans ces souvenirs de la formation de la légion de Charette :

« Un soir étant de semaine, écrit M. du Puget, j'assistais à l'appel ; devant les hommes alignés, le sergent-major Carlos Cordonnier énumérait les noms, lorsque j'entends : « de Coislin » ; une voix forte et sonore répond : « Présent ». Pour toute lumière, nous avions une bougie plantée dans le goulot d'une bouteille, je regarde de plus près et j'aperçois droit, immobile, le petit doigt sur la couture, un superbe vieillard à la grande barbe blanche.

« Aussitôt l'appel, je vais à lui : c'était le marquis de Coislin, ancien officier sous la Restauration, légendaire dans l'Ouest, grand chasseur devant l'Eternel et le plus accompli des gentilshommes.

« Je lui dis que nous étions fiers de le compter à la 4^e et que le casernement se réduisant à un peu de paille sur les carreaux des corridors, je lui offrais la permission de la nuit. Il me répondit avec un accent qui me donna l'idée de la trempe de son caractère : « Merci, mon lieutenant, c'est moi qui considère comme un honneur de porter votre uniforme, mais je vous prie en grâce de me traiter comme les jeunes camarades, un vieux veneur ne craint pas les campements improvisés, je n'ai qu'une faveur à vous demander, c'est de permettre à *Tempête* de s'allonger près de moi ».

« Je m'empressai de lui dire que *Tempête*, adoptée par la 4^e, prendrait rang dans la meute des chiens du régiment, dont plusieurs avaient été blessés au feu. *Tempête* était une toute petite chienne terrier, frétilante, ne quittant pas les semelles de son maître.

« Quand je sortis du bureau du sergent-major, je vis le marquis, assis sur la paille, *Tempête* campée en face de lui ;

le vieux chasseur commençait un récit qui captivait absolument son escouade.... (1) ».

De son côté, à la réunion du 33^e anniversaire de la bataille du Mans, l'ex-volontaire de Courdoux, ancien élève des Jésuites de Poitiers, a rappelé les circonstances particulières de son engagement. La note n'est plus la même, mais le récit est encore bien caractéristique dans son genre :

« Vers les premiers jours d'octobre 1870, a-t-il raconté, « j'arrivais un matin au Mans, ma ville natale, traversant la « place, baptisée depuis place de la République.

« Le but de mon voyage était très simple.

« Je venais m'engager aux Zouaves de Charette....

« Le long du *Grand Hôtel*, qui existe encore, j'aperçus « un officier de zouaves, caban roulé et passé en sautoir « selon l'usage. Je m'approche pour contempler l'un de mes « chefs de demain. Presqu'en même temps, je le vois abordé « par plusieurs individus.

« L'un d'eux lui dit : « Vous ne devriez pas porter cet « uniforme en France ! »

« L'officier se redresse, toise l'homme et lui répond : « Si j'étais à la tête de ma compagnie, vous ne me parleriez « pas comme cela ! »

(1) *L'Avant-Garde*, 1^{er} janvier 1904. — C'est encore le marquis de Coislin qui, au combat de Brou, sous une pluie d'obus, refusa de se coucher malgré les ordres de ses officiers et leur fit cette magnifique réponse : « Laissez-moi debout. A mon âge, quand on se couche, c'est pour ne plus se relever ! »

Après la campagne il eut la seule récompense digne de lui ; il fut décoré de la Médaille militaire.

Tempête eut moins de chance. Comme la vaillante petite bête avait chargé à Auvours, aux côtés de son maître, Lionel Royer, scrupuleux dans l'exactitude des moindres détails, l'avait fait figurer, à sa place de bataille, sur l'esquisse de son tableau historique « *La Charge d'Auvours*, aujourd'hui au Musée du Mans. Malheureusement, Charette craignit qu'on ne vit là une fantaisie d'artiste et fit effacer *Tempête* qui perdit ainsi l'occasion — rare pour un chien — de passer à la postérité. (Communication de M. Lionel Royer).

« Puis, il continue à faire les cent pas.... Je n'ai jamais
« oublié depuis ce souhait de bienvenue si insolemment
« adressé à l'uniforme des Zouaves ni l'espèce d'homme qui
« l'avait formulé.

« Je poursuivis ma route ; j'allai rejoindre mon père et
« signer mon engagement, non sans faire d'abord une visite
« à l'officier supérieur qui représentait le colonel.

« Cet enjôleur s'appelait le commandant de Couëssin.
« D'un abord très séduisant, il me reçut par ces paroles
« plutôt froides :

« Faites attention ! vous êtes jeune. *C'est un rude métier*
« *que vous allez prendre parmi nous !* »

« Mon père me regarda.... Je ne bronchai pas. J'avais la
« bosse de l'entêtement.... J'étais fanatisé.... ! (1) ».

Toutefois, si la plupart des recrues enrôlées au Mans
étaient ainsi « fanatisées » par le sentiment religieux et
patriotique, elles n'avaient, il faut le reconnaître, que de la
bonne volonté et une généreuse ardeur, sans aucune ins-
truction militaire ni habitude de la guerre.

L'œuvre mémorable du colonel de Charette, pendant le
mois d'octobre 1870, fut de faire de ces conscrits des soldats.

Secondé, il est vrai, par des officiers du plus haut mérite,
tels que les commandants ou les capitaines d'Albiousse, de
Troussures, de Montcuit, Le Gonidec de Traissan, de Coües-
sin, de Fumel, Lallemand, il parvint, dans l'espace de quel-
ques semaines et en faisant appel à leurs sentiments com-
muns, à amalgamer ces jeunes gens de conditions si diver-
ses, à les soumettre à la sévère discipline des vieilles
troupes régulières.

A leur arrivée, les recrues étaient casernées, soit au Grand-
Séminaire Saint-Vincent qui logeait quelques compagnies,

(1) *L'Avant-Garde*, 15 janvier 1904. Allocution prononcée au déjeu-
ner fraternel qui suivit la cérémonie commémorative du 33^e anni-
versaire.

soit au collège de Sainte-Croix, où le recteur le P. Dulac avait reçu « à bras ouverts » les « anciens de Rome ».

« Ce sera, écrit le P. de Rochemonteix dans ses intéressants *Souvenirs*, l'éternelle gloire de Sainte-Croix d'avoir donné asile à ces valeureux soldats au cœur libre, à l'âme forte et prête au sacrifice, dont un écrivain a pu dire en toute vérité : L'histoire d'un pareil corps ne s'écrit qu'à petits traits. Chaque zouave mériterait presque une page.... ».

« ... Mais le plus beau, le plus consolant spectacle était de voir confondus sous une commune livrée, dans une même pensée et dans une même aspiration, ces hommes de tous âges et de tous pays, sortis de toutes les classes sociales. *Unis par une intime et charmante camaraderie, tous, paysans et gentilshommes, ils dormaient côte à côte sur la paille, s'exerçaient ensemble sur le terrain de manœuvres, mangeaient à la même gamelle, sans distinction aucune, sans forfanterie, sans prétention, n'ayant qu'une ambition, celle de faire bravement leur devoir.*

« Nous avons vécu avec eux sous le même toit, et nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démenti, que nous avons trouvé dans ce jeune régiment, recruté et formé à la hâte, cette *Egalité* et cette *Fraternité* dont parlent tant et si haut ceux qui sont impuissants à la réaliser (1).

« Je n'oublierai jamais, ajoute pour son compte le recteur de Sainte-Croix, une certaine nuit d'octobre au Mans — nuit très douce d'hiver naissant — où je fus réveillé par des cris étranges. Je me levai et j'écoutai. Bientôt je compris. Les officiers avaient ouvert leurs fenêtres et tiraient, pour ainsi dire les camps, comme s'il s'agissait d'une partie de barres. Ils formaient leurs compagnies. Ils n'avaient encore là que cent cinquante soldats, mais

(1) R. P. de Rochemonteix, *Souvenirs de N.-D. de Sainte-Croix au Mans, de 1868 à 1880*. Le Mans, Leguicheux, 1883, p. 93-97.

« c'était des cadres, presque uniquement des caporaux, sous-
« officiers et officiers. Gambetta, alors plein de bon sens et
« d'idées larges, avait accepté comme régiment français
« cette troupe qui arrivait pourtant de l'étranger et de quel
« étranger ! Il avait dit à Charette « Recrutez-vous, formez-
« moi un grand régiment ». On avait inséré un appel dans
« les journaux, et en attendant qu'il y fut répondu, ces
« messieurs, consultant leurs souvenirs, nommaient d'avant-
« ce et immatriculaient tous ceux de leurs anciens soldats
« qu'ils préoyaient devoir accourir à leur invitation. Ils se
« les partageaient. Or qu'est-ce-que j'entendais : Un tel ?
« — Il ne viendra pas, il est marié ? — Le mariage n'y fera
« rien : il est venu à Rome à tous les appels, il viendra. —
« Et c'était toujours la même réponse... Et le chef ne se
« trompait pas, et, peu après, c'était par milliers qu'on
« comptait les volontaires (1) ».

De même que tous les journaux religieux du temps, les *Souvenirs de Sainte-Croix* insistent ensuite longuement sur les exemples édifiants que donnèrent au Mans Zouaves pontificaux et Volontaires de l'Ouest. Nous n'avons pas à nous y arrêter dans cet article d'histoire militaire : il nous suffit de constater que, conformément au mode de recrutement et aux idées du colonel, tous furent des soldats catholiques, fidèles aux traditions de foi et d'égalité chrétiennes du régiment.

A son honneur, le gouvernement républicain de la Défense nationale n'en sut pas moins reconnaître en eux d'ardents patriotes et n'hésita pas à leur donner l'armement des

(1) R. P. du Lac, *Jésuites*. Paris, Plon, 1911, p. 97. Ajoutons que si quelques-uns des « anciens » qu'on attendait ne revinrent pas, c'est qu'ils étaient déjà engagés dans d'autres corps ou officiers de mobiles, comme le jeune et regretté duc de Luynes, ancien sous-lieutenant aux Zouaves pontificaux à Rome en 1867, capitaine au 33^e Mobiles (Sarthe), glorieusement tué à Loigny, et M. Yves de Quatrebarbes (né à Evron), lui aussi ancien sous-lieutenant à Rome, capitaine aux Mobiles de la Mayenne.

troupes d'élite. Il les arma de ces fusils « Chassepot », alors si enviés, et laissa l'intendant militaire du Mans, M. Conseillant, un ami convaincu des zouaves, leur accorder une bonne partie du petit équipement et du campement.

Mais en consentant à respecter leur uniforme, le gouvernement n'avait pas accepté d'habiller les Volontaires de l'Ouest, et cette question de l'habillement fut peut-être, après le recrutement, celle qui donna, au Mans, le plus de soucis au colonel et à ses officiers.

Le capitaine Jacquemont a écrit à ce sujet :

« Les voyageurs et les pèlerins si nombreux à Rome
« depuis dix ans, qui ont vu les Zouaves soit en grande
« tenue sur la place Saint-Pierre, soit en tenue de campa-
« gne dans les manœuvres aux environs de Rome, et qui
« ont admiré l'élégance martiale de leur uniforme, auraient
« eu quelque peine à les reconnaître sous la tenue bigarrée
« et misérable des Volontaires de l'Ouest. Il avait fallu faire
« vite : on ne trouvait pas en France, surtout en pareil
« moment, le beau drap gris à reflets bleuâtres qui habillait
« si bien nos soldats, ni ces passementeries et ces ceintures
« dont le rouge tranquille se mariait à la teinte générale de
« l'uniforme. A Nantes, on trouva, à force de recherches,
« un drap à peu près semblable ; mais ce ne fut que plus
« tard, et en attendant l'on employa au Mans, pour sortir
« d'embarras, cette sorte d'étoffe grise en laine, à la fois
« grossière et légère que les marchands appellent impro-
« prement du tartan et qui devait s'user en peu de jours,
« portée au grand air dans une mauvaise saison. L'aspect
« en était froid et sale, et la coupe des uniformes non moins
« pitoyable. Beaucoup de soldats, dans le 2^e bataillon, ne
« purent même recevoir de veste et se contentèrent de
« leur capote en se défendant du froid par des gilets de
« laine. La plupart manquaient de guêtres de cuir. Les
« havre-sacs étaient en toile : bien des hommes même ne

« portaient que le sac à pain et la tente roulée avec la couverture (1) ».

Si on nous permet de compléter cette page par nos souvenirs personnels d'enfant de quatorze ans, que la vue des zouaves *fascinait*, nous ajouterons, qu'en effet, l'ensemble de la troupe était assez bigarré, mais qu'on oubliait vite le triste aspect de certains uniformes en admirant l'élégance et l'allure martiale, sous la charnante tenue de Rome, des officiers et des cadres (2).

On l'oubliait mieux encore en voyant les Volontaires de l'Ouest manœuvrer sur la place et la promenade des Jacobins.

Pendant tout son séjour au Mans, le colonel ne cessa de porter ses principaux efforts sur l'instruction militaire de sa troupe. Il la poussa avec la fougueuse activité qui le caractérisait et l'expérience consommée d'un chef de corps de premier ordre.

Du matin au soir, par tous les temps, vieux zouaves et jeunes volontaires faisaient l'exercice en plein air, sac au dos, ou accomplissaient aux environs de la ville des marches d'entraînement, toujours soumis dans les rangs à la plus sévère discipline.

« Nos officiers et nos sous-officiers, nous écrit l'une des recrues de cette époque, *savaient commander*, alliant la douceur à la fermeté, sans aucune faiblesse. Sévères dans

(1) Capitaine Jacquemont, *La campagne des Zouaves pontificaux en France*, et général de Charette, *Souvenirs du régiment des Zouaves pontificaux*.

(2) Ce sont ces souvenirs, demeurés inoubliables pour nous après quarante ans, qui nous ont fait dire, dans un très sincère élan, au général de Charette, lorsque nous lui fûmes présenté pour la première fois en 1899, au cimetière de Sainte-Croix : « Mon général, j'aurai toujours un grand regret... le regret d'être arrivé trop tard sur la terre pour avoir l'honneur de servir sous vos ordres ! » A cette déclaration inattendue, le général répondit par un mouvement de satisfaction d'une vivacité tout à fait caractéristique, qui valut pour nous le meilleur des remerciements.

« le service, en dehors, ils nous traitaient plus en amis
« qu'en supérieurs. Nous leur étions tous très dévoués. On
« nous faisait *travailler ferme*, le matin et le soir, si bien
« qu'*au bout de quelques jours* nous étions en état d'être
« mis face à l'ennemi (1) ».

Les résultats de cette méthode d'instruction furent bientôt tels, qu'un témoin étranger, non suspect de partialité, le correspondant de la *Pall Mall Gazette*, ne craignit pas d'écrire à ses lecteurs anglais : « La discipline et le manie-
« ment des armes sont *admirables* dans ces bataillons
« qui, certes, *n'ont pas de rivaux dans les armées de la*
« *République*. L'ennemi en saura bientôt quelque chose... ».

Sans exagération, on a pu dire depuis : « Les vieilles
« troupes de la monarchie ne se présentaient pas avec plus
« d'ordre et de vraie discipline. Jamais de ces cris tumultueux qui cachent parfois le désir de s'étourdir, jamais
« de plaintes contre les privations et la fatigue. Chez la plu-
« part, une franche gaieté domine les côtés pénibles de la
« vie militaire : chez quelques-uns, on pressent que le
« sacrifice est d'avance accompli et que l'abnégation la plus
« entière va désormais les guider. Il restera un type unique
« dans l'histoire de la défense nationale ce soldat improvisé,
« le plus souvent trop vieux ou trop jeune, qui ne fera que
« paraître et disparaître, briller un instant à la lueur des
« canons (2) »....

Dès le 16 octobre, pour sa part, le rédacteur d'un journal du Mans avait confirmé ces appréciations dans les termes suivants :

« Nous avons pu voir depuis plusieurs jours, dans nos
« rues, ces jeunes gens sous leur costume de zouaves, et
« chacun a admiré leur tenue excellente, calme, décidée.
« On sent chez eux l'habitude de la discipline : point de

(1) *Lettre du zouave L. Pichereau*, 19 novembre 1911.

(2) Bittard des Portes, *Histoire des Zouaves pontificaux*, p. 266.

« bruit, de cris, de disputes, mais, pour n'être pas bruyants, « ils n'en sont certes pas moins braves (1) ».

Favorablement impressionnée par une attitude, qui contrastait tant avec l'allure tapageuse et débraillée de certaines autres troupes, tous les patriotes que les haines politiques n'aveuglaient pas, c'est-à-dire la grande majorité de la population du Mans, sans distinction de partis, suivit de ses vives sympathies la formation des Volontaires de l'Ouest : seuls, quelques énergumènes, dont l'histoire n'a pas à tenir compte, se permirent de les insulter, parfois de les attaquer isolément (2). La distribution qui fut faite aux zouaves de fusils « Chassepot » excita bien aussi la jalousie de quelques gardes-nationaux sédentaires qui auraient voulu qu'on leur réservât ces fusils, mais la conduite des Pontificaux devant l'ennemi ne tarda pas à justifier si brillamment la faveur du gouvernement que la protestation tourna à l'entière confusion de ses auteurs (3). Bientôt même, ce sera à un capitaine de Volontaires de l'Ouest, au distingué capitaine Lallemand, que seront confiées au Mans les fonctions si délicates et si importantes alors de « major de place ».

Malgré de fréquents déplacements obligatoires, le colonel de Charette dirigeait tous les détails de l'organisation, toutes les phases de l'instruction, communiquant à chacun sa bouillante ardeur, son amour de la France et son esprit militaire ; exerçant sur ses hommes, par sa loyauté, sa bonté et son caractère chevaleresque, un ascendant irrésistible (4).

(1) *L'Union de la Sarthe*, 16 octobre 1870.

(2) L'une des plus sérieuses de ces agressions, due à quatre apaches de l'époque, entraînera une condamnation à quatre mois de prison. V. *la Chronique de l'Ouest* du 15 décembre 1870.

(3) *La Sarthe*, 11 décembre ; *la Chronique de l'Ouest*, 15 décembre 1870.

(4) « Nul homme ne fut plus ardent pour la foi et l'honneur du soldat : son ascendant sur les hommes tenait à tout son être ». (*Lettre du zouave L. Royer*, 16 novembre 1911). — « J'avais une profonde estime pour ce caractère si loyal, si chevaleresque que j'ai pu apprécier depuis

« Lorsque je vis pour la première fois le colonel, nous écrit
« l'un de ses jeunes soldats de 1870, je fus fort intimidé
« devant son regard énergique et la fermeté qu'on soupçon-
« nait dans son attitude, mais je m'y fis promptement, et,
« comme mes camarades, je ne fus pas longtemps à décou-
« vrir que, sous cette grande fermeté, se trouvaient une
« bonté et une bienveillance excessives d'où naissait l'atta-
« chement si profond que tous ses zouaves lui portaient et
« qu'ils lui ont conservé jusqu'à la mort (1) ».

Accueilli avec le plus cordial empressement, ainsi que le capitaine adjudant-major de Ferron, chez M. de Lemery et M^{me}, aujourd'hui marquise de Ferrière, le « colonel des zouaves » avait établi son quartier général dans leur hôtel situé rue de l'Étoile, n° 26. C'est là qu'il recevait à chaque instant les rapports de ses officiers, les engagements des nouveaux volontaires et qu'il signait ses innombrables ordres (2).

D'aspect très séduisant, d'une grande énergie, et adoré de ses hommes comme nous venons de le voir, il était aussi d'une vigueur physique peu commune et parfois d'une extrême... vivacité... Quand ses ordres étaient mal compris ou mal exécutés, le colonel de Charette, certes, n'était pas commode...

Un jour qu'une bévue quelconque avait été commise, il eut un si beau geste d'impatience que, d'un seul coup de poing, il brisa la table *en marbre* qui lui servait de bureau. Le coup était bien asséné ! Lorsqu'il eut produit son effet, Charette, ses hôtes et ses officiers ne se firent pas faute d'en rire, et, de ce jour, le numéro 26 de la rue de l'Étoile s'appela « l'Hôtel de la Table cassée ».

la guerre dans une foule de circonstances... » (*Lettre du zouave A. Descars*, (19 nov. 1911), etc.

(1) *Lettre du zouave L. Pichereau*, 19 novembre 1911.

(2) A l'exemple de M. et M^{me} de Lemery, les meilleures familles du Mans furent heureuses de recevoir les officiers des Volontaires de l'Ouest et leur ont conservé un inaltérable souvenir.

L'écrasant travail d'organisation de sa légion n'empêcha cependant pas l'infatigable colonel de s'associer, à l'occasion, aux inspirations patriotiques des habitants du Mans.

C'est ainsi que le 31 octobre 1870, il assista à l'Hôtel de Ville, avec M. Dobremér, colonel de la Garde nationale et M. Caillaux, alors ingénieur au Mans, sous la présidence du maire, M. Richard, à une réunion provoquée par le rédacteur de *la Sarthe*, M. Henry Duchesne, en vue d'organiser une souscription au profit des victimes du bombardement de Châteaudun.

Il tint même à honneur de former tête de liste en versant aussitôt une souscription personnelle de 500 francs, et il promit le concours dévoué de ses officiers « à cette bonne action ».

Patronnée par la Municipalité, l'évêque M^{gr} Fillion, la Garde nationale et « le colonel des zouaves », la souscription eut un rapide succès. En dépit des malheurs du temps, elle produisit près de 16.000 francs (dont 1.387 francs donnés par les seuls Volontaires de l'Ouest), et valut à la ville du Mans les remerciements chaleureux du préfet d'Eure-et-Loir et du maire de Châteaudun (1).

Le souvenir de la participation du « colonel des zouaves » à cette œuvre de charité locale mérite d'être conservé par les Manceaux, qui peuvent être fiers d'avoir vu ainsi, un jour, le héros de Loigny siéger à leur Hôtel de Ville, dans une réunion *municipale*.

A cette même date, premiers jours du mois de novembre, les « anciens de Rome » avaient la joie de saluer l'arrivée au Mans de deux de leurs vieux aumôniers, M^{gr} Daniel et le P. Doussot, heureux de retrouver dans les jeunes recrues

(1) *La Sarthe*, du 1^{er} au 26 novembre 1870. — En outre, des 1887 fr. fournis par le colonel de Charette et ses volontaires, une quête, faite dans les églises du Mans par ordre de M^{gr} Fillion, produisit 2.186 fr. Le surplus provint, en majeure partie, des bataillons de la Garde nationale sédentaire.

l'excellent esprit du régiment (1), et la nouvelle légion comptait déjà deux bataillons complètement formés, à six compagnies chacun.

Le premier — le futur bataillon de Loigny et d'Auvours, dit *bataillon du sang* — fort de 500 hommes, avait pour chef le commandant de Montcuit ; le deuxième, de 450 hommes, le commandant Le Gonidec de Traissan. Chaque compagnie avait ses trois officiers et ses cadres supplémentaires.

Un troisième bataillon en outre était en formation sous les ordres du commandant de Couëssin, ainsi qu'un escadron d'éclaireurs à cheval commandé par le capitaine Le Pays du Tilleul, des anciens dragons pontificaux.

Le général de division Fiereck, « commandant supérieur de la région de l'Ouest », au Mans, avait été un des premiers à apprécier les Volontaires de l'Ouest, à leur témoigner sa bienveillance en les prenant en solde et en autorisant leurs officiers à passer des marchés. Ayant reçu, à ce moment, l'ordre de conduire une division à l'armée de la Loire, il n'eut garde de les oublier.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1870, à 2 heures du matin, les deux premiers bataillons des Volontaires de l'Ouest et un peloton de leurs éclaireurs à cheval partaient donc avec lui pour marcher une première fois au feu (2).

(1) *La Chronique de l'Ouest*, 5 novembre 1870. — Bittard des Portes, *Histoire des Zouaves pontificaux*, p. 265. M^{re} Daniel ramenait en France les derniers blessés de Rome, entre autres le capitaine Niel.

(2) « Deux bataillons de Volontaires de l'Ouest, appuyés par des éclaireurs à cheval, commandés par M. de Charette, sont partis cette nuit, à 2 heures, pour une destination que nous ne voulons pas indiquer. Il est probable qu'ils vont occuper des positions en avant. Souhaitons-leur tous les succès qu'appelle la courageuse résolution qu'ils ont prise de mourir pour la Patrie. Un troisième bataillon est en voie de formation. Aussitôt qu'il sera prêt, les nombreux enrôlés qui arrivent en foule de tous les points de la France, iront rejoindre avec empressement leurs vaillants camarades ». *La Sarthe*, du jeudi 10 novembre 1870. — « Mercredi dernier, deux bataillons des Volontaires

« Tous estimaient comme une faveur et un honneur de partir (1) ». Le colonel de Charette les commandait en personne, assisté des chefs de bataillon de Troussures, de Montcuit et Le Gonidec. Il emportait *du Mans* ce jour même la célèbre bannière du Sacré-Cœur qui n'avait pas encore été déployée devant les troupes et qu'il se réservait de leur présenter seulement en face de l'ennemi (2).

Dès lors, Charette entra en campagne et ne devait plus revenir au Mans avant la fin de la guerre (3).

Comme nous n'avons pas, dans ces souvenirs locaux, à le suivre sur les champs de bataille de Brou et de Loigny, nous arrêterons ici notre récit, nous bornant à dire que, le lendemain de Loigny, la nouvelle de sa blessure et de sa captivité causa la plus douloureuse émotion au Mans « où on avait appris à estimer son caractère chevaleresque ».

Le 7 décembre, *la Sarthe* traduisit l'impression générale en écrivant :

« A quelque opinion qu'on appartienne, il n'est pas possible de méconnaître chez le colonel des Volontaires de l'Ouest une abnégation et un courage qui ont pu, qui ont dû même aller jusqu'à la témérité.

« Qu'il soit mort ou blessé, Charette restera un héros que nous envieront les générations futures ».

de l'Ouest ont quitté Le Mans pour une destination inconnue : ils sont accompagnés du P. de Gerlache, un de leurs aumôniers... Leur cher aumônier du monastère de Sainte-Sabine, le P. Doussot, dominicain, reste encore au Mans avec le dépôt que nous voyons heureusement augmenter chaque jour par des engagés volontaires ». *La Semaine du Fidèle* du samedi 12 novembre 1870.

(1) *Journal de M^{re} Daniel*.

(2) Bittard des Portes, *Histoire des Zouaves pontificaux*, p. 271.

(3) Si le colonel de Charette quitta définitivement Le Mans dès le 9 novembre, le dépôt des Volontaires de l'Ouest y resta, sous le commandement du colonel d'Albiousse, jusqu'au 9 décembre, date de son transfert à Poitiers. De plus, à la fin de ce même mois de décembre, le 1^{er} bataillon, reformé après Loigny, revint au Mans, et il n'en partit que le 9 janvier 1871 pour prendre part à la bataille du Mans (combats de Saint-Hubert et d'Auvours).

Au point de vue national, assurément, la charge épique de Loigny restera l'épisode dominant de la vie du général de Charette et contribuera, plus que tout autre, à rendre son nom illustre.

Toutefois, dans la réalité des faits, cet acte d'héroïsme des Volontaires de l'Ouest avait été préparé au Mans, pendant le mois d'octobre, par la période peu connue, mais bien méritoire, de la formation morale et matérielle de la Légion.

Au cours de cette œuvre aride, hérissée de multiples difficultés, le colonel de Charette avait fait preuve d'une largeur d'idées, d'aptitudes au commandement et de talents d'organisateur qui lui font non moins d'honneur que sa bravoure légendaire.

Il est juste, dès lors, de ne pas négliger, au milieu de tant d'autres plus brillantes, cette page de sa vie, vécue au Mans, avec d'autant plus d'abnégation qu'il ne pouvait prévoir alors qu'il en serait payé par la gloire de Loigny.

La formation de la légion des Volontaires de l'Ouest au Mans nous apporte, en outre, un rapprochement historique qui n'est pas sans intérêt, et un enseignement technique plus important que jamais.

Un rapprochement historique : C'est le général de La Moricière, *ancien député de la Sarthe* sous la République de 1848, qui avait formé à Rome, en 1860, avec une abnégation plus grande encore que celle de Charette, le premier noyau du régiment des Zouaves pontificaux, et il l'avait formé exactement des mêmes éléments qui se retrouveront, en 1870, dans les Volontaires de l'Ouest. A l'origine comme à la réorganisation, l'histoire du corps se relie donc à des souvenirs *manceaux* : elle semblerait même indiquer qu'une disposition providentielle ait ménagé au héros de Constantine, vaincu de Castelfidardo, la patriotique compensation d'avoir préparé lui-même, dix ans d'avance, à ses

amis de France et spécialement à ses anciens électeurs de la Sarthe, leurs derniers défenseurs (1).

Un enseignement technique : En dehors de sentiments religieux dont tout esprit impartial ne peut nier la force et l'influence au point de vue patriotique, il est incontestable que les jeunes Volontaires de l'Ouest durent à la valeur militaire de leur colonel et de leurs vieux cadres de Rome, l'honneur de se montrer de vrais soldats. Pour eux comme pour les petits « moblots » du 33^e, les exemples et la solidité de cadres *profondément pénétrés du sentiment du devoir* furent, avec la foi génératrice des grands dévouements, les principales sources des qualités d'endurance, de discipline et de courage, qui méritèrent à ces conscrits la renommée des troupes régulières.

La leçon donnée sous ce rapport par le général de Charette est décisive, d'une évidence absolue. On ne saura jamais trop s'en inspirer pour l'organisation de l'armée nationale (2).

(1) Non seulement « les tirailleurs franco-belges », créés par l'*ancien député de la Sarthe*, comptèrent déjà sous son commandement plusieurs volontaires originaires du Maine, tels que le futur capitaine du Bourg (engagé le 5 mai 1860) et Charles Tresvaux du Fraval (engagé le 20 mai 1860), mais la ville de Laval donna, en plus, à la petite armée de La Moricière, en la personne du jeune capitaine Daudier, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, l'un de ses meilleurs officiers d'artillerie. En tout cas, le capitaine du Bourg aura eu l'honneur de fournir l'exemple d'un ancien soldat manceau de La Moricière combattant encore au Mans, en 1871, et se faisant tuer au plateau d'Auvours.

(2) Si vive que soit l'impression laissée dans nos souvenirs de 1870 par les « Zouaves de Charette », nous ne sommes point de ceux qui veulent y voir des héros à l'exclusion des autres troupes. Bien des régiments de la vieille armée régulière ont combattu aussi bravement qu'eux, mais le grand honneur qu'on ne pourra jamais contester aux Volontaires de l'Ouest, c'est précisément de s'être conduits comme une troupe régulière, à une époque où il n'en existait plus, au milieu d'une débâcle qui avait emporté, avec la discipline et l'organisation, la plupart des qualités militaires.

Ajoutons, en terminant, que depuis la guerre le général de Charette n'oublia jamais la ville du Mans, les nombreux amis qu'il y avait laissés, et surtout ceux de ses vaillants soldats du 1^{er} bataillon qui, à l'appel de Gougeard, se firent tuer si crânement sur les pentes d'Auvours, le 11 janvier 1871, pour « *Dieu et la Patrie* ».

A plusieurs reprises, notamment en 1899, 1902 et 1903, il vint lui-même, avec le commandant Le Gonidec et l'un de ses frères, le lieutenant Ferdinand de Charette, présider les réunions commémoratives de la bataille du Mans ; prier, à la tête des survivants, sur les tombes d'Auvours et du cimetière de Sainte-Croix. D'une fidélité chevaleresque dans ses amitiés et d'une gaieté bien française, il n'oublia pas davantage l'*Hôtel de la Table cassée*, et il aimait à y évoquer, avec un charme sans égal, les souvenirs émouvants ou joyeux de la formation des Volontaires de l'Ouest.

En 1905, le général de Charette daigna même accepter, avec le colonel du 33^e Mobiles, la présidence d'une réunion patriotique, organisée à la Maison de la Reine Bérengère, par la Société historique et archéologique du Maine, pour l'anniversaire du 11 janvier. Au grand regret de tous, une indisposition l'empêcha, à la dernière heure, de tenir sa promesse, mais il se fit représenter par le commandant Le Gonidec, le héros de Cercottes, qui actuellement le remplace dans le commandement du régiment, et, à la suite de cette réunion, il ne cessa de témoigner au président de la Société une amicale sympathie dont nous restons hautement fier (1).

En attendant qu'il passe dans la légende, comme les

(1) Cf. : *l'Avant-Garde*, 1^{er} février 1905, 1^{er} août 1909, 1^{er} août 1911.
— Des lettres que le général de Charette nous a fait le grand honneur de nous adresser nous n'avons à retenir ici qu'un point : le plaisir extrême que nous lui avons causé en rendant, dans notre allocution à la Maison de la Reine Bérengère, hommage à La Moricière, « son général et son ami ».

paladins de jadis, Charette est entré aujourd'hui dans l'histoire.

A beaucoup de titres, on vient de le voir, les habitants du Mans ont le devoir de garder à ce grand soldat de la Défense nationale une patriotique gratitude et les divergences politiques ne devraient pas en retenir l'expression (1).

Dès maintenant, les souvenirs historiques imposent au moins à nos concitoyens le devoir de saluer sans « respect humain », au centre du Mans, un *Zouave de Charette* dans le zouave du monument de la Deuxième Armée de la Loire (2), et de ne pas laisser proscrire au Mans, par une jurisprudence qui respecte le drapeau *allemand*, ce drapeau *jaune et blanc* sous lequel se formèrent à la vie militaire et aux suprêmes sacrifices les morts de Loigny et d'Auvours (3).

ROBERT TRIGER.

(1) Au Mans, la voix de l'évêque seule s'est élevée pour affirmer au nom de la population « que le pays d'Auvours gardera religieusement le souvenir du vaillant soldat que fut Charette ».

(2) Quoiqu'il porte le fez d'Afrique au lieu du képi des Volontaires de l'Ouest, on ne peut contester que le zouave de Croisy représente bien un zouave de Charette. Non seulement il n'y eut jamais d'autres zouaves dans la deuxième armée de la Loire, mais le sculpteur Croisy lui-même l'a affirmé nettement dans une lettre au *Figaro*, où il dit en termes formels : « Dans tous les cas, mon intention a été sincère. *C'est bien un zouave de Charette que j'ai voulu représenter dans mon groupe de la Défense* ». *L'Avant-Garde*, du 1^{er} février 1899.

(3) Nous avons déjà demandé, *au nom de l'histoire locale*, le respect de ce drapeau. (*La Sarthe*, des 23 juillet 1909 et 18 juillet 1911).

Les faits récents semblent indiquer que notre pensée a été comprise.

S'il devait en être autrement dans l'avenir, on peut dire que ce serait à tous les anciens combattants de 1870, sans distinction de partis, à tous ceux qui, vieux ou jeunes, ont assisté à la formation des Volontaires de l'Ouest *au Mans* et vu à l'œuvre, pendant l'invasion, les soldats de Charette, de revendiquer une liberté qu'exigent, dans la circonstance, en laissant de côté toute considération politique ou confessionnelle, la dignité nationale et la gratitude « du Pays d'Auvours ».

CHRONIQUE

LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE A L'EXPOSITION RÉGIONALE DU MANS, EN 1911.

Depuis bientôt deux mois, l'exposition régionale ouverte au Mans à la fin de mai 1911, a fermé ses portes et est passée du domaine de l'actualité dans celui de l'histoire locale. Comme toutes les expositions de ce genre, elle n'y gardera peut-être pas une place en proportion avec les efforts momentanés qu'elle a coûtés, mais elle y laissera au moins de bons souvenirs, et, à la différence de bien d'autres entreprises similaires, elle aura obtenu un complet succès.

Ce succès comporte un enseignement qu'à l'heure présente, on ne saurait trop reconnaître. En organisant cette exposition qui tout d'abord soulevait de grosses difficultés et semblait même fort aléatoire, le maire du Mans, M. Legué, et le directeur de l'exposition, M. Vigé, ont tenu à honneur de poser en principe que l'œuvre demeurerait étrangère à toute considération politique, et que, tous, sans distinction d'opinions, seraient appelés à y participer.

Cette ligne de conduite, à la fois juste et sage, a été incontestablement l'une des causes principales d'un succès, très légitime par là même, et qu'il est équitable de constater aujourd'hui en vue de l'avenir. En tout cas, elle répondait trop bien au sentiment de patriotisme local pour que notre Société ne s'empressât pas de répondre à l'appel.

Si, en outre de la participation collective de la Société en tant qu'association, on tient compte de la participation individuelle de ses membres, on peut dire que l'exposition régionale de 1911 a trouvé parmi nos confrères un concours réellement efficace et parfois précieux.

Dans la section des Beaux-Arts, par exemple, bon nombre d'œuvres charmantes et particulièrement remarquées, étaient signées de noms qu'on retrouve depuis longtemps sur nos listes : M^{mes} Auburtin, M^{lle} Henriette Thoré, MM. Lionel Royer, G. de Grandval, A. Belleville, Pierre Giraud, J. Leroux, Ch. Morancé, P. Verdier. Le très regretté Albert Maignan, l'éminent artiste dont la grande œuvre dominait toutes les autres, était lui-même des nôtres, et des plus fidèles.

Mais, l'exposition artistique avait été spécialement organisée par la Société des Amis des Arts et son très dévoué président, M. Th. David. Notre Société n'a donc aucun droit à en revendiquer les mérites : elle ne peut que remercier et féliciter individuellement ceux de ses membres qui y ont participé.

Incidemment aussi, il nous sera permis de rappeler que cette section des Beaux-Arts comprenait un très intéressant ensemble d'œuvres pour ainsi dire archéologiques, telles que les études de M. A. Le Feuvre sur la cathédrale et le musée archéologique du Mans, « l'intérieur de l'église de La Ferté-Bernard », de M. Monziès, les « rues du Vieux Mans », de MM. Hervé-Matté, P. Besnard, H. Gizard, Malassigné, Thurillet, les églises de Marçon et de Saint-Christophe-en-Champagne, de M. Delaroche et de M^{lle} L. Bobin, le vieux donjon de Sablé, de M. Rouillé, etc.

De même, dans le groupe III « *Procédés généraux des lettres, des sciences et des arts* » se rencontraient trois noms que nous sommes autorisés à citer ici, et dont l'un surtout appartient très directement à la Société historique du Maine. M. Gabriel Fleury, l'excellent imprimeur de cette revue, exposait la collection complète des grandes et belles œuvres

typographiques sorties de ses presses dans ces dernières années ; M. Bouveret, des photographies et des phototypies artistiques ; M. Vannier, de remarquables spécimens de reliures « de styles ». Dire que MM. Fleury et Vannier ont obtenu des grands-prix et M. Bouveret une médaille d'or, c'est indiquer suffisamment la place importante qu'ils ont tenue.

Seule des Sociétés savantes de la région, avec la jeune *Société de géographie* du Mans, la *Société historique et archéologique* du Maine a pris part, à titre collectif, à l'exposition. Elle a été classée dans le groupe I, *Education et Enseignement* (Enseignement supérieur).

Utilisant pour le mieux l'espace qu'on avait bien voulu lui concéder, à côté de la Société de géographie, de l'Ecole municipale de dessin et des Ecoles chrétiennes, elle se présentait au public sous deux formes distinctes.

Dans une vitrine figuraient une collection complète, reliée, des *soixante-neuf volumes* de la *Revue historique et archéologique du Maine*, un exemplaire de l'*Etude sur l'enceinte gallo-romaine du Mans*, par MM. Robert Charles et Gabriel Fleury, et une collection, également reliée en *dix volumes*, de nos publications personnelles sur la ville du Mans et les guerres anglaises dans le Maine. A notre vif regret, le temps nous avait manqué pour stimuler la confiance de nos confrères — hésitante au premier abord — et les engager à joindre leurs publications aux précédentes.

Sur les murs, des plans, des photographies et des dessins, disposés en cinq tableaux, résumaient, d'une manière plus apparente et plus frappante pour la masse des visiteurs, les derniers travaux archéologiques de la Société : I. *Etudes pour le dégagement de l'enceinte gallo-romaine du Mans* ; II. *Etude sur l'Hôtel de Ville du Mans* ; III. *Étude sur l'ancienne église Saint-Benoit, au Mans* (découvertes récentes de M. Vérité) ; IV. *Le Mans à travers les âges* (deux plans manuscrits et armoiries de la ville depuis le XV^e siècle

jusqu'à nos jours) ; V. *Le Vieux-Mans* (quatre des plus intéressantes gravures publiées par la Société).

Ces cinq tableaux, nous croyons pouvoir le dire, ont été très examinés et appréciés. Le premier surtout, qui mettait bien en relief l'intérêt et la possibilité pratique du dégagement de l'enceinte gallo-romaine, a attiré l'attention de l'élite du public : il a été spécialement signalé par *la Sarthe* du 31 août et *le Nouvelliste de la Sarthe* du 7 octobre, comme un « projet très étudié, conçu de manière à réduire les dépenses au minimum, à ne dégager que les parties offrant un intérêt vraiment pittoresque, et qui, s'il était réalisé, donnerait à la ville du Mans une curiosité sensationnelle ».

Notre principal but, en exposant ce plan, était de *vulgariser* cette question si intéressante du dégagement de l'enceinte gallo-romaine du Mans et de saisir l'opinion publique d'un projet de réalisation facile, dès maintenant approuvé par d'éminents archéologues. Les lignes ci-dessus permettent d'espérer que la pensée a été comprise, et que l'exposition de 1911 n'aura pas été inutile pour la vieille enceinte !

Quoi qu'il en soit, *la Sarthe* terminait son article par cette phrase que nous avons l'agréable devoir de transmettre à nos confrères :

« Cette participation de la Société historique et archéologique à l'exposition est aussi heureuse qu'intéressante : elle témoigne de l'honorable labeur de nos historiens du Maine et des richesses qu'offrent nos annales aux érudits qui prennent la peine de les fouiller ».

Quelques semaines plus tard, le jury confirmait ces appréciations d'une façon plus flatteuse encore, en décernant à la Société historique et archéologique du Maine *un grand prix*, la plus haute des récompenses.

La Société, ainsi qu'elle le devait, a reçu cette distinction comme un encouragement à poursuivre des efforts dont l'opinion, au moins, veut bien reconnaître le désintéressement et la valeur. Sa principale ambition, maintenant, doit

être de faire profiter nos vieux monuments des précieuses sympathies qu'on lui a témoignées à l'exposition de 1911.

Ajoutons en terminant, à titre de précédent qu'il peut être utile de noter, que le président de la Société historique et archéologique du Maine avait été nommé, par M. le Maire du Mans, membre du Comité d'honneur de l'Exposition, membre de la Commission des Beaux-Arts, de la Commission municipale des Fêtes et d'organisation de la cavalcade.

A ce dernier titre, il a été chargé spécialement d'étudier deux projets de cavalcade historique : le premier « *Les arts et l'industrie dans la Sarthe à travers les âges* » a été adopté en principe, mais n'a pu recevoir de suite, faute de comité d'exécution ; le second « *La fête de la compagnie du Papegeai* » a dû être abandonné faute d'un concours suffisant de l'armée. Sans un large concours de l'armée, en effet, toute cavalcade *historique* comportant une cavalerie nombreuse est impossible, et l'étude approfondie de la question a convaincu unanimement la Commission des fêtes, qu'en présence des règlements militaires actuels, on ne pouvait organiser au Mans, avec chance convenable de succès, l'un de ces grands cortèges historiques tant admirés jadis et que la Municipalité avait eu tout d'abord l'intelligente pensée de renouveler, en prenant pour sujet « un tournoi du temps de la reine Bérengère ».

Le défaut de place nous oblige, à la dernière heure, à reporter à la prochaine livraison les articles nécrologiques sur nos regrettés confrères, M. Ernest Le Comte et M. le chanoine Chanson.

R. T.

TABLE DES MATIÈRES

DU SOIXANTE-DIXIÈME VOLUME

	Pages
Le Collège-Séminaire de l'Oratoire du Mans (1624-1791), par M. l'abbé A. Reeb.	5, 127
Un Médecin pédagogue au XVIII ^e siècle : Jean Verdier, par M. le Docteur Delaunay.	36
Contilly seigneurial, par M. l'abbé Joseph Vavasseur.	56
Le Mans et ses Monuments, impressions d'un archéologue belge, par M. le vicomte de Ghellinck-Vaernewyck.	81
Un Sauvetage archéologique : La Sainte Made- leine du Vieux-Mans, par M. Robert Triger.	91
Les Lépreux à Assé-le-Riboul au XVI ^e siècle, par M. le chanoine Froger.	121
Relations des de la Jaille avec l'Angleterre, dans le premier quart du XIII ^e siècle, par le R. P. dom L. Guilloreau.	167
Ancinnes, par MM. le chanoine Froger et l'abbé A. Choplin.	186, 237
Thomas Toustain est-il un maçon ou un archi- tecte ? par M. Gabriel Fleury.	209
Madame de Villedieu inconnue, par M. le capi- taine Derome.	225
Le docteur Verdier-Heurtin, par M. le docteur Delaunay.	262

Bibliographie du Maine pour l'année 1910, par M. l'abbé Louis Calendini.	271
Le général de Charette au Mans et la formation des Volontaires de l'Ouest (oct.-nov. 1870), par M. Robert Triger.	287

CHRONIQUES ET LIVRES NOUVEAUX

M. E. Lefèvre Pontalis, professeur titulaire de l'école des Chartes.	101
Nécrologie : Le R. P. de la Croix et M. E. Maire.	101, 102
Décoration militaire : M. Tual.	102
Souvenirs historiques de la bataille du Mans.	103
L'Exposition régionale de l'Ouest : Excursions au Mans de la Société historique d'Ille-et- Vilaine, de la Société des Arts de Laval, et de la Société historique de l'Orne. . . .	104
La statue du conventionnel Levasseur. . . .	109
Congrès archéologique de Reims.	112
<i>Une vieille famille du Maine du XV^e siècle à nos jours</i> , par M. Georges Laffleur. . . .	113
<i>Henri IV et les Jésuites, de 1602 à 1604</i> , par M. l'abbé Paul Calendini.	113
<i>Mémoires du R. P. dom Bernard Audebert, étant prieur de Saint-Denis et depuis assistant du R. P. Général [de la Congrè- gation de Saint-Maur], publiés par dom Guilloreau.</i>	114
<i>Vieux faubourgs, Vieilles rues, Vieux logis, Vieux remparts, Vieilles gens</i> , par M. Frain.	115
<i>Les remarques de M. Launay, vicaire à Loué (1768-1770)</i> , publiées par M. J. L'Hermitte.	116
<i>La Ville et le District de Mamers pendant la Révolution</i> , par M. Gabriel Fleury. . . .	117

<i>Le premier Généralissime de la grande armée catholique et royale de la Vendée</i> , par M. l'abbé Uzureau.	118
<i>Des Chouans (1791-1800)</i> , par M. Frain.	119
<i>La Vie municipale dans le canton de Passais pendant la Révolution</i> , par M. L. Duval.	120
Exposition du Mans : Grand prix décerné à la Société.	216
Excursion de la Société historique de l'Orne.	216
Un Manceau fondateur de la bibliothèque de Vire.	216
Le château de Ballon.	217
M. Senart, docteur de l'Université de Norvège.	220
La rue du 33 ^e Mobiles, au Mans.	220
Mort du général de Charette.	221
<i>L'Église de Notre-Dame de Mayenne</i> , par M. A. Grosse-Duperon.	221
La Société historique et archéologique du Maine à l'Exposition du Mans en 1911.	320

PLANCHES ET GRAVURES

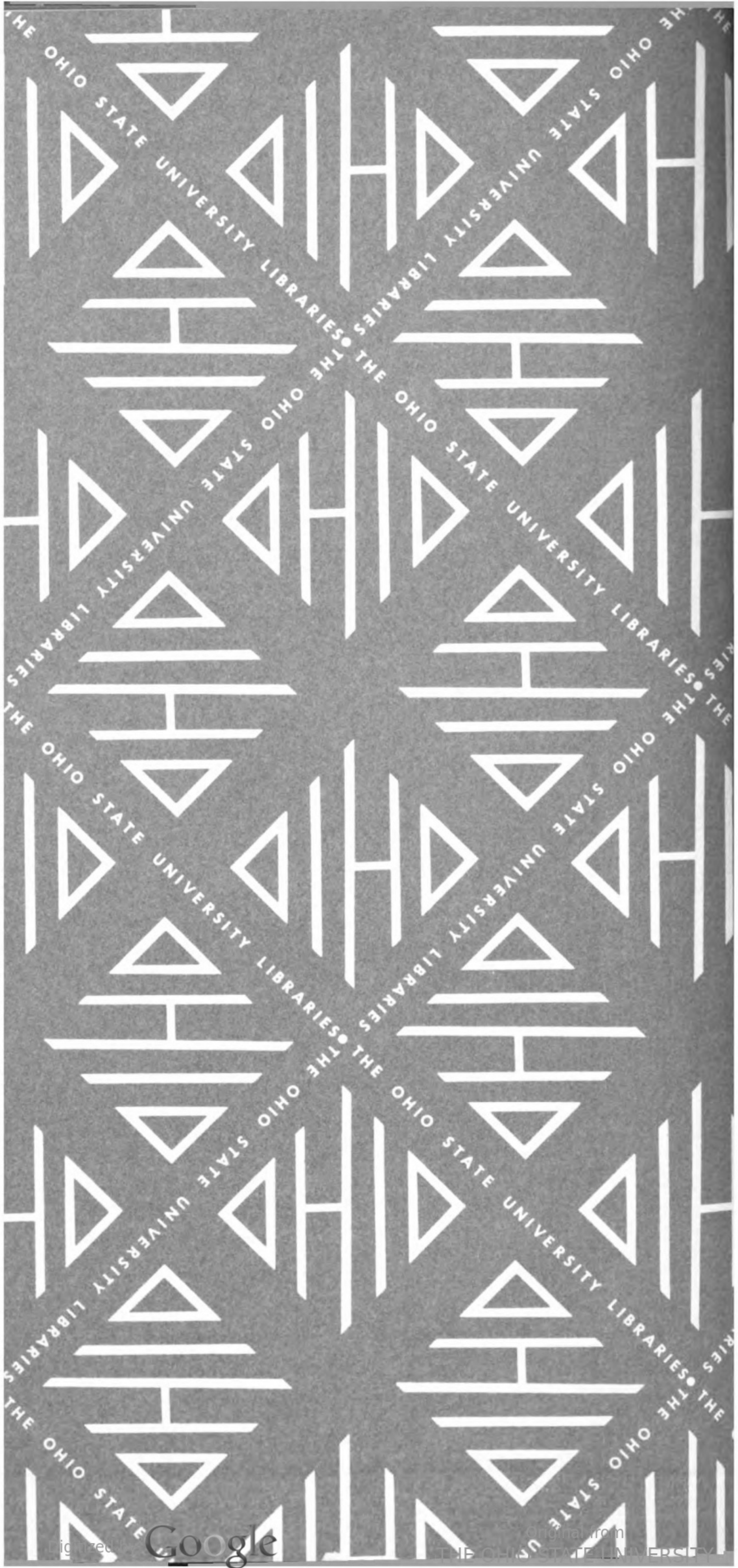
Statue de Sainte Madeleine, rue de Vaux, au Mans.	91
Vue de la Métairie de Pouplain.	199
Plan du bourg d'Ancinnes, en 1760.	203
Portraits de Madame de Villedieu.	227
Ancinette.	241
Château de Coesmes.	245
Plan du fief de Vaubeson.	259
Plan du fief de Vaugaulais.	261
Zouaves pontificaux et Volontaires de l'Ouest.	287

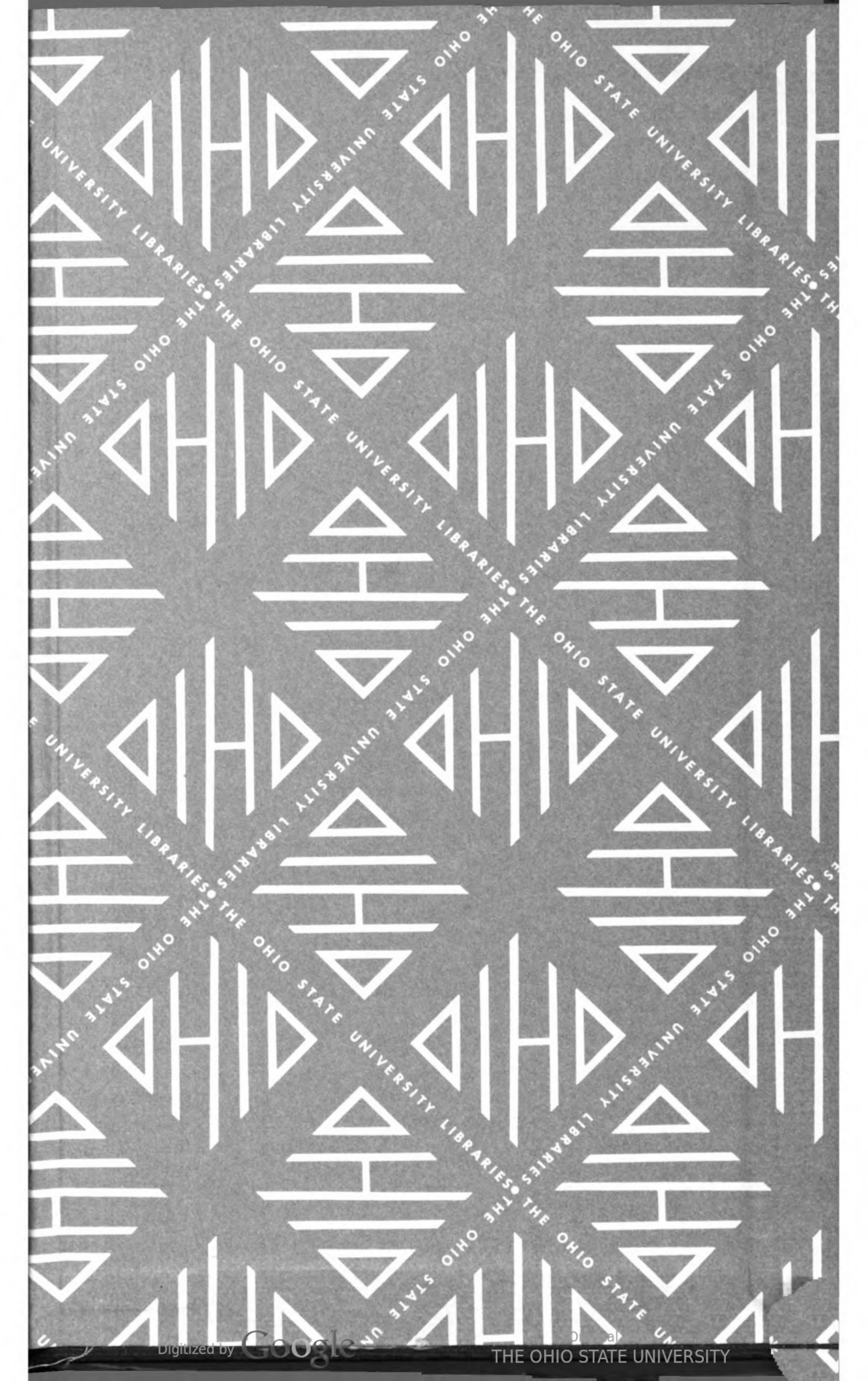
NOMS D'AUTEURS

MM.		MM.	
M ^{is} de Beauchesne.	221	V ^{te} de Ghellinck.	81
L. Calendini.	271	Dom. Guilloreau.	167
A. Choplin.	186, 237	A. Reeb.	5, 127
D ^r Delaunay.	36, 262	R. Triger.	91, 101, 113, 216,
Capitaine Derome.	225		287, 320
G. Fleury.	209	J. Vavasseur.	56
L. Froger.	121, 186, 237		

Le Gérant : G. FLEURY.

MAMERS. — IMPRIMERIE FLEURY. — 1911.






The Ohio State University



3 2435 05439408 5

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	03	36	27	8	12	013	5